



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

On se détend un peu.

- Dans la première photo, Macron, c'est Lino Ventura dans Le fauve est lâché, dans la seconde, c'est Bourvil dans Cent francs par seconde, dans la troisième Belmondo dans Tendre voyou, et dans la dernière, c'est Alain Minc qu'on ne présente plus !

- Quand on observe qu'un fanfaron est censé gouverner, chaque travailleur est en droit de se dire qu'il ne ferait pas pire, ou mieux : que c'est à son tour !

Bienvenue chez les ripoux

Je voudrais qu'on revienne rapidement sur la prise de position du député LFI Alexis Corbière, qui a réclamé plus de policiers et un commissariat de police supplémentaire à Bagnolet.

Tous les partis ont le choix entre participer ou non aux institutions de la Ve République ou les boycotter et les combattre. LFI a décidé en connaissance de cause d'y participer sans en assumer toutes les conséquences.

En se présentant à des élections municipales, on sait d'avance à quoi s'en tenir, à quelle situation on va se trouver rapidement confronté. Corbière réclame plus de flics, moi je dis non, pour nous cette position est intolérable, détestable, je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Qu'est-ce qui se passe à Bagnolet ? Il y a des jeunes qui dealent de la marijuana ou du haschich, du cannabis. A mon avis, si on leur avait offert la possibilité d'avoir un vrai travail avec un salaire décent qui leur permette d'envisager leur avenir, de fonder une famille, etc. je pense qu'ils auraient préféré. Donc ils n'ont pas eu le choix. En même temps, cette situation qu'est-ce qu'elle recouvre ? Il y a des consommateurs, en fait ce sont des travailleurs tout simplement. Il y en a qui picolent pour oublier leurs soucis ou pour se sentir mieux, et il y en a d'autres qui préfèrent fumer un joint, comme il y en a d'autres qui préfèrent se connecter sur Facebook ou regarder TF1, une série de télé-réalité parce que cela les branche, c'est leur problème, ils sont libres.

Donc il y a ceux qui achètent de l'herbe ou du cannabis, et des jeunes qui en font le commerce. Cela va leur permettre de vivre,

cela va leur procurer l'équivalent d'un salaire, et cela peut permettre aussi d'aider leur famille à vivre mieux. On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi leur famille vit aussi mal, pourquoi ils ont autant de besoins qu'ils ne peuvent pas satisfaire avec leurs revenus.

Ce sont des questions au côté desquelles passe Corbière qui n'en a rien à foutre.

Le type qui consomme du cannabis, il ne fait du tort à personne, le mec qui vend de l'herbe ou du cannabis, à ma connaissance il n'empiète pas sur la liberté d'autrui, alors où est le problème ? En revanche, priver un travailleur de boulot, c'est commettre un délit, dans le sens où on réduit sa liberté à rien du tout.

Le seul problème, c'est de ne pas permettre à ceux qui travaillent de pouvoir vivre décemment de leur travail ou à ceux qui sont en âge de travailler de trouver un boulot avec un salaire décent, il est uniquement là le problème. Sa solution est incompatible avec l'existence du régime en place.

Mais poser le problème sous cet angle-là nécessite d'avoir la volonté d'affronter la société telle qu'elle est, le régime, ce à quoi Corbière n'est manifestement pas prêt. Répétons-le, il n'en a rien à foutre, car lui Corbière, comme ses camarades, il dispose d'un revenu entre 10 et 15.000 euros par mois avec sa compagne avocate, alors qu'est-ce qu'il aurait besoin de picoler ou d'un joint pour se sentir bien, ça va pour lui, il est comblé, il est servi, tout va bien pour eux, ce sont des nantis ces gens-là. Non seulement Corbière ne fait pas le procès de la société capitaliste, il s'en prend à ceux qui en sont victimes, en leur reprochant de s'en sortir ou de supporter leur condition comme ils peuvent, c'est incroyable, c'est un réactionnaire fini ce type-là.

Vous voyez à quoi cela conduit de participer aux institutions de la Ve République, tous ceux qui ont été élus conseillers municipaux se retrouvent exactement dans la même situation que monsieur Corbière un jour ou l'autre. Le gouvernement Macron-Philippe ne peut pas satisfaire les besoins de ces jeunes qui dealent du cannabis, alors qu'est-ce que dit Corbière : qu'on les réprime. Du moyen-âge au dernier tiers du XXe siècle, c'était le pinard qui occupait la place du cannabis, qui servait de soupape aux opprimés pour supporter leur condition, puis vint le cannabis, sauf que personne ne l'a jamais assumé.

Nous, nous disons, pour que ces jeunes aient un avenir, le gouvernement Macron-Philippe doit dégager, tout de suite, Corbière et LFI envisagent qu'ils seront en place jusqu'en 2022, nos deux positions sont donc incompatibles.

En attendant, je vais m'en faire un petit, histoire d'oublier ces cloportes avant d'aller me coucher, ils me sortent par les yeux de la tête, un vrai cauchemar.

Et dire qu'il y en a qui ont cru que j'allais me compromettre avec ces médiocrités. En réalité, ils représentent ce que je déteste le plus chez un homme et que j'ai toujours combattu, donc cela ne risquait pas d'arriver, c'était bien mal me connaître. Pendant que Corbière s'attaque aux plus faibles, Mélenchon est nostalgique de la grandeur militaire passée de la France... esclavagiste, coloniale, impérialiste, vous pouvez ajouter raciste, xénophobe, homophobe, misogone et j'en passe des plus réactionnaires, tout est dans l'ordre des choses. A moins qu'elle ait eu une mission civilisatrice qui la plaça au-dessus des autres nations ou peuples...

En complément. Heureusement que les forces de l'ordre étaient assez nombreuses...

- Universités: La police évacue le site de Censier Paris 3 - Reuters 30 avril 2018

Les forces de l'ordre sont intervenues tôt lundi matin pour évacuer le site de Censier, de l'université Paris 3-Sorbonne nouvelle dans le 5e arrondissement de Paris, qui était bloqué depuis le 8 avril, a annoncé la préfecture de police de Paris. Reuters 30 avril 2018

Naufrage.

- Ils ont réussi à faire en sorte que la question de l'immigration, qui fait partie de la propagande de l'extrême droite, devienne omniprésente, ce qui leur permettait de lui accorder une place de premier choix sur la scène politique, qui servirait plus tard un objectif invouable.

On peut noter qu'à l'origine se trouvait la stratégie politique et militaire adoptée par l'Otan, donc les Américains, Otan dont fait partie la Turquie qui a largement contribué à cette opération. Ensuite, des oligarques comme G. Soros y ont également participé, il le revendique ouvertement. Tous les gouvernements des puissances impérialistes occidentales de l'UE se sont alignés sur cette stratégie, ainsi que leurs porte-parole médiatiques, mais pas seulement, tout ce que comptait ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche a été de la partie.

En dernière analyse, cette opération a consisté à conforter l'extrême droite, de sorte qu'elle apparaissait comme l'une des principales forces politiques présente particulièrement lors de chaque élection, afin qu'elle canalise une partie importante des voix des électeurs de droite qui considèrent que l'immigration représente un problème ou un danger, mais aussi ceux qui se disaient

de gauche et qui estimaient qu'elle allait contribuer à la dégradation de leur condition sociale déjà précaire, de telle sorte qu'en pompant des voix à droite et à gauche (institutionnelle) l'extrême droite devienne artificiellement la deuxième force politique, face à laquelle ne demeurerait que le nouveau parti néolibéral qu'ils ont créé de toutes pièces, contre lequel le parti d'extrême droite n'aurait aucune chance de l'emporter, ce qui revenait à faire élire systématiquement à chaque élection le ou les candidats de ce parti de droite ultra libéral sur fond d'abstention massive, ou à instaurer de fait un régime de parti unique, puisque dorénavant aucun autre parti ne pourrait le concurrencer ou le déloger du pouvoir.

Cette opération peu très bien faire long feu ou ce scénario n'est peut-être que provisoire, car en gouvernant ouvertement à droite, si l'électorat minoritaire de Macron peut rester relativement stable, en revanche le nombre de ses opposants qui ne sont pas disposés à le laisser gouverner une seconde fois ne va qu'augmenter au fil du temps, ce qui constitue une menace réelle et sérieuse qu'ils vont devoir prendre en considération. Quelle alternative leur reste-t-il? Au premier abord, aucune.

Ils sont parvenus à réaliser le scénario idéal en brisant le PS et LR, tandis que les voix de gauche se portent sur des formations qui vont du FN à LO en passant par LFI, ce qui laisse un boulevard à LREM. Il faudrait que le FN s'effondre et que tous les partis de LFI à LO s'unissent pour présenter un candidat unique à la présidentielle ou qu'ils soutiennent tous ce candidat lors du second tour, ce qui semble fort improbable puisque ce candidat serait forcément issu de LFI, et comme on a pu l'observer lors des élections de 2017, de nombreux électeurs ne supporteraient pas son discours consensuels ou bourré de contradictions au point de préférer s'abstenir que de cautionner un charlatan.

Pour rééditer l'exploit de 2017, en maintenant au feu le FN, ils n'ont pas besoin de LR et du PS qui par ailleurs soutiennent Macron et LREM. Le niveau élevé de l'abstention favorise leur plan, puisque même minoritaire ils peuvent gouverner, c'est l'essentiel pour eux.

Certains estiment qu'il aurait été préférable de s'engager au côté de Mélenchon ou que son élection aurait ouvert une crise politique sans précédent sous la Ve République, ce qui reste à démontrer, c'est d'ailleurs ce qu'on nous avait déjà raconté en 1981 et vous connaissez la suite.

A la fin des années 70, la situation sociale était aussi très dégradée. Les grèves et les manifestations rassemblaient des centaines de milliers de travailleurs ou d'étudiants à Paris... et elles ne cessèrent de faiblir par la suite, à aucun moment le régime ne fut réellement menacé, la majorité PS-PCF se portait garante des institutions et gérait la société pour le compte des capitalistes, bloquant ainsi toute issue politique favorable aux travailleurs, LFI aurait fait de même à défaut d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime. Ne disposant pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, Mélenchon aurait formé une coalition avec les rogatons du PS, d'EELV, qui en échange aurait exigé des concessions, prétexte dont il se serait servi pour expliquer qu'il n'était pas en mesure d'adopter une autre politique que ses prédécesseurs, qu'il n'y était pour rien et qu'on aurait échappé au pire et la boucle du populisme aurait été bouclée. Voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal.

Ce qui ressort de ce tableau, c'est qu'il existe aucun véritable parti ouvrier en mesure de constituer un pôle de regroupement pour l'ensemble des travailleurs en France ou dans aucun pays en Europe ou ailleurs dans le monde, tous sont marginaux ou ultra minoritaires ou n'existe pratiquement pas, c'est l'aspect le plus inquiétant de la situation. Tous sont issus de partis qui ont été à la remorque du PS et du PCF pendant des décennies. Tous tiennent un discours qui relève de la propagande, au lieu d'expliquer patiemment la situation aux travailleurs, du coup comme ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, ils ne peuvent pas davantage comprendre quels sont les objectifs de leur propagande. Pire encore, sur bien des questions dont celle de l'immigration, ils ont emboîté le pas des Soros et cie. Ils vous diront que ce n'est pas la question qui préoccupe le plus les travailleurs, l'immigration passe après l'emploi et les salaires, les retraites, mais si vous leur demander s'ils trouvent normal qu'une personne qui vient de débarquer en France se voit attribuer un logement, parfois un travail, ainsi que des avantages sociaux, alors qu'ils peinent à survivre ou sont au chômage, etc. ils vous répondront qu'ils ne comprennent pas pourquoi on les accueille les bras ouverts ou on devrait leur accorder un traitement privilégié, même si un grand nombre de migrants sont parqués dans des centres de rétention ou sont traités comme des prisonniers de droit commun, tandis que d'autres sont expulsés.

Ces migrants ont été instrumentalisés dès le départ, parfois avant même qu'ils quittent leur pays d'origine. Les uns provenant d'Afrique ont atterri en Libye (ou y vivaient) et des embarcations ont été mises gracieusement à leur disposition pour qu'ils se rendent en Europe à leur risque et péril, tandis que les autres provenant d'Afghanistan, d'Irak ou de Syrie se sont réfugiés en Turquie et ont ensuite été accompagnées jusqu'aux frontières des pays de l'UE, Autriche, Allemagne, etc.

Contrairement à ce qu'on nous a bien voulu nous expliquer, cette migration a été tout sauf naturelle, elle a été savamment planifiée, puis orchestrée par l'Otan à des fins politiques qu'on préfère feindre d'ignorer pour ne pas être accusé d'en avoir été les complices. Ce genre d'argument peut tromper des esprits naïfs. Je leur répondrai que notre ennemi se trouve dans notre propre pays et que c'est là qu'on doit le combattre, au lieu de prendre la fuite pour ne pas avoir à l'affronter. Avez-vous imaginé un instant ce qui adviendrait si nous adoptions tous cette attitude ? Nous serions à la merci de notre ennemi, qui remporterait une victoire sans même avoir besoin de combattre, c'est complètement insensé. Il n'y a que des ignorants ou des lâches pour soutenir une telle théorie.

On nous a aussi expliqué que certains migrants avaient échappé à des zones de guerre ou à l'avancée des barbares en Syrie. On ne le nie pas, mais maintenant pourquoi ne retourneraient-ils pas en Syrie dans les zones sécurisées par le gouvernement, idem en Irak. On nous dit encore qu'il y aurait des migrants économiques, qui fuient la misère dans leur pays. C'est à croire qu'il n'y a pas

de travailleurs livrés à la misère ou à la pauvreté extrême en France ou en Europe. Pourquoi, parce qu'on s'en accommode ? Quelle hypocrisie !

Si je peux me permettre de citer mon expérience personnelle. Quand j'ai quitté la France en 1996, c'est parce que je n'avais plus les moyens d'y vivre décemment, en revanche je disposais des moyens pour vivre normalement ailleurs, donc j'ai été voir ailleurs. Si maintenant les choses avaient mal tourné, je serais reparti en France, c'est d'ailleurs ce que j'avais fait en 1991, après avoir passé deux ans en Inde et avoir échoué à m'y installer faute de moyens suffisants. Je suis un exilé économique qui a réussi un pari qui était fort risqué. J'ai eu beaucoup de chance en réalité.

Bien entendu qu'il faut exiger que les migrants bénéficient d'un traitement digne de la part des autorités françaises, ce qui n'est pas le cas évidemment, encore faut-il expliquer pourquoi et comment ils sont arrivés là, au lieu de nous raconter des histoires. La pire consistant à expliquer que tous les Français seraient responsables de ce qui leur est arrivé, alors qu'en réalité la responsabilité incombe uniquement aux pays de l'Otan, dont la France qui a déclaré la guerre à leur peuple et qui ensuite les a instrumentalisés pour des raisons politiques.

La décision de quitter son pays a toujours été prise à titre individuel, sauf lorsqu'on se destinait d'envahir un autre pays. Faire croire le contraire coïncide justement avec le discours tenu par l'extrême droite. Etrange que des militants qui se disent de gauche ou d'extrême gauche en tiennent un similaire, mais comme après tout ils étaient favorables à un bombardement de la Syrie par le gang Washington-Paris-Londres pour peu qu'il leur serve un bon prétexte ou que l'ONU leur ait fourni l'autorisation, cela s'explique très bien, en guise d'internationalistes prolétariens ils sont devenus des auxiliaires zélés de l'Otan.

C'est marrant le sort des migrants devrait faire l'objet d'une prise de conscience collective, mais pas le chômage qui frappe plus de 6 millions de travailleurs, le double ou le triple en comptant leurs familles, le sort de millions de retraités voués à la misère, quand ils manifestent, on compte sur les doigts de la main ceux qui les soutiennent. Mais pourquoi enfin ? Lorsque les dirigeants du pays décrètent qu'une question est nationale, ils tiennent à en être, de la même manière qu'ils s'en tiennent à l'agenda institutionnel et attendent tranquillement 2022, inutile de préciser sous quelle influence ils sont, vous avez deviné.

C'est une lubie de petits-bourgeois communautaires et réactionnaires en mal de bonne conscience à défaut d'avoir réellement la volonté d'affronter le régime, cela leur sert de caution de gauche pour masquer leur inconsistance politique, ne comprenant rien à ce qui se joue à l'échelle mondiale...

Illustration.

- ...les sociétés occidentales sont concernées par l'accélération des flux migratoires. De facto, elles sont devenues multiculturelles, ce qui a aussi des traductions électorales importantes. L'Allemagne n'avait pas connu de parti d'extrême droite au Parlement depuis 1945 et, cet automne, l'Alternative für Deutschland (AfD) a fait 12 % des voix. Ce fut le prix électoral du choc migratoire brutal encaissé par le pays. Même chose en Italie avec la dislocation du paysage politique traditionnel et la poussée des partis populistes. Au Royaume-Uni, c'est la question sous-jacente de l'immigration est-européenne qui a conduit au Brexit. On peut également citer la promesse de Trump de construire un mur le long de la frontière mexicaine... Libération 29.04

- A quoi servent les socialistes européens ? - Liberation.fr 29 avril 2018

La social-démocratie a-t-elle encore un avenir sur le Vieux Continent ? Les élections récentes, en France, en Allemagne ou en Italie, montrent que partout en Europe, elle s'effondre. Pour comprendre la crise qu'elle traverse, on peut observer les socialistes à Bruxelles, notamment au Parlement européen (où ils forment le deuxième groupe avec 187 députés sur 751). Ce qui frappe, c'est à la fois leur extrême division idéologique et leur incapacité à se comporter autrement que comme une force d'appoint des conservateurs européens du Parti populaire européen (PPE).

On l'a vu lors du vote de la résolution sur l'affaire Selmayr, le 18 avril : une majorité du groupe socialiste, emmenée par le SPD allemand et le PSOE espagnol, a soutenu le PPE (premier groupe avec 219 députés) qui voulait sauver la peau du secrétaire général. Si on peut comprendre l'attitude du PPE, qui ne voulait pas sacrifier ses hommes, celle des socialistes est incompréhensible. A un an des élections européennes, leur intérêt était de se distinguer des conservateurs et de montrer qu'ils n'étaient pas les «idiots utiles» de la droite. Profondément divisés (les Français, les Belges, les Néerlandais et les Italiens jouant les francs-tireurs), ils ont validé la nomination de Selmayr, qui n'est rien d'autre qu'une prise de contrôle par le PPE de l'administration communautaire. Cette incapacité à stopper la droite devrait se révéler jeudi, lors du vote qui désignera le représentant du Parlement au sein du «comité de sélection» de douze membres chargé d'établir une liste de candidats au poste de procureur européen. Selon toute probabilité, le PPE devrait parvenir à imposer son candidat : Rachida Dati, l'ex-garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy. A force de rechercher le compromis, les socialistes européens ont sombré dans la compromission. Une explication à leur perte de légitimité. Liberation.fr 29 avril 2018

En famille. La confrérie des fossoyeurs du socialisme unis... au chevet du régime.

- Un "meeting unitaire" à Paris pour donner le "coup d'envoi" des mobilisations - AFP 30 avril 2018

Deux à trois cents personnes se sont retrouvées lundi place de la République à Paris pour un "meeting unitaire" des forces politiques de gauche -moins la France insoumise et le PS- censé donner le "coup d'envoi" des mobilisations du mois de mai, a constaté une journaliste de l'AFP.

Dix organisations avaient appelé à ce rassemblement, décidé il y a une dizaine de jours, dont le PCF, Ensemble, EELV, le Parti de gauche, Générations, Nouvelle Donne.

Alors que manquait à l'appel la France insoumise, et que les syndicats abordent la journée de mardi en ordre dispersé, M. Laurent a insisté sur la nécessaire "unité" des forces de gauche.

Même message de la part de la part d'Olivier Besancenot (NPA): "Il sera beau ce mois de mai, vous verrez, il sera beau, et ceux qui ne comprennent pas que l'unité est essentielle dans ce conflit, ils reviendront de toute façon, parce qu'ils n'auront pas le choix, parce qu'il n'y a pas de place pour le sectarisme. On a besoin d'une victoire sociale et politique, et cette victoire sociale et politique on va la gagner toutes et tous ensemble", a-t-il souligné.

L'ancien candidat à la présidentielle a aussi insisté sur l'obligation pour les politiques de rester derrière le mouvement social -- un message à l'intention de Jean-Luc Mélenchon, qui avait pu donner le sentiment à l'automne de vouloir concurrencer les organisations syndicales.

"Notre responsabilité politique à nous, ce n'est pas d'avoir la grosse tête, ce n'est pas de se substituer aux luttes réelles (...) mais c'est de pousser dans le même sens, faire le B-A BA, la fameuse convergence des luttes, l'alliance entre les luttes", a-t-il déclaré.
AFP 30 avril 2018

Tout ce que compte ou presque de réactionnaires ou contre-révolutionnaires la pseudo-gauche et extrême gauche...

Parole d'internaute. A l'épreuve du temps qui passe...

- *"Une thèse abrupte : des capitalistes américains super riches ont financé le "socialisme".*

Un paradoxe bizarre résolu quand le socialisme fut compris, non pas comme « le pouvoir au peuple », mais comme le pouvoir de l'élite sur le peuple.

A ce jour, l'arnaque de la gauche est encore ignorée de la majeure partie de la population qui se fie aux discours et non pas aux actes.

La sociale démocratie est le cache-sexe du pouvoir mondial qui vend son emprise destructrice sous la forme d'un progrès pour toute l'humanité : très orwellien."

Ce qui distingue un militant embrigadé dans un de ces partis dégénérés dits ouvriers tous courants confondus, et un militant qui n'a pas été formaté à leurs dogmes, c'est que ce dernier sera apte à aborder la situation ou n'importe quel sujet quel que soit l'angle sous lequel un travailleur le présente ou l'interprète.

Cet internaute, qui a posté ce commentaire sur le Net, est un travailleur, ce n'est apparemment pas un ouvrier ou un travailleur manuel, peu importe, pour nous c'est un travailleur.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas trop ce qu'il dit, mais plutôt ce que révèle son discours.

Sa réflexion sera incompréhensible à tous ces militants rongés par le dogmatisme. Ils la traiteront de préférence en adoptant un air supérieur ou méprisant, parce qu'ils considèrent ce genre de discours comme l'expression d'un petit-bourgeois qui se perdrait dans des considérations qui n'ont ni queue ni tête ou qui ne mènent nulle part, ce qui n'est pas entièrement faux, mais ô combien révélateur. Parce que eux, voyez-vous, au moins ils savent où ils en sont et ils le traduisent en pratique, et peu leur importe que quelques années ou décennies plus tard ils en soient toujours au même point ou que la cause pour laquelle ils combattent ait encore régressé. L'essentiel, c'est d'avoir bonne conscience et ils se moquent du reste.

Autoproclamation, autojustification, autosatisfaction, voilà les trois stades par lesquels ils passent en général. Plus le temps passe, moins ils vont être en mesure de réfléchir sereinement. Même lorsque les faits leur auront donné tort une multitude de fois, ils demeureront persuadés d'avoir toujours eu raison, car ils considèrent que si la situation a mal tourné, ils n'y étaient forcément pour rien, et pour le justifier ils vous dresseront la liste pratiquement illimitée des facteurs qui en seraient responsables, qui en réalité leur servent de boucs émissaires pour masquer leur inconsistance pour ne pas dire pire encore.

Un tel mode de pensée s'accommode au fil du temps de tout ou presque, des pires mensonges et méthodes détestables

ou invouables pour les couvrir.

Je vous laisse analyser librement le contenu de ce commentaire, il y a de quoi remplir des pages ou tenir une réunion pendant des heures. Je vais tout de même déblayer le terrain pour vous faciliter les choses.

Je dirais simplement, qu'il révèle que l'interprétation qu'on nous a fourni des différents acteurs (et leur évolution, leurs rapports) qui composaient la situation au cours des 7 ou 8 dernières décennies, n'a jamais ou presque correspondu à la réalité, qui fut tronquée ou déformée au point de la rendre méconnaissable, et par conséquent incompréhensible, partant de là les militants ne ramèrent pas à contre-courant, mais bien dans le sens du courant qui devait nous conduire où nous en sommes rendu aujourd'hui, autrement dit au lieu d'œuvrer consciemment à notre cause, ils participèrent inconsciemment à une toute autre entreprise, dont aujourd'hui encore ils n'ont pas idée.

Les plus irréductible hurleront à la diffamation en lisant ces lignes, les autres totalement décontenancés ou ne sachant plus quoi penser, préféreront faire comme s'ils n'avaient rien entendu, et seuls une infime minorité parmi eux auront encore la force de tendre l'oreille à nos arguments qui ne tombent pas du ciel, puisqu'on s'emploie toujours à les étayer ; souvenez-vous, combien de fois on prit leurs dirigeants en flagrants délits...

Le commentaire de cet internaute pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. On les connaît, mais on ne les rappellera pas ici.

L'exercice consistera à recenser toutes les questions ou hypothèses qu'ils soulèvent, qui de fil en aiguille, sans même qu'on essaie d'y répondre, par le seul fait de les faire jaillir (ces questions ou hypothèses), en les mettant bout à bout on parviendra patiemment à tisser pas à pas la trame qui permettra ensuite de comprendre comment et pourquoi "l'arnaque de la gauche" a pu fonctionner pendant de si nombreuses décennies, en fait près d'un siècle, entre temps on aura été amené à se pencher sur la véritable nature de la social-démocratie, qui, si elle correspondait à la définition qu'en avaient donné autrefois les marxistes, n'avait rien à voir avec celle qu'avaient colportée nos dirigeants.

Un autre exercice, plus délicat, consistera à déterminer pourquoi la plupart des gens ont tendance à se fier aux discours plutôt qu'aux actes. Epreuve particulièrement difficile ou éprouvante, voire insupportable, la précédente l'était également du reste, parce qu'elle nous concerne absolument tous. Cela nous amènera à nous interroger sur notre propre discours, qui est aussi révélateur que nos actes ou davantage encore, puisqu'il y figure une part d'inconscience que l'on n'a jamais soupçonnée la plupart du temps, rien ne doit passer à travers les mailles de notre esprit critique pour peu qu'il soit bien aiguisé et qu'on fasse preuve évidemment d'un minimum d'honnêteté, c'est indispensable, ce qu'on accorde a priori à chaque militant ou lecteur.

Je suis curieux de voir comment chacun va se sortir de cette épreuve, indemne, ce sera rare ou exceptionnel, en morceaux ou ravagé, c'est plus plausible, avant qu'on vous ramasse à la petite cuillère vous pourrez toujours recoller les morceaux en lisant les causeries antérieures, tout y est ou presque.

Cette épreuve est destinée à faire progresser la conscience politique de chacun, y compris la mienne évidemment, sinon je ne me serais pas donné tant de mal, à condition toutefois de la mener à son terme.

ACTUALITE EN TITRES

Bienvenue en médiocratie.

- "Macron à l'Élysée, le casse du siècle": le nom "En Marche" n'aurait aucun rapport avec les initiales de Macron. Vraiment? - Le HuffPost 30 avril 2018

- Pour Geneviève de Fontenay, "Mélenchon c'est Miss France qui n'est pas devenue Miss Univers" - Le HuffPost 30 avril 2018

- 1er MAI. Une marche à l'ombre pour les syndicats - Liberation.fr 30 avril 2018

- La ministre de l'Intérieur britannique Amber Rudd démissionne, accablée par les scandales - Le HuffPost 29.04

Google, Facebook, Twitter, c'est légitime, c'est "l'axe du bien", Telegram, c'est illégitime, c'est "l'axe du mal".

- A Moscou, des milliers de Russes dans la rue contre le blocage de Telegram - AFP 1 mai 2018

- L'Iran interdit l'utilisation de l'application Telegram - Reuters 1 mai 2018

Et la meilleure, c'est qu'il y a peut-être encore des dingues dans certains partis pour se donner des pseudonymes. Sur le Net, on peut comprendre, c'est autre chose, n'importe qui y a accès, c'est donc fortement recommandé.

Imaginons un instant que je sois une saloperie de DRH, qui bosse dans une grande boîte qui s'apprête à dégraisser, je dois établir la liste de mes charrettes. Je vais taper sur Google et Facebook le nom de chaque salarié, et en fonction des résultats obtenus, j'aurai le nom de ceux qui sont les plus à gauche qu'il faut virer en priorité, ou qui auraient eu un comportement passé ou présent inavouable sur lesquels je pourrai faire pression...

Cela peut aller beaucoup plus loin qu'on ne le pense généralement. Imaginez que vous soyez en butte avec un service administratif ou que vous vous retrouviez embringué dans une affaire judiciaire malgré vous, des fonctionnaires ou des magistrats mal intentionnés pourraient se servir contre vous de ce qu'ils ont appris sur votre compte que vous ne leur aviez pas révélé...

Bon, dans mon cas, il est trop tard pour que j'y pense et je m'en fous à vrai dire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme ou la main de fer dans un gant de velour.

- Arménie : Pachinian, le "candidat du peuple" - euronews 30 avril 2018

- Arménie: devant ses partisans, Pachinian se dit "prêt" à devenir Premier ministre - AFP 30 avril 2018

L'opposant arménien Nikol Pachinian a réuni dimanche des dizaines de milliers de ses partisans à Erevan, auxquels il a promis la "victoire de la révolution de velours", se disant "prêt" à devenir Premier ministre. AFP 30 avril 2018

LVOG - Les Arméniens sont "surpris" eux-mêmes, tiens donc !

- Sa popularité, dont la hausse fulgurante doit beaucoup à son rôle de premier plan lors des manifestations, a transformé l'opposant en «héros» aux yeux des Arméniens, remarque l'expert indépendant Ervand Bozoïan. «Depuis les années 1990, les gens n'espéraient plus le changement dans ce pays. Maintenant, ils voient que c'est possible. Les gens sont surpris», souligne-t-il. Un espoir aussi pour les jeunes gens et jeunes filles massivement présents dans les manifestations.

LVOG - Quand la droite fait place à la droite, c'est "est bénéfique pour le pays" !

- «Il y a un consensus politique, y compris parmi les Républicains, sur le fait que la résolution de cette crise est bénéfique pour le pays», a estimé le politologue Hakob Badalian interrogé par l'AFP. leparisien.fr 30 avril 2018,

Ils osent tout. Quand les faux-monnayeurs qui dominent le monde en perdition font des émules à gogo.

Hier, à défaut de preuves ils en fabriquaient, de nos jours ils ne se donnent même plus cette peine, l'affirmation qu'ils en possèdent suffira. Ils ont franchi un cran dans le totalitarisme.

- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir menti sur ses intentions nucléaires - Reuters 1 mai 2018

- Netanyahu: Israël a des "preuves concluantes" d'un programme nucléaire iranien secret - AFP 1 mai 2018

Benjamin Netanyahu a affirmé lundi qu'Israël disposait de nouvelles "preuves concluantes" d'un plan secret que l'Iran pourrait activer à tout moment pour se doter de la bombe atomique, douze jours avant une échéance cruciale pour l'accord conclu en 2015 sur le nucléaire iranien.

Des informations que le nouveau chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, qui dirigeait la CIA jusqu'à la semaine dernière, a jugé "authentiques" et souvent inédites, après sa rencontre dimanche avec M. Netanyahu.

Dans une première réaction, l'Iran, qui a toujours affirmé ne pas chercher à se doter de l'arme nucléaire, s'est moqué des "pseudo-révélation" de M. Netanyahu.

Ces documents, contenus dans des classeurs ou stockés sur des CD servant de décor à la déclaration de M. Netanyahu, avaient été déplacés en 2017 dans un lieu secret et apparemment délabré à Téhéran, a-t-il dit.

Cette demi-tonne de matériel contient des "preuves nouvelles et concluantes du programme d'armes nucléaires que l'Iran a dissimulé pendant des années aux yeux de la communauté internationale dans ses archives atomiques secrètes", a-t-il affirmé.

M. Netanyahu a essentiellement fourni des détails relatifs à un plan iranien ancien appelé Amad visant à produire cinq têtes nucléaires. Israël peut à présent "prouver que l'Iran stocke secrètement du matériel provenant du projet Amad pour s'en servir au moment de son choix et développer des armes nucléaires", a-t-il dit, à grand renfort de documents ou de cartes diffusés sur un écran.

"Je sais qu'il y a des gens qui disent que ces documents ne sont pas authentiques. Je peux vous confirmer, pour vous, que ces documents sont réels, qu'ils sont authentiques", a déclaré Mike Pompeo à la presse à bord de l'avion qui le ramenait à Washington.

"On avait connaissance de ce matériel depuis un certain temps et on en a bien entendu discuté hier lorsque nous étions ensemble" avec M. Netanyahu, a-t-il expliqué.

"L'Iran a un solide programme d'armes nucléaires clandestin qu'il a essayé, en vain, de cacher au monde et à son propre peuple", avait fait savoir auparavant la Maison Blanche dans un communiqué.

M. Netanyahu n'a pas fourni d'élément concret indiquant que la République islamique avait activement cherché depuis 2015 à se doter de la bombe atomique.

Le Parlement israélien a voté lundi une loi permettant au Premier ministre et au ministre de la Défense de décider d'entrer en guerre sans réunir le gouvernement. AFP 1 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (16 pages)

Au bout de deux ans j'ai dû mettre fin à mon activité d'éleveur de chèvres.

Un des deux vieux villageois qui les emmenait paître a fait défection, et un seul ne pouvait pas surveiller une trentaine de chèvres, personnellement j'en avais 14, dont 2 chevreaux que je gardais la journée dans le jardin. Il ne voulait pas assumer cette responsabilité suite à plusieurs attaques ces derniers jours par des chiens sauvages qui ont tué plusieurs chèvres. Du coup nos chèvres ont atterri chez une des soeurs de ma compagne qui avait de la place pour les héberger et son époux du temps pour s'en occuper, c'est à 5 kms de chez nous.

J'ai eu de la peine de voir partir mes bêtes, sur les 14 j'en avais vu naître 11 et j'en avais nourri plusieurs au biberon, je m'en occupais soigneusement et je leur parlais, pépère devient gaga ! Mais en même temps, sachant qu'elles étaient vouées à l'abattage, j'ai échappé à ce jour déchirant ou cruel.

Deux ans, c'était suffisant. Je sais que si j'avais obtenu un poste à temps plein de prof de français au lycée français de Pondichéry, au bout de quelques années j'en aurais eu marre ou j'aurais eu envie de faire autre chose, je n'aurais jamais pu supporter d'exercer le même métier toute la vie, cela ramollit le cerveau, je plains ceux qui y sont contraints.

Les infos de la journée de jeudi ne figurent pas dans cette causerie, hormis un titre ou deux.

Dorénavant, quand je n'ai pas la tête ailleurs, j'inscris la date après le titre et à la fin d'un article. Quand je m'exprime avant un article, je fais figurer mon monogramme (LVOG), et j'indique celui de l'auteur d'un article dès que je le reproduis. Ces précautions afin d'éviter tout malentendu entre nous.

Un mot sur l'actualité.

Quand j'étais jeune, je voulais en découdre, j'étais plutôt gauchiste sans savoir ce que cela signifiait sur le plan politique. Je croyais que les manif servaient à casser du flic, puis je me suis vite rendu compte que ce n'était pas le cas, du coup cela m'a forcé à réfléchir, car apparemment il y avait quelque chose que je n'avais pas bien saisi. En lisant les marxistes et en m'organisant, en militant, j'ai réussi à progresser, c'est tout le mal que je souhaite à la jeunesse issue du prolétariat.

Personne ne peut se substituer aux masses, c'est la principale leçon que j'ai retenue, car sans les masses ou en se détournant des masses, on est voué à adopter un mode de pensée individualiste qui conduit à la confusion et à toutes les dérives, récupérations ou instrumentalisation possibles et inimaginables, de sorte qu'on en arrive à nuire à la cause pour laquelle on prétend combattre, sans en tirer le moindre profit, ce qui est stupide. Aux qualités qu'il faut cultiver, à la modestie ajoutons la patience, la persévérance, la rigueur, la discipline, qui misent au service de la logique serviront utilement notre cause.

Quand vous lisez des articles dans différents blogs ou portails qui se veulent de gauche, progressiste, indépendant ou je ne sais quoi encore, cherchez où sont passés les masses ou la lutte des classes. Si elles n'y figurent pas, c'est que leurs auteurs les ont fait disparaître parce qu'ils n'ont aucune perspective politique à vous proposer ou ce qu'ils vous proposent consiste à vous accommoder du régime en place ou de ses institutions auxquelles ils s'en remettent en dernier ressort. En ayant ce facteur à l'esprit, vous ne pouvez pas vous tromper ou être manipulé, vous manipulez vous-même, vous êtes en présence de représentants de l'ordre établi qui s'expriment, qu'ils en aient conscience ou non.

C'est aussi un moyen pour ne pas devenir parano ou de manifester une suspicion excessive ou injustifiée, car dans ce cas-là vous seriez amenés à passer à côté de l'essentiel ou à produire des contresens, à vous embrouiller lors de la lecture d'articles disons convenables ou correctes, qui somme toute sont forcément très rares.

Black day.

Les Black blocs remplissent le même rôle que les provocateurs et autres flics, qui hier s'infiltraient dans les manifestations du mouvement ouvrier avec pour mission de les disloquer et de les discréditer, en ce sens ce sont des agents de la réaction.

Ce qui les caractérise, c'est l'absence d'analyse, de théorie, de stratégie, de programme, de parti, de liens avec la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ils sont uniquement guidés par des intérêts individuels et immédiats comme n'importe quel petit bourgeois. Leur référence au socialisme ou à l'anarchisme sert de caution à un anticapitalisme du spectacle qu'ils mettent en scène selon un scénario qui s'inspire du gauchisme.

Le recours systématiquement à la violence témoigne de leur refus de s'inscrire dans le cadre du processus historique qui coïncida avec le développement de la lutte des classes parallèlement à celui des forces productives, comme étant l'un des principaux facteurs de l'évolution ou du progrès de la civilisation humaine. Ce déni ou leur ignorance les conduit à se substituer aux masses ou à ignorer leur niveau de conscience, ce qui s'illustre par leur incapacité de proposer à la classe ouvrière la moindre stratégie pour en finir avec le capitalisme.

En règle générale les masses condamnent leur violence, ce qui permet au gouvernement d'avoir le beau rôle et de se présenter en gardien de l'ordre. Autrement dit, ils fournissent une occasion inespérée à Macron d'apparaître majoritaire et légitime, alors qu'en réalité la majorité rejette sa politique.

De deux choses l'une, soit il faut que les organisateurs des manifestations les chassent avant qu'elles commencent, soit, avant le début des manifestations il faut les rabattre vers les CRS afin qu'ils les encerclent et les neutralisent. Il faut refuser que les manifestations démarrent tant qu'ils demeurent en-tête ou dans le cortège. En dernière extrémité, si on en a les moyens, il faut les affronter.

Réactions de quelques internautes qui permettent de cerner leur capacité de nuisance et au profit de qui.

- 1- "Combien de violence dues à l'extrême gauche", alors qu'ils sont étrangers à l'extrême gauche ou au mouvement ouvrier.
- 2- "Ces fascistes rouges", accusation coïncidant avec l'amalgame ordurier rouge-brun.

Philippe n'est pas en reste : "Je constate qu'à l'extrême droite, à l'extrême gauche, on trouve souvent des gens qui attisent, attisent la peur, la colère, parfois la provoquent", a déclaré mercredi le Premier ministre. (huffingtonpost.fr 02.05)

- 3- "Terroristes d'extrême-gauche", idem.

LVOG - Ils bénéficient de la mansuétude pour ne pas dire davantage de Macron et du ministre de l'Intérieur.

4- "Ils sont financés par George Soros : c'est à lui de payer la facture.

Ca me fait penser à IS qui après un an de frappes de l'Otan grandissait... Ces types servent une idéologie de gauche altermondialiste, no border etc... Merci George et Open society."

5- "Leur caractéristique principale est surtout de n'être jamais inquiétés par la justice..."

6- "Question : combien de condamnations ?"

7- "Pourquoi sont-ils autorisés à prendre part à des manifs et ne sont-ils pas dispersés ou arrêtés immédiatement ?"

8- "Il serait intéressant de savoir ce que nos services de renseignement savaient, car par ces temps de terrorisme islamique, voir débouler 1200 casseurs armés jusqu'aux dents, masqués, entraînés, formés à la guérilla urbaine à de quoi surprendre les citoyens que nous sommes et qui payons des impôts en partie pour vivre en sécurité."

9- "Ces voyous ne devraient même pas être autorisés à manifester et les personnes qui leurs permettent de défiler en tête de cortège devraient être poursuivis pour complicité de trouble à l'ordre public."

10- "Ce sont les mêmes qui après avoir jeté des cocktails molotov se posent en victime de la violence policière et de la répression judiciaire, message qui passe très bien dans une frange de la gauche qui leur trouve des excuses et les défendent."

11- "Combien de policiers infiltrés dans les casseurs ?"

12- La gendarmerie mobile n'est elle pas aussi ultra-mobile que ce blackblock?

13- "10 ans de prison pour tous ceux qui ont été arrêtés Car c'est un des plus grands crimes que celui d'utiliser une manifestation syndicale paisible pour en profiter et casser , détruire, agresser. Cela nuit à l'image syndicale qui pourrait apparaître comme organisation terroriste ce qu'elle n'est pas."

LVOG - ils servent à justifier la répression du mouvement ouvrier comme vous venez de le constater. Je n'ai pas coupé certains commentaires pour que les lecteurs puissent l'observer par eux-mêmes.

Ils permettent à Macron de se poser en défenseur de la démocratie

Reuters - "Il y a un gouvernement, il y a un Etat, il est dirigé, et il continuera à agir", a déclaré le président à la presse.

En déplacement mercredi dans le Cher, Edouard Philippe a souligné la "fermeté" et la "tranquillité" des pouvoirs publics face à "des casseurs dont la volonté est de remettre en cause notre société et à certains égards notre démocratie"

Sur France 2 mercredi matin, le ministre de l'Intérieur a mis en garde, à la suite d'Edouard Philippe, contre les "discours radicaux" qui inciteraient à la violence.

"Lorsque vous avez une partie de la classe politique, sur les marges, qui appelle à 'faire la fête à Macron', certains le prennent au pied de la lettre", a estimé Gérard Collomb. Mardi, le chef du gouvernement avait condamné "l'irresponsabilité des discours radicaux qui encouragent de tels agissements".

François Ruffin, député "insoumis" de la Somme, appelle à une manifestation nationale samedi à Paris pour "faire la fête à Macron" à l'occasion du premier anniversaire de son élection.

Gérard Collomb a assuré que le dispositif de maintien de l'ordre serait renforcé pour ces rassemblements, qui interviennent dans un climat social tendu avec les grèves à la SNCF et Air France.

"J'ai peur qu'un certain nombre de gens soient aspirés par la spirale des mots", a souligné le ministre de l'Intérieur, qui s'est par ailleurs déclaré favorable à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements du 1er-Mai notamment réclamée par le PS.

Il a défendu "une gestion républicaine de l'ordre public, équilibrée" tout en reconnaissant que les forces de l'ordre avaient été surprises par le nombre de "Black blocs", venus également d'Allemagne ou d'Italie. "Ça a pris un peu temps, j'en conviens" pour les circonscrire, a-t-il dit.

Les forces de sécurité en attendaient "500 à 1.000".

Gérard Collomb a reconnu que les forces de l'ordre devraient désormais "s'adapter" à un mouvement - déjà identifié lors des manifestations de 2016 contre la loi Travail dite "El Khomri" - "qui est puissant". Reuters 02.05

LVOG - Ils tenaient le même discours en parlant d'Emirat islamique ou Daesh qu'ils laissèrent volontairement proliférer, puis la Russie et l'Iran s'emmêlèrent, vous connaissez la suite.

A leurs terroristes, aux milices d'extrême droite, il faut ajouter les Black blocs parmi les alliés instrumentalisés du régime. Ils ont besoin de se créer des ennemis factices pour justifier leur système policier. Factices parce qu'ils ne représentent aucun danger pour le régime, car seule la mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs pourrait le menacer et le renverser.

Préméditation.

Le Figaro - Un cauchemar pour les prévisions que réclament pourtant les préfets sur le potentiel explosif des rassemblements de l'ultra-gauche. À chaque fois que des débordements importants ont eu lieu, la police avait sous-estimé l'ampleur de la mobilisation. Le Figaro 01.05

AFP - La préfecture faisait état d'environ 1.200 individus encagoulés sur le pont d'Austerlitz. AFP 01.05

LVOG -Il n'aurait dû pouvoir aller plus loin que le pont d'Austerlitz...

L'exécutif rejette toute défaillance après les heurts du 1er-Mai - Reuters 2 mai 2018

La garde à vue de 43 personnes, dont cinq mineurs, a été prolongée mercredi soir, sur un total d'une centaine au départ, a-t-on appris auprès du Parquet de Paris.

Deux majeurs et un mineur devaient être déférés dans la soirée au tribunal en vue de leur présentation au parquet jeudi matin, a-t-on précisé de même source.

Les autres procédures ont été classées sans suite. Reuters 2 mai 2018

LVOG - En réalité, près de 200 avaient été arrêtés... et rapidement relâchés !

- 1er Mai: des centaines d'individus encagoulés bloquent la manifestation parisienne - AFP 02.05

La manifestation parisienne du 1er Mai avançait difficilement, après s'être élancée de la place de la Bastille, bloquée par des centaines d'individus encagoulés, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 02.05

LVOG - Ils étaient bien là pour "bloquer" la manifestation afin qu'elle prenne une tournure violente...

Quand les médias leur offrent gracieusement une tribune ou en font la promotion.

- «Mardi, j'ai participé au Black Bloc parisien» - liberation.fr 2 mai 2018

Depuis mardi soir, et l'épilogue houleux de la manifestation du 1er Mai, il n'est question que d'eux. Pour le gouvernement, ils sont les «casseurs». Eux dénoncent «la pression exercée par l'Etat sur différents groupes du corps social». Johan (1), 24 ans, a participé au Black Bloc ayant dégradé 31 commerces et 16 véhicules à Paris. Pour Libération, il décrit la philosophie de ce mode d'action et légitime le recours à la violence. A partir de ce jeudi, certaines des 109 personnes placées en garde à vue après les heurts seront jugées en comparution immédiate. Le 1er mai

«D'abord, je voudrais dire que je parle du Black Bloc en mon nom propre, pour rappeler ses objectifs et sa visée politique bien réels, contrairement à ce qu'on entend partout. Mardi, j'ai participé au cortège parisien. Je ne donnerai ici aucun élément touchant de près ou de loin à ce que j'y ai accompli ou à la réalité de l'organisation. Pour ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la présence d'un Black Bloc le 1er Mai, je voudrais rappeler qu'avant d'être la fête du travail, cette date est la commémoration de l'injuste condamnation à mort de sept anarchistes américains [en 1886 à Chicago, ndlr].

La tactique

«Le Black Bloc n'est ni un parti ni un mouvement, c'est une tactique, un outil, une modalité d'action politique. Le Black Bloc se forme ponctuellement, pour un événement précis, puis se dissout immédiatement. Il n'a aucune stratégie politique de long terme. Il regroupe des gens de bords différents, des jeunes, des vieux, de surcroît de classes sociales hétérogènes. Mardi, il y avait dans le cortège parisien des camarades venus de nombreux pays d'Europe, car notre lutte est internationaliste : le capitalisme mène une lutte mondialisée, notre résistance doit l'être tout autant.

«Le dress code, être vêtu de noir et porter la cagoule, résulte de deux logiques. D'abord, évidemment, il s'agit de se préserver de la répression policière, de la vidéosurveillance. Ensuite, la tenue a valeur de solidarité. Toutes les personnes encagoulées, équipées de masque à gaz ou de lunettes de piscine, ne se livrent pas forcément aux dégradations. Toutefois, en arborant le dress code, elles acceptent d'assumer collectivement les opérations et de rendre le plus compliqué possible l'exercice d'identification par les policiers.

La violence

«Il est assez consternant de voir revenir au lendemain de chaque action du Black Bloc ce langage politico-médiatique insistant simplement sur son aspect violent. L'idée est claire : il convient de délégitimer l'action du Black Bloc, avec cette rengaine de la violence pour la violence, de casser pour casser. Au contraire, le Black Bloc n'a rien d'apolitique. Il ne frappe pas aveuglément. Son essence est de montrer la conflictualité sociale, la logique de répression. Au quotidien, l'Etat exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. Par sa volonté de confrontation, le Black Bloc met le doigt sur cette frontalité, et pousse l'Etat dans ses retranchements afin qu'il affiche son vrai visage. Immédiatement, nous voyons alors affleurer les violences policières, qui s'expriment pourtant quotidiennement dans les quartiers populaires, contre les personnes racisées et les sans-papiers. Quant au terme "casseur", il est à rejeter. Il participe lui aussi à la volonté du pouvoir de dépolitiser le Black Bloc. Il n'y a pas de mots adéquats pour définir le Black Bloc. Je dirais que nous sommes militants, activistes, révolutionnaires et d'autres choses encore.

Le ciblage

«Le Black Bloc favorise des actions groupées et rapides. Il y a des cibles évidentes, les McDonald's, les concessionnaires de voitures de luxe, les banques et, bien sûr, les bâtiments administratifs, les commissariats. Loin d'être gratuit, le ciblage se concentre sur les symboles de l'Etat et du capitalisme. Quant au mobilier urbain, parfois dégradé, il peut à la fois être utilisé comme projectiles, mais il incarne surtout l'organisation spatiale décidée unilatéralement par l'Etat pour réguler la société et que nous voulons transformer.

La politique

«Le Black Bloc ne peut être récupéré par aucun parti politique. Précisément parce qu'il rassemble des gens qui s'organisent en dehors des frontières politiques traditionnelles. Le Black Bloc rejette tout autant le Parti socialiste que La France insoumise. Il s'affranchit également de la tutelle des centrales syndicales. Le socle fédérateur est d'inspiration anarchiste, anticapitaliste mais, une fois encore, le Black bloc est surtout une constellation indéfinissable, qui naît et disparaît une fois son expression accomplie.» liberation.fr 2 mai 2018

Et pendant ce temps-là...

- Les évacuations d'universités s'accroissent - Reuters

Ils sont insaisissables en somme, ce qui nous ramène à 1984 d'Orwell (lire plus loin)

- Black blocs : une tactique de lutte plus qu'une idéologie - Le Monde

LVOG - Le Monde a raison : Ils frappent, mais ne pensent pas...

Une excellente question : Pourquoi les porte-parole de Bilderberg louent-ils le Black bloc ?

- Pourquoi le New York Times fait-il la promotion du «black bloc»? - mondialisation.ca 08 février 2017

Le New York Times, le porte-parole semi-officiel de l'establishment du Parti démocrate, a publié un article hors de l'ordinaire dans son édition de vendredi, intitulé «Les anarchistes jurent de contrer la montée de l'extrême droite, par la violence, si nécessaire.» («Anarchists Vow to Halt Far Right's Rise, With Violence if Needed»)

L'article occupe quatre colonnes de la page couverture du journal sous une énorme photo d'un individu masqué en noir qui s'apprête

à casser une fenêtre d'un immeuble de bureaux avec une barre de fer lors de la nuit de manifestation survenue à l'Université de Californie à Berkeley il y a une semaine. L'article équivaut à une publicité gratuite et à de la promotion pour des manifestations violentes organisées par des éléments s'identifiant eux-mêmes au «black bloc», aux antifascistes et aux anarchistes.

Rédigé par la journaliste du Times Farah Stockman, l'article contient non seulement des comptes-rendus à couper le souffle des actes de violence gratuite commis par ces éléments et de longues citations provenant d'individus qui disent représenter ces politiques, mais aussi de multiples liens vers des sites web et des fils de discussion sur Twitter associés aux anarchistes et au black bloc. Le Times fournit ainsi gentiment ces liens aux lecteurs qui voudraient s'impliquer.

Il y a un long historique de violence commise par des manifestants du black bloc, par les anarchistes ou par ANTIFA, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et partout dans le monde. Les politiques de ces mouvements sont entièrement réactionnaires, basées sur une hostilité viscérale à toutes luttes pour mobiliser les travailleurs et les jeunes dans une lutte politique indépendante contre le système capitaliste et pour le socialisme. Ils attirent des éléments démoralisés et désorientés de la classe moyenne, ainsi qu'un nombre important de provocateurs issus des forces policières qui se cachent derrière des capuchons et des masques afin d'encourager la violence et fournir un prétexte à la répression.

Le Times, cependant, semble déterminé à les intégrer. L'article contient aussi ceci: «La question maintenant est si les actions des anarchistes contre M. Trump – qu'elles soient colorées ou pleine d'entrain, ou hors-la-loi et potentiellement fatales – vont faire en sorte que leur mouvement marginal deviendra plus gros dans la bataille des idées au cours des années à venir.»

Non, la vraie question est: pourquoi le Times fait-il la promotion de ce «mouvement marginal» comme une sorte de participant sérieux dans la «bataille des idées»?

Cela explique pourquoi un journal qui a appuyé Hillary Clinton pour la présidence, a appuyé toutes les guerres impérialistes lancées par Washington et a mené une campagne à la McCarthy en faveur d'une confrontation avec la Russie est devenu un défenseur enthousiaste de l'anarchisme. mondialisation.ca 08 février 2017

Et ce n'est pas un fait isolé.

L'anarchisme ne pouvant pas conduire à un changement de régime, il est vulnérable et récupérable pour servir à une toute autre fin. Les idéologues de l'oligarchie l'ont parfaitement compris depuis longtemps, voir les attentats des années 80 en Europe et la manipulation par le Gladio de groupes ultra gauches ou anarchistes.

Réseau Voltaire - Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques. (Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire 30 mars 2018)

LVOG - Avec son Open Society, Georges Soros est un anarchiste pro-atlantique qui soutient la légalisation de la drogue et toutes les formes de communautarisme, en particulier les plus violentes, dont par exemple les Femen. Il est féministe, antiraciste, homophile, écologiste...

Wikipédia, officine du Ministère de la Vérité, nie que les Blacks blocs soient instrumentalisés.

- Une frange de manifestants pacifistes, notamment altermondialistes; considèrent parfois les black blocs comme des agents infiltrés pour faire mauvaise presse à certaines manifestations. Cette vision peut se rapprocher de certaines théories conspirationnistes ou polémiques. Wikipédia

LVOG - Quand 25 unités de CRS sont mobilisés et ne peuvent pas faire face à 1200 individus les provoquant, tu te dis que c'est voulu, c'est délibéré, cela ne doit faire aucun doute, parce que c'est la réalité. Mieux, c'est prémédité puisque le ministère de l'Intérieur avait mis en garde contre les risques de violence le 1er mai, c'est à croire que Collomb a piloté l'opération.

C'était possible de les neutraliser, de les encercler et de les tenir à l'écart de la manifestation qui aurait dû se dérouler normalement, sauf que les choses ne se sont passées ainsi. C'était une fois de plus une manoeuvre pour alimenter leur propagande contre le mouvement ouvrier, alors que la classe ouvrière cherche la voie de l'affrontement avec le régime.

Où est l'instrumentalisation demanderez-vous peut-être ? Dans le fait que le ministère de l'Intérieur les laissent agir ou tout casser. Tout le monde a pu le constater, donc ils en ont parfaitement consciences, ce qui montrent qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité.

[Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs.](#)

Co-construction ou co-destruction ?

Faut-il venir en aide à Macron ? En pleine grève des cheminots, la question peut sembler saugrenue.

Et pourtant... « La coupe est pleine. Les Français ont envie de le dire dans la rue. Il faut que le président de la République se ressaisisse et revienne à une position qui rassemble les Français. » Celui qui s'exprime ainsi s'appelle Manuel Bompard. Coordinateur des campagnes de La France insoumise, c'est en ces termes qu'il vient de présenter à la presse l'objectif de la « fête à Macron » du 5 mai, rebaptisée « marche nationale pour dire "Stop à Macron" »*. Que Macron se ressaisisse et rassemble les Français ? Quel travailleur peut adhérer à cette perspective ? L'aspiration n'est-elle pas au contraire : « Dehors Macron et sa politique ! » ?

Faut-il venir en aide à Macron ?

La « concertation sociale sur les retraites » a commencé. Dans un colloque organisé au Sénat le 19 avril, Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, a déclaré : « Est-ce qu'il faut parler de co-construction, c'est peut-être un gros mot par les temps qui courent que de prétendre co-construire un de nos piliers en matière de droit social en France (...). Mais si on refuse d'envisager de manière très active une association étroite des salariés et de leurs représentants sur le type de mesures à envisager, y compris d'accepter encore à ce stade le débat contradictoire sur l'opportunité de changer ou pas le système de retraite, on prend des risques. »

Bernard Thibault sait bien que les fiches remises par le gouvernement fixent clairement l'objectif de la concertation : « Construire un système universel commun à tous les actifs. » Ce qui signifie la destruction-disparition de tous les systèmes existants et non un « débat sur l'opportunité de (les) changer ou pas » !

« Co-construire un pilier du droit social » ? Non, le but de la concertation est d'enchaîner les organisations syndicales à la co-destruction de tous les piliers existants du droit social : les retraites comme la Sécurité, le Code du travail comme les statuts dans la fonction publique.

Une « co-construction » qui parviendrait à lier les organisations syndicales à ses contre-réformes ; et une « opposition » qui limite son ambition à vouloir l'aider « à se ressaisir » : tels sont les outils grâce auxquels Macron espère rester en place jusqu'en 2022.

Ce n'est pas à cela qu'aspirent les cheminots, les hospitaliers, les étudiants, les chômeurs, les retraités, tous ceux qui voient avec angoisse fondre leurs droits de jour en jour, et se dégrader leur situation, tandis que les profits capitalistes grimpent en flèche.

Ceux-là aspirent à l'unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes rejetant toute forme de co-construction avec le gouvernement.

Ceux-là aspirent à en finir avec cette politique et ce gouvernement.

Pas en 2019, pas en 2022 : maintenant et tout de suite !

* AFP, 23 avril.

LVOG - Un constat ne sert à rien si on n'en tire aucun enseignement, en l'occurrence ici, si on n'explique pas pourquoi Manuel Bompard et Bernard Thibault tiennent ces discours, si on n'en fournit pas la signification politique, si on ne les caractérise pas. On nous répondra que cela va de soi. Pas vraiment en réalité, ce dont on prendra conscience à condition de se mettre à la place des militants ou des travailleurs...

Car à partir de là, on peut tout imaginer et s'illusionner sur ces parasites qui pourrissent le mouvement ouvrier. Qui plus est, il n'y a pas lieu d'employer le conditionnel, puisqu'ils collaborent en permanence avec le gouvernement ou le patronat, donc c'est une réalité et le doute n'est pas permis sur les intentions des appareils des syndicats inféodés au capital.

[Jamais George Orwell et son chef d'œuvre "1984" n'auront été autant d'actualités.](#)

L'inscription figurant sur la façade du Ministère de la Vérité pourrait figurer sur celle du palais de l'Élysée :

- La guerre, c'est la paix,

- La liberté, c'est l'esclavage,

- L'ignorance, c'est la force.

On peut ajouter : La démocratie, c'est le totalitarisme.

Dans 1984, Orwell fit plus que le procès du régime bureaucratique stalinien qui sert de modèle à l'oligarchie ou aux tenants du nouvel ordre mondial totalitaire qui se met en place sous nos yeux. Il décrivit un système politique policier implacable, terrifiant, totalitaire, auquel chaque membre de la société pour survivre serait contraint de souscrire, pire, de devenir un rouage, chaque membre de la société devant contrôler les autres membres de la société et dénoncer ceux qui manifesteraient une velléité de résistance ou d'opposition, sous peine d'être accusés de complicité et de subir le même châtiment, une balle dans la tête.

La délation sur les réseaux (a)sociaux et dans les médias, qui donnent lieu à des lynchages et des appels à la répression en sont l'illustration de nos jours. J'ai lu dans Wikipédia qu'en Grande-Bretagne il y a déjà 1 caméra pour 15 habitants, ce qui en fait la population la plus surveillée au monde, qu'Orwell fixe à Londres le siège de Big Brother n'a rien d'étonnant de nos jours. Quand vous prenez le train ou le métro, vous passez devant des bornes qui enregistrent tout ce qu'il y a dans votre téléphone portable, et quand vous vous posez quelque part, ils sont en mesure de vous localiser, même si votre portable est éteint, ils vous surveillent même lorsque vous dormez.

Orwell ne s'est pas seulement inspiré de son expérience du stalinisme en Espagne en 1936, mais aussi à la même époque des procès de Moscou. Les dirigeants bolcheviques en arrivèrent à se déclarer coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis, ils se virent affligés la peine qui correspondait à leurs actes, ils furent exécutés, on ne peut imaginer plus orwellien.

Ce système totalitaire serait dominé par une autorité supérieure qui serait inaccessible aux membres de la société, de sorte qu'elle concentrerait indéfiniment tous les pouvoirs et il serait impossible de s'opposer à sa volonté. C'est déjà en grande partie le cas avec les 500 multinationales qui dominent le marché mondial, les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, les banques centrales, qui possèdent plus de pouvoir que les Etats et n'ont de compte à rendre à personne.

On poursuivra une autre fois car avant je dois mettre au clair la controverse dont Orwell a fait l'objet, apparemment une cabale montée de toutes pièces pour discréditer l'homme et ses écrits, dont une fois de plus les médias furent à l'origine à la fin des années 80, près de 40 ans après sa mort, ce qui était pour le moins curieux, mais justement quand l'URSS était sur le point de disparaître, comme si au-delà il fallait préserver le régime monstrueux que le stalinisme avait conçu, on comprend pourquoi en observant que l'oligarchie s'en inspire pour instaurer son nouvel ordre mondial.

On y est. Ce n'est pas de la science-fiction ou une rumeur.

- En Chine, des capteurs cérébraux pour surveiller les émotions des employés - slate.fr 1 mai 2018

Extrait. A l'usine Hangzhou Zhongheng Electric en Chine, les employés portent des casques ou des casquettes dans lesquels sont cachés des capteurs qui analysent leurs ondes cérébrales pendant qu'ils travaillent. Les données sont ensuite envoyées vers des ordinateurs qui permettent de surveiller les changements émotionnels des travailleurs, tels que le stress, la colère, l'anxiété ou la fatigue.

Le management explique que le but est de mesurer le stress des ouvriers pour mieux adapter le rythme de travail et augmenter l'efficacité de l'usine.

Interviewée par le South China Morning Post, une professeure impliquée dans ce programme explique qu'un employé trop émotif dans un poste clé peut affecter toute une chaîne de production. Grâce aux capteurs, le manager est prévenu et peut ainsi demander à l'employé de faire une pause, de changer de poste ou de partir pour la journée.

Elle explique que les ouvriers n'étaient au départ pas très enthousiastes à l'idée de porter ces capteurs:

«Ils pensaient que l'on voulait lire leurs pensées. Certains étaient mal à l'aise et il y a eu de la résistance au début».

Ce genre de dispositif est utilisé dans une douzaine d'entreprises, ainsi que dans l'armée et des compagnies de transports. slate.fr 1 mai 2018

Autre illustration. En famille. La terreur "**approuvé sans vote**".

- Le Parlement britannique adopte un "amendement Magnitsky" - Reuters 2 mai 2018

Le Parlement britannique a adopté mardi un amendement permettant de sanctionner des individus ayant commis des violations

des droits de l'homme. Il a été approuvé sans vote, ayant le soutien des conservateurs et des travaillistes. Reuters 2 mai 2018

En totalitarisme, une accusation a valeur de preuve.

LVOG - Quand la présomption d'innocence n'existe pas ou plus, on peut accuser n'importe qui de n'importe quoi et le déclarer coupable sans qu'il puisse s'opposer à ce verdict.

Sputniknews.com - Un tribunal US ordonne à l'Iran de dédommager les familles des victimes du 11 septembre - sputniknews.com 02.05

Bien que la commission spéciale chargée d'enquêter sur les attentats du 11 septembre n'ait pas trouvé de preuve directe de l'implication de l'Iran dans ces attentats terroristes, un juge fédéral à New York a déclaré que l'Iran, la banque centrale du pays et le Corps des gardiens de la révolution islamique étaient responsables de la mort de plus de 1.000 personnes lors des attentats du 11 septembre.

Le jugement par défaut demande une indemnité de 12,5 millions de dollars par conjoint, 8,5 millions de dollars par parent, 8,5 millions de dollars par enfant et 4,25 millions de dollars par fratrie.

Comme le note la chaîne, il y a peu de chances pour que Téhéran paye ces dédommagements. Néanmoins, les États-Unis pourraient potentiellement récupérer la somme grâce aux milliards de dollars d'actifs iraniens qui ont été gelés aux États-Unis et en Europe au fil des ans et des sanctions. sputniknews.com 02.05

L'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a vécu.

- Jose Bustani : L'homme qui a dit non aux américains ! par Richard Labévière - Les Crises 2 mai 2018

(Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 30-04-2018)

Extrait. Il (José Bustani -ndlr) nous reçoit chez lui, dans son appartement de Flamengo – quartier central de Rio, au pied du Pain de sucre- en commençant par nous demander des nouvelles de la France. Ce grand diplomate, qui s'exprime admirablement dans la langue de l'Académie, est sans doute le plus francophile de tous les temps. Né à Porto Velho (Etat de Rondonia – nord-ouest du Brésil), José Bustani est diplômé en droit de l'Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro (1967) et de l'Institut Rio Branco avant de rejoindre le Service extérieur brésilien en 1967.

Poids lourd d'Itamaraty – le Quai d'Orsay brésilien – , polyglotte, il enchaîne les grands postes, y compris multilatéraux : à Moscou (1970 – 1974) ; à Vienne (1974 – 1975) ; conseiller et ministre-conseiller à New York (1977 – 1984) ; ministre-conseiller à Montevideo (1984 – 1987) ; consul général à Montréal (1987 – 1992) ; chef du Département des organisations internationales et du Désarmement (1992 – 1997) ; premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2002 ; ambassadeur à Londres (2003 – 2008) ; puis à Paris (2008 – 2015).

C'est par acclamation qu'il a été élu comme premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) 2 en 1997 à La Haye aux Pays-Bas où se trouve le siège de cette agence des Nations unies.

« Mon mandat exigeait que je séduise le plus de pays possible au monde pour qu'ils accèdent à la convention sur l'interdiction des armes chimiques », se souvient José Bustani ; « de 1997 à 2002, j'ai ainsi pu augmenter le nombre des pays membres d'une bonne moitié... » Les plus récalcitrants se trouvaient dans le monde arabe, considérant l'arme chimique comme « le nucléaire du pauvre ». En multipliant les visites et les consultations, José Bustani arrive notamment à convaincre la Libye et l'Irak en 2001, ces deux pays donnant leur feu vert au principe des inspections : « ces deux pays clefs pour le monde arabe ont, finalement, compris l'opportunité d'une telle démarche sur les plans de la sécurité et de leur crédibilité diplomatique », commente José Bustani ; « à ce moment-là, j'ai donc communiqué la bonne nouvelle aux membres de l'OIAC, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, indiquant que nous pouvions désormais compter sur deux nouveaux membres importants en matière de désarmement chimique : la Libye et l'Irak ».

LES AMERICAINS DEFENDENT LEUR GUERRE

Mais plutôt que de féliciter le directeur général de l'OIAC, les Américains se fâchent et commencent à lui faire une guerre sans merci. En fait, si les inspecteurs de l'OIAC avaient pu se rendre en Irak, le monde se serait vite rendu compte qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive dans ce pays. Par conséquent le principal motif de guerre, invoqué par Washington et Londres contre Bagdad, tombait de lui-même rendant impossible l'expédition militaire projetée depuis plusieurs années. « En fait, l'acceptation de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques par la Libye et l'Irak enclenchait un processus très dangereux pour les Etats-Unis et Israël », explique José Bustani : « avec l'Irak, suivraient la Syrie et le Liban et tous les autres en isolant Tel-Aviv qui persistait à rejeter la convention de Vienne sur le nucléaire et, bien-sûr aussi, la convention sur l'interdiction

des armes chimiques ». Furieux, les Israéliens s'opposent farouchement à l'acceptation de la convention de l'OIAC par l'Irak et saisissent le grand frère américain afin de bloquer l'initiative.

Les plans d'invasion de l'Irak sont prêts depuis longtemps et Washington ne veut pas renoncer à cette guerre qui doit lui permettre la mise en œuvre de la première étape du plan dit du « Grand-Moyen-Orient ». Ce dernier vise des changements de régime par la force dans la plupart des pays arabes, l'ultime finalité étant une « digestion de la question palestinienne » par l'imposition de la « démocratie » et le développement de l'économie de marché, selon Robert Satloff du Washington Institute for Near East Policy. La hantise de Washington dans ce contexte est de voir commencer les inspections des experts de l'OIAC en Irak qui auraient prouvé qu'il n'y avait finalement aucune arme de destruction massive dans ce pays...

INTIMIDATION ET COUP DE FORCE

Selon la convention de l'OIAC, un changement du directeur général doit être décidé par le conseil exécutif de l'organisation. Dans un premier temps, les envoyés de Washington essaient cette voie mais se cassent les dents : José Bustani est maintenu ! Dans un deuxième temps, et en flagrante violation de la convention, ils oeuvrent alors à la convocation d'une conférence générale extraordinaire pour obtenir enfin la tête du Directeur général. Différents émissaires américains font le tour des ambassades à La Haye, jouant alternativement de la carotte et du bâton, promettant différentes aides financières et livraisons d'armes et infrastructures à plusieurs pays membres.

Finalement la conférence générale se tient sous forte pression américaine. L'Amérique Latine et l'Afrique s'abstiennent, tandis que le Brésil ne soutient pas José Bustani, le président Cardoso ne voulant pas risquer d'indisposer Washington. S'alignant sur le diktat des Etats-Unis, les pays occidentaux votent massivement pour le départ du Directeur général. Seule, et à la surprise générale, la France s'abstient ! La Russie, la Biélorussie, l'Iran, le Mexique, Cuba et le Soudan appuient José Bustani. Autre surprise : l'Inde qui avait soutenu de bout en bout le maintien du directeur de l'OIAC fait défection au dernier moment ! On apprend quelques jours plus tard que Washington a livré à New Delhi des systèmes radar de nouvelle génération dont les Etats-Unis bloquaient la vente depuis plusieurs années.

Pour appuyer leur ignoble campagne, les Américains dénoncent la mauvaise administration de l'OIAC, moyen d'autant plus cocasse que c'est un haut-fonctionnaire de Washington qui est en charge de toute la logistique de l'organisation, comme c'est presque toujours le cas dans les agences onusiennes ! « En fait », souligne José Bustani, « mon travail et mon indépendance ulcraient singulièrement les Américains qui voulaient que je les consulte en permanence ».

LE GROSSIER JOHN BOLTON

La campagne anti-Bustani a été directement supervisée par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis (2001-2009) et principal superviseur de la guerre de 2003 contre l'Irak. Pour mettre fin aux fonctions du Directeur général de l'OIAC, Dick Cheney détache personnellement un envoyé spécial à La Haye en la personne de John Bolton. Ce farouche opposant aux missions américaines de maintien de la paix – légitimées ou non par l'ONU – a commencé à défrayer la chronique en 1993 en s'opposant à l'intervention humanitaire en Somalie.

En 1998, au côté de Richard Perle et d'autres, il est l'un des signataires de la lettre du Project for the New American Century, appelant Bill Clinton au renversement de Saddam Hussein. En mai 2001, George W. Bush le nomme au Département d'État chargé des questions de désarmement. En mai 2002, c'est lui qui signe la lettre au secrétaire général de l'ONU – Kofi Annan – indiquant que les États-Unis renoncent à toute participation à la Cour pénale internationale (CPI). John Bolton est également un farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive. Le 7 mars 2005, ce détracteur intarissable de l'ONU sera pourtant choisi comme ambassadeur américain aux Nations unies par le président Bush.

Aussitôt débarqué à La Haye, il entame la tournée des ambassades des pays les plus importants de l'OIAC, multipliant pressions, inconvenances et grossièretés les plus inacceptables. Il somme José Bustani de quitter la direction générale de l'OIAC dans les 24 heures. Ne se laissant pas impressionner, ce dernier refuse catégoriquement. Alors Bolton menace : « on connaît votre femme et vos enfants, dont certains vivent aux Etats-Unis. Ils pourraient connaître certaines difficultés... » Cette séquence qui semble tirée de l'un des Parrain de Francis Ford Coppola est pourtant bien réelle et illustre les pratiques en usage dans la diplomatie américaine.

Le sinistre Bolton ajoute que Washington s'est mis d'accord avec le gouvernement du Brésil pour « faire partir Bustani », ce que ce dernier récuse de toutes ses forces même s'il sait que Cardoso l'a effectivement lâché... Le jour même de ce vote manipulé, José Bustani quitte la direction générale de l'OIAC le lundi 28 avril 2002, remplacé quelques mois plus tard, par un Argentin aux ordres, nommé par le gouvernement de Carlos Menem. On doit à ce fonctionnaire argentin la paternité d'une citation historique sur la « liaison charnelle unissant les gouvernements de Washington et Buenos-Aires ». Enfin, tout rentrant dans l'ordre américain, l'OIAC aussi !

L'OIAC DEFINITIVEMENT NEUTRALISEE

Initialement, l'OIAC disposait de 211 inspecteurs payés par l'Organisation sous la direction technique et politique du Directeur général. Désormais, les inspecteurs sont, majoritairement prêtés à l'Organisation et payés par leur gouvernement. Aujourd'hui, le Directeur général est un Turc qui rase les murs et ne veut pas faire de vague, trop content d'échapper aux reprises en main domestiques d'Erdogan... Normalement les programmes chimiques américain et russe auraient dû être démantelés en 2012. Rien n'a été fait, ou si peu !

En 2013, suite à l'accord noué par John Kerry et Sergueï Lavrov lors du G-20 de Saint-Petersbourg sur le démantèlement des armes chimiques syriennes, l'OIAC aurait dû être l'acteur principal de sa mise en œuvre. Une fois encore Washington a tout fait pour que l'Organisation soit marginalisée alors que la Syrie avait – de fait – accepté la convention. Par conséquent, les inspections de l'OIAC auraient dû commencer dans ce pays, conformément à l'esprit et la lettre de la convention.

En violation avec la Convention qui stipule que les armes chimiques doivent être détruites sur le territoire même du pays concerné, les armes syriennes ont été – soit-disant – démantelées sur un bateau croisant en Méditerranée et rejetées à la mer en violation aussi de toutes les directives onusiennes de protection de l'environnement. Selon les procédures de l'OIAC, les armes chimiques doivent être détruites dans des installations ad hoc prévues à cet effet, en sachant que leur coût est supérieur à celui des armes elles-mêmes ! La question de la destruction des armes chimiques syriennes demeure des plus opaques, comme celle de leurs utilisations maintes fois dénoncées par Washington et ladite communauté internationale.

Aujourd'hui, Washington et plusieurs rapports des Nations unies affirment que Damas détient toujours des armes chimiques et qu'elle les a encore utilisées en avril 2017. La presse dit tout et n'importe quoi sur le sujet, ne réussissant même pas à lire la Convention et à enquêter ni prouver quoique ce soit, sans rien dire de pertinent sur la marginalisation de l'OIAC ! Si l'armée syrienne avait utilisé massivement des armes chimiques comme l'affirme dernièrement un rapport des Nations unies sur les droits de l'homme (au moins 27 fois...), le nombre des victimes serait infiniment plus important que les chiffres avancés, estiment aujourd'hui les meilleurs experts.

Ni la presse, ni les rapports successifs n'ont éclairci les questions liées à l'usage présumé des armes chimiques en Syrie qui ressemblent davantage à l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo le 20 mars 1995, qu'à l'usage militaire de telles armes. « Les usages de composants chimiques en Syrie ressemblent davantage à des attentats terroristes qu'à des utilisations militaires massives », relèvent aujourd'hui les experts en armes chimiques.

Aujourd'hui depuis Rio, José Bustani se demande où sont les inspecteurs de l'OIAC et pourquoi on persiste à ne pas vouloir utiliser rigoureusement la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sur le sujet, la grande presse internationale est silencieuse et ne pose pas les bonnes questions : quel est aujourd'hui le statut de la Syrie par rapport à la convention et l'OIAC ? Ses experts et inspecteurs sont-ils sur le terrain ou ont-ils demandé à l'être ? Plus largement le travail de casse et de sape de John Bolton est-il rattrapable ? Peut-on, dans un proche avenir, voir l'OIAC fonctionner de nouveau normalement et assumer ses missions selon la Convention ? Ou alors à quoi sert cette organisation internationale ?... Les Crises 2 mai 2018

Après avoir décrédibilisé l'OIAC, c'est au tour de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

LVOG - Ils reconnaissent les institutions internationales qu'ils ont eux-mêmes créées, mais si leur contrôle leur échappe, ils les dénigrent ou les bazardent.

Leparisien.fr - Nucléaire iranien : que sait-on des documents dévoilés par Benjamin Netanyahu ? - leparisien.fr 01 mai 2018

...sur le fond, l'exposé se révèle quelque peu décevant : une grande partie des informations étaient déjà connues, puisque liées à un programme ancien bien connu des Occidentaux. Ce sont les documents y faisant référence qui n'avaient jamais été, jusqu'ici, présentés au grand public.

Avant que Netanyahu n'en fasse mention, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait largement détaillé, dans son « évaluation finale » de 2015, le projet Amad, du nom du plan illégitime conduit par l'Iran entre 1999 et 2003.

Le Premier ministre israélien a expliqué avoir partagé ce matériel avec les États-Unis et souhaiter faire de même avec d'autres pays et l'AIEA. Pour l'heure, l'agence a indiqué n'avoir « aucune indication crédible d'activités en Iran liées au développement d'un engin nucléaire après 2009 ».

« L'AIEA doit maintenant avoir un plein accès aux informations présentées par Israël, et décider de la suite à donner avec l'Iran », a réagi le Quai d'Orsay, tandis que Bruxelles était sur la même ligne. leparisien.fr 01 mai 2018

- Les infos d'Israël sur l'Iran peut-être utiles à terme - Reuters 02.05

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi que les informations fournies par Israël sur l'ancien programme d'armement nucléaire de l'Iran pourraient servir de base pour un suivi à long terme des activités nucléaires de

Téhéran. Reuters 02.05

- Le Maroc va rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran - Reuters 02.05

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Indignation internationale après une journée noire pour les journalistes afghans - AFP

- La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an selon l'OMS - L'Express.fr

[Stratégie de la guerre et du chaos.](#)

- Double attentat au Nigeria : le bilan s'alourdit à 86 morts - LeFigaro.fr

Mardi en début d'après-midi, deux kamikazes se sont fait exploser dans une mosquée et sur un marché à proximité dans la ville de Mubi, faisant au moins 86 morts. LeFigaro.fr

- Attaque contre l'église Notre-Dame de Bangui, au moins 15 morts - Reuters

Quinze personnes au moins ont été tuées mardi dans une attaque armée contre l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, a-t-on appris auprès d'un responsable de la morgue d'un hôpital de la ville et de Médecins sans frontières. Reuters

- Huit civils tués par des hommes armés au nord de Bagdad - Reuters

Un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur des civils mardi à Tarmia, 25 km au nord de Bagdad, faisant au moins huit morts et trois blessés, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. Reuters

- Libye: 12 morts dans un attentat de l'EI contre la commission électorale - AFP

Deux kamikazes du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont attaqué mercredi le siège de la Commission électorale à Tripoli, tuant douze personnes, au moment où la communauté internationale appelle de ses vœux à des élections en 2018 pour sortir la Libye de l'anarchie. AFP

ACTUALITE EN TITRES

[Circulez il n'y a rien à voir.](#)

- «Exit tax» : le Président offre une porte de sortie aux très riches - Liberation.fr 02.05

Dans «Forbes», Macron annonce la fin, l'an prochain, de l'imposition à 30 % des plus-values mobilières des Français partis s'installer à l'étranger. Liberation.fr 02.05

[Quand le Pentagone et la CIA gouvernent officiellement pour le compte de l'oligarchie, c'est black day tous les jours garanti !](#)

- Pompeo adoubé par Trump, le département d'Etat retrouve des couleurs - AFP 03.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arménie

LVOG - En famille, parole d'un "*homme d'affaires*".

- Arménie: Pachinian appelle à cesser les manifestations, dit avoir le soutien de tous les partis - AFP 3 mai 2018

L'opposant Nikol Pachinian a appelé mercredi les Arméniens à cesser les manifestations, assurant avoir obtenu le soutien de l'ensemble du Parlement pour son élection au poste de Premier ministre le 8 mai.

"Actuellement, tous les groupes (parlementaires) ont dit qu'ils soutiendraient ma candidature. La question est réglée", a-t-il assuré devant des dizaines de milliers de manifestants réunis sur la place de la République, dans le centre d'Erevan.

Le Parlement a annoncé une nouvelle élection pour le 8 mai, auquel le Parti républicain a déclaré ne pas présenter de candidat, à l'instar de ce qu'il avait fait lors du scrutin de mardi.

Si les députés ne parviennent pas le 8 mai à élire un chef de gouvernement, le Parlement sera dissous et des élections législatives anticipées seront convoquées, d'après la constitution arménienne.

Nikol Pachinian a capitalisé sur le soutien des Arméniens pour peser sur l'élection du 8 mai et forcer le Parti républicain, qui dispose de 58 des 105 sièges, à accepter sa candidature. Pour être élu, M. Pachinian doit réunir 53 voix.

Lors du vote de mardi, l'opposant avait bénéficié du soutien de deux groupes parlementaires: sur les 100 députés ayant participé au scrutin, 45 l'ont soutenu et 55 ont voté contre lui.

Pour Sergueï Konsoulian, un homme d'affaires de 45 ans sorti dans la rue soutenir Nikol Pachinian, "les gens ne cèderont pas, les manifestants ne reculeront pas".

"Les autorités ont vu aujourd'hui que la colère des gens grandissait. Je suis certain qu'ils vont abandonner l'espoir de rester au pouvoir", a déclaré à l'AFP Mikhaïl Margarian, un docteur de 38 ans. AFP 3 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (5 pages)

Rappel.

Toutes les organisations ou tous les partis ouvriers peuvent participer avec leurs propres mots d'ordre à des manifestations organisées par des organisations ou des partis qui ne se réclament pas du socialisme, du moment que ces manifestations sont théoriquement dirigées contre Macron ou le régime.

[La guerre, c'est la paix. Syrie occupée par l'impérialisme français.](#)

- Des militaires français repérés près de Manbij en Syrie - Sputnik 03.05.2018

Un haut représentant du Conseil militaire de Manbij a raconté à Sputnik qu'il y avait une cinquantaine de militaires français à la limite de Manbij qui étaient récemment venus dans la ville.

«Maintenant, ils s'occupent de la création d'une base militaire dans le nord de Manbij. Ils renforcent leur présence militaire dans la région pour prévenir une opération possible des forces armées turques et de troupes de l'Armée syrienne libre (ASL)», a indiqué l'interlocuteur de Sputnik.

Selon lui, les militaires français patrouillent constamment la zone de la rivière Sajour.

«Lors de leurs patrouilles, ils utilisent des véhicules blindés, sur lesquels le drapeau français est visible», a souligné la source.

Le commandant du Conseil militaire de Manbij, Muhammed Ebu Adil, a récemment confirmé à Sputnik l'information sur l'arrivée de troupes françaises dans cette zone et sur leurs patrouilles conjointes avec les Américains.

D'après les informations disponibles, 250 militaires français auraient été déployés dans des localités sous le contrôle des FDS dans le nord de la Syrie, telles que Kobané, Raqqa et Deir ez-Zor.

Auparavant, le Président Emmanuel Macron s'était entretenu avec une délégation des FDS et avait exprimé le soutien de Paris à leur égard.

Le chef du Pentagone, James Mattis, a à son tour affirmé le 24 avril que la France avait envoyé début avril ses forces spéciales en Syrie pour soutenir les opérations antiterroristes américaines dans le pays. Sputnik 03.05.2018

J'ai téléchargé la photo, où l'on voit un véhicule militaire sur lequel un grand drapeau tricolore avait été fixé, à quelques dizaines de mètres d'un véhicule militaire recouvert d'un drapeau américain.

Go home !

ACTUALITÉ DU JOUR

Minoritaire et illégitime : Dehors Macron tout de suite !

- 60% des Français ne veulent pas qu'Emmanuel Macron se représente en 2022 - RT 4 mai 2018

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting publié par Le Figaro le 4 mai, seule une minorité de Français souhaiterait qu'Emmanuel Macron brigue un second mandat en 2022. En effet, 59% d'entre eux ne désirent pas que le président de la République se représente à l'issue de son premier quinquennat.

En outre, c'est bien l'orientation de sa politique qui est jugée sévèrement. 72% des sondés estiment que ses réformes sont « socialement injustes ». 70% d'entre eux estiment que le surnom de « président des riches » lui convient tout à fait, alors même que l'agenda politique du gouvernement s'alourdit encore de nouvelles mesures, comme la suppression de l'« exit tax », qui ne devraient pas redorer le blason social du président. 84% estiment qu'ils ne bénéficient pas personnellement de sa politique. RT 4 mai 2018

Black day, suite. Deux ! Quand le parquet de Paris fait preuve de bienveillance envers des provocateurs violents, ils les encouragent.

- Deux interpellés du 1er-Mai en détention provisoire - Reuters 04.05

- 1er-Mai: amende et relaxes pour les premiers manifestants jugés à Paris - AFP 04.05

"Mais où sont les black blocs?", raille un avocat, en référence aux militants d'ultragauche accusés d'être à l'origine de violences contre les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations, allant de vitrines brisées à des incendies, en marge du défilé du 1er-Mai.

L'avocat du jeune homme a dénoncé le "traitement exceptionnel" réservé aux manifestants interpellés, parmi lesquels on ne trouve "aucun black bloc" mais une "foule de badauds", moins entraînés à échapper à la police.

Beaucoup ne comprennent pas pourquoi ils ont été arrêtés, parfois loin du cortège, et encore moins pourquoi ils doivent "se justifier" d'avoir participé à une manifestation.

Au total, 283 personnes avaient été arrêtées à l'issue de la manifestation du 1er-Mai, dont 102 placées en garde à vue. Mercredi, une cinquantaine avaient été relâchées et mises hors de cause. Sept suspects devaient être présentés à un juge vendredi. AFP 04.05

Pantomime dérisoire ou numéro d'illusionnisme d'un fakir.

- Des militants font "virevolter" un pantin à l'effigie de Macron - AFP 5 mai 2018

Pas de quoi fouetter un chat.

- France: "Faire la fête à Macron", la manifestation qui inquiète le gouvernement - AFP 5 mai 2018

"Ça va être festif et joyeux", assurent les organisateurs. Il y aura notamment "quatre chars", des camions avec plateau, le char "Jupiter", le char "Dracula", le char "Napoléon", avec sur chacun d'entre eux une personne grimée en Macron, enfin un char "Résistance" où les manifestants pourront exposer leurs revendications.

Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, a pour sa part accusé M. Mélenchon de reprendre "des méthodes d'extrême droite" avec une manifestation qui, selon lui, "incite à la violence". (C'est la politique ultra réactionnaire du gouvernement qui porte en elle une violence extrême, chômage, pauvreté, extrême précarité, guerres coloniales, etc. - LVOG)

"Nous sommes absolument pour la non-violence, c'est une ligne stratégique", a rétorqué M. Mélenchon, dénonçant un "déchaînement" du parti de M. Macron contre LFI. (Face à un Etat antidémocratique, nous sommes pour recourir à la violence lorsque tous les autres moyens ont été épuisés pour imposer nos droits, à condition que ce soit les masses ou le parti qu'elles ont mandaté qui en fasse usage, et non des groupuscules étrangers au mouvement ouvrier infiltrés ou manipulés par la réaction. - LVOG)

"Je ne remets pas en cause l'élection de M. Macron. C'est lui qui n'accepte pas la démocratie", a également déclaré le député LFI François Ruffin. (Autrement dit, Macron est légitime, il cautionne son coup d'Etat de 2017, par conséquent, Ruffin comme Macron sont des ennemis de la démocratie. - LVOG)

Les Insoumis ont fait part de leur détermination à ce que la manifestation de samedi se déroule dans le calme.

"La marche du 5 mai doit être (...) le moment de fraternité tranquille dont on a besoin pour cheminer d'un pas ferme sur de longues distances", a écrit M. Mélenchon sur son blog.

Est-ce que nous exagérons quand nous affirmions que Mélenchon en avait strictement rien à foutre des millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus, dont l'avenir est sacrifié ? Il le dit lui-même, Macron doit rester quoi qu'il arrive jusqu'en 2022. Où est passé, le *qu'ils dégagent tous* ? Dans les poubelles du populisme.

Un baroud d'honneur.

- Nouvelle couche le 26 mai - Liberation.fr 5 mai 2018

Avant même la «Fête à Macron», une quinzaine de partis, syndicats et associations appellent à une «marée populaire contre les réformes d'Emmanuel Macron, pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité» le samedi 26 mai. Réunis jeudi soir, la CGT, Union Solidaires, Snesup-FSU, le Syndicat de la magistrature ou encore Attac, le groupe parlementaire de La France insoumise, le NPA et PCF «se donnent jusqu'au 16 mai pour élargir ce cadre [...] et lancer définitivement ce grand rendez-vous citoyen». Génération-s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste, absent samedi, pourraient éventuellement se joindre à cette clôture de printemps social. Liberation.fr 5 mai 2018

Génération-s, Europe Ecologie-les Verts, la CFDT ou le Parti socialiste... la réaction et les jaunes, fermez le banc !

En famille. Comment ils rassurent Macron.

Jean-Luc Mélenchon ironise sur l'affiche polémique de "la fête à Macron": "une incitation très claire à jeter du persil" - huffingtonpost.fr 03.05

"Il y a une incitation très claire à jeter du persil, des poivrons, ironise le leader de la France insoumise dans la vidéo visible en tête d'article. Vous n'êtes pas capable de comprendre le deuxième sens d'un dessin comme celui-là. Ce dessin dit 'renoncez aux actes de violence et adonnez vous à quelques chose de plus cool'. C'est ce qui va se passer samedi, nous avons des chars, de la musique", a plaidé le député de Marseille.

Pour déminer le terrain, François Ruffin aussi est obligé d'expliquer le second degré. "On va mettre le feu", explique-t-il dans une vidéo. "Mettre le feu, pour Gérard Collomb, c'est au figuré. Il s'agit juste de dire qu'il va y avoir de l'ambiance", sourit le député de la Somme. huffingtonpost.fr 03.05

Sir, c'est une éruption volcanique. Non, un simple soufflé. Soufflez dessus, il va retomber.

C'est en tout cas ce qu'ils souhaitent tous...

- Jean-Luc Mélenchon: de Mai 68 à Mai 2018, "une révolution est une éruption volcanique" - Interview. - huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

https://www.huffingtonpost.fr/2018/05/04/jean-luc-melenchon-de-mai-68-a-mai-2018-une-revolution-est-une-eruption-volcanique-interview_a_23426876/?ncid=tweetInkfrhpmg00000001

Vous y trouverez tout et son contraire, un engouement pour la révolution qu'il a manifestement étudié, mais dont il s'est éloigné ou avec laquelle il a rompu, il peut être très prolix sur ce sujet, pour immédiatement ressortir l'Avenir en commun qui est une version actualisée du programme commun PS-PCF-MRG.

Extraits.

Mélenchon- Il y a un débat à gauche sur quelle est la formule efficace. Nous ne croyons pas à l'union de la petite gauche, avec son cartel de petits partis. Le PS, avec sa ligne "ni Macron ni Mélenchon", les autres, qui sont de toutes petites formations qui vivent dans le passé. Ils se mettent à sept, ils convoquent un meeting à la veille d'un jour férié, personne ne vient. Tout cela est dérisoire: l'addition des sigles ne produit rien.

Plutôt que la petite union des gauches, nous proposons la fédération du peuple. Cela passe par la méthode marseillaise: la réunion des syndicats, des associations et toutes les organisations politiques qui le veulent. Le cadre commun qui propose une marée populaire le 26 Mai est exemplaire. Une poignée de partis qui prétendent tout guider ne mène nulle part. (...)

...en 1968, la situation était pire qu'aujourd'hui. La gauche était totalement désunie, avec un repoussoir qui s'appelait l'URSS. La grève générale a provoqué une onde de choc. Tout d'un coup, en même pas trois ans, le Parti socialiste a changé de direction, a adopté le programme commun, les communistes ont suivi. Tout s'est réglé. Je fais confiance à cette énergie-là. (...)

...après un mouvement social de masse, il faudra aussi une construction politique. Chaque chose en son temps. Pour les européennes puis les municipales, il faudra bien une méthode qui permette de rassembler les populations, pas les appareils. Trouverons-nous la force et l'autorité pour organiser la suite ?

Il faut construire une formule gouvernementale majoritaire pour être une alternative. Il n'est pas interdit de penser qu'il y ait, comme par le passé, une organisation et qu'autour d'elle les choses se mettent en place. Avant, il y avait le PS sur une ligne sociale-libérale avec les communistes et les verts et cela donnait une majorité de compromis. Maintenant il y a la France insoumise avec un programme l'Avenir en commun...

En 2017, il fallait la clarification. Une fois la clarification acquise chez les socialistes et chez Benoît Hamon, nous pourrions rebâtir une majorité. Il faut pour cela avoir avec nous une discussion sérieuse, respectueuse et préoccupée des masses et pas des organisations. Tant que ce ne sera pas le cas, on continuera d'avancer, malheureusement moins entourés que ce que nous espérons. (...)

Maintenant, on est en train de mettre en place une stratégie pour briser ce cloisonnement politico-syndical. Si nous construisons des mobilisations de masse, personne ne pourra rester en dehors, quelle que soit son étiquette. huffingtonpost.fr/ 04/05/2018

Quand on a à l'esprit que Mélenchon souhaitait rassembler les partisans et les opposants à l'UE, avec laquelle un jour il entend s'accommoder, pour un autre rompre avec elle, ou encore, quand ils affirment qu'ils doivent "tous dégager", pour ensuite expliquer que Macron et son gouvernement, ainsi que sa "majorité" au Parlement sont là jusqu'en 2022, on a à tout Mélenchon.

[Siège éjectable... mais le parachute sera doré, ouf !](#)

- Air France-KLM Débarquement immédiat pour le PDG - Liberation.fr 5 mai 2018

Jean-Marc Janaillac a annoncé sa démission, vendredi, après que 55,44 % des salariés ont rejeté son projet d'accord. Outre les pilotes, le personnel au sol d'Air France a également exprimé son désaveu du dirigeant après plusieurs années de gel des salaires. Liberation.fr 5 mai 2018

[Ils osent tout.](#)

- Washington met en garde Pékin contre la "militarisation" de la mer de Chine méridionale - AFP 04.05

Alors que les Etats-Unis ont plus de 800 bases militaires dans le monde...

- Russia Today, Sputnik... un mois d'intox passé au crible. - Liberation.fr 04.05

Ils n'ont pas digéré que les preuves fournies par Macron et Trump pour justifier le bombardement de la Syrie aient été identifiées comme des fake news.

- Venezuela: L'opposition accuse Maduro de vouloir acheter les électeurs - Reuters 04.05

Parole d'oligarques...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (24 pages)

Politiquement incorrect.

J'ai entrepris la lecture et l'étude des écrits de Georges Orwell avec le concours des chroniques que le Collège de France leur a consacrées, qui sont inséparables de sa personnalité et de son engagement politique pour le socialisme qui sont ici respectés, ce qui n'est pas le cas dans Wikipédia, qui relève plutôt d'un esprit policier.

Il y quatre méthodes pour aborder Orwell :

- Celle du Foreign Office, des médias et Wikipédia qui consiste à fabriquer et relayer une cabale ignoble pour le discréditer ainsi que son oeuvre. Orwell fut un ennemi juré du capitalisme et du stalinisme, on comprend ;

- « en mars 1948, Orwell écrit à George Woodcock pour que le Freedom Defense Committee prenne position contre la tentative du gouvernement travailliste de purger la fonction publique de ses éléments communistes. » John Newsinger, La politique selon Orwell, p. 255.

- Celle des anarchistes qui consiste à le présenter comme un socialiste "anti-politique", qui aurait rompu avec la politique, concept évidemment incompatible avec le socialisme, alors qu'il y consacra le reste de son existence à partir de 1936-37 jusqu'à sa mort en 1950.

- "Je ne suggère pas, à partir de ce constat, que la seule solution est de renoncer à la politique quotidienne. [...] Il faut poursuivre la lutte politique, exactement comme un médecin doit tenter de sauver la vie d'un patient, même s'il a de grandes chances de mourir (À ma guise - Orwell)

- "De son aveu même, en effet, toute son œuvre de romancier, d'essayiste, de journaliste est de part en part politique. « Ce à quoi je me suis le plus attaché au cours de ces dix dernières années, écrit-il en 1946, c'est à faire de l'écriture politique un art. Ce qui me pousse au travail, c'est toujours le sentiment d'une injustice et l'idée qu'il faut prendre parti. [...] C'est toujours là où je n'avais pas de visée politique que j'ai écrit des livres sans vie. » Ce sont ses expériences politiques qui ont constitué pour Orwell à la fois la motivation et le matériau de son œuvre ; il a écrit sur elles et à partir d'elles pour les comprendre et les communiquer." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "l'importance cruciale qu'il reconnaît aux « expériences politiques »" (id).

Leur méthode ne consistait pas à partir des faits, mais de leurs propres interprétations en recourant à leurs propres critères ou à leur théorie, pour en faire une sorte d'anarchiste plutôt qu'un socialiste. Cela relevait de la récupération politique de bas étage.

- Celle de certains intellectuels en mal d'identité ou de repères qui l'ont caractérisé d'"anarchiste conservateur". Ils ont procédé de la même manière que les anarchistes, c'est-à-dire par abstraction, en lui collant une étiquette qui somme toute leur va comme un gant, mais ne pouvait pas convenir à Orwell dont les positions avaient évolué depuis sa jeunesse.

Voilà ce qu'en dira Jean-Jacques Rosat du Collège de France :

- En France, depuis qu'en 1995 Jean-Claude Michéa l'a baptisé « anarchiste tory » (anarchiste conservateur), cette étiquette lui

est restée collée, brouillant efficacement ses choix pourtant clairs : à partir de son retour d'Espagne en 1937 et jusqu'à sa mort en janvier 1950, Orwell a appartenu à la gauche socialiste révolutionnaire dissidente antistalinienne, radicale et égalitaire. Quant à la formule « anarchiste tory », on rappelle ici (Chroniques 3 et 8) que, quand Orwell l'emploie, c'est à propos de Swift, qui était assurément, dit-il, « un révolté et un iconoclaste », mais qui méprisait les gens ordinaires, haïssait l'égalité et était tout sauf un démocrate. Il se l'est, semble-t-il, appliqué oralement à lui-même par boutade au début des années 1930, quand il ne s'était pas encore complètement débarrassé de son snobisme de classe d'ancien élève d'Eton et de ses réflexes d'ancien officier dans la police coloniale. Mais, après deux mois d'immersion dans la classe ouvrière du nord de l'Angleterre (en 1936) et six mois de fraternité révolutionnaire dans les tranchées espagnoles (1937), la transformation est définitivement opérée.

Dans un livre récent, Michéa admet que, « si on s'en tient à la lettre des textes, Jean-Jacques Rosat a incontestablement raison. À partir de 1937, et jusque dans ses derniers écrits, Orwell a toujours placé l'ensemble de ses combats pour une société décente sous le signe exclusif du socialisme ». (...)

Le débat autour de la question de savoir si Orwell peut être ou non qualifié d'« anarchiste tory » est certainement un débat d'interprétation comme il en existe à propos de tous les penseurs importants et originaux, un débat qui exige qu'on regarde de près tous ses textes dans leur contexte historique et biographique, et selon des critères intellectuels qui sont ceux de toute recherche de vérité – des critères « universitaires » donc. Mais l'enjeu de ce débat n'est pas purement exégétique : il est de savoir, à partir de là, ce qu'Orwell peut nous apprendre. Une des idées qui sous-tendent ces Chroniques est que le voir comme un « anarchiste tory » brouille et fausse un bon nombre de ses leçons. (Chroniques orwelliennes - Avant-propos de Jean-Jacques Rosat - Collège de France)

- Celle enfin du Collège de France qui s'en tient strictement aux déclarations d'Orwell et aux faits, à son engagement politique, qu'ils mettent en rapport, au lieu de se laisser influencer par les interprétations intéressées et manquant d'impartialité ou pire encore des uns et des autres.

A bien des égards nous nous ressemblons, à ceci près que nous n'avons vécu ni les mêmes expériences ni à la même époque. Il est plus facile de vivre à la nôtre qu'il le fut à la sienne, quand la quasi-totalité du mouvement ouvrier internationale s'était retrouvé sous l'emprise du stalinisme, de sorte qu'il était extrêmement difficile d'entrevoir comment pourrait se transmettre l'héritage du marxisme ou y demeurer fidèle, sachant qu'il n'existait plus aucun dirigeant de la trempe de Lénine ou aucun parti conçu sur le modèle du parti bolchevik pour l'incarner. Même les rares intellectuels qui étaient parvenus un temps à se rallier à Trotsky, tel André Breton par exemple, finirent par se détourner de la voie de l'organisation ou du militantisme pour les raisons évoquées plus loin.

Ce qui m'intéresse chez Orwell, ce sont les enseignements qu'il a tiré de ses expériences des régimes stalinien ou nazi, dont l'oligarchie s'inspirent de nos jours pour nous imposer un modèle de société totalitaire. Ces enseignements peuvent s'insérer dans ceux que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky ou les compléter.

Ma démarche se situe à l'opposé de celle des intellectuels qui n'ont pas davantage assimilé Orwell que Marx. Cela dit, il faut bien admettre qu'ils font face à une situation proche de celle qu'avait connue Orwell après avoir rompu avec les représentants du stalinisme, sans que se présente à eux une alternative politique crédible ou un parti ouvrier dans lequel ils pourraient s'organiser. C'est ce qui nous fait tragiquement défaut.

Les dirigeants, qui contrôlent le ou les partis plus ou moins sérieux, continuent de recourir à un dogmatisme réducteur qui ne permet pas de constituer un pôle de regroupement où pourrait s'organiser les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, des intellectuels, des classes moyennes qui seraient tentés par le socialisme. Après avoir dans le passé recouru à des méthodes détestables pour écarter tous ceux qui contestaient leurs analyses, on ne voit pas comment aujourd'hui on pourrait les légitimer à la direction d'un parti ou leur accorder la moindre confiance. Ce sont eux qui fixent ou imposent le cadre dans lequel la discussion peut avoir lieu, autrement dit si vous vous présentez devant eux avec vos propres idées qui ne rentrent pas forcément dans leur cadre ou pire, si vous en contestez les contours, ils ne se donneront pas la peine de les étudier, et vous en arriverez à la conclusion que vous n'avez pas votre place dans leur parti.

C'est ainsi hélas que des milliers de travailleurs sont conduits à demeurer inorganisés, sans parler des milliers de militants qui ont milité un jour dans une structure et qui ne souhaitent plus renouveler cette expérience. Je continue de penser comme Orwell qu'on ne peut pas être socialiste sans être organisé, mais paradoxalement j'ignore comment faire autrement, nous y sommes contraints et forcés, ce qui est un comble puisque notre stratégie repose sur les masses et le parti.

Le passage suivant a été rédigé la veille avant que je découvre les chroniques que le Collège de France avait consacrées à Orwell, et je n'ai pas le temps de le réécrire, les citations ont donc été rajoutées par la suite.

Orwell et ses écrits ou ses engagements ont fait l'objet d'une multitude d'interprétations parfois contradictoires en fonction du statut social de leurs auteurs ou de leurs propres engagements, qui ne nous intéressent pas outre mesure, hormis qu'elles nous ont incité à aborder Orwell avec beaucoup de prudence.

Conspuer par les tenants et les porte-parole du capitalisme et du stalinisme, il n'en fallait pas plus pour nous rendre le

personnage sympathique, disons au premier abord pour rester vigilant, impression que l'on conservera par la suite. Son parcours et sa personnalité atypiques devaient forcément porter à polémique, après tout personne n'est parfait, sauf exceptions qui se comptent sur les doigts d'une main sur des siècles et des siècles.

Donc il en fallait plus pour nous détourner des ouvrages qu'il nous a légués, dont le plus célèbre est *1984*, une sorte de roman d'anticipation préfigurant le totalitarisme qui est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale, et dont le stalinisme et le nazisme donnèrent un aperçu en modèle réduit, dans le temps j'entends, bien que les Etats-Unis, Israël, la Chine et d'autres Etats s'en inspirèrent largement.

Paradoxalement, de nos jours Orwell fait quasiment l'objet d'un culte de la part d'une partie des intellectuels qui se prétendent progressistes, alors qu'à son époque ils conspuaient la bonne conscience de leurs semblables qui critiquaient volontiers le capitalisme, mais ne souhaitaient pas s'engager au côté de la classe ouvrière ou manifestaient de l'aversion pour le socialisme qu'ils confondaient avec le stalinisme, ceci justifiant ou servant de prétexte malhonnête à cela.

Orwell eut l'occasion de militer dans différents partis qui se réclamaient du socialisme, dont l'Independent Labour Party et le POUM, mais apparemment il ne rencontra jamais de dirigeants qui aient assimilé le marxisme. Dans un contexte particulièrement difficile, quand il était "minuit dans le siècle (V. Serge), bien qu'il ait été acquis sincèrement au socialisme, il ne parviendra jamais à traduire sur le plan organisationnel ses conclusions, sans doute en a-t-il été détourné par ses expériences malheureuses plus que par un manque de conviction ou de détermination qui l'anima jusqu'à la fin de sa vie.

Toujours est-il, qu'hier comme aujourd'hui où à toutes les époques, et cela nous concerne tous, il ne suffit pas de se déclarer socialiste pour d'un coup de baguette magique assimiler l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique. Chaque lacune peut se traduire par des interprétations erronées, de telle sorte qu'on s'en détourne à notre insu, d'où la nécessité de vérifier en permanence la validité des idées que nous avons acquises, quitte à les modifier si nécessaire. D'où aussi la nécessité de ne pas les personifier ou de ne pas s'identifier à des idées qui peuvent être amenées à évoluer, puisque finalement elles n'appartiennent pas à une personne en particulier, pour être le produit de rapports qui impliquent une multitude de facteurs et d'acteurs qui sont susceptibles de connaître de profondes modifications.

Maintenant, quand on n'a pas réussi à trouver le chemin permettant de mettre en pratique une théorie, on peut en arriver à douter de cette théorie ou à la rejeter en partie ou en totalité en lui prêtant inconsciemment nos propres lacunes ou faiblesses, il arrive aussi qu'on en attende trop ou des miracles qui ne se produiront jamais, il en va ainsi également des gens qu'on a été un jour amené à croiser ou à fréquenter. On cherche des explications à nos déconvenues ou à nos désillusions qu'on ne trouve pas, parce qu'on refuse d'admettre qu'on puisse en être à l'origine.

Pour conclure provisoirement sur ce sujet, sur la fin de sa vie Orwell se rapprocha des anarchistes, qui, en tant que farouches ennemis du marxisme, ne trouvèrent rien de mieux à faire plus tard que de théoriser les idées qu'ils partageaient avec lui ou plutôt dans bien des cas, telles qu'ils les avaient interprétées à partir de leurs propres critères, bref de le récupérer pour le faire passer pour un disciple de Proudhon, qui serait opposé à toute théorie au profit de "valeurs non politiques".

- "Orwell n'est ni théoricien ni philosophe" (Chroniques orwelliennes - Avant-propos - Collège de France)

Ne pas être un théoricien et s'opposer à toute théorie, ce n'est pas du tout la même chose.

- Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet. (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

Orwell : "Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas."

- "Pour autant, Orwell ne parle jamais à la place de ses lecteurs, ni en leur nom ; jamais non plus au titre d'une théorie, d'une doctrine ou d'un savoir ; jamais d'en haut ni d'ailleurs ; il est toujours au milieu d'eux, toujours un des leurs. Mais il leur parle avec sa propre voix, la voix singulière qu'il s'est donnée à partir de ses propres expériences politiques." (Chroniques orwelliennes - Collège de France)

- "Mais elles relèvent également d'une stratégie de prise de distance à l'égard de ce qu'on nomme l'« actualité ». Un des pires maux du journalisme est vraisemblablement son obsession de la nouveauté – des news, comme on dit en anglais. Beaucoup de nouveautés sont dépourvues d'intérêt et beaucoup d'autres ne sont pas si nouvelles qu'elles en ont l'air. Pour mesurer ce qui change réellement, les progrès et les régressions, il ne faut pas avoir le nez collé sur les prétendus événements. Aussi Orwell ne cesse-t-il de citer de vieux almanachs, des vers anciens, des revues d'autrefois, des romans qui ont cinquante ou cent ans, etc. Lisant un roman de la seconde moitié du XIXe siècle où l'auteur, militant progressiste, décrit les ouvriers comme des sous-hommes qu'il ne sera jamais possible de civiliser, il conclut :

Les temps sont révolus où il semblait naturel de rayer d'un trait de plume toute une couche de la population comme des sauvages incurables. Le plus snob des tories n'écrirait pas aujourd'hui [de cette façon] sur la classe ouvrière londonienne. [...] Le progrès existe, si difficile que ce soit de le croire en cette époque de camps de concentration et de belles grosses bombes.

À l'inverse, lisant une revue anglaise de l'époque napoléonienne où les Français, ennemis mortels, sont traités avec le plus grand respect, il s'inquiète des propagandes haineuses et injurieuses de notre époque et mesure la régression d'un siècle à l'autre. En ancrant ainsi ses chroniques dans le passé, Orwell aide son lecteur à ne pas confondre modernité et progrès."

- "Le premier est celui qu'a répandu depuis vingt-quatre ans le titre de l'essai de Simon Leys, Orwell ou L'horreur de la politique. Assurément Orwell aurait eu en horreur le « Tout est politique » des années 1960-1970 et sa conséquence : que ce qui comptait n'était jamais de savoir si une idée était vraie ou fausse mais uniquement d'où elle venait, de quelle idéologie elle relevait et quels intérêts elle servait. Il suffit pour s'en convaincre de lire sa critique d'une des expressions favorites de cette époque, qui avait déjà cours de son temps : « Faire le jeu de... », cette « formule magique destinée à cacher les vérités dérangeantes ». Mais attribuer une « horreur de la politique » à Orwell, c'est passer à côté de ce qui est le ressort profond de son engagement et de son écriture, et qui s'exprime pratiquement dans chacune de ses chroniques : avant d'être une sphère particulière de la vie sociale (avec ses institutions, ses partis, ses discours, ses idéologies), la politique est d'abord un ensemble d'expériences quotidiennes de domination et d'injustice, d'égalité et de fraternité, à travers lesquelles se fait ou se défait notre monde commun. Ainsi la lutte des classes traverse tout le tissu de l'existence commune. Elle est perceptible jusque dans les vieilles chansons de marin et dans la gestion des animaux utiles ou nuisibles dans les campagnes. Il n'y a pas de dualité chez Orwell entre l'homme ordinaire et le militant socialiste : la nécessité du combat politique naît primitivement de l'exigence de préserver le monde commun – avec ses valeurs de vérité, d'objectivité et de décence commune – de sa destruction par le prétendu « réalisme », qui n'est que le masque de la volonté de puissance."

- Chroniques orwelliennes - Jean-Jacques Rosat membre du Collège de France
<http://books.openedition.org/cdf/2092?lang=fr>

- ...à l'heure des choix, dans l'Espagne de 1937, dans l'Angleterre de juin 1940, ou face au monde de 1946, « son flair moral » s'est avéré sûr : il s'est trouvé là où il fallait. (id)

George Orwell : « À une époque de tromperie universelle, dire la vérité devient un acte révolutionnaire ».

Wikipédia - Parallèlement à ces activités, Orwell envoie entre 1941 et 1946 seize articles (« Les Lettres de Londres ») à la revue américaine d'inspiration trotskiste Partisan Review.

LVOG - Ici figure la note suivante :

Wikipédia - Elle se caractérisa par sa forte hostilité à l'égard du stalinisme et elle devint le lieu d'expression d'une sorte de trotskisme littéraire : elle afficha une vive sympathie pour les idées de Trotski mais évita tout lien organisationnel ». J. Newsinger, La politique selon Orwell, p. 161.

Partisan Review.

Wikipédia - Un trimestriel américain littéraire et politique publié de 1934 à 2003...

Comme plusieurs revues « radicales » ou de « gauche » publiées au cours de la guerre froide, elle est financée par la CIA par le biais de fondations qui servaient de façades.

LVOG - Ici figurait un lien renvoyant à Frances Stonor Saunders qui publia en 2003 *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*

Qui est Frances Stonor Saunders ? Wikipédia - une réalisatrice de documentaires pour la télévision. Hidden Hands: A Different History of Modernism, réalisé pour Channel 4 en 1995, traite des liens entre différents critiques d'art et peintres expressionnistes abstraits avec la CIA.

Who Paid the Piper?: CIA and the Cultural Cold War (paru en 1999, traduit en français en 2003), son premier ouvrage développé à partir de son travail documentaire, se concentre sur l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture, association culturelle anticommuniste secrètement financée par la CIA. <http://www.bu.edu/partisanreview/archive/index.html>

La cabale montée contre Orwell par le MI6 (Secret Intelligence Service ou SIS), relayée par le Guardian, Le Monde, Libération

Wikipédia - Polémique relative à la liste de noms de « communistes » fournie à l'Information Research Department

Le 11 juillet 1996, un article publié dans le quotidien anglais The Guardian révèle que George Orwell a livré en 1949 une liste de noms de journalistes et d'intellectuels « cryptocommunistes », « compagnons de route » ou « sympathisants » de l'Union soviétique à une fonctionnaire de l'Information Research Department (une section du ministère des Affaires étrangères britannique liée aux services de renseignements), Celia Kirwan. La réalité de cette collaboration est prouvée par un document déclassifié la veille par le Public Record Office.

L'information est relayée en France principalement par les quotidiens Le Monde (12 et 13 juillet 1996) et Libération (15 juillet 1996). Le public français apprend ainsi que l'auteur de 1984 « dénonçait au Foreign Office les "cryptocommunistes" » (Le Monde, 13 juillet 1996). Dans son numéro d'octobre 1996, le magazine L'Histoire va plus loin encore, expliquant qu'Orwell aurait « spontanément participé à la chasse aux sorcières » organisée contre les intellectuels communistes par le Foreign Office.

Ces articles français oublient de mentionner plusieurs informations essentielles. D'abord, Kirwan, belle-sœur de l'écrivain Arthur Koestler, était une amie intime d'Orwell, dont elle avait repoussé la demande en mariage en 1945, alors que l'écrivain était veuf depuis quelques mois. Ensuite, la remise des informations a eu lieu à l'occasion d'une visite de Kirwan à Orwell, peu avant la mort de ce dernier, qui était déjà dans un sanatorium. Kirwan lui confie alors qu'elle travaille pour un service gouvernemental chargé de recruter des écrivains et des intellectuels susceptibles de produire de la propagande antisoviétique. Orwell, après lui avoir donné les noms de quelques personnes de sa connaissance lui paraissant aptes à être recrutées, propose de lui indiquer, à titre privé, les noms d'autres personnes qu'il est inutile d'approcher, en raison de leurs convictions politiques (lesquelles sont souvent de notoriété publique).

La fameuse liste, déclassifiée en 2003 – mais déjà mentionnée dans la biographie de Bernard Crick parue en 1980 ; celui-ci en ayant tout simplement consulté la copie disponible dans les Archives Orwell – confirme ce qui précède. Bernard Crick signale que « quelques-uns (des individus), recensés comme ayant simplement des opinions « proches », semblent sélectionnés pour des raisons tirées par les cheveux et peu pertinentes ». Simon Leys répond à cela que la liste établie pour Kirwan n'est pas établie uniquement en fonction de critères politiques, mais signale également des individus dont il est inapproprié de solliciter la collaboration en raison de leur « malhonnêteté » ou de leur « stupidité ».

Dans sa biographie politique d'Orwell, John Newsinger mentionne que l'auteur a manifesté à plusieurs reprises à la fin des années 1940, son hostilité à toute tentative d'instaurer un « maccarthysme anglais ». Il indique aussi que, « lorsque l'IRD a été créé par le gouvernement travailliste, son but affiché est de mener des activités de propagande en faveur d'une troisième voie entre le communisme soviétique et le capitalisme américain. Il n'est absolument pas évident à l'époque qu'il s'agissait d'une arme des services secrets britanniques ».

Pour terminer, il faut indiquer que 1949 est l'une des années les plus terribles de la guerre froide. Staline est vieillissant, et sa paranoïa ne cesse de s'aggraver ; l'URSS a mis au point l'arme atomique et termine son processus de satellisation des pays d'Europe de l'Est ; la guerre de Corée est sur le point de débiter ; et l'Angleterre grouille littéralement d'espions du NKVD (notamment les fameux Cinq de Cambridge).

Orwell, lui, très loin des sympathies soviétiques d'une partie de l'intelligentsia occidentale, a pu voir pendant la guerre civile espagnole le stalinisme au pouvoir à Barcelone, lors de l'élimination des anarchistes qui contrôlaient la ville.

Le détail de cette affaire se retrouve dans le pamphlet Orwell devant ses calomniateurs, publié en 1997 par L'Encyclopédie des nuisances aux éditions Ivrea. De manière plus succincte, Simon Leys aborde la question dans la réédition de son essai Orwell ou l'horreur de la politique (2006) en concluant à la fin de l'annexe III :

« Le fait que, un demi-siècle après sa mort, Orwell ait pu encore être la cible d'une aussi crapuleuse calomnie montre bien quelle formidable et vivante menace il continue à présenter pour tous les ennemis de la vérité ». Wikipédia

Sur L'Information Research Department (IRD)

Wikipédia - L'Information Research Department (IRD), fondé en 1948, dissous en 1977, était une section du Foreign Office (le ministère des affaires étrangères britannique).

Cette campagne de propagande anticommuniste était secrètement financée et ne s'affichait pas comme telle auprès du public.

LVOG - Lénine n'était-il pas un agent du Keiser, le gouvernement bolchevik n'a-t-il pas été financé par la Fed ou les banquiers de Wall Street, et Trotsky, un juif qui plus est, sournois cela va de soi, n'était-il pas un agent de la CIA, les trotskystes n'ont-ils pas pactisé avec les nazis (hitléro-trotskystes) ?

George Orwell, Le lion et la licorne, 1941 - Jorge Semprun

Résumé - Il dénonce également les compromissions idéologiques de l'élite anglaise à l'égard du national-socialisme, une élite moins soucieuse d'être patriote et unie à son peuple que de défendre ses seuls intérêts de classe.

- « Le POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista) était l'un de ces partis communistes dissidents que l'on a vu apparaître en beaucoup de pays au cours de ces dernières années, par suite de l'opposition au stalinisme, c'est-à-dire au changement, réel ou apparent, de la politique communiste » George Orwell, Hommage à la Catalogne, p. 249.

- Le gouvernement républicain et les communistes du PSUC (sur ordre de Moscou) voulaient stopper le processus révolutionnaire enclenché à Barcelone : le 3 mai, la police investit le central téléphonique contrôlé par la CNT (anarcho-syndicaliste). Une grève générale spontanée s'ensuit. La direction du POUM presse celle de la CNT de prendre la tête du mouvement afin de remettre en route le processus révolutionnaire, ce qu'elle refuse, préférant malgré tout rester fidèle au gouvernement catalan. Isolé, le POUM estime ne pas avoir les capacités nécessaires pour organiser l'insurrection qui prend fin le 6 mai, après des combats qui ont fait plus de neuf cents morts et quatre mille blessés. Cf. Orwell, Hommage à la Catalogne, Appendice II, « Ce que furent les troubles de mai à Barcelone », p. 263-294 ; Newsinger, La Politique selon Orwell, p. 89-94.

A suivre.

Pédagogie ou démagogie.

Les faits nous donnent raison un peu plus chaque jour et cela en devient gênant.

J'ai une question à vous poser : Qui va nous expliquer réellement ce qui se passe ? Pourquoi les travailleurs font-ils preuve d'une telle insouciance, passivité ou neutralité, j'entends au-delà de leurs combats de nature corporatiste ? Vous me répondez que la réponse est contenu dans la question. Même cela on ne nous le dit pas, on comprend pourquoi, mais c'est une autre question. Mais encore ?

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie, chaque jour qui passe étant encore plus pourrie que le précédent ? C'est à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont résignés. A moins qu'ils ne se sentent pas concernés parce qu'ils ne croient en rien. Vous me direz qu'il ne s'agit pas de croire mais de savoir, d'accord, mais en attendant à défaut de savoir, il faut faire avec ceux qui croient inconsciemment car c'est de là qu'émergera le savoir, une fois qu'ils seront parvenus à croire qu'ils ne savaient rien ou à en prendre conscience, pour peut-être commencer à apprendre quelque chose, puis passer à l'action...

Il s'agit là d'un constat et non d'un jugement, ceux qui ne savent pas faire la différence ferait bien de lire Orwell.

Ils osent tout dans le meilleur des mondes.

- "Nous savons que c'est un monde pourri dans lequel nous vivons", a lancé Jean-Luc Mélenchon. AFP 5 mai 2018

Ne l'était-il pas déjà hier ? Il en sait des choses... mais on ne le dirait pas ! Pour lui, c'est juste un concept ("nous savons") et non quelque chose qui correspond à un vécu, comme le chômage, la précarité, la pauvreté... Là vous frisez le procès d'intention, pas vraiment car il s'en accommode comme de Macron, de l'UE, etc.

- Le président de la Commission européenne, le conservateur Jean-Claude Juncker, y est allé de son hommage : "Marx n'est pas responsable de toutes les atrocités dont ses héritiers supposés doivent répondre", a-t-il dit à Trèves. AFP 5 mai 2018

Il devait encore être aviné... Le 5 mai, c'était le bicentenaire de la naissance de Karl Marx.

- Le fondateur et rédacteur en chef de Consortium News, Bob Parry.

Bob a révélé le scandale de l'Iran Contra, mais au lieu de recevoir le prix Pulitzer, il a été licencié par l'Associated Press et Bloomberg. Alors il a suivi le conseil d'un célèbre spécialiste des médias A. J. Liebling : « La liberté de la presse n'est garantie que pour ceux qui possèdent un média ». Les Crises 6 mai 2018

Suite du 1er mai. Au temps des miliciens.

De deux ils sont pas passé à sept, c'est trop !

- Violences du 1er Mai: 7 suspects mis en examen et remis en liberté sous contrôle judiciaire - AFP 05.05

Sept personnes soupçonnées d'avoir commis des dégradations après la manifestation du 1er-Mai à Paris ont été mises en examen et remises en liberté sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet qui avait demandé leur détention provisoire, a-t-on appris samedi de source judiciaire. AFP 05.05

Potache.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants font "la fête à Macron" dans une ambiance festive - AFP 05.05

"La fête à Macron", manifestation "pot-au-feu" à l'initiative du député insoumis François Ruffin, a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Paris dans une ambiance largement festive, encadrées par 2.000 policiers et gendarmes venus empêcher l'irruption de black blocs, quelques jours après les violents incidents du 1er-Mai.

La France insoumise (LFI) a revendiqué la présence de 160.000 manifestants à Paris pour le premier anniversaire de l'élection du chef de l'Etat, mais selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias en milieu de parcours, 38.900 personnes ont participé au défilé. La préfecture de police en a compté 40.000.

Selon les organisateurs, cette initiative est une "première étape". Déjà, plusieurs associations, syndicats, partis envisagent une nouvelle journée de protestation le 26 mai. Ce jour-là, "par millions, déferlez ! Soyez la marée humaine qui change l'Histoire", a imploré samedi M. Mélenchon. AFP 05.05

Je vais vous le dire comme je le pense, leur fête, cela me fait chier au possible, c'est indécent, j'ai horreur du carnaval, grotesque. Ce qu'on subit ne me fait pas marrer du tout, je n'en dirai pas plus.

On peut participer au 26 mai : Dehors Macron, abolition de la Constitutions de la Ve République, assemblée constituante souveraine !

On dirait qu'ils savent très bien à qui ils ont affaire, et que cela ne les inquiète pas outre mesure.

- Poutou veut une "radicalisation de la contestation politique" - leexpress.fr 05.05

L'ex-candidat à la présidentielle, Philippe Poutou (NPA) appelle, dans une interview à paraître lundi dans le quotidien "La Marseillaise" à une "radicalisation de la contestation politique", envers Emmanuel Macron. Interrogé par le même quotidien, le leader de Génération.s Benoît Hamon invite à une "riposte sans répit".

Les deux leaders politiques appellent à l'union: "Il faut travailler à la construction d'une unité politique, syndicale et associative", déclare M. Poutou en jugeant que le "rendez-vous unitaire du 26 mai est une bonne chose" dans cette perspective. "La force du projet de Macron et des libéraux s'appuie sur l'idée qu'il n'y aurait pas d'alternative. A nous de montrer qu'il existe une alternative démocratique, sociale, écologique, qui se trouve à portée de mains et que rien n'interdit de mettre en oeuvre.", lance, de son côté, Benoît Hamon.

Interrogé par le même journal, Benoît Hamon, responsable du mouvement Génération.s, déclare : "Face à Macron, il faut assumer une forme de harcèlement politique et social. C'est un gouvernement qui harcèle les Français par des réductions de moyens pour l'école publique et les maisons de retraite, des droits en moins pour les salariés du privé, des postes et des missions en moins dans les services publics, des libertés en moins dans l'espace public", estime Benoît Hamon.

"Il faudrait une riposte qui soit une riposte sans répit. Il ne faut lui laisser aucun répit, car lui-même ne laisse aucun répit aux Français", ajoute l'ex-candidat PS à la présidentielle. Selon lui " la gauche a besoin de poser des actes de résistance en commun". M. Hamon appelle à "résister dans la rue, sur Internet, partout où nous pouvons pour contrer le démantèlement des services publics, parce que c'est cela dont on parle, ainsi que les droits des salariés". leexpress.fr 05.05

A bas la gauche et extrême gauche institutionnelle, c'est une imposture de droite !

Il reste la grève générale insurrectionnelle, celle où on dit : Stop, on ne marche plus, on n'accepte pas un sacrifice de plus, on arrête tout. Ceux qui détiennent le pouvoir doivent dégager et c'est nous qui devons décider nous-mêmes l'orientation de la société, dans quelle société nous voulons vivre, sur quelle base elle doit être reconstruite...

Mais avant d'en arriver-là, il y a un certain nombre d'obstacles à faire sauter, le premier consiste à croire que le capitalisme est éternel et que nous lui devons tout, alors qu'en réalité c'est nous qui produisons les richesses et nous ne lui devons rien ; le premier consiste à croire que nous ne serions pas apte à gouverner, alors qu'en réalité c'est nous qui faisons fonctionner la société et personne d'autres; le troisième consiste à croire que cela ne pourrait pas fonctionner parce que nous dépendrions de la mondialisation de l'économie, alors qu'en réalité tous les peuples partagent les mêmes besoins ou aspirations et s'inspireraient de notre expérience pour s'emparer du pouvoir politique...

Totalitarisme. Ils ont de la suite dans les idées.

- Facebook utilise l'intelligence artificielle pour prévoir vos actions futures au profit des annonceurs, indique un document confidentiel
- Les Crises 07.05

Quand l'inquisiteur et faussaire est juge et partie.

- Loi contre les fausses informations : l'avis du Conseil d'État - Les Crises 5 mai 2018

L'Assemblée nationale a publié l'avis rendu par le Conseil d'État portant sur les propositions de loi relatives à la lutte contre les fausses informations

Commentaires d'internautes.

1- Merci pour cette publication qui nous révèle une fois de plus que la dictature de moins en moins soft, pardon "la verticalité du pouvoir" est en marche.

Ce texte abscons et indigeste a été rédigé par des technocrates pour des technocrates et non pour le rendre lisible et intelligible au plus grand nombre.

Il part d'un postulat faux : l'ingérence "d'Etats" – lire Russie – dans des élections en occident et en premier lieu aux US.

Cette fable a été prouvée et largement documentée sur ce site.

Ensuite, le CSA, qui n'a pas respecté ses propres règles en 2016 concernant le temps de parole aux candidats et tout particulièrement celui de Macron et de son équipe va voir ses pouvoirs coercitifs étendus... à devinez qui : RT et Sputnik qui ne sont bien entendu pas cités mais clairement visés.

Le CSA pourra même aller jusqu'à leur retirer – comme à d'autres -, sur "justificatifs", le droit d'émettre sur Internet !

Au vu de ce que l'Etat et les médias MSM entendent par "fausses informations", le CSA devient de facto et officiellement – en période électorale pour le moment – le Ministère de la Vérité... et ce n'est plus une fiction de 1984 !

2- Indépendamment des débats juridiques précis, il est évident que ce qui est visé par la loi c'est le débat et la critique réels que certains se permettent malgré la censure médiatique, grâce à internet.

3- D'après Cohen le "journaliste" qui a pignon sur rue sur France 5 et France inter me semble-t-il, le simple fait de demander des preuves sur la soi-disant attaque chimique de la Ghouta fait de nous des "révisionnistes en temps réel". Je vous laisse imaginer ce qui attend les personnes qui ne prennent pas pour argent comptant ce que dit big brother...

3- Le vote en 2017 était déjà une "enfumade" totale. Avec ces nouvelles lois, le pouvoir verrouille la prochaine élection, que Macron se présente à nouveau ou non.

Rappelons-nous, en 2017, le plan A était Juppé et non Macron. Donc en 2022, pour ne pas être confronté à la même déconvenue, pas de primaires, propagande de masse pour Le candidat choisi par le Deep State oligarchique/mondialiste et contrôle des médias dissidents pour que tout roule comme prévu.

Bienvenue en dictature !

4- Ce qui est fantastique, c'est qu'un aréopage d'élus et la plus haute instance administrative du pays parle de "diffusion massive de fausses informations" pendant les dernières périodes électorales.

C'est insensé et proprement scandaleux car justement, cette affirmation est une fausse nouvelle elle-même.

Je rappelle que ce soit pour l'élection Française, US, Allemande ou le Brexit, personne n'a donné ne serait-ce qu'un seul exemple de fausse information consistantes.

5- ...c'est quoi ces gens qui parlent de choses qui n'existent même pas et qui attentent aux libertés publiques sur des chimères?

6- Comme l'avait dit Karl Rove, conseiller de Bush Jr, "nous créons notre propre réalité...".

C'est exactement ce que fait Macron et son gouvernement mais aussi inquiétant, les Institutions font de même.

Chacun peut constater que Macron et son gouvernement piétinent le Droit mais si les Institutions s'y mettent, alors il n'y a plus aucun doute sur le régime Français.

7- Je n'ai pas de mots assez durs pour exprimer ma consternation la plus totale à la lecture des extraits de l'avis du Conseil d'État. Il n'y a aucune rigueur et les éléments factuels fondant la légitimité reconnue dans cet avis portant sur ce projet de loi sont pitoyablement énoncés comme tel : "les publications de fausses nouvelles massives" et autres "ingérences d'états" étrangers avec "des moyens financiers et technologiques importants", sans jamais se sentir obligé d'en préciser les éléments d'information qui leur permettent d'affirmer de telles choses. C'est terrifiant de bêtise sachant que c'est une des trois cours suprêmes françaises.

8- Avec le système qui va être instauré, il y aura les chefs suprêmes de l'info qui dicteront ce qui est "right" et ce qui est "fake" et qui auront champ libre pour nous balancer n'importe quoi puisqu'ils auront la légitimité de la bonne info, donc la légitimité de tous les mensonges y compris de ceux qui entraînent des renversements de régimes (les armes de destruction massive de l'Irak) et des bombardements de représailles justifiés au mépris du droit international (les armes chimiques utilisées dans la Ghouta). Y a du souci à se faire

9- Ben oui fallait s'attendre à quoi ? A ce qu'ils obligent la presse mainstream à faire un mea culpa général pour l'ensemble de son œuvre ? Vietnam, Algérie, Irak, Syrie, Lybie, Serbie, Ukraine et j'en passe ? Non, vaut mieux accuser les autres de ses propres avanies, parce que sinon, la dissonance cognitive serait tellement importante qu'elle en ferait même griller le cerveau de BHL.

Sapir avait raison quand il évoquait une "démocrature", nous y sommes, et ça n'est que le début. Il est vraiment temps que la société civile se réveille pour de bon, ou nous risquons de perdre pour de bon le peu de liberté qu'il nous reste.

10- C'est bien plus facile de tromper quelqu'un que de le convaincre qu'il a été trompé...

En complément. Qui complot ?

- Skripal et le poison de Poutine: la théorie du complot du gouvernement May

<https://www.mondialisation.ca/skripal-et-le-poison-de-poutine-la-theorie-du-complot-du-gouvernement-may/5625410>

Le récit officiel sur l'empoisonnement de Sergei et Yulia Skripal est un pot-pourri d'allégations et d'affirmations dénuées de toute logique, qui ne s'accordent pas entre elles, qui ne font pas sens, et qui nous obligeraient, pour les croire, à accepter la chose et son contraire en même temps. Il s'agit en somme d'une théorie du complot, et qui plus est particulièrement mal ficelée. mondialisation.ca

Ils ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

- La censure de la haine avec Alain Deneault - franceculture.fr 04/05/2018

Le philosophe Alain Deneault, pour la publication de son ouvrage "Faire l'économie de la haine : essais sur la censure", dresse une critique acerbe du nouveau "totalitarisme" qui frappe nos sociétés par la conjonction du néolibéralisme, de l'avènement des multinationales et du recul des Etats.

"La censure a cours de manière invasive à travers les mots. En remplaçant le terme d'utilisateur par le terme de client en ce qui concerne la SNCF par exemple, on détruit dans l'esprit des gens la notion de service public." Alain Deneault

Dans l'actualité des idées aujourd'hui : une critique du nouveau « totalitarisme », celui de l'économie omniprésente, de l'emprise des multinationales sur la marche du monde. Avec la complicité des Etats.

"En voulant supprimer l'axe gauche-droite pour se présenter comme la seule parole possible, l'extrême-centre a donné l'émergence d'une polarité entre un Etat violent et brutal et des populations qui lui résistent." Alain Deneault

Un regard décentré et une parole acérée celle du philosophe québécois Alain Deneault, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris. Il est l'auteur d'essais sur les multinationales, les paradis fiscaux et l'idéologie de la gouvernance, dénonçant les effets pervers du système économique capitaliste. Il a notamment publié "la Médiocratie" paru en 2015 en France chez Lux, "le totalitarisme pervers" et "Politiques de l'extrême centre"... Il a récemment réuni et présenté des textes

de Georg Simmel dans L'argent dans la culture moderne (Editions Hermann, mars 2018).

"Un discours nous est imposé comme étant le seul possible : plus de revenus pour les multinationales et de dividendes pour les actionnaires, moins de fond pour les services publics et pour les travailleurs." Alain Deneault. franceculture.fr 04/05/2018

[Ils osent tout. Propagande et conditionnement. Ils ont dégoté la perle rare dans un tas de fumiers qui pue la réaction.](#)

Qui sont ces Herbretais qui "ne mégotent pas sur leur enthousiasme" à Macron ?

- Une septuagénaire, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy ;
- Un commerçant, pâtissier-chocolatier ;
- Un cadre, responsable du développement durable ;
- Un cadre, conseiller en intégration technologique dans l'industrie ;
- Un chef d'une entreprise de courtage ;
- Une maire MPF (Mouvement pour la France de Philippe de Villiers)

Sur le marché un dimanche matin, ils n'ont croisé aucun ouvrier ou étudiant, valait mieux les faire disparaître. Bref, cela ne s'invente pas, dans cette commune de 16 500 habitants, ne vivent que des nantis, des gens heureux... qui ne représentent qu'une minorité de la population. Libération accorde 41 lignes aux privilégiés qui en pincent pour le roitelet, et 6 aux défavorisés qui le vomissent, normal en oligarchie.

- Aux Herbiers, «le meilleur président depuis très très longtemps» - liberation.fr 6 mai 2018

Dans la commune vendéenne, terre de droite tendance Villiers-Fillon, les habitants, à quelques exceptions près, ne tarissent pas d'éloge sur Emmanuel Macron.

Aux Herbiers, grosse bourgade vendéenne de 16 500 habitants, tout baigne. Le soleil brille, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas (4,3 % selon les tout derniers chiffres), l'équipe de foot disputera mardi - suprême consécration - la finale de la Coupe de France face au PSG et la France a un «super président». Aux Arcades, un bar-brasserie où l'on fait les préparatifs pour la retransmission de la rencontre, Marie-Jeanne, septuagénaire alerte, ex-prof de BEP et ancienne supportrice de Nicolas Sarkozy, est sous le charme. «Macron ? C'est le meilleur président qu'on a eu depuis très très longtemps. Très intelligent, très fin dans ses remarques, il a la manière et en même temps la fermeté, c'est un cuir qui ne craint pas les coups. Quand on voit toutes ces grèves, les cheminots qui se battent pour leur retraite à 52 ans, c'est d'un égoïsme sans nom. Et il tient bon. Il ose faire ce que Sarkozy n'a pas osé.»

Installé au bar, Christophe, pâtissier-chocolatier de 57 ans tout habillé de bleu marine, abonde. «Macron, c'est la nouveauté, la jeunesse. Il faut qu'il aille encore plus vite, avec encore plus de réformes !» Pas de doute, en ces terres de droite longtemps fillonistes quand elles n'étaient pas acquises à Philippe de Villiers et à son Mouvement pour la France (MPF), on s'est trouvé un nouveau champion. Même certains électeurs qui ont pu par le passé voter à gauche trouvent de nombreuses vertus au Président. Comme Cyrille, 46 ans, responsable du développement durable chez Fleury-Michon, une des grosses entreprises des Herbiers qui, avec le chantier naval Jeanneau ou la société de charpentes métalliques Briand, recrutent à tour de bras. «Il incarne bien la fonction, se bat pour l'environnement et a donné de la dynamique sur l'Europe et les grands enjeux géopolitiques, juge-t-il. Il manque quand même la dimension sociale. Il faudrait remettre les gens autour de la table pour un vrai changement.»

Du côté du marché Saint-Pierre, où l'on se presse autour des étals de fruits et légumes, à deux pas de l'église des Herbiers dont les cloches carillonnent pour célébrer un baptême, d'autres Herbretais ne mégotent pas sur leur enthousiasme. Comme Jean-Yves, 57 ans, chandail sombre sur polo rose, qui a voté François Fillon au premier tour de la présidentielle, figure dont les turpitudes ont, ici comme ailleurs, considérablement dévalué la cote. «Pendant la campagne, je ne trouvais pas Macron crédible, se souvient-il. Je n'aimais pas son profil d'arriviste, sa façon de naviguer dans les hautes sphères, mais ça a été la bonne surprise. Il a redressé l'image de la France et il a une ligne directrice. Il tient un cap et fait des réformes qui ne sont peut-être pas plaisantes mais qu'il fallait faire.» Pour ce conseiller en intégration technologique dans l'industrie, ce qui lui donne «beaucoup de crédit», c'est également «l'aveuglement de l'opposition», qui en est réduite selon lui à organiser une «manif pot-au-feu» grand-guignolesque ou à se présenter, comme l'a fait le député de La France insoumise François Ruffin, en maillot de foot à l'Assemblée.

Chef d'une entreprise de courtage de 15 salariés, Stéphane, 53 ans, un sac de fruits de mer à la main, qui appréciait un François Fillon qu'il juge désormais totalement discrédité, salue aussi le volontarisme du Président. «Il a une fermeté qui me convient, sinon on n'avance pas, estime-t-il. On parle de président des riches, mais si les riches sont plus riches, je m'en fous. Ce que j'espère, c'est qu'ils créent de l'emploi, des richesses et que les pauvres soient moins pauvres.»

Au marché Saint-Pierre, tout le monde n'est cependant pas sur cette ligne et plusieurs retraités, évoquant la baisse de leurs pensions, lâchent, bougons, au seul nom de Macron, de lapidaires «il est nul !» ou «zéro !». Sans plus de commentaires. Michel, ébéniste et solide gaillard de 63 ans, avoue une profonde aversion. «J'ai horreur de ce personnage. Il est faux, ce mec. Il

veut faire preuve d'empathie, mais il n'aime ni les vieux ni le peuple, tout ce qui l'intéresse, c'est le pognon. Il devait baisser les dépenses publiques, il n'a rien fait. Fillon, Macron, c'est la même chose, de l'hypocrisie !»

Au bar des supporters du VHF (Vendée Les Herbiers Football), dont les couleurs rouge et noir ont envahi la ville, la maire MPF, Véronique Besse, 54 ans, venue partager une flûte de vin pétillant, exprime une opinion exactement inverse, tout en soulignant qu'avec «toute la batterie de casseroles qu'il a aux fesses», Fillon est «grillé». «Les vieux politiciens avec les vieux schémas, c'est dépassé», juge-t-elle, tandis qu'un tonitruant «Vive Macron !» résonne dans le bar. «Emmanuel Macron est l'incarnation de ce dont les gens ont besoin, la franchise, l'authenticité. Il s'attelle aux vrais problèmes et n'a pas peur d'aller sur le terrain, à la rencontre des gens, y compris ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.» Mardi soir, ils seront côte à côte au Stade de France. L'édile en rougirait presque déjà de plaisir. liberation.fr 6 mai 2018

En complément. Macron incarne l'Ancien Régime.

- Philippe de Villiers (MPF) «Il (Macron -ndlr) a compris qu'il lui fallait habiter le corps des rois» - Liberation.fr 06.05

C'est à y perdre la tête...

[Ils osent tout. L'imposture de trop.](#)

Un secret de polichinelle qui vaut bien un aveu dont ils peuvent se vanter. A droite toute, au bout de la droite : l'extrême droite.

Quand ils évoquent Macron et sa politique, ils les comparent volontiers à un "rouleau compresseur" qui broie tous nos acquis ou droits sur son passage, ce qui fait davantage penser à la mission que remplirait l'extrême droite si elle était au pouvoir.

Mais les attardés que nous sommes s'interdisent toujours de caractériser le néolibéralisme et ses représentants d'extrême droite, parce que les moyens auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins sont plus raffinés ou sophistiqués, psychologiques, plus délicats que la mitrailleuse, cependant les conséquences sont tout aussi violentes pour ceux qui les subissent.

La réaction est bien liée au passé, faisons en sorte qu'elle n'ait pas de futur.

- Les vieux mots de la nouvelle droite - Liberation.fr 07.05

Un président aux accents monarchiques, à la politique libérale, attaché à l'ordre et ambigu sur la laïcité : Macron collectionne les marqueurs traditionnels de droite. Liberation.fr 07.05

Macron aurait caché sa "vraie nature".

- Candidat «ni de droite ni de gauche», président bien de droite. - Liberation.fr

Elu sur un positionnement centriste, le chef de l'Etat convainc surtout à droite, à coups de réformes libérales et de fermeté affichée. Un an après son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron révèle-t-il sa vraie nature ? Liberation.fr

Mission impossible.

- Dans un documentaire sur France 3, Macron confesse "ne pas chercher à être aimé" - Le HuffPost

Elle compte sur vous...

- Un an après sa défaite, Marine Le Pen tente de remonter la pente - AFP 7 mai 2018

[Totalitarisme. Macron, le fer de lance de la réaction mondiale. Quand la température monte, il casse le thermomètre.](#)

- La France propose de changer les statuts de l'OIAC - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Depuis plusieurs mois, les membres du « petit groupe » (Arabie saoudite, États-Unis, France, Jordanie, Royaume-Uni) tentent d'éliminer la Russie du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans la même veine, la France vient de proposer d'amender les statuts de l'OIAC, l'organisation chargée de vérifier l'application

du Traité d'interdiction des armes chimiques —ce qui par voie de conséquence modifierait le sens du Traité—.

L'idée est que, puisque la Russie s'est opposée à la version atlantiste de l'affaire Skripal et des événements de la Ghouta orientale, l'OIAC puisse trancher sans elle sur ce qui s'est passé et puisse désigner les coupables.

Jusqu'ici, le mandat de l'OIAC lui permet d'établir des faits, pas de désigner des responsabilités. Les décisions de l'Organisation sont prises à une majorité qualifiée.

La proposition française est de décider désormais à la majorité simple ce qui donnerait automatiquement le pouvoir aux seuls Occidentaux. Réseau Voltaire 6 mai 2018

Barbare sanguinaire et maintenant escroc. Le vrai visage des "rebelles modérés" soutenus par les puissances impérialistes occidentales.

- Le leader de l'opposition armée syrienne vole 47 millions de dollars à son organisation - Réseau Voltaire 6 mai 2018

Selon plusieurs responsables de l'Armée de l'islam (groupe jihadiste jadis implanté dans la Ghouta orientale), le chef de leur organisation, Mohammed Alloush, s'est enfui après avoir volé 47 millions de dollars à son organisation.

Mohammed Alloush est le cousin de Zahran Alloush, fondateur du groupe jihadiste, mort en décembre 2015. La famille Alloush est dirigée par le grand-père, un prêcheur wahhabite réfugié en Arabie saoudite. Elle dispose de biens importants au Royaume-Uni. Soutenu par les Britanniques et les Français, Mohammed était devenu le leader de la délégation de l'opposition aux négociations de Genève. En Syrie, il s'était fait connaître par sa campagne d'assassinat des homosexuels.

Mohammed Alloush aurait réinvesti les sommes volées dans des commerces en Turquie et en Arabie saoudite. Réseau Voltaire 6 mai 2018

[En oligarchie. Quand le parlementarisme est illégitime. La crise politique du capitalisme est mondiale.](#)

- Allemagne: Le SPD à 17% dans un sondage, les conservateurs à 34% - Reuters 7 mai 2018

- Italie: Le M5S fait un nouveau pas en direction de la Ligue - Reuters 7 mai 2018

Le chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S), Luigi di Maio, a formulé dimanche une nouvelle offre à la Ligue d'extrême droite afin de sortir l'Italie de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis les élections législatives du 4 mars. Reuters 7 mai 2018

- Consultations de la dernière chance sur le futur gouvernement italien - AFP 7 mai 2018

Les forces politiques italiennes doivent défilier une dernière fois lundi dans le bureau du président de la République, Sergio Mattarella, qui menace de nommer un gouvernement technique si aucune majorité politique ne se dessine, deux mois après les élections législatives. AFP 7 mai 2018

- Liban: faible mobilisation, les partis au pouvoir devraient conserver leur monopole - AFP 7 mai 2018

Le Liban a tenu dimanche ses premières élections législatives en près d'une décennie, un scrutin qui a peu mobilisé et ne devrait pas bouleverser la répartition du pouvoir entre les principaux partis en place.

Les bureaux de vote ont fermé à 19H00 (16H00 GMT) et sur les 3,7 millions d'électeurs, seuls 49,2% ont déposé leur bulletin dans l'urne, contre 54% en 2009, a indiqué dans la soirée le ministre de l'Intérieur, Nohad Machnouk.

Quelque 597 candidats répartis en 77 listes étaient en lice, pour des législatives organisées pour la première fois selon un mode de scrutin proportionnel.

Mais la répartition des sièges est aussi régie par un subtil partage confessionnel, entre les différentes communautés religieuses, et respecte une parité islamo-chrétienne. AFP 7 mai 2018

- Tunisie : faible participation aux premières municipales libres - AFP 7 mai 2018

Les premières municipales libres de Tunisie ont été marquées par une forte abstention dimanche, les Tunisiens se disant démobilisés par les difficultés économiques et politiques, lors d'un vote jugé crucial pour enraciner la démocratie dans l'unique

pays rescapé du Printemps arabe.

Le taux de participation à ce scrutin proportionnel à un tour, qui s'est déroulé sans incident majeur, n'a atteint que 33,7% au niveau national, et seulement 26% à Tunis, selon l'instance en charge des élections (Isie).

Fin 2014, la participation avait atteint 64,6 et 59% pour la présidentielle, et même 69% pour les législatives.

Les 5,3 millions d'électeurs tunisiens inscrits ont voté pour les conseillers des 350 municipalités, parmi 57.000 candidats. Ces conseillers devront ensuite élire les maires d'ici la mi-juin. AFP 7 mai 2018

- Nouvel attentat contre un centre électoral en Afghanistan: au moins 13 morts - AFP 7 mai 2018

Au moins 13 personnes ont été tuées et 33 blessées dimanche par l'explosion d'une bombe dans un centre d'enregistrement pour les élections législatives dans l'est de l'Afghanistan, une nouvelle attaque contre le scrutin à venir. AFP 7 mai 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Peut-on tirer sur un enfant soldat? - Slate.fr

A gaza, ils ne sont pas armés et vos amis les massacrent...

- Gaza: trois Palestiniens tués par des soldats israéliens, selon un nouveau bilan - AFP 7 mai 2018

Trois Palestiniens ont été tués dimanche dans la bande de Gaza près de la frontière par des tirs de soldats israéliens, a annoncé l'armée israélienne dans un communiqué. AFP 7 mai 2018

[Quelle audace insensée, ils violent la démocratie made in Otan !](#)

- Irak: l'aviation irakienne frappe une nouvelle fois l'EI en Syrie - AFP 7 mai 2018

L'armée de l'air irakienne a frappé dimanche, pour la deuxième fois en deux semaines, une position du groupe jihadiste État islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a annoncé le bureau du Premier ministre. AFP 7 mai 2018

- L'ultranationaliste Seselj empêché de manifester dans un village de Serbie - AFP 7 mai 2018

La police serbe a empêché l'ultranationaliste Vojislav Seselj de manifester dimanche à Hrtkovci, village de la province de Vojvodine où vit une minorité croate, où ses discours dans les années 1990 lui ont valu d'être condamné par la justice internationale. AFP 7 mai 2018

[Fake news. Dossier sur le coup d'Etat fomenté par Washington et Bruxelles en Arménie](#)

Je précise que je n'ai découvert ces articles qu'avant-hier.

- L'Arménie, une révolution au scénario très bien orchestré par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca 01 mai 2018

Les pays de l'espace post-soviétique sont frappés de deux types de handicaps, qui freinent leur développement naturel: intérieures et géopolitiques. Qui sont liés.

Son histoire et son implantation européenne, ses liens particulièrement forts avec la Russie, qui l'a toujours protégée des invasions diverses et variées de ses grands voisins, en ont fait un enjeu de taille pour le système atlantiste.

Ce n'est certainement pas pour rien que ce tout petit pays a l'une des plus grandes ambassades américaines au monde. Ne pouvant jouer sur la radicalisation comme en Ukraine, les différentes tentatives de révolution ayant échoué et les liens avec la Russie étant trop puissants (pour l'instant), le jeu a été mené par l'intermédiaire de l'OSCE, en s'appuyant sur les faiblesses humaines et institutionnelles.

Serge Sargsian.

Elu Président en 2008 au premier tour avec 52,82% des voix. L'OSCE confirme que les élections sont conformes aux normes internationales, mais le candidat ne plaît pas, il représente le clan de la force, le clan « pro-russe », qui s'oppose à un règlement du conflit au Haut-Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan, comme le veut le clan américano-turc. En plus il est légitime, fort du soutien populaire, donc difficilement manipulable. Or, l'Arménie est un gros morceau, un morceau qui résiste. Un allié indéfectible de la Russie. Une rupture idéologique.

Une première révolution de couleur est tentée en 2008 dès l'élection à la fonction présidentielle de S. Sargsian, menée par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, rejoint par Nikol Pachinian, à la tête de l'actuelle tentative de coup d'Etat. Mais à cette époque-là, le président Sargsian est fort, légitime, la révolution qui durera du 20 février au 1er mars sera réprimée et ses leaders poursuivis en justice, condamnés et incarcérés.

Comprenant que l'attaque frontale ne marchera pas en Arménie, la tactique change et se reporte sur le front institutionnel: ce que tu ne peux détruire de l'extérieur, il faut l'infiltrer et le fissurer. L'OSCE lance alors un monitoring des procès des opposants politiques et « découvre » des imperfections dans le système judiciaire en particulier et institutionnel en général. Un travail de sape est mis en place, le rouleau compresseur est lancé. Aucun système n'étant formellement parfait, il toujours possible d'y travailler, la réalité de son fonctionnement n'intéressant pas les « réformateurs » européens « bien -intentionnés ».

Nikol Pachinian, leader de l'opposition, est alors condamné à 7 ans de prison. Mais des mouvements de rue sont régulièrement organisés et maintiennent une pression sur le pouvoir. En 2011, la libération des « prisonniers politiques » est demandée. Le pouvoir recule, Nikol Pachinian est libéré, il sera élu député en 2012 avec quelques autres opposants, très minoritaires au Parlement.

Le coup de génie de l'OSCE est de savoir exploiter au maximum les faiblesses humaines. Car pour qu'une mauvaise réforme prenne, il faut trouver l'individu au pouvoir qui peut y trouver son intérêt personnel. Serge Sargsian en est à son deuxième mandat et ne pourra être élu encore une fois. Or, il ne semble pas prêt à quitter le pouvoir. L'alternative se présente: mettre un autre candidat en poste ou bien changer les institutions et garder le pouvoir. Il a changé les institutions pour garder le pouvoir.

En 2014, il annonce alors la réforme constitutionnelle transformant l'Arménie en République parlementaire, qui sera adoptée en 2015, mais dont l'entrée en vigueur est reportée de trois ans, c'est-à-dire au moment de la fin du deuxième mandat de Sargsian. Pour sa part, il promet de ne pas se représenter au poste de Premier ministre, qui détiendra alors le véritable pouvoir. Mais son parti remporte les législatives et il est élu Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Ce fut l'erreur. Une erreur parfaitement exploitée.

La transformation de Nikol Pachinian en candidat « acceptable »

C'est alors que la colère gronde, elle est bien canalisée par l'opposition qui promet de vivre mieux, comme en Occident, mais sans aucun programme économique. Comme en Ukraine, les déclarations anti-russes en moins.

Nikol Pachinian à la tête du mouvement d'opposition a troqué son costume d'homme d'affaires occidental pour adopter celui du combattant du Haut-Karabakh, beaucoup plus populaire.

Le Premier ministre Serge Sargsian a brusquement démissionné une semaine après son élection par les députés, mais ce n'est pas suffisant. Le Parlement « doit » nommer le candidat de la rue, c'est-à-dire Pachinian sous menace de faire dégénérer la situation.

Les leçons ont été tirées de l'Ukraine et de 2008. Pas de drapeaux étrangers – le mouvement doit être présenté comme « national », donc naturel. C'est ce que répète sans relâche Pachinian. Des garanties – verbales – également répétées en boucle affirmant que rien ne changera à l'égard de la Russie. Ce qui calme le voisin, et coupe toute possibilité de réactions.

Logiquement des élections anticipées auraient dû être organisées suite à la démission du Premier ministre, ce qui aurait permis de régulièrement régler cette crise politique. Mais la logique de la rue n'est pas une logique politique, c'est une logique « de guerre ». Il faut remporter la victoire à n'importe quel prix, c'est le droit du plus fort, donc la négation du droit.

Le Parlement va se prononcer demain, 1er mai. Le pouvoir, faible, continue à reculer. Après la démission de Sargsian, le parti majoritaire au Parlement n'a pas présenté de candidat, « pour ne pas envenimer la situation ». Finalement, le pouvoir créé un vide politique que l'opposition remplit par la force. Les manifestants restent dans la rue, pour faire pression. Quelques dizaines de milliers contre tout un peuple. La minorité hurlante va-t-elle réussir à prendre le pouvoir ?

<https://www.mondialisation.ca/larmenie-une-revolution-au-scenario-tres-bien-orchestre/5625342>

- L'anarchie arménienne est seulement bonne pour les USA par Andrew Korybko - Mondialisation.ca, 02 mai 2018

Nikol Pashinyan, le politicien expérimenté qui mène ce qu'il a décrit comme une « révolution de velours » et a été l'un des principaux instigateurs de la tentative de révolution de couleur dénommée « Erevan électrique » en 2015, a été le visage public de cette campagne, même si l'ancien premier ministre a clairement expliqué qu'un homme dont le parti n'a fait que 7% des voix aux dernières élections n'a pas le droit de parler au nom de la nation. Il faut dire toutefois en « faveur » de Pashinyan qu'il a été très clair sur ses intentions de changement de régime et que son mouvement a su attirer des hordes de jeunes naïfs dans ses foules en expansion progressive.

De façon compréhensible, ces jeunes sont furieux de la stagnation économique de cet État du Caucase du Sud, mais leur participation aux troubles a été exploitée pour les faire servir de boucliers humains en protection des leaders du mouvement plus âgés, tout comme en 2015. De plus, il faut dire que l'Arménie – tout comme l'Ukraine il y a presque cinq ans – est divisée en Est et Ouest, et que cette division est soulignée par le numéro d'équilibriste de l'ancien gouvernement Sargsyan, qui tentait de préserver à la fois son adhésion à l'Union économique eurasiatique menée par la Russie et sa nouvelle relation avec l'UE à travers le CEPA (accord de partenariat global et renforcé entre l'Arménie et l'Union européenne).

Cette schizophrénie géostratégique, pour ainsi la nommer, a eu pour effet imprévu de déstabiliser la situation politique intérieure en Arménie en envoyant des messages confus à ses citoyens et en provoquant des discordes dans tous les secteurs de la société, comme presque toujours dans les cas de leaders politiques indécis qui essaient de faire plaisir à tout le monde et qui, en fin de compte, ne satisfont personne. Cette situation s'est avérée un terrain fertile pour des hyper-nationalistes comme Pashinyan, qui allègue démagogiquement que le gouvernement précédent n'en avait pas fait assez pour protéger les intérêts de l'Arménie et aurait dû répondre d'une façon ou d'une autre à la « diplomatie militaire » des Russes, qui ont maintenu un « équilibre » stratégique entre l'Arménie et son ennemi voisin, l'Azerbaïdjan.

Les implications de la prise de pouvoir par Pashinyan et d'autres hyper-nationalistes pro-occidentaux en Arménie après la démission de Sargsyan ne doit pas être sous-estimée, parce qu'il est très possible qu'ils provoquent une « guerre de continuation » dans le Haut-Karabagh [territoire grand comme un département français indépendant depuis la chute de l'URSS, et qui est resté un théâtre de conflits entre Arméniens et Azéris, NdT], dans une tentative d'attirer la Russie dans une conflagration où elle pourrait s'enliser dans un borborygme régional dans le Caucase. Les accords de défense mutuelle avec Erevan ne s'étendent pas au-delà de la frontière arménienne jusqu'à la région disputée, qui se situe à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan [Voir la carte ci-dessous, NdT], mais quoi qu'il en soit, la dynamique de chaos des conflits est telle que la base militaire russe de Gyumri, au nord-ouest de l'Arménie, pourrait bien finir par jouer un rôle.

La déstabilisation de cet État n'est pas du tout à l'avantage de la Russie, ni de l'ordre mondial multipolaire émergent en général, mais il correspond à ceux des USA et de leurs alliés en créant des problèmes juste au centre de l'entente tripartite Russie-Turquie-Iran, de plus à une époque particulièrement sensible au plan géopolitique.

<https://www.mondialisation.ca/lanarchie-armenienne-est-seulement-bonne-pour-les-usa/5625362>

- Maïdan reloaded : changement de régime en Arménie par Andrew Korybko - Mondialisation.ca 02 mai 2018

Quand neuf législateurs sur 105 mènent un mouvement de plus en plus violent pour renverser un gouvernement élu via ce qui est finalement devenu un coup d'Etat militaire de basse intensité, c'est normalement le signe inquiétant qu'une dictature, et non une démocratie s'annonce.

La révolution de couleur en Arménie a été une réussite, et le politicien hyper-nationaliste et oligarque au petit pied Nikol Pashinyan a pu faire pression sur l'ancien président et aujourd'hui ex-premier ministre Serzh Sargsyan pour qu'il démissionne, malgré l'insistance de ce dernier sur le fait que « une force politique [celle de Nikol Pashinyan] qui a fait 7-8% des voix dans cette élection, n'a pas le droit de parler au nom de la nation » et de « faire du chantage à l'État ». La fin de son gouvernement est arrivée rapidement après que ses nouveaux amis de l'UE l'aient trahi en exigeant la relâche de Pashinyan et d'autres provocateurs arrêtés (y compris deux terroristes poseurs de bombes présumés), et que Sargsyan ait obtempéré. Cela a coïncidé avec des centaines de soldats sortant des casernes pour se joindre aux « manifestants », ce qui a déclenché des menaces de sévères sanctions légales à leur encontre par des représentants patriotes de l'armée.

Malheureusement pour l'ordre constitutionnel de l'État, le désormais ex-premier ministre a suivi les pas de son homologue Ukrainien Ianoukovitch et refusé de recourir à la force pour résoudre cette crise hybride, choisissant plutôt de démissionner plutôt que d'obéir au devoir légal espéré par sa population et de restaurer l'ordre dans les rues. Nous ne savons pas encore si les soldats conspirateurs ont été envoyés dans les rues par ceux de leurs commandants alignés sur le lobby de la diaspora arménienne basée en Californie, qui tente de téléguider la révolution colorée, ou s'il ont désobéi en masse à leurs supérieurs pour sortir dans les rues. Mais quelle que soit la réponse, cet incident démontre une fracture sérieuse dans les forces armées, qui continuera sûrement à être exploitée.

Cette combinaison de militaires « rebelles » dans les rues couplée à une minorité de politiciens hyper-nationalistes qui ont pris le contrôle de milliers de jeunes esprits, et fait du chantage à l'État pour qu'il accède à sa volonté de changement de régime, implique que l'Arménie ne verra pas ce qui est superficiellement considéré comme « la démocratie occidentale », mais, de

façon inquiétante, elle pourrait voir la sorte de dictature dysfonctionnelle qui s'est formée chez sa voisine, l'Ukraine « révolutionnaire », dont « l'Euromaïdan » à Kiev, il y a cinq ans de cela, reflète fidèlement ce qui vient de se passer à Erevan.

Le point-clé est que l'Arménie va très probablement se tourner encore plus vite vers l'Occident qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, avec sa diaspora californienne de type Gulen sur le point de prendre le pouvoir sur l'État à travers ses représentants locaux, et ses citoyens forcés d'accepter le remplacement de leur oligarques pro-russes par des oligarques pro-américains. La Russie a beaucoup à perdre avec ce qui vient de se passer, parce que les hyper-nationalistes de type Pravy Sektor pourraient tenter de rediriger la colère de la société contre le partenaire historique de l'Arménie aujourd'hui associé au président destitué Sargsyan, que le président Poutine avait félicité pour « son accession à ce poste de responsabilité qui réaffirme son autorité politique et le soutien de la population aux grande réformes prévues pour résoudre les défis socio-économiques de l'Arménie. »

Si « convaincants » soient les efforts de la puissante diaspora arménienne (et tout particulièrement celle de la Californie) pour présenter la dernière révolution de couleur de l'Amérique comme une « victoire pour la démocratie et pour le peuple », il ne faut pas oublier que Sargsyan a cédé à la pression de l'UE, tout comme Ianoukovitch l'avait fait, et a autorisé le renversement de son gouvernement par des forces politiques dont il avait lui-même dit hypocritement, 24 heures avant sa chute, qu'elles ne représentaient que 7-8% des voix et n'avaient « pas le droit de parler au nom de la nation » ou de « faire du chantage à l'État ». Nous ne pouvons que conjecturer sur ce qui a pu se passer entre-temps pour le faire changer aussi vite d'avis, bien que cela puisse avoir un rapport avec le coup d'État militaire mené par ce qui pouvait être des troupes « rebelles ».

Quoi qu'il en soit, la démocratie n'a pas gagné en Arménie – la dictature a vaincu – et l'avenir du pays n'a pas eu l'air plus sombre depuis bien longtemps, mais comme dans le sillage immédiat de « l'Euromaïdan », la majorité du peuple n'a pas encore réalisé ce qui s'est passé, et quelques-uns ne le réaliseront jamais.

<https://www.mondialisation.ca/maidan-reloaded-changement-de-regime-en-armenie/5625360>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Violences au Cachemire: 10 morts lors de manifestations - AFP 07.05

Cinq insurgés présumés, parmi lesquels un universitaire, ont été abattus dimanche par l'armée indienne au Cachemire, et cinq civils ont trouvé la mort lors de manifestations qui ont suivi, a annoncé la police locale. AFP 07.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Adolescente violée et brûlée vive en Inde: le suspect principal arrêté - AFP 07.05

La police indienne a annoncé dimanche l'arrestation du suspect principal du viol et du meurtre d'une adolescente qui a été brûlée vive, dernière affaire en date dans une série d'agressions sexuelles contre les femmes dans le pays.

Le chef du village où les faits se sont produits a également été arrêté et la famille de la victime de 16 ans a été placée sous protection spéciale par la police.

Le suspect principal, Dhanu Bhuiyan, a été découvert dans la maison de proches où il se cachait depuis le crime commis dans un district reculé de l'Etat de Jharkhand (est).

La jeune fille avait été enlevée de chez elle jeudi alors que sa famille assistait à un mariage et violée dans une forêt, avait précisé la police locale.

La famille s'était alors plainte auprès du conseil des anciens du village qui avait ordonné vendredi à deux accusés d'effectuer cent abdominaux et de verser une amende de 50.000 roupies (750 dollars).

Furieux devant cette sentence, Dhanu Bhuiyan et les autres suspects auraient alors roué de coups les parents de la jeune fille et incendié leur maison avec cette dernière à l'intérieur.

Les conseils d'anciens règlent souvent des différends, contournant le système judiciaire en Inde, long et coûteux. Même si leurs décisions n'ont pas de force juridique, leur influence sur les communautés rurales est considérable. AFP 07.05

Le conseil du village est renouvelé chaque année. Mais en réalité ce sont les familles les plus riches qui le dirigent à tour de rôle, leurs membres sont auto-désignés ou cooptés, ce sont des hommes en général ou exclusivement, selon mon expérience personnelle. Il est censé représenter les intérêts du village auprès des représentants de l'Etat du district auquel il est rattaché, qui eux-mêmes ont été élus et sont membres de partis politiques corrompus.

ECONOMIE

Etats-Unis

- Montant record d'emprunts pour le Trésor américain - leblogfinance.com 30.04

Signe des temps et de l'endettement gigantesque des Etats-Unis : le Trésor américain a indiqué lundi avoir emprunté la somme – record, pour un trimestre – de 488 milliards de dollars pour les trois premiers mois de 2018. Un montant qui dépasse le dernier record établi le 1er trimestre 2010. Date à laquelle, sortant d'un phénomène de récession, l'Etat fédéral avait emprunté 483 milliards de dollars. Compte-tenu du coussin de trésorerie qui aura été accumulé, les emprunts ne devraient pas dépasser 75 milliards au second trimestre, mais devraient néanmoins remonter à 273 milliards pour le 3e trimestre, selon les précisions fournies par le Trésor US.

De coûteuses réductions d'impôts pour le Trésor américain

Reste que selon le Bureau du Budget du Congrès (CBO), les réductions d'impôts particulièrement massives accordées aux entreprises américaines – mesures qui auront permis de doper leurs bénéficiaires et de faire face à la hausse des matières premières – le déficit du budget de l'Etat américain devrait nettement se creuser pour passer de 665 milliards de dollars en 2017 à 804 milliards en 2018.

Dans un rapport séparé, le Trésor a indiqué qu'au 30 juin 2017, la valeur des titres américains détenus à l'étranger était de 18.409 milliards de dollars, dont 7.189 milliards de dollars en actions, 10.290 milliards en titres à long terme (dont 1.262 milliards en obligations appuyées sur des crédits immobiliers) et 930 milliards en obligations à court terme. leblogfinance.com 30.04

Inde

- PSA concevra avec Tata des véhicules low cost pour l'Inde - leblogfinance.com 04.05

PSA a choisi d'externaliser en Inde la mise au point de véhicules à bas coûts destinés aux pays émergents. C'est en effet ce qu'indique le journal économique Les Echos. Le tout dans le cadre d'un projet mis en oeuvre via une alliance avec un partenaire local, d'ores et déjà évoqué par la presse indienne depuis quelques mois.

Selon les Echos, PSA a missionné la société de R & D Tata Consultancy Services – l'une des plus importantes sociétés du conglomérat indien Tata fortement implanté dans les secteurs de l'automobile et de l'acier – pour concevoir des véhicules adaptés aux portefeuilles des clients indiens. A l'instar de la Renault Kwid, le produit conçu pourrait également être destiné à d'autres pays émergents. En interne PSA, ce type de véhicules aurait la dénomination de « smart cars ».

Comme on pouvait s'y attendre, le choix de l'Inde est avant tout financier, Tavares précisant que l'objectif de PSA était d'obtenir un prix de fabrication deux fois moins élevé qu'en France. Le constructeur souhaiterait un approvisionnement en pièces locales à 90 % et chercherait à réduire les coûts de production d'au moins un tiers par rapport à la valeur la plus performante réalisée par le groupe au niveau mondial. Vaste défi, certes, mais le groupe souhaite se donner le temps qu'il faudra pour pouvoir atteindre une cible aussi audacieuse.

Conçue avec la devise «Be Indians in India», le recours de TCS par PSA est une «tentative par un conglomérat mondial de concevoir et développer des produits pour les acheteurs indiens au coût indien et concurrencer fortement Maruti et Hyundai» affirmaient quant eux les media indiens en janvier dernier.

Ajoutant qu'après avoir tiré les leçons des erreurs commises par d'autres constructeurs automobiles internationaux – lesquels avaient voulu appliquer en Inde les méthodes globales d'ingénierie, stratégie qui s'était avérée au final infructueuse en terme de coûts – PSA avait décidé désormais de s'appuyer sur l'ingénierie indienne.

La presse locale avait également tenu à préciser que TCS travaillait de manière intensive avec Nissan pour ses divers projets globaux et avait aidé le constructeur japonais Isuzu pour ses plans d'approvisionnement en Inde. Indiquant par ailleurs que le groupe Volkswagen avait engagé pour sa part une discussion avec Mahindra Engineering Services, Tata Technologies et Hinduja Technologies.

La direction du groupe tente quant à elle de lever toute ambiguïté. Soulignant que les nouveaux véhicules développés ne seront pas des voitures low-cost du même ordre que la Tata Nano.

Tout en peaufinant parallèlement la mise au point de ses smart cars, PSA devrait lancer la production chez son partenaire indien CK Birla à partir de la mi-2019, au rythme de 30.000 puis 60.000 voitures à l'année.

En janvier 2017, les groupes PSA et CK Birla ont signé des accords de joint-venture pour produire et vendre des véhicules et des composants en Inde à l'horizon 2020. Ce partenariat comprend deux accords de joint-venture entre le Groupe PSA et les sociétés du Groupe CK Birla. Dans le cadre du premier accord, le Groupe PSA détiendra une part majoritaire dans la joint-venture constituée avec HMFCL pour l'assemblage et la distribution des voitures particulières de PSA en Inde. En vertu du second accord, une joint-venture 50/50 est constituée entre le Groupe PSA et AVTEC pour la fabrication et la fourniture de groupes motopropulseurs. Les sites de production pour l'assemblage des véhicules et des groupes motopropulseurs seront situés dans l'État de Tamil Nadu.

L'usine de CK Birla devrait disposer d'une capacité annuelle de 100.000 unités et bénéficiera d'un investissement complémentaire au fur et à mesure de la montée en puissance du projet à long terme. Le site devrait se voir adjoindre une unité de fabrication de moteurs et de transmissions. La performance de la structure industrielle sera soutenue par un degré élevé d'intégration locale, afin d'atteindre le niveau requis de compétitivité des coûts.

Sur place, le groupe compte s'appuyer sur un réseau de concessionnaires indépendants. Ce partenariat à long terme devrait permettre aux deux entreprises de contribuer à la croissance du marché automobile indien, dont la production devrait atteindre 8 à 10 millions de véhicules d'ici à 2025, contre 3 millions en 2016. leblogfinance.com 04.05

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mai 2018

CAUSERIE

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos d'hier.

[Chroniques orwelliennes du Collège de France.](#)

- L'opposé du l'homme ordinaire en effet est l'homme totalitaire, c'est-à-dire l'individu qui est dépossédé de sa capacité d'exercer son jugement de manière indépendante, et du même coup de sa capacité d'éprouver tout l'éventail des sentiments ordinaires. C'est ce qu'annonce au héros de 1984 l'intellectuel dirigeant qui le torture :

- "Jamais plus tu ne seras capable d'un sentiment humain ordinaire (ordinary human feeling). Tout sera mort en toi. Tu ne seras plus jamais capable d'amour, d'amitié, de joie de vivre, de rire, de curiosité, de courage ou d'intégrité. Tu seras creux. Nous allons te presser jusqu'à ce que tu sois vide, puis nous te remplirons de nous-mêmes."

Il importe de bien comprendre ici que l'adjectif « totalitaire » ne s'applique pas seulement pour Orwell à des régimes et à des mouvements politiques mais à des idées et mécanismes intellectuels qui sont partout à l'oeuvre dans le monde moderne. (Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Collège de France)

En effet, le totalitarisme est un modèle de société qui ne laisse rien au hasard et il est fortement recommandé d'en prendre conscience le plus tôt possible.

Quand on l'explique plus d'un demi-siècle après, il y en a encore parmi nous pour décréter que cette question n'aurait aucune répercussion sur la lutte de classe, sidérant, quel aveuglement ! On peut affirmer qu'elle est d'actualité ou que la tournure que prend la situation nous invite vivement à y réfléchir sérieusement.

- Le parlementarisme fut révolutionnaire à une certaine époque, il fallut en faire l'expérience pour s'apercevoir qu'il était devenu réactionnaire et qu'il le demeurerait par la suite, sauf qu'on n'en tira pas cet enseignement. Quand un élément passe de l'état gazeux à l'état solide, il n'est plus destiné au même usage, élémentaire, non ?

C'est comme un parti ouvrier, lorsqu'il a trahi une fois, il a changé définitivement de nature, partant de là on peut ou non en tenir compte et lui trouver des qualités qui n'existent plus pour servir des objectifs qu'il ne permettra jamais d'atteindre. On peut s'illusionner ainsi pendant très longtemps.

Il faut distinguer la période pendant laquelle les éléments d'une contradiction s'affrontent et la résolution de leur conflit demeure en suspens ou n'est pas parvenue à son terme, et celle qui se situe au-delà ou ayant débouché sur de nouveaux rapports. On peut se méprendre en confondant les deux, dès lors qu'on n'a pas déterminé à quel moment précis cette transformation avait eu lieu.

C'est exactement ce qui se passa en voulant faire jouer un rôle à des partis sans tenir compte qu'ils avaient changé de nature. On crut qu'on pourrait se servir de leurs contradictions, alors qu'en réalité elles appartenaient à la période antérieure à leur changement de nature, par la suite il n'en restera plus que l'enveloppe décrépite qui servit à une imposture qu'on s'employa minutieusement à entretenir. Quant au contenu, il demeura le même puisqu'aucun retour en arrière n'était envisageable, et c'est lui qui imprima le cours de l'histoire sans qu'on puisse y faire quoi que ce soit.

Cela fait penser à cette fâcheuse habitude qui consiste à attribuer aux masses des illusions qu'elles ont perdues depuis longtemps, tandis qu'on est incapable d'observer celles qu'elles triment encore.

On s'aperçoit ici qu'on n'a pas cessé de baigner en pleine illusion à tous les niveaux, tout en étant assuré de détenir la vérité, de préférence ou cela va de soi.

- Le fascisme, n'a de légitimité et ne peut s'imposer durablement que s'il s'impose à l'échelle mondiale, c'est ce dont ses idéologues ou ses partisans ont pris conscience depuis longtemps, ceux qui détiennent le pouvoir et qui y recourent aujourd'hui.

Les oligarques estiment que seul ce mode totalitaire de gouvernement peut désormais les sauver de la crise du capitalisme devenue hors de contrôle, et qui ne peut qu'alimenter la lutte de classe des masses exploitées et opprimées au point de la rendre tout aussi incontrôlable. Ils n'ont pas le choix, c'est une nécessité pour eux.

Ils estiment que les conditions sont favorables pour instaurer un tel régime depuis qu'ils ont réussi à corrompre, disloquer ou détruire le mouvement ouvrier de l'intérieur, depuis qu'ils sont parvenus à écarter ou à censurer toute opposition à leur politique et à leur entreprise tyrannique, bref, depuis qu'ils ont pris conscience qu'ils concentraient absolument tous les pouvoirs, et que le moment était venu d'en faire usage pour mettre un terme définitif (C'est ce qu'ils croient) à la menace qui pesait sur leur pouvoir, qui doit être sans faille, absolu, sans partage, exclusif, tout en continuant de tenir des discours enflammés sur la démocratie relayés par une armée d'intellectuels et d'agents au sein du mouvement ouvrier corrompus ou achetés ou tout simplement, les masses ignorantes qui s'expriment par le biais des réseaux (a) sociaux qu'ils ont créés pour remplir cette fonction, notamment.

On les croit faibles, on dit qu'ils sont une infime minorité, mais en réalité ils disposent ainsi de millions et millions de porte-voix dans toutes les couches de la société, qui répandent quotidiennement leurs idées sans avoir conscience des intentions toxiques qu'elles recouvrent ou de la cause sordide qu'elles servent.

Le fait que personne ou presque ne consacre son attention au sort que lui réserve la société, ne s'implique dans les décisions qui sont prises en leur nom et orientent la société dans une direction précise, témoigne de l'ignorance des masses.

- Certains découvrent soudain ahuris ou un rien troublés, que la gauche américaine était en réalité plus à droite ou pire encore que la droite officielle, le parti républicain. Comme il y en a qui ont découvert atterré ou un brin choqué que le PS était en réalité un parti de droite. Dans les deux cas cela datait depuis des lustres.

On se demandera comment de telles impostures ont-elles pu tenir si longtemps. Pourquoi d'après vous, sinon parce que la présentation qui en avait été faite avait été sciemment erronée ou mensongère. Mais pourquoi ? Il y a plusieurs réponses à cette question, tout dépend du statut de leurs auteurs. On n'y reviendra plus loin.

J'ai lu quelque part qu'Obama (Le démocrate, de gauche) avait davantage dérégulé l'économie et perpétré plus de crimes que son prédécesseur, G. W. Bush (Le républicain, de droite), et en terme d'imposture et de mensonge il avait battu tous les records. Pour mieux camoufler sa véritable nature, ainsi que celle de sa politique réactionnaire, il se présenta comme le défenseur des communautés opprimées. Afro-américain, c'est sous son mandat que seront perpétrés le plus de crimes de Noirs innocents.

Sous la IV^e République en France, le PS (SFIO) et le PCF en firent autant pour le compte de l'impérialisme français en Indochine, au Maghreb et en Afrique, profitant du plan Marshall et de l'augmentation du taux de productivité (d'exploitation) pour financer des réformes sociales qui allaient accompagner la reconstruction du capitalisme français et son Etat. Il incombera au parti de l'ordre officiel de retour au pouvoir en 1958 de réaliser la décolonisation (Qui en réalité n'a jamais été achevée, mais c'est une autre histoire...). Il était interdit de s'interroger politiquement sur la véritable nature de ces réformes sociales, elles étaient décrétées progressistes un point c'est tout. Gare à ceux qui auraient osé soulever des objections ou les interpréter autrement, c'était l'excommunication du mouvement ouvrier garantie ! Le mérite en revenait officiellement au PS et au PCF, et s'y opposer était inimaginable, cela aurait été rompre avec le sacro-saint front unique ouvrier qui fit autant de miracles que le pacifisme en temps de paix et s'avouera une catastrophe en temps de guerre.

La droite officielle avait tout intérêt à laisser la gauche (la droite officieuse) faire le sale boulot à sa place, qui une fois discréditée céderait le pouvoir à la droite (Et ainsi de suite), ce qui lui permettrait d'appliquer la suite de son programme, de leur programme, tout en remettant en cause étape par étape ce que la gauche avait dû temporairement concéder à la classe ouvrière (Au capitalisme aussi, mais cela il ne faut surtout pas le relever...). Cela pourrait prendre plusieurs décennies, peu importe puisque c'était inévitable, tous jouaient le jeu, l'essentiel était de garder le cap et de marquer des points, d'avancer, tandis que leur ennemi divisé et décontenancé par la tournure des événements encaisserait défaite sur défaite.

C'est cette gauche institutionnelle, qui fit ce sale boulot, que tout ce que comportait le mouvement ouvrier de dogmatiques ou d'opportunistes porta à bout de bras en lui attribuant des qualités qu'elle n'avait jamais eu en réalité, puisqu'elle n'avait fait qu'instrumentaliser les illusions des masses pour mieux les asservir au régime, de sorte que lorsque cette imposture parviendrait à son terme, elles puissent être tondues sans même trouver la force ou la voie pour réagir, car elles se retrouveraient du jour au lendemain sans direction.

Il était entendu qu'une fois qu'on avait accepté de marcher dans cette combine pourrie ou d'en être les complices, il serait impossible de faire marche arrière, on s'emploierait désormais à le justifier à coup de références aux enseignements passés de la lutte de classes, histoire de démontrer qu'on avait toujours eu raison, il suffirait de qualifier les opposants à cette ligne politique de révisionnistes, de renégats ou de traîtres pour les écarter et le tour était joué, la vie pouvait continuer comme avant.

Ensuite, les décennies passant, les générations passant, il arriverait bien un moment où plus personne ou presque ne se rappellerait ce qui s'était réellement passé, quelles positions les différents acteurs politiques avaient adoptées, etc. de telle sorte qu'il suffirait de ressortir les fables d'autrefois, pour que les uns et les autres les gobent aussi facilement que leurs prédécesseurs dont certains étaient parvenus à réaliser qu'ils s'étaient fait berné, mais trop tard, ils étaient maintenant trop vieux et leurs témoignages seraient perçus comme une voix d'outre-tombe qui se perdrait dans le brouhaha ambiant ou seraient brouillés par la confusion inextricable dans laquelle la société s'était enfoncée.

Pour les discréditer, ce n'était pas les moyens qui allaient manquer. Ils sont devenus grabataires, séniles, aigris, ils se renient et n'ont pas de dignité, on pourrait même leur reprocher de ne pas avoir réagi plus tôt, ce qui notez bien ne remettrait nullement en cause leurs analyses ou leurs interprétations du déroulement de la lutte de classe, peu importe, en le sous-entendant fortement on donnera l'impression qu'ils ont voulu réécrire l'histoire à leur manière pour échapper à leur responsabilité qu'ils refusent d'assumer... Bref, ils sont malhonnêtes et ne méritent pas qu'on s'intéresse à leurs divagations, si en plus cela correspond à l'état d'esprit des militants, il ne sera même pas nécessaire de les en convaincre.

On aura compris que nos dirigeants d'hier et d'aujourd'hui étaient parfaits, que leurs analyses ont toujours été justes, et c'est nous qui nous faisons des idées en pensant le contraire ou qui ne comprenons rien à rien décidément, finalement si la situation a évolué de la sorte, c'est parce que c'était inévitable, il n'y a pas lieu de revenir dessus, de se poser des questions, c'est la fatalité, d'ailleurs depuis la nuit des temps, c'est elle qui fait la pluie et le beau temps, comment, vous ne vous en étiez jamais aperçu, attention, vous allez être taxés de déviationnistes, la police de la pensée sévit aussi dans nos rangs, et ce n'est pas nouveau non plus.

Ce passage m'a été inspiré par les articles que je lis quotidiennement, rédigés par des intellectuels de divers horizons, qui se demandent comment on a pu en arriver à vivre dans une société aussi pourrie, Mélenchon aussi l'a sorti le 5 mai, alors que n'est pas nouveau non plus.

C'est un fait que le capitalisme avait atteint le stade de l'impérialisme au début du XX^e siècle. Cela ne concernait qu'un nombre très restreint de pays dans le monde. Par ailleurs, le développement inégal et combiné du capitalisme allait demeurer une réalité jusqu'à nos jours, en 2018, dans le reste du monde. Qui plus est, l'expansion à venir du capitalisme n'allait pas suivre exactement le même processus de développement que précédemment en Europe et en Amérique du Nord, puisqu'il sera le produit de l'exportation massive de capitaux des puissances impérialistes vers les pays sous-développés, dits du tiers-monde autrefois. Autrement dit, dès le début du XX^e siècle, les sociétés occidentales étaient vouées à régresser sur le plan social et politique, or nous l'avons ignoré superbement.

L'expansion à venir du capitalisme à l'échelle mondiale allait être à la fois le pendant de la crise du capitalisme et un formidable facteur d'accélération de cette crise, jusqu'au jour où les apparences de bien-être et le vernis démocratique qui caractérisaient

les sociétés occidentales craqueraient de partout ou deviendraient incompatibles avec la survie du régime, ce qui signifiaient que nos acquis sociaux et politiques étaient voués à disparaître si le prolétariat ne s'emparait pas du pouvoir politique.

Nos dirigeants considèrent que le passage du capitalisme à l'impérialisme avait eu lieu et que c'était en somme une affaire réglée, la vie allait continuer comme avant, donc il n'y avait pas lieu de modifier la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée et qui remontait à la fin du XIXe siècle. A aucun moment sur le plan politique ils ne prirent réellement la mesure des conséquences qu'allait impliquer l'offensive de l'oligarchie dès l'après-guerre, puis au début des années 70, en fait à chaque décennie, où elle allait franchir de nouvelles étapes la rapprochant de son objectif et devenir encore plus puissante au détriment de tous les autres acteurs politiques. L'impérialisme comme stade suprême du capitalisme allait lui-même connaître de nouveaux développements, or on le traita comme si il était parvenu au terme d'un processus et au-delà duquel rien de nouveaux ou aucun changement radical ne se produirait dorénavant ; les rapports entre les classes étant fondamentalement inchangés il n'y avait pas lieu de réviser notre appréciation de la situation, nos rapports aux différents partis, etc. s'installant dans une routine qui allait nous être fatale, parce qu'en réalité la société et le monde allaient connaître de profonds bouleversements, qui étape par étape devaient renforcer considérablement le camp de la réaction au détriment de la classe ouvrière plus démunie que jamais pour les affronter.

Petit à petit l'oligarchie prit tranquillement ses marques et les imposa au reste de la société, y compris à ceux qui gouvernaient et n'osaient pas s'y opposer, pendant que le mouvement ouvrier corrompu et son avant-garde sclérosée assistaient impuissants à leur lente et inexorable dislocation présente et à venir à la suite du PS et du PCF, c'est à croire que même réduits à l'état de cadavres ils s'emploieraient à les ranimer ou à les maintenir en vie artificiellement, signifiant par là que nos dirigeants ne peuvent pas s'en passer et qu'ils n'avaient tiré absolument aucune leçon politique des quelques décennies qui venaient de s'écouler. Tout ce qui était relatif aux questions économiques fut littéralement sous-estimé ou carrément traité par dessus la jambe, occulté, trop compliqué, trop éloigné de ce que vivaient les travailleurs, alors que toutes les mesures politiques s'y rapportaient. Quand nos dirigeants virent un jour venir quelque chose, c'était soit que cela avait déjà été annoncé depuis belle lurette, comme par exemple la disparition de l'URSS, soit c'était en train de se dérouler sous leurs yeux ou cela venait juste d'avoir eu lieu. Voilà ce qui arrive quand on confond la réalité et la théorie élevée au rang de dogme ou le marxisme fossilisé.

L'accumulation de capital dans des proportions gigantesques entre quelques mains en un temps record, liée à cette nouvelle expansion du marché mondial, allait avoir rapidement et brutalement des conséquences sociales et politiques désastreuses pour les masses exploitées des puissances occidentales. En développant de nouveaux marchés, en créant pour ainsi dire artificiellement ou par décrets de nouvelles classes moyennes, de nouvelles couches de l'aristocratie ouvrière, en poussant à l'extrême la division internationale du travail, il devenait possible de mettre en coupe réglée tous les rapports sur lesquels reposaient les sociétés occidentales acquises au capitalisme (Le plus puissant facteur de confusion et d'instrumentalisation qu'on puisse imaginer.), et d'entamer un processus de liquidation du capitalisme lui-même une fois le mouvement ouvrier profondément décomposé et disloqué, dans la perspective de remplacer les Etats ou nations par des institutions supranationales financières et politiques, qui gouverneraient le monde pour le compte de l'oligarchie concentrant tous les pouvoirs. Toutes les institutions qu'ils créèrent à partir de 1944-45 devaient servir à atteindre cet objectif, que l'ensemble des Etats y soient associés ou non, sans préjuger du sort qui leur serait réservé plus tard.

Ce processus se heurte à de nombreux obstacles comme on peut le constater quotidiennement, du fait justement du développement inégal du capitalisme dans le monde et de la lutte de classe qui rejaillit sporadiquement à des degrés divers sur tous les continents. Ce sont ces failles qu'il faut exploiter pour les vaincre. Encore faudrait-il qu'on ait conscience de leur stratégie et de leurs réels objectifs, qui se situent bien au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer une fois de plus, comme quoi un cruel défaut d'imagination peut nous être aussi fatal qu'un manque de discernement ou de logique.

Au cours du XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe les questions sociales correspondaient à une question de survie dans tous les sens du terme pour les masses, c'était beaucoup plus qu'une simple formule relevant de l'agitation ou de la propagande, c'était une question de vie ou de mort, ce qu'on a semble-t-il du mal à imaginer, car depuis pour la majorité des travailleurs elles ont cessé de se présenter sous cet angle-là, elles sont juste destinées à conserver un mode de vie relativement confortable par rapport à la condition ouvrière épouvantable d'autrefois ou à améliorer l'ordinaire quand on dispose d'un revenu permettant encore de supporter les conséquences de la crise du capitalisme, voire de faire quelques économies.

Bien qu'elles ne se présentaient plus du tout de la même manière ou n'avaient plus la même signification ou portée, on l'ignora et on continua de les traiter comme autrefois. Partant de là, il ne faut pas s'étonner qu'elles soient devenues leur horizon borné au-delà duquel il n'existe aucune perspective politique...

Les lecteurs sont rassurés, je n'ai pas troqué Marx ou Lénine pour Orwell, ce dernier alimente ma réflexion.... plus que le courrier de mes lecteurs !

[La Syrie au-delà du petit trou de la lorgnette et combat quotidien contre la police de la pensée.](#)

- La Syrie attaquée par des ovnis par Richard Labévière - Les Crises 09.05

(Source : <https://prochetmoyen-orient.ch/la-syrie-attaquee-par-des-ovnis>)

Dès janvier 2011, c'était mal parti avec la résurgence de mouvements anciens, complexes et changeants, mais aussitôt qualifiés par les observateurs pressés de « révolutions arabes ». Révolutions, carrément ! Il se trouva même deux anciens militants trotskistes – Benjamin Stora (spécialiste de l'Algérie) et Edwy Plenel (spécialiste de tout) – pour commettre un livre : *Le 89 arabe – Réflexions sur les révolutions en cours*. Un livre à ouvrir dès qu'on est un peu mélancolique, tant ses contes et légendes sont à mourir de rire.

L'auteur de ces lignes se souvient d'une confrontation télévisée avec Samir Aïta – éternel courtisan de tous les défecteurs syriens, de Rifaat al-Assad à Moustapha Tlass en passant par Abdel Halim Khaddam – dont l'obsession est de devenir ministre, un jour... Ceint d'une écharpe rouge, rouge comme celle de Christophe Barbier (révolutionnaire en chef de L'Express), le sieur Aïta ne cessait d'invoquer – trémolos dans la voix – la « révolution » syrienne ! A la dixième évocation récurrente du même type, votre serviteur se permet de mettre en garde l'imprécateur contre l'abus textuel du terme ! Réponse courroucée du pré-ministre : « mais vous, jeune homme qu'est-ce que vous pouvez bien connaître des révolutions ? »

Il était une fois la révolution.

Quelle grande joie de pouvoir retorqueur que – comme jeune reporter – j'avais eu la chance de pouvoir couvrir la chute d'Anastasio Somoza au Nicaragua et de travailler, quelque temps, avec les plus hauts responsables du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), précisant que « la révolution sandiniste » fut marquée par : une réforme agraire, la nationalisation des grandes exploitations de la United Fruit Company et la promotion des droits des femmes. Une vraie révolution, de vraies ruptures avec l'ordre économique, social et politique d'une sanglante dictature soutenue par les Etats-Unis. Je conclusais en n'observant rien de tel dans la prétendue « révolution » syrienne, sinon les crimes d'une bande de jihadistes cherchant à détruire l'Etat-nation syrien, avec l'aide des puissances occidentales, des pays du Golfe et d'Israël. Samir Aïta faillit défaillir...

Complaisamment relayée par la presse occidentale, l'autre fable « révolutionnaire » consista à répéter que, de mars à juillet 2011 s'était développé un « mouvement social » pacifique, parti de la ville frontalière (avec la Jordanie) de Deraa, s'étendant « spontanément » à l'ensemble du pays... Rien n'est plus faux ! Après trois années de sécheresse, la révolte de Deraa mis, immédiatement, aux prises plusieurs milliers de journaliers agricoles (originaires du nord-ouest du pays) aux forces de l'ordre locales, avec l'appui de groupes armés des Frères musulmans venus de Jordanie.

L'auteur de ces lignes a pu visionner des images recueillies par un service européen de renseignement sur lesquelles on peut voir trois hommes masqués – armés de M-16 – tirer sur un poste de police de Deraa depuis les toits plats de la Médina. Cette séquence date du 23 mars 2011. Certes, cette explosion sociale a été durement réprimée, mais elle a été – dès le début – un mouvement de confrontation directe avec les autorités légales, confrontation soutenue et nourrie par les Frères musulmans syriens, basés en Jordanie, en Allemagne, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. La suite est connue !

Par conséquent et dès le début, les événements de Syrie ont été, inconsciemment ou délibérément, mal compris ! A Paris, sur le plan de l'instrumentalisation construite à dessein, trois chantres de la « révolution syrienne » ont, abondamment donné de leur personne : un historien auto-proclamé ayant un compte personnel à régler avec les autorités syrienne¹ ; une chercheuse de la Fondation Ford, ayant traîné la diplomatie française dans la boue durant des années, mais décorée de la Légion d'honneur par François Hollande ; et, un très pâle ambassadeur de France en Syrie (2006 – 2009), tellement bon à Damas qu'il a terminé sa carrière à ... Berne.

Dans un contexte où les droits de l'homme ont pu tenir lieu de politique étrangère, il n'en fallait pas moins pour qu'Alain Juppé prenne la décision hallucinante de fermer l'ambassade de France à Damas en mars 2012. (...)

Totems et grand prêtres

Devenus totems en effet, il est de grands dossiers internationaux qui ne peuvent plus relever – désormais – de l'analyse rationnelle, historique, sinon scientifique. D'abord le conflit israélo-palestinien : critiquer Israël, ses politiques coloniales, économiques et migratoires est devenu mission impossible, voire un délit... Manuel Vals, puis Emmanuel Macron et d'autres ayant assimilé l'antisionisme à l'antisémitisme. Vient ensuite le génocide rwandais. Assimilé à l'Holocauste, cette tragédie génère, elle-aussi, un totémisme dualiste : ceux qui n'acceptent pas qu'on associe structurellement la France et ses forces armées aux massacres de la région des Grands Lacs puis du Zaïre, sont automatiquement traités de « négationnistes ». La même géométrie frappe actuellement toute espèce de recherches et discours critiques engagés dans l'intelligence de l'un des conflits post-Guerre-froide les plus complexes, anomiques et globaux.

Ce processus de totémisation de la guerre civilo-globale de Syrie aboutit à trois types de rationalités, étant entendu – comme le démontrait Spinoza dans l'Ethique – que « les idées fausses et inadéquates peuvent s'enchaîner aussi nécessairement que les idées justes et adéquates » : 1) l'émergence d'une caste de grands prêtres ; 2) la multiplication d'une série de disciples plus ou moins convaincus ; 3) enfin, un retour plus ou moins perceptible de la censure.

Les grands prêtres accèdent à ce statut, adoués par les médias privés et publics. Ils présentent un profil caractéristique : parler

de tout et n'importe quoi avec la même ferveur ; passer d'un plateau télé à un studio radio et aux colonnes des gazettes avec grande dextérité, fluidité et certitude ; détruire tout obstacle et contradiction. Celui qui tient actuellement la corde n'est autre qu'un ancien militant du Betar (mouvement de l'extrême-droite pro-israélienne). Il peut dire les oracles sur la Syrie bien-sûr, mais aussi sur l'Iran, l'Arabie saoudite, le Yémen, le Soudan, Israël, Emmanuel Macron et le mouvement « végétarien ». Parfois, on a droit à une prêtresse de zone inférieure : une consultante « spécialiste des Proche et Moyen-Orient » qui peut tout dire et son contraire en fonction de deux principes intangibles : le client est toujours roi et « j'ai des enfants à nourrir ».

La classe des sous-grands prêtres fait plutôt appel à des « spécialistes » des Etats-Unis. S'occupant de l'hyperpuissance, ils sont automatiquement habilités à pouvoir parler, eux-aussi, de tous les dossiers possibles et inimaginables. Les connaisseurs des arcanes de la Maison Blanche, du Congrès et du Conseil national de sécurité sont partout chez eux, en toutes choses et toutes crises. Vient ensuite, le troisième cercle, celui des consultants, des experts militaires et des différents instituts de recherche. Contrairement aux laboratoires américains et aux grandes fondations allemandes, les IRIS, IFRI, IREMO et autres FRS français crèvent la dalle ! Leurs dirigeants passent leur temps à chercher de l'argent, étant bien entendu que la provenance des fonds influence plus ou moins directement les travaux commandés. Faut bien vivre !!!

Ovnis idéologiquement identifiés

Notre deuxième rationalité de totémisation met en scène une kyrielle d'intellectuels organiques de provenances professionnelles très divers. Ils peuvent être journalistes, enseignants, médecins, humanitaires, comédiens ou diplomates... Tous, à un titre ou à un autre, se sentent « appelés » et dans l'obligation de répondre aux injonctions des prêtres : se prononcer, témoigner, communiquer...

Ainsi dernièrement, dans l'émission de Frédéric Taddei sur Europe-1, on a pu entendre une espèce de bécassine insulter en direct l'ancien ambassadeur de France Michel Raimbaud, auteur de plusieurs livres majeurs sur le Proche-Orient, devenus des classiques. Vérifications faites : cette parfaite inconnue, qui a dû franchir le boulevard périphérique deux fois dans sa vie, vient de commettre un opuscule intitulé – Sales guerres – De prof de philo à grand reporter -, comme s'il y avait des « guerres propres » ! Cette seule qualité permet à cette gamine hystérique d'affirmer qu'il y a bien eu attaque chimique à la Ghouta, que les bombardements occidentaux sont « justes » et que Bachar al-Assad doit passer sur la chaise électrique. Qui juge qui ???

Aussi peut-on voir quotidiennement, défiler sur le plateau de « 28 Minutes » (Bernard-Henri Lévy est président du Conseil de surveillance d'Arte-France depuis plus de 22 ans !), tous les petits chiens de garde de la bien-pensance parisienne avec, entre autres : Romain Goupil (réalisateur improbable), Ziad Majed (politologue libanais salarié du Qatar), Eric Naulleau (homme sandwich du PAF, pour tout ce qui est contre, et contre tout ce qui est pour/c'est un métier !) et bien d'autres professionnels de l'indignation sélective mais compatissante.

Il est plus triste – mais cela correspond aux rouages de notre deuxième rationalité – de voir des gens ultra-compétents dans leur domaine initial, sombrer dans l'avis péremptoire sur des questions et dossiers qu'ils ne connaissent absolument pas. Ainsi, Jean Viard – sociologue respecté – spécialiste du territoire, de l'agriculture, de la paysannerie et des « temps sociaux » s'est senti, dernièrement, obligé de qualifier les bombardements occidentaux effectués en Syrie de « bonne et juste actions ». On a très envie de lui dire : mon cher Jean, tu n'a jamais mis un bout d'orteil en Syrie, alors retourne à tes champs de blé... »

Dans cette constellation d'un crétinisme infinitésimal, les OVNIS évoluent en escadrilles serrées. Objets/sujets volant non identifiés, parce qu'on ne comprend pas pourquoi ils accompagnent à ce point et aussi spontanément les injonctions du clergé de la bien-pensance, leurs ressorts idéologiques – à défaut d'être raisonnables – sont néanmoins plus claires : détruire l'Etat-nation syrien, contribuer à faire de ce pays ce qui a été fait de l'Irak et de la Libye ! Haïr l'Etat-nation en général !

En ces temps de commémoration du cinquantenaire de Mai-68, tous ces idiots utiles, qui se sentent irrésistiblement « appelés » à soutenir les bombardements occidentaux de Syrie, feraient bien de lire ou relire la Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary. Le regretté Guy Hocquenghem y explique par le menu (1986) comment les révolutionnaires peau d'lapin comme Daniel Cohn-Bendit ou Serge July et tous les autres sont passés de leurs démanagements petites bourgeoises à l'apologie du capitalisme le plus libéralement sauvage, comment ils ont cultivé et propagent aujourd'hui une haine de soi devenue la plus belle affirmation d'un individualisme consumériste, destructeur et impérial. (...)

La censure, c'est comme les trains...

Ca peut en cacher d'autres ! Sans surprise, notre troisième rationalité de totémisation de la crise syrienne produit de la censure, de différentes formes et procédures. Il y a d'abord les petits censeurs aux ciseaux de bois, comme par exemple Nicolas Truong, le commissaire politique des pages débats/opinions du Monde, qui publie systématiquement le moindre ressenti de Bernard-Henri Lévy en première page (Bernard-Henri siège aussi aux conseils de surveillance du Monde et de Libération), tandis que ses contradicteurs se voient opposer toujours la même réponse : « pas de chance, y'a plus de place... »

Il y a, ensuite les Tweets de Bruno Tertrais – autre exemple – et d'autres policiers de la pensée qui font annuler des colloques ouverts et pluralistes sur la Syrie et d'autres dossiers. L'année dernière aurait dû se tenir une conférence sur la crise syrienne

au Mémorial de Caen avec différents chercheurs, journalistes et députés. Quelques injonctions numériques ont suffi à faire annuler la réunion. Reprogrammée à la Sorbonne, puis à l'Assemblée nationale, celle-ci a pu se tenir – finalement – dans les sous-sols de l'Eglise russe ! Et c'est bien une preuve supplémentaire qu'il fallait l'interdire. Justement, un colloque qui devait se tenir sur la Russie actuelle vient d'être annulé – lui-aussi – au dernier moment.

Ne parlons pas des pressions régulièrement exercées sur les intervenants qui acceptent de se rendre sur le plateau de Russia-Today-France et des papiers russophobes que publient régulièrement L'Express et d'autres gazettes. Ne parlons-pas, non plus, des humeurs fatiguées de Sylvie Kauffmann « directrice éditoriale du Monde », régulièrement déconstruites par notre collaborateur Etienne Pellot !

Tout cela n'est ni très sain, ni rassurant sur l'état de santé de la démocratie française. (...)

Une incompressible réalité pèse maintenant sur ce magistère de la communication souveraine : la censure s'exerce de nouveau en France !

Relatant la révolte syrienne (1924 – 1926) contre la France mandataire, Alice Poulleau – citoyenne française qui résidait alors à Damas – dit toute sa honte dans son livre-témoignage – A Damas sous les bombes. Suite à la participation française aux derniers bombardements occidentaux effectués en Syrie, nous ressentons aujourd'hui le même sentiment et ne trouvons pas les mots à dire aux patriotes syriens, ni pour expliquer, ni pour excuser ces attaques d'OVNIS. Celles-ci ne changeront rien, ni à l'évolution des combats qui perdurent sur le terrain, ni aux blocages diplomatiques, ni à la nouvelle guerre que les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite préparent contre l'Iran. Les Crises 09.05

Le mécanisme de la double-pensée destiné à broyer la liberté de pensée décrit par G. Orwell dans 1984 coïncide avec la rhétorique de ceux qui nous gouvernent, leurs porte-parole médiatiques, les élites et autres intellectuels qui tels des larbins relaient leurs discours.

- Connaître et ne pas connaître.
- En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés.
- Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux.
- Employer la logique contre la logique.
- Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle.
- Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie.
- Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore.
- Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité.
- Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer.
- La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Macroniaeries.

Sous quel régime vivons-nous ?

Une monarchie absolue ou le totalitarisme assumé.

- Macon : "L'histoire de notre pays, c'est une histoire d'absolu, c'est ça la France" (Documentaire diffusé sur France 3)

Macronie : De la droite en passant par la gauche jusqu'à l'extrême droite.

- Aux Fêtes johanniques, Édouard Philippe dans les pas du chef de l'État - LeFigaro.fr 08.05

À Orléans, le premier ministre a fait résonner le parcours de Jeanne d'Arc avec la situation politique de la France. LeFigaro.fr 08.05

- Jeanne est passée en Macronie - LeParisien.fr 08.05

L'éloge de l'imposture et de la médiocrité.

- "La fin de l'innocence": un documentaire bien trop "élogieux" pour de nombreux téléspectateurs - Le HuffPost 8 mai 2018

Pendant la diffusion du documentaire consacré à Emmanuel Macron, "La fin de l'innocence", ce lundi 7 mai sur France 3, de nombreux téléspectateurs ont pointé du doigt sur les réseaux sociaux le côté trop "élogieux" de la réalisation, valorisant l'action et la parole du président de la République durant sa première année de mandat.

La gêne de nombreuses personnes vient aussi du fait que le documentariste se nomme Bertrand Delais, réputé proche d'Emmanuel Macron et élu mi-mars par le Bureau de l'Assemblée nationale pour prendre la direction de la chaîne parlementaire LCP-AN.

Commentaire d'un internaute.

- "La France, seul pays au monde où un documentaire sur le président réalisé par un documentariste qui a voté et fait campagne pour ce président et qui par la suite a été nommé à la tête d'une chaîne publique par le président est diffusé sur une autre chaîne publique..."

L'agité du bocal a moins de pouvoir qu'un régent au XIIIe siècle.

- Iran: Macron n'a pas convaincu Trump, issue prévisible mais critiquée - AFP 9 mai 2018

Au XIIIe un régent dirigeait une classe ou un élève. Macron est l'élève d'Attali et ses semblables qui lui servent de régent. Il faut se mettre à l'heure de l'Ancien Régime !

La médiocratie récompense les cancre.

- Macron tente de secouer à nouveau l'Europe - LeFigaro.fr 9 mai 2018

Le président de la République reçoit ce jeudi à Aix-la-Chapelle le prix Charlemagne pour récompenser son engagement européen. LeFigaro.fr 9 mai 2018

En complément.

Pendant ce temps-là on oublie qui est à l'origine de la crise des migrants qui est une formidable machination.

- La ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau indigne en parlant des migrants qui "font le shopping de l'asile" - Le HuffPost 9 mai 2018

[Quand LFI se fond dans les institutions de la Ve République.](#)

Vous avez encore en tête ce que vous venez lire plus haut sur le parlementarisme, cela va vous servir maintenant.

- Réforme institutionnelle : Eric Coquerel craint un affaiblissement du Parlement - Publicsenat.fr 9 mai 2018

« J'ai l'impression qu'Emmanuel Macron considère que l'Assemblée Nationale, le Parlement, est une chambre d'enregistrement (...) Ca ne peut pas être comme ça » déclare Eric Coquerel, député de la France Insoumise de Seine-Saint-Denis, qui se positionne sur la lignée de Gérard Larcher pour dénoncer un affaiblissement du Parlement. (Si ce n'est qu'une "impression", ouf les institutions de la Ve République sont sauvées ! Tu parles d'opposants, des charlatans, ouais ! - LVOG

Selon l'élu, les mesures de la réforme institutionnelle ne vont pas dans le bon sens : « le problème de la démocratie en France, de la vie politique en France, ce n'est pas qu'il y ait trop de parlementaires, ce n'est pas le fait de faire trop d'amendements, mais c'est le fait qu'on a un pouvoir excessivement dirigiste, personnalisé, du fait de la Vème République, aux mains d'un seul homme ». (En fait, ce que réclame ce parasite, c'est d'être associé davantage aux mesures adoptées par Macron et son gouvernement. - LVOG)

« Plus il y a de démocratie parlementaire mieux c'est, et aujourd'hui elle est largement atrophiée, et il [Emmanuel Macron] veut encore plus l'atrophier, ça m'inquiète » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

Coquerel se veut le garant du bon fonctionnement des institutions de la Ve République, il le dit lui-même, c'est extraordinaire. Dans quel camp êtes-vous monsieur Coquerel ? C'est là qu'on s'aperçoit si on ne le savait pas encore que leur VIe République, c'est du baratin.

Dans l'article suivant, il franchit un cran de plus dans l'opportunisme en se posant en conseiller de Macron. Vous me direz que Mélenchon avait bien envisagé d'être son Premier ministre, alors pourquoi Coquerel ne pourrait-il pas postuler au poste de ministre des Affaires étrangères, à l'entendre c'est comme s'il avait déjà endossé la fonction.

- Iran : Coquerel dénonce un échec diplomatique de la part d'Emmanuel Macron - Publicsenat.f 09 mai 2018

Pour l'élu, remettre en cause cet accord, qui, « de l'avis de tous les experts internationaux fonctionnait », c'est « ouvrir une boîte de Pandore ». Donald Trump « est quelqu'un qui est manifestement dans les mains du lobby de l'armement, du lobby pétrolier » analyse-t-il, avant de poursuivre : « et dans cet endroit du monde, on ne fait pas la guerre au nom de la démocratie, en réalité c'est le pétrole, le gaz, ce sont des intérêts géostratégiques ».

« Emmanuel Macron aurait dû dire tout de suite que nous, nous respectons l'accord » conclut-il. Publicsenat.fr 9 mai 2018

[Ils osent tout.](#)

Eloge de la xénophobie.

- 5 priorités pour redonner du pouvoir aux citoyens Européens dans l'UE - Le HuffPost - 8 mai 2018

Quand Moscou empoisonne certains de ses ressortissants réfugiés au Royaume-Uni, Westminster sait qu'elle peut encore compter sur l'Union européenne pour faire pression sur la Russie. Le HuffPost - 8 mai 2018

- La Fifa inflige une amende à la Russie pour des chants racistes - Reuters 8 mai 2018

La Fédération russe de football a été sanctionnée d'une amende de 30.000 francs suisses (25.000 euros) en raison du comportement jugé raciste de certains de ses supporters lors d'un match amical qui a opposé l'équipe de Russie à son homologue française le 27 mars dernier, annonce mardi un communiqué de la Fifa.

Un photographe de Reuters présent sur le bord du terrain a témoigné du fait que des cris de singes ont été proférés à l'encontre du milieu de terrain français N'Golo Kante.

"À la suite d'une enquête exhaustive et notamment du visionnage de preuves vidéo, la Commission de discipline de la FIFA (...) a jugé la fédération russe coupable d'infraction (...)", dit la Fifa.

Totalitarisme. L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste : L'ennemi mondial de tous les peuples.

- Accord nucléaire iranien: Trump se retire avec fracas et force sanctions - liberation.fr 08.05

A l'inverse des conclusions de l'AIEA, et même des déclarations de membres de son administration - dont son secrétaire d'Etat Mike Pompeo fin avril -, le président américain a affirmé «avoir la preuve que les engagements iraniens sont un mensonge: l'Iran n'a pas cessé de développer l'arme nucléaire», reprenant la rhétorique du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a divulgué des documents secrets début mai sur un programme existant avant la signature de l'accord. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni «regrettent la décision américaine», a déclaré l'Elysée juste après le discours de Trump. Le président américain a cependant évoqué sa volonté de «bâtir un nouvel accord durable» sur le nucléaire iranien avec ses alliés, qui permettrait de «bloquer ses activités malveillantes dans le Moyen-Orient».

En cause selon lui, une période d'engagement trop courte des Iraniens - jusqu'en 2025 -, et sa portée trop limitée - il n'empêche pas l'Iran de poursuivre ses activités malveillantes dans la région de son soutien envers le régime de Bachar al-Assad aux rebelles chiites Houthis au Yémen, ni ses tests de missiles balistiques. Trump a d'ailleurs qualifié Téhéran de «principal sponsor du terrorisme». «Nous travaillerons collectivement à un cadre plus large, couvrant l'activité nucléaire, la période après 2025, les missiles balistiques et la stabilité au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, au Yémen et en Irak», a réagi le président français Emmanuel Macron sur Twitter, juste après le discours de Trump. liberation.fr 08.05

- Iran: Netanyahu "soutient totalement" Trump, le Golan en état d'alerte - AFP 08.05

- Des missiles israéliens tirés contre une base syrienne - Reuters 08.05

- Washington donne de 90 à 180 jours à Renault, PSA et aux autres entreprises françaises pour "sortir" d'Iran - Le HuffPost 08.05

La décision du président Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et de rétablir les sanctions concerne les entreprises américaines mais aussi celles en Europe qui avaient recommencé à commercer avec Téhéran...
Le HuffPost 08.05

- Nicaragua: Washington dénonce "la répression", appelle à laisser entrer la CIDH. - AFP 07.05

Le vice-président américain Mike Pence a dénoncé lundi "la répression" et l'usage d'une "force meurtrière" au Nicaragua, exhortant le président Daniel Ortega à laisser entrer la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour enquêter sur la mort de dizaines... AFP 07.05

- Maduro rejette l'appel de Washington à reporter la présidentielle - AFP 07.05

Le président Nicolas Maduro a rejeté catégoriquement lundi l'appel lancé par les Etats-Unis à reporter l'élection présidentielle du 20 mai au Venezuela, lors d'un discours devant des milliers de ses partisans à Caracas. AFP 07.05

- Washington prend des sanctions contre des entreprises basées au Venezuela - AFP 07.05

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir pris des sanctions contre une vingtaine d'entreprises dont 16 basées au Venezuela et contre trois individus dont un ancien directeur du service vénézuélien de renseignements financiers.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

LVOG - Quand l'Italie s'apprête à être gouvernée par une coalition d'extrême droite.

1.1- Italie: le président veut un gouvernement "neutre" jusqu'en décembre - AFP 7 mai 2018

Le président italien Sergio Mattarella a annoncé lundi qu'il allait proposer un gouvernement "politiquement neutre" pour diriger le pays jusqu'en décembre, faute d'accord sur une majorité parlementaire à l'issue d'une ultime journée de consultation des forces politiques.

Alors qu'il doit présenter dans les prochains jours le chef et les membres de ce gouvernement, le président a appelé les partis à faire preuve de "responsabilité" en soutenant cette solution, faute de quoi il convoquerait à contre-coeur de nouvelles élections "à l'automne ou en juillet".

Le Mouvement 5 étoiles et la Ligue, qui sont désormais majoritaires, ont répété lundi leur opposition à un gouvernement technique et leur volonté de retourner plutôt aux urnes dès juillet.

Son gouvernement neutre, dont les membres devront s'engager à ne pas être candidats aux élections à venir, devrait être sur le modèle de celui de l'économiste Mario Monti, qui avait officié entre la chute de Silvio Berlusconi en 2011 et les élections de 2013.

1.2- Italie : Berlusconi donne son feu vert à un gouvernement antisystème, inédit en Europe - Franceinfo 10 mai 2018

L'Italie pourrait-elle bientôt être dirigée par un gouvernement antisystème, inédit en Europe ? Le pays pourrait bien prendre cette voie, après que Silvio Berlusconi, ancien chef du gouvernement italien et leader du parti Forza Italia, a donné son feu vert à un accord gouvernemental entre son alliée d'extrême-droite, la Ligue, et le mouvement antisystème 5 étoiles, mercredi 9 mai.

Cet accord pourrait mettre un terme au blocage politique qui sévit depuis plus de deux mois en Italie. Lors des élections législatives

du 5 mars, la coalition de droite - rassemblant entre autres Forza Italia et la Ligue - est arrivée en tête, menée par le parti d'extrême-droite, avec 37% des voix. Le M5S est arrivé premier parti, avec plus de 32% des votes, loin devant le Parti démocrate de centre-gauche, tombé à 19%.

La Ligue et le M5S, qui ont ainsi la majorité au Parlement depuis ces élections, devront désormais s'entendre sur un chef de gouvernement et un programme commun, après le feu vert de Berlusconi. Ce dernier, qui a dirigé la droite italienne pendant 25 ans, apparaissait jusqu'à ce jour comme le principal obstacle à un tel accord. Franceinfo 10 mai 2018

2- Arménie

- Nikol Pachinian, l'homme qui fait flancher le système oligarchique arménien - LeFigaro.fr 07.05

Après avoir orchestré la «révolution de velours» qui a mené l'ancien président à la démission, Nikol Pachinian est en passe de prendre les rênes du pouvoir lors d'un nouveau vote du Parlement qui aura lieu demain. Son parcours est atypique. LeFigaro.fr 07.05

3- Somalie

LVOG - La banalisation du massacre de masse...

- Somalie : au moins 11 morts dans une explosion sur un marché - LeParisien.fr 9 mai 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Réponse aux briseurs de grève professionnels : «Le seul référendum, c'est la grève».

- Grève à la SNCF : les syndicats optent pour un référendum - Liberation.fr 10 mai 2018

Après les rencontres peu concluantes avec le Premier ministre, Edouard Philippe, lundi, les syndicats réfléchissaient mercredi à la suite à donner à la grève qui secoue la SNCF depuis le 3 avril. Le référendum proposé par la CGT, qui accueillait dans son siège de Montreuil une réunion de l'intersyndicale (CGT, Unsa, SUD rail, CFDT), a été soutenu par les trois autres syndicats (SUD rail, UNSA, CFDT) sous le nom de «vote action». Il aura pour but d'interroger les cheminots sur leur adhésion ou non à la réforme proposée par le gouvernement Philippe. Cette consultation sera organisée «du 14 au 21 mai» et «selon des modalités sur lesquelles nous sommes en train de travailler de manière précise», a ajouté Laurent Brun, le secrétaire général de la CGT cheminots. Pour lui, il ne faut pas y voir pour autant une «fin du conflit», mais plutôt un moyen de légitimer le rapport de force. «Le gouvernement affirme qu'il ne veut pas bouger le cœur de sa réforme. Donc nous, nous allons questionner les cheminots pour savoir si oui ou non ils sont en accord avec [elle]», avait-il expliqué sur CNews dans la journée.

La direction de la SNCF «dit que puisque trois quarts des cheminots ne sont pas en grève, c'est que trois quarts des cheminots soutiennent la réforme, donc nous allons [leur] poser la question [...]. A mon avis, la réponse sera écrasante, mais on verra bien», a-t-il conclu.

Du côté des militants de la gare du Nord, la nouvelle n'est pas très bien accueillie. A l'assemblée générale de mercredi matin, on considérait qu'il est illusoire de vouloir reproduire le coup de force des salariés d'Air France. «Dans leur cas, c'était un référendum à l'initiative de la boîte. Là, c'est à l'initiative d'un syndicat, ça n'aura pas le même effet du tout», analyse Monique Dabat, qui mène les débats. «Dans un conflit, il faut savoir comment concentrer ses forces militantes. Faire voter les cheminots, c'est mobiliser de nombreux militants. Pour quel résultat ?» questionne Eric, agent commercial. «Le seul référendum, c'est la grève», conclut l'un d'eux.

L'annonce a pourtant déjà trouvé des échos. Le député de La France insoumise Eric Coquerel a appelé sur Public Sénat à «un référendum national» sur l'ouverture à la concurrence du rail français, «car la SNCF est une entreprise publique». Liberation.fr 10 mai 2018

Ils pourront recycler Coquerel dans un institut de sondages...

- Evacuation de l'université Jean-Jaurès à Toulouse - Reuters 9 mai 2018

Les forces de l'ordre ont procédé tôt mercredi matin à l'évacuation et au déblocage de l'université Jean-Jaurès à Toulouse (Haute-Garonne), qui était occupée depuis le 6 mars. Reuters 9 mai 2018

Haut de page ↗

Le 12 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (6 pages)

[De gaulle l'avait rêvé, Macron l'a réalisé.](#)

- En un an, les trois manoeuvres d'Emmanuel Macron pour créer sa "deuxième droite" - Le HuffPost 10.05

En un an nous avons assisté à trois évolutions majeures. D'abord l'hégémonie présidentielle, ce que l'on pourrait appeler une présidence totale. Le HuffPost 10.05

Aux Etats-Unis la gauche institutionnelle était devenue tellement à droite depuis des lustres qu'elle n'a eu aucun mal à l'assumer, il y a que des arriérés genre Mélenchon qui vous diront le contraire. Du coup ils n'ont pas eu à créer un second parti de droite ou de l'ordre puisque le parti démocrate faisait parfaitement l'affaire.

En France, pays des révolutions depuis le XIXe siècle, où il continua d'exister de puissants partis issus du mouvement ouvrier et où la lutte de classes fut plus développée qu'aux Etats-Unis, la présence d'une extrême gauche organisée présentait le risque qu'une fraction des intellectuels ou des pans de la petite bourgeoisie la rejoignent si notamment le PS venait à disparaître ou assumer sa véritable nature de droite (depuis 1914), tandis que la fabrication d'un pôle centriste était aléatoire ou vouée à l'échec à long terme. Si je n'ai pas évoqué le PCF, c'est parce que ses contradictions étaient trop visibles pour attirer des couches entières des classes moyennes ou d'intellectuels, hormis ceux chez ces derniers qui avaient déjà abandonné le socialisme.

Il leur fallut attendre des circonstances favorables ou les créent tout simplement. Cela consista essentiellement à laisser pourrir la situation sachant qu'elle entraînerait le PS dans son sillon, pour s'en débarrasser le moment opportun presque sans heurt, puisque le fruit était déjà entré en putréfaction depuis fort longtemps pour aborder cette ultime transformation qui lui serait fatale, étape qui coïnciderait avec l'émergence d'un nouveau parti de droite aux relents centristes, qui dès le départ présenterait les contours d'un parti unique.

Leur problème dorénavant, c'est d'éviter que les classes moyennes et les intellectuels se rassemblent derrière LFI, ce à quoi s'emploie quotidiennement la propagande officielle, et sachant que désormais aucune autre formation politique ne pourrait concurrencer LREM dans le cadre de l'agenda constitutionnel (les divers élections), ils n'ont pas d'autre alternative que recourir à l'extrême droite (FN), qui attire autant qu'elle divise, de sorte qu'elle ne présente aucun danger pour le parti unique (LREM).

La menace de LFI est bien réelle, car à l'issue du quinquennat, s'il parvenait à son terme, ce qu'on ne souhaite pas évidemment, le rejet quasi-unanime qu'inspire la politique ultra réactionnaire de Macron pourrait se traduire par un seul objectif : Tout sauf Macron, tout faire pour qu'il ne soit pas réélu, quitte à voter pour un candidat avec lequel on a de profondes divergences, dans ces conditions tout ce que compte le pays d'électeurs des classes moyennes ou intellectuels se disant de gauche, progressiste, démocrate, humaniste, etc. pourraient plébisciter le candidat de LFI, tandis que la majorité des travailleurs manuels des villes et des campagnes, y compris ceux qui s'étaient abstenus lors des scrutins précédents, tous les partis ou toutes les organisations du mouvement ouvrier se résoudraient (parfois à contrecœur) à voter pour lui ou lui apporteraient leur soutien, de sorte que le candidat du FN serait éliminé au premier tour de la présidentielle au profit de celui de LFI qui aurait toutes les chances de l'emporter au second tour.

Mais, car il y a un mais et il est de taille. Ce scénario n'est pas sans contradictions ou présentent bien des obstacles qui peuvent le rendre caduc ou le renvoie au rang des utopies.

Pour rassembler suffisamment de voix, LFI devrait tenir un discours offensif, mais sans aller jusqu'à rompre avec les institutions et le capitalisme, il lui faudrait ménager la chèvre et le chou, ce qui signifie que son candidat une fois élu serait condamné à poursuivre la politique de ses prédécesseurs dans le cadre du régime en place en l'amendant à la marge à coup de promesses, comme l'ont fait ses homologues en Allemagne, au Portugal, en Grèce notamment. Tout le monde en a ou en aurait plus ou moins conscience lors de la campagne électorale. Or, il s'agit du plus puissant facteur de division susceptible de disloquer le rassemblement indispensable à sa victoire, resterait à savoir qui l'emporterait entre son programme et les illusions qu'il ne manquerait pas de faire naître dans la tête des électeurs, et le désir ardent de virer Macron.

Nous avons peut-être commis une erreur en n'appelant pas à voter pour Mélenchon au premier tour de la présidentielle, c'est ce qu'on peut se dire après coup, cela se discute. Tout dépend ce qu'on prend en compte, car à bien des égards l'élection de Macron a permis de clarifier la situation politique, ce qui était indispensable au regard de l'extrême confusion politique qui régnait, je pense que nous serons tous d'accord sur ce point au moins.

On peut se dire que si Mélenchon n'a pas été élu, c'est que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il le soit, conditions qui aujourd'hui demeurent inchangées et qui risquent de le rester d'ici 2022. Car on ne voit pas très bien comment la situation des masses pourraient suffisamment se dégrader en quatre ans pour que leur état d'esprit change radicalement, et sachant que tout le monde ou presque a à l'esprit que l'élection de Mélenchon présenterait le risque d'accélérer la crise politique rampante qui secoue le régime au point de la rendre incontrôlable, il n'est pas dit que la majorité des travailleurs y soient préparés ou le souhaitent davantage aujourd'hui ou demain plus qu'hier puisque leur condition demeurerait inchangée, ils pourraient estimer y avoir plus à perdre encore qu'à y gagner, pour ne pas remettre leur destin entre les mains d'un aventurier ou un charlatan, d'un personnage inconsistant qui passe son temps à se contredire.

Il faut bien comprendre que les travailleurs qui votaient traditionnellement à droite ou pour le PS (ce qui revenait au même), estimaient qu'ils étaient les garants de leur mode de vie, dont certes ils n'étaient pas forcément satisfaits, mais qui leur permettait cependant de satisfaire leurs besoins élémentaires et au-delà pour un grand nombre d'entre eux. Ils n'étaient donc pas disposés à prendre le risque qu'il ne se détériore en ne sachant pas trop ce que l'avenir leur réserverait. Ils préféraient donc ainsi assurer leurs arrières ou se contenter de leur condition, c'est en tout de cette manière-là qu'ils l'interprétaient.

Dans ces conditions, vous pouvez toujours leur proposer une autre perspective politique, ils la trouveront sympathique ou vous donneront raison, mais pas au point d'y adhérer. Pourquoi, c'est ce que la plupart des militants ne parviennent pas à saisir, et par conséquent la raison pour laquelle ils finissent par ne plus comprendre grand chose au monde dans lequel nous vivons, parce que leurs dirigeants refusent obstinément de leur livrer cette analyse qui correspond à la réalité. Qu'on le veuille ou non, ils existent des conditions qui s'opposent à la radicalisation des masses, à leur prise de conscience qu'il faut balayer le régime en place pour refonder la société sur de nouvelles bases, et qu'il n'existe pas d'autre alternative que leur mobilisation révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir politique.

Maintenant reste à savoir si cet obstacle peut ou non être surmonté et comment, à mon avis c'est tout à fait possible, dans le cas contraire cela signifierait que notre combat politique est perdu d'avance, question à laquelle personne ne peut répondre puisque personne n'ose la poser ou aborder la situation sous cet angle-là, dès qu'on l'évoque on vous prend pour un imbécile ou un révisionniste.

Dès lors, la question de savoir si nous avons eu raison ou tort de ne pas soutenir la candidature de Mélenchon ne se présente plus tout à fait de la même manière ou ne présente plus un grand intérêt, voyez ce qui se passe en Grèce ou au Portugal, la vie continue comme avant au point qu'on n'en entend plus parler !

Au lieu de concentrer notre attention sur les discours ou les intentions des uns et des autres ou de partir dans des considérations à caractère dogmatique, on ferait mieux de s'interroger sur les conditions réelles que rencontrent la majorité des travailleurs et la manière dont ils les interprètent ou les vivent, car tant qu'ils n'en changeront pas, il ne se passera rien ou il sera impossible de modifier le cours de la société.

[Médiocratie et lobotomie de masse. De quoi Macron est-il le président ? La télé-réalité. Et de quoi s'inspire-t-elle ? Big Brother !](#)

- Festival de Cannes : Emmanuel Macron joue son propre rôle dans un film de Daniel Cohn-Bendit - 11 mai 2018

Wikipedia - Le psychanalyste Gérard Miller déclarait à ce propos : « C'est de l'exhibition de chair fraîche et de pulsions qui offre un spectacle pitoyable. »

Zygmunt Bauman (2005) décrit la télé-réalité comme une métaphore du monde global, où « ce qui est mis en scène, c'est la jetabilité, l'interchangeabilité et l'exclusion » (Alternatives économiques 2005) Christian Chavagneux (2005) « Individualiste, le capitalisme l'est indéniablement dans le monde du chacun pour soi qu'il promeut. Il l'est dans le déballage cathodique de la banalité de la petite vie de chacun par la télé-réalité, dans l'ultramédiatisation de quelques vedettes sportives ou artistiques, utilisées pour "vendre du temps de cerveau humain disponible" aux multinationales. » (Alternatives économiques 2005).

En 1999, l'archétype d'un nouveau genre d'émission apparaît : Big Brother, titrée ainsi en référence au roman 1984 où tout le monde surveille tout le monde. Produite par la société néerlandaise Endemol, cette émission de télé-réalité d'enfermement bouleverse le paysage audiovisuel mondial.

On peut s'interroger sur les répercussions futures de ces émissions télévisées sur la vision du monde et les comportements sociaux des jeunes, surtout des adolescents, qui en sont les cibles principales. Faut-il y voir une forme de barbarie culturelle ? Un reflet de notre société ? Ou l'encouragement d'un modèle systémique de division et de compétitivité à outrance au sein

des relations sociales ? Une apologie du darwinisme social ? Ou bien une forme de catharsis ? Ces émissions encouragent-elles l'élimination des plus faibles et les incivilités ? Instrumentalisent-elles la gentillesse et l'amitié au risque de les rendre systématiquement suspectes ? Le réalisateur japonais Kinji Fukasaku pousse la logique de l'élimination et de la guerre sociale à son paroxysme dans son film *Battle Royale* sorti en 2000. Dans ce film, les participants d'une émission télévisée, prisonniers forcés d'une île, gladiateurs des temps modernes, doivent tuer les autres participants jusqu'au dernier sous les yeux des téléspectateurs. wikipedia.org

S'ils le disent eux-mêmes.

- La télé-réalité, du divertissement à l'abrutissement - slate.fr 11 avril 2018

Les émissions de télé-réalité ont manifestement une incidence sur le comportement des téléspectateurs qui les regardent. Et pour celles et ceux qui seraient tentés de croire que cela ne serait pas valable dans nos contrées occidentales, de nombreuses études montrent l'universalité de ce phénomène: pour Brad Gorham de l'université de Syracuse, la télé-réalité a des effets visibles sur les comportements en société. Et Philip Ross, dans un article de l'*International Science Times*, explique que ces programmes ont un impact préjudiciable sur les perceptions du monde de celles et ceux qui les regardent.

Selon le psychologue Jean-Yves Flament, des conduites très particulières sont valorisées dans ce type d'émission. Il y a bien sûr le désir de célébrité qui anime toutes les candidates et tous les candidats, mais également l'individualisme, la compétitivité et le renoncement à toute forme d'intimité.

La célébrité tant recherchée ne passe plus par quelque forme de talent que ce soit, mais par le fait d'être meilleur que l'autre, peu importe à quoi. Et dans cet environnement de concurrence poussée à l'extrême, tout le monde est jeune, tout le monde se ressemble à s'y méprendre, jamais personne ne lit ni ne se cultive, jamais rien ne dépasse, ni par le physique, ni par les opinions ou le langage.

Selon Alain Lieury, chercheur en psychologie cognitive à l'université européenne de Bretagne, les candidats de ces émissions étalent un vocabulaire très pauvre: «À peine 600 mots différents en moyenne, contre 1.000 par exemple dans une bande dessinée et 27.000 dans les manuels scolaires.» Son étude démontre par ailleurs que l'addiction aux émissions de télé-réalité provoque une baisse notable des performances scolaires.

Dans ces univers artificiels créés de toutes pièces qu'on fait passer pour des réalités, les hommes sont incultes, insensibles, infidèles, débrouillards et comiques. Les femmes sont incultes, intrusives, bavardes et soumises.

Tels sont les standards véhiculés par ces émissions qui séduisent tant les jeunes: l'ignorance est normalisée, la culture est rendue chose étrange et la réussite mesurable au pognon que l'on ramasse. L'égalité femmes-hommes est bafouée jusqu'à l'indécence, et le droit à l'intimité est nié.

Les études scientifiques mentionnées précédemment démontrent toutes les effets néfastes que peuvent avoir ces programmes sur les adolescents et adolescentes de façon générale, mais aucune de ces études, à mon grand regret, ne cherche à savoir quel est le profil le plus menacé par l'influence de la télé-réalité.

Là-dessus, j'ai ma petite hypothèse personnelle, basée sur mes propres observations: «Les Anges», «Les Marseillais», ou «Les Ch'tis» ne sauraient jamais déstabiliser l'éducation des enfants bien nés, baignant dans la culture et sensibilisés à l'art de prendre du recul. Quand bien même ils attireraient leur attention, ce ne serait que pour provoquer leurs moqueries.

Non, je crois fermement que la télé-réalité embrouille l'esprit de celles et ceux qui subissent déjà les affres des inégalités sociales et scolaires. Elle est cette abominable brute qui détecte la faiblesse d'autrui, s'en nourrit et s'en amuse.

Chez celles et ceux qui n'ont pas de repères ni d'accès à la culture, elle instille des normes sociales misogynes, superficielles et individualistes qui demandent tant d'efforts pour être déconstruites. Et au nom de quel principe devrions-nous laisser les plus faibles parmi nous être les proies des producteurs d'abrutissement?

En 2013, le CSA songeait à interdire ces programmes avant 22h. Je constate aujourd'hui qu'ils sont toujours diffusés quotidiennement à l'heure du goûter. Je ne crois pas au choc des générations, mais je suis forcé d'admettre qu'il y en a une qui fait tout pour abrutir la suivante. slate.fr 11 avril 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Édouard Philippe commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

- "L'idéal laïc des élus s'est affaibli" - L'Express.fr 10.05

Le patron du Comité Laïcité République réagit à la réception par Emmanuel Macron du Prix Charlemagne, à l'issue d'une messe. L'Express.fr 10.05

[Ils osent tout.](#)

- Emmanuel Macron cherche le soutien allemand pour défendre la «souveraineté» de l'Europe - LeFigaro.fr 10.05

- Le Trésor américain annonce de nouvelles sanctions liées à l'Iran - Reuters 10.05

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les jaunes se mettent à table.](#)

- SNCF : la CFDT et UNSA ouvrent « la négociation » - Publicsenat.fr 11 mai 2018

Après 18 jours de grève à la SNCF, les syndicats, Unsa et CFDT, ont rencontré, ce vendredi, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour évoquer des amendements au projet de loi qui arrive au Sénat à la fin du mois. Publicsenat.fr 11 mai 2018

[Qui l'a poussé à démissionner et pour quoi ?](#)

- Démission du chef des inspections au sein de l'AIEA, Tero Varjoranta - Reuters 11 mai 2018

Le responsable des inspections au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Finlandais Tero Varjoranta, a annoncé sa démission surprise, a fait savoir vendredi l'agence onusienne, sans en donner la raison.

Varjoranta était directeur général adjoint de l'AIEA et chef du département des garanties, qui est chargé de la vérification du bon respect du traité de non prolifération nucléaire (TNP) depuis octobre 2013.

Il sera remplacé à titre intérimaire par le chef de la cellule Iran au sein de ce département, a précisé l'AIEA. Reuters 11 mai 2018

[Assassinat ordinaire.](#)

- Gaza : un 53e Palestinien tué par des tirs de soldats israéliens depuis un mois et demi - Franceinfo 11 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mai 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Pondichéry 21h29.

J'ai rectifié l'adresse vers les Chroniques orwelliennes du Collège de France.

La causerie du jour ne tient pas compte des infos de la veille, il est 16h36 et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

Une expérience personne et un enseignement.

J'ai dépensé 5 000 roupies de moins que prévu lors de l'achat d'un scooter, on m'a livré un scooter équipé d'un frein à tambour à l'avant au lieu d'un frein à disque ; j'ai appris avant-hier que ma facture d'électricité n'était que de 1 010 roupies pour les deux derniers mois, alors que je m'attendais au double ou au triple, c'est l'été et la climatisation fonctionne toutes les nuits, et je dois arroser le jardin tous les jours, donc utiliser le moteur pour remplir le réservoir ; j'ai reçu la facture de Vodafone (Internet), 471 roupies, alors que deux mois plus tôt j'avais payé 2.380 roupies, et 930 roupies le mois dernier, pour le même abonnement ; et pour finir, lundi je vais acheter 4 kilos de sucre et 10 oeufs, le commerçant me fait payer 110 roupies au lieu de 180, il avait mis 2 kilos de sucre dans deux sacs plastiques et au moment de faire la facture il a compté 1 kilo dans chaque sac, je m'en suis immédiatement aperçu et je n'ai rien dit, j'irai lui rendre ses 70 roupies, certes, lui et son épouse n'ont pas l'air très sympathique, mais ils travaillent 7j/7 et leur boutique est misérable, visiblement ils sont pauvres et ce sont des travailleurs comme les autres finalement, je n'ai pas à les juger, donc je ne vais tout de même pas les voler, ce serait contraire à mes idées, tu ne voleras pas, sauf les riches !

Tout cela pour dire qu'en quelques jours (du 9 au 13 mai) à quatre reprises la même expérience s'est reproduite ou j'ai moins dépensé d'argent que prévu, ce qui était quatre bonnes nouvelles parce que je ne suis pas bien riche non plus avec ma retraite de 350 euros et mes économies qui m'en rapportent 150. Bref, c'était plus que des coïncidences.

C'est comme si des faits sans rapport apparent les uns avec les autres étaient liés en réalité par quelque chose d'indéfinissable... On dit souvent que les emmerdements n'arrivent jamais seuls, qu'ils s'enchaînent, et on se demande toujours quand est-ce que cela va s'arrêter, et bien c'est aussi valable dans le sens inverse ou pour les bonnes nouvelles.

Ce qui est marrant, c'est que tout semble lié sans qu'on en ait conscience parce qu'on ne peut pas penser à tout, la vie quotidienne est faite de milliers de petits détails en apparence insignifiants, à côté desquels on passe et il ne peut en être autrement. Je crois en revanche que notre comportement va déterminer une suite d'événements qui s'inscriront dans la même direction suivant une logique qui nous échappe, et que nous attribuons habituellement au hasard par ignorance.

Notre état d'esprit doit y être pour quelque chose, selon qu'on a un comportement conforme à nos idées ou au contraire qu'on est hypocrite ; l'hypocrite sera voué finalement à une vie misérable et ne sera jamais heureux quelle que soit par ailleurs sa condition, mais pas seulement. La vie nous réserve des épreuves inattendues pour tester nos convictions, qu'elles soient fondées ou non, selon que cette épreuve est agréable ou pénible, notre réaction déterminera une suite d'événements qui généralement se dirigeront dans la même direction.

Mon attachement à l'argent, si je puis employer cette expression désagréable, se réduit à un instinct de survie, au-delà cela ne m'intéresse pas et je le distribue ou j'en fais profiter mon entourage, je pense que c'est pour cette raison que j'ai réussi à m'en sortir sur ce plan-là, j'ai même refusé de faire fortune, car cela m'aurait forcé à renier mes principes et je ne le regrette pas, bien au contraire, je crois même que c'est ce qui m'a porté chance.

J'irai encore plus loin, je suis convaincu que depuis mes 19 ans et ma découverte du marxisme, ce sont mes idées que j'ai parfois malmenées, qui ont guidé le cours de mon existence, tous les événements que j'ai vécus. Par exemple, j'avais rencontré la femme qui devait devenir ma première épouse quand je militais à l'OCI, après la naissance de notre fille elle m'obligea littéralement à cesser de militer (en 1981), sans quoi elle me menaçait de divorcer immédiatement, j'ai cru sauver notre couple, en vain, puisque nous devions divorcer 7 ans plus tard, ce qui signifiait quelque part que contrairement à ce que nous avions imaginé, nous n'étions pas fait pour vivre ensemble ou tout du moins jusqu'à la fin de nos jours, c'est ce que nous allons vérifier maintenant.

Pour autant, je n'allais jamais renier mes idées, qui, si elles n'étaient plus représentées sur le plan politique, continueraient d'exister sous la forme de principes que je pourrais (ou non) mettre en pratique dans la vie quotidienne, ce serait donc les mêmes principes qui guideraient mon comportement, de telle sorte que le lien qui existait entre mes idées et mes principes ne serait jamais réellement rompu, pour finalement renouer avec le militantisme 20 ans plus tard, le 11 septembre 2001, le jour de mes 46 ans. Quant à l'attitude de ma compagne, elle fut logique, puisque ce qui avait présidé à notre rencontre (lors d'une diffusion un dimanche matin sur un marché) n'existait plus, nous avions tous les deux démissionnés de l'OCI, nous n'avions plus rien à faire ensemble. Et notre bébé, et bien il lui appartenait et lui seul existait dorénavant, moi je ne comptais plus du jour au lendemain et je devais disparaître, le premier prétexte trouvé ferait l'affaire ou bien elle l'inventerait, j'aurai d'ailleurs le droit à plusieurs versions, peu importe, elle ne m'avait pas aimé pour ce que j'étais, c'est ce que je retiendrai.

En dernière analyse, nos voies divergèrent parce que nous ne partagions ni les mêmes idées ni les mêmes principes ou nous n'y étions pas tant attachés. Elle me reprocha de l'avoir pris pour ce qu'elle n'était pas, de l'avoir idéalisée, mais c'était parce que j'étais porté par un idéal qu'elle estimera hors de sa portée, tandis que je pensais au contraire qu'on pouvait toujours essayer de s'en rapprocher en demeurant fidèle à un certain nombre de principes qu'on avait adoptés, et que rien ne pourrait les remettre en cause. Je m'étais trompé.

L'histoire de l'Inde où j'ai atterri et finirai mes jours, elle ne vient pas spécialement de moi, elle ne colle pas avec ce que j'étais avant

de rencontrer cette femme, c'est un concours de circonstances toutes liées ou presque à elle qui m'ont conduit à prendre cette nouvelle direction, cette expérience indienne aux multiples rebondissement est une sorte de très longue parenthèse dans ma vie, puisqu'elle ira maintenant jusqu'à son terme. En même temps, elle me ramenait à la période que j'avais connue avant de militer, où un lien ténu me reliait à l'Inde, sans que je n'aie jamais envisagé de près ou de loin d'y aller m'y installer un jour, cette idée ne m'était jamais venue à l'esprit. J'étais très casanier, pantouflard, je n'avais jamais voyagé et cela ne me manquait pas. J'étais très timide et je ne me voyais pas me lancer seul à l'aventure à l'autre bout du monde, rien que cette idée m'aurait effrayé à l'époque. En fait, à part l'encens, le parfum et quelques bricoles exotiques, je n'étais pas plus que cela attiré par l'Inde, j'allais oublier le cannabis qu'on pouvait trouver aussi bien au Maroc ou ailleurs.

Mes lectures philosophiques m'avaient conduit au marxisme qui devait guider le restant de mes jours. Je n'avais donc aucune raison de dévier de cette voie ou de faire marche arrière, car j'étais animé par le principe qu'à défaut de progresser dans la vie, on serait voué à régresser, et n'y tenant pas du tout, toute autre attitude de ma part ne pouvait être que le produit d'une influence extérieure ou d'un concours de circonstance que je ne maîtriserai pas.

Si la mère de ma compagne n'avait pas travaillé chez une vieille femme qui était liée à l'Inde, et dont on allait récupérer à sa mort une partie de sa bibliothèque consacrée à l'hindouisme et au bouddhisme, aux explorateurs les plus célèbres et d'autres moins connus, si le comité d'entreprise de l'organisme où ma compagne travaillait n'avait pas organisé un voyage à Sri Lanka un an avant notre séparation, sans doute que jamais je n'aurais mis les pieds en Inde.

Lorsque j'y partis, sans savoir pourquoi j'emmenai notamment une centaine d'ouvrages des marxistes que je n'avais pas ouverts depuis près de dix ans, et qui allaient me servir à partir du 11 septembre 2001. L'idée de m'en séparer m'était insupportable, dans la mesure où ma bibliothèque constituait en quelque sorte ma mémoire, coïncidait avec mes expériences, c'était toute ma vie, qui finalement disparaîtra lors du tsunami de décembre 2004, un mauvais tour du sort, mais peut-être pas, car c'est à partir de ce moment-là que je résolus de penser par moi-même et non plus par l'intermédiaire des marxistes ou de qui que ce soit d'autres, c'était le meilleur moyen de rompre définitivement avec le dogmatisme auquel je m'étais raccroché en 2001 faute d'avoir atteint un niveau théorique suffisant. Dorénavant, coûte que coûte je devais améliorer ma maîtrise de la méthode du marxisme pour trouver les réponses à toutes les questions que je me poserais, au lieu de laisser le soin à d'autres de le faire à ma place, et je me tins à cet engagement.

C'est ce qui me permit d'acquiescer une confiance en moi qui m'avait toujours fait défaut, je décidai enfin de me doter d'une personnalité, à 45 ans passé, comme quoi il ne faut jamais désespérer, moyennant beaucoup d'efforts et de sacrifices cela va de soi. Malheur à ceux qui sous prétexte que la société leur en impose pour finalement avoir une vie monotone, abrutissante ou médiocre, renâclent à produire le moindre effort pour s'élever au-dessus de leur condition. La société leur impose le pire et ils s'en accommodent, et quand ils ont l'occasion de goûter au meilleur ils passent à côté ou ils le rejettent avec dédain, le plus souvent parce que cela ne vient pas d'eux-mêmes, mes lecteurs adopteront peut-être le même réflexe en lisant ces lignes, je l'ignore, si c'était le cas, qu'ils sachent que cela ne leur portera pas chance, il faut en avoir conscience, car on traite ici des lois générales qui régissent toute chose, y compris leur propre existence, ma propre expérience servant ici uniquement de support à une démonstration, et puis il est normal que je parle de ce que je connais le mieux.

En conclusion, j'ai eu beau m'égarer pendant de longues années, en vivant en Inde j'allais être confronté quotidiennement à une situation sociale et à des drames effroyables, qui pour peu que je saisisse le fil ténu de mon passé de jeune militant révolutionnaire, devait me ramener sur la voie du combat politique pour le socialisme. Je pense que si pendant les brèves années où j'avais étudié le marxisme à la fin des années 70, je n'avais pas acquis (même en grande partie inconsciemment) les éléments de base de la dialectique, ce fil aurait sans doute été rompu définitivement.

Le rapport de cause à effet, qui concourt aux différentes étapes de la transformation quantitative et qualitative de la matière jusqu'à notre comportement ou les moindres détails du cours de notre existence, constitue l'élément primordial de la logique que nous devrions nous employer à repérer dans chaque représentation, fait ou expérience passée, présente ou à venir. Je crois que cela nous faciliterait la vie et nous aiderait à nous orienter, y compris ou surtout en politique.

C'est la condition indispensable pour développer sa conscience ou pour parvenir à penser aussi librement que possible, du reste, quels que soient le niveau de connaissance que nous avons acquis ou les expériences que nous avons vécues. Ces deux derniers facteurs n'étant pas une fin en soi, il suffit de saisir la logique qui les parcourt pour les interpréter correctement ou en prendre la juste mesure, ensuite cela nous sera fort utile pour affronter les aléas de l'existence que la société nous impose, et d'une certaine manière cela nous permettra de donner un sens à notre vie, ce qui manque cruellement à la plupart des hommes.

J'allais oublier de préciser que lorsque ce genre de coïncidences ont tendance à se renouveler, c'est plus que des coïncidences comme on vient de le voir, au-delà je me dis que cela signifie aussi que je suis là où je devais être ou que mon comportement est en adéquation avec un certain nombre de facteurs, bref, que tout est l'ordre des choses et qu'il ne faut surtout rien changer.

[J'avais la tête ailleurs.](#)

J'ai complètement oublié la manifestation nationale à Paris du 13 mai initiée par le POID.

Après le 1er mai, le 5 mai, l'annonce d'une autre manifestation le 26 mai, cela m'est complètement sorti de l'esprit, surtout qu'à côté quotidiennement je suis informé des nombreuses manifestations qui ont lieu un peu partout dans le monde. Vous m'en excuserez, j'avais appelé à y participer.

Je soupçonne LFI d'avoir multiplié les appels à des manifestations pour noyer celle du 13 mai. Il faut dire aussi qu'il ne fallait pas être très futé pour décider une manifestation au mois de mai, vous me direz qu'elle aurait eu lieu à un autre moment et le résultat aurait été le même...

[A propos du dernier éditorial de la Tribune des travailleurs](#)

Malgré les réserves ou les critiques que je formule, j'en partage le contenu pédagogique et l'orientation, en finir avec le capitalisme.

Je ne suis pas certain qu'il soit bien avisé de mettre en avant la formule de Marx « *l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », car dans le contexte actuel elle pourrait davantage être interprétée par chacun pour soi, plutôt qu'un appel à l'action collective ou à l'unité de notre classe.

Quant à "l'exigence du retour au monopole d'État", lequel, sous quel régime, elle va semble-t-il de paire avec "le retour à la démocratie" qui n'a jamais existé, elle semble tout aussi mal avisée en l'absence de toute alternative crédible au capitalisme à l'horizon, qu'on se mette dans la peau d'un travailleur ou d'un militant, puisqu'il ne s'agit pas de ce qu'ils ont ou pas dans la tête, mais de la réalité.

C'est apparemment toujours aussi difficile de manier la dialectique et de ne pas tomber dans le dogmatisme. On nous rétorquera qu'il s'agissait de pédagogie et non de démagogie, encore faudrait-il n'avoir pas franchi dans le passé une multitude de fois la frontière qui les sépare pour qu'on veuille bien le croire.

Dans certaines conditions une réforme sociale ou une mesure progressiste peut favoriser la prise de conscience de la classe ouvrière de sa condition et servir de levier pour envisager de changer la société, et dans d'autres conditions la même réforme ou la même mesure servira à mieux la diviser et à l'enchaîner à la société capitaliste ou constituera un handicap pratiquement insurmontable à tout changement de régime.

Quand on évoque les fonctionnaires, les services publics, les entreprises nationalisées, on oublie de préciser qu'ils s'inscrivent dans le cadre du capitalisme d'Etat, et que contrairement à ce qu'on nous raconte ils servent davantage les intérêts du capitalisme plutôt que ceux des travailleurs. On ne vous dit pas que l'Etat et son budget de fonctionnement, les organismes publics ainsi que les entreprises nationalisées sont tous lourdement endettés auprès du marché depuis 1973.

Ensuite on nous explique qu'ils auraient échappé à l'emprise du marché, pour ainsi dire du capitalisme, comme si les travailleurs avaient les moyens d'exercer sur eux un quelconque pouvoir de contrôle, ce qui n'est que pure baliverne ou illusion. Il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont associés à leur gestion par le biais des syndicats corrompus, offrant ainsi aux actionnaires rentiers du marché une double garantie à côté de celle de l'Etat.

On nous dit encore que ce serait un bienfait que les travailleurs de ce secteur économique bénéficient d'un statut spécial, alors qu'en réalité il en a fait des privilégiés qui ont plus intérêt à louer les vertus du régime plutôt que le combattre pour le renverser, il en va de même de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat dont ils ont acheté la neutralité ou conduit à la passivité, tandis que généralement leurs mobilisations ont un caractère corporatiste.

Là où ils n'existent pas, les pays sont demeurés sous-développés ou présentent les stigmates de pays sous-développés, les Etats-Unis par exemple, où les infrastructures, les écoles, les hôpitaux sont en partie délabrés, dignes d'un pays comme l'Inde, parfois en pire. Autrement dit, leur développement a accompagné la marche en avant du capitalisme vers l'impérialisme, ils sont l'apanage des puissances occidentales qui dictent leur loi à la terre entière ou influencent l'évolution de la situation mondiale.

Qu'il faille défendre le statut des fonctionnaires, cela va de soi, c'est un devoir, mais ce n'est pas une raison pour raconter des histoires aux travailleurs et aux militants, et évidemment aux fonctionnaires qui ignorent pratiquement tout ce qu'on vient de rappeler très sommairement.

Le capitalisme d'Etat a toujours été au service des capitalistes et non des travailleurs, des assurés sociaux ou je ne sais quoi encore. Les capitalistes se sont suffisamment enrichis pour prendre la relève de l'Etat dans de nombreux secteurs économiques électricité, gaz, transport, télécommunication, qui sont devenus rentable du fait de l'augmentation de la population et de l'élévation de son niveau de vie.

Il est bon de signaler ici une autre imposture, qui consiste à prétendre que les agents de l'Etat ne seraient pas exploités, et que

l'Etat qui les emploie n'exploiterait personne d'autres, une fois admis qu'il exploiterait ses propres travailleurs pour le compte des capitalistes ou du marché comme on l'a vu précédemment, autrement dit toutes les matières premières ou les produits finis qui proviennent du monde entier et qu'utilisent les services publics et les entreprises nationalisées, proviendraient de travailleurs (mineurs, etc.) qui ne seraient pas soumis au régime de l'exploitation capitaliste, le tout sous prétexte que les fonctionnaires fourniraient un service à la population qui n'aurait pas de prix.

Pour ainsi dire, il faudrait en conclure qu'on est en présence d'un Etat idéal, philanthropique, partant de là, comment voulez-vous que les fonctionnaires prennent conscience de leur condition, qu'ils comprennent que cet Etat n'est pas le leur et qu'ils doivent s'en débarrasser, tout semble fait au contraire pour qu'ils n'y parviennent jamais. D'ailleurs, entre nous, sincèrement, avez-vous déjà lu ce genre d'argumentation quelque part ?

Les oligarques ont amassé une telle fortune en quelques années qu'ils sont en mesure de tout acheter, même ce qui n'est pas rentable, depuis que leur statut de faux monnayeurs combiné à la dette des Etats, des entreprises, des particuliers leur permet de s'enrichir toujours plus, je n'invente rien, vous lirez plus loin comment Arcelor-Mittal "a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016 (et) a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période." (Libération 13.05). Même ces gigantesques pertes sont devenues sujettes à spéculation et enrichissement !

Hier, les crises du capitalisme coïncidaient avec l'incapacité des capitalistes à faire fructifier leur capital accumulé dans des (nouveaux) placements rentables, dorénavant ils ont contourné cette contradiction du capitalisme, ce qu'on s'obstine à ne pas vouloir admettre et donne lieu par voie de conséquence à des analyses ou des positions erronées ou à s'enfermer dans un dogmatisme qui nous sera fatal, si on n'y met pas un terme très rapidement. A suivre.

Gangstérisme ou pillage à grande échelle.

- Au CAC 40, les gros porteurs raflent la mise - Liberation.fr 13.05

Grille de lecture

LVOG - Quelqu'un daignera-t-il se demander pourquoi, pourquoi tiennent-ils à concentrer le plus rapidement possible une telle fortune au détriment du reste de la population ? Et pourquoi en diffusant eux-mêmes cette information tiennent-ils tant que cela à ce que nous sachions à quoi nous en tenir, l'ONG Oxfam est financé par le milliardaire Georges Soros, notamment ?

J'ai déjà répondu à ces questions dans de précédentes causeries auxquelles je vous renvoie, je n'ai pas le temps de me répéter sans cesse, désolé.

Libération - ...les bénéficiers des grands groupes concernés (CAC40 - ndlr) ont bondi de 60 % entre 2009 et 2016, pour culminer à plus de 93 milliards d'euros en 2017. Des profits «records» obtenus en exerçant «une pression à la baisse» sur les effectifs, les salaires et les fournisseurs, mais aussi grâce à «l'évasion fiscale»...

Au total, sur les quelque 600 milliards de profits accumulés de 2009 à 2017, les entreprises du CAC 40 ont reversé 407 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Sur la seule année 2017, ces derniers ont reçu 51 milliards d'euros, contre 31 milliards en 2009.

... sur la période 2009-2016, a calculé Oxfam, le taux de redistribution des profits en faveur des seuls actionnaires a été de 67 %. Sur 100 euros de bénéfices engrangés, les géants du CAC ont ainsi reversé en moyenne 67,4 euros de dividendes à leurs actionnaires, ne laissant que 27,3 euros pour le réinvestissement (dans l'outil industriel, l'innovation, la recherche...) et 5,3 euros pour les salariés... C'est simple, entre 2009 et 2016 «la rémunération des actionnaires a progressé plus de 4 fois plus vite que celle des salariés», selon Oxfam. Et loin du mythe du petit porteur, c'est une minorité fortunée qui en a surtout bénéficié : selon Euronext, le premier détenteur d'actions du CAC 40 n'est autre que le groupe familial du PDG de LVMH, Bernard Arnault (3,2 %), devant l'Etat français (3 %), la famille Bettencourt-Meyers qui contrôle L'Oréal (3 %), et des fonds anglo-saxons comme BlackRock et Vanguard.

Entre 2009 et 2016, les entreprises les plus généreuses avec leurs actionnaires ont été Total et Sanofi : en tout, elles leur ont respectivement reversé 43,5 et 37,9 milliards d'euros. Le géant pharmaceutique a consacré en moyenne 95 % de ses bénéfices pour servir ses actionnaires. En troisième position sur le podium, le cas d'Engie (27,6 milliards d'euros) interpelle : les dividendes versés par l'ex-GDF-Suez ont été en moyenne «trois fois supérieurs à ses bénéfices depuis 2009» ! Ce qui veut dire que l'entreprise s'endette pour mieux rémunérer ses actionnaires. Arcelor-Mittal va encore plus loin : alors que le sidérurgiste a cumulé plus de 7 milliards de pertes entre 2009 et 2016, il a versé 3,3 milliards de dividendes sur la même période.

Dans le même temps, les salariés n'ont reçu que des miettes, quand ils n'étaient pas victimes d'un plan social. Pourtant, leur fiche de paie aurait pu nettement progresser : si les entreprises du CAC s'étaient contentées de maintenir leur niveau de dividendes de 2009 jusqu'en 2016 et avaient décidé d'augmenter les salaires, «l'ensemble des travailleurs du CAC 40 auraient pu voir

leurs revenus augmenter de 2 000 euros par an et par employé», calcule Oxfam.

La rémunération des patrons du CAC a ainsi bondi de 46 % depuis 2009, progressant plus de deux fois plus vite que la moyenne des salaires dans leurs entreprises et quatre fois plus vite que le smic. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, est devenu un symbole de la gloutonnerie des grands patrons français : entre 2009 et 2016, sa rémunération a explosé de 469 %, passant de 1,2 à 7 millions d'euros. Et c'est sans compter son salaire équivalent chez Nissan. Carrefour (9,7 millions en 2016), Sanofi (9,6 millions) et L'Oréal paient encore mieux leur boss. En moyenne, en 2016, les PDG du CAC 40 ont gagné 257 fois le smic et 119 fois le salaire moyen au sein de leur entreprise (contre 9 fois en 2009). Parmi les champions des écarts de salaires : Carrefour (306 fois), LVMH (270 fois) et Danone (227 fois). liberation.fr 13.05

Ils étaient ainsi depuis un siècle et on a fait comme si on ne le savait pas.

A ceux qui ont une mémoire sélective ou en manquent singulièrement, dont les dirigeants réécrivent l'histoire, y compris celle de la lutte de classes au fur et à mesure que les générations passent pour justifier les positions qu'ils avaient adoptées dans le passé vis-à-vis du PS et du PCF et dont ils sont fiers, qu'il nous soit permis d'en avoir honte quand on y a été mêlé.

La question coloniale n'était pas seulement une question politique, c'était surtout et avant tout une question économique, car jamais le capitalisme français n'aurait pu se développer et accéder au stade de l'impérialisme, devenir une puissance mondiale au XXe siècle sans le colonialisme, débouchant sur réserve d'esclaves et de matières premières à bas coût.

Donc en dernière analyse cette question est capitale pour comprendre comment et pourquoi le capitalisme français a trouvé un allié dans le mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière, qu'il a pu corrompre au moyen des profits gigantesques tirés de ses colonies. Ce qu'Engels avait décrit à propos de la classe ouvrière britannique vaudra pour toutes les puissances occidentales.

La politique adoptée par le PS et le PCF entre les deux guerres mondiales, puis après la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 80, consista à réclamer des réformes sociales en échange en toile de fond de l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière (C'est l'oligarchie qui investira dans les colonies une partie du capital qu'elle avait accumulé et non le petit capitaliste.) . Cela se traduira par une répartition des richesses plus généreuses envers la classe ouvrière, tandis que l'aristocratie financière renforçait son pouvoir (au détriment de la classe ouvrière) en vue de l'étrangler le moment venu, pendant que le PS et le PCF l'abandonneront à son triste sort ou ils la laisseront se faire dépouiller de tous ses acquis sociaux quand ils n'y collaboreront pas directement.

Vous connaissez la suite, le PCF en sortira laminé, le PS explosera et sera réduit à une portion congrue, la classe ouvrière mais aussi les classes moyennes se retrouveront sans parti, sans direction, et le parti de l'oligarchie n'aura plus qu'à se baisser pour s'emparer du pouvoir en la personne de Sarkozy, puis Hollande et enfin Macron pour terminer le sale boulot et imposer sa politique ultra réactionnaire, cette fois sans contrepartie, pas même des miettes pour l'aristocratie ouvrière à laquelle il a décidé de s'attaquer, une fois le mouvement ouvrier détruit de l'intérieur.

L'impérialisme figurait dans les gènes du capitalisme dès son avènement. Il ne prit son essor et supplanta le système féodal, que dès lors qu'il guerroya et parcourut les océans pour ne plus jamais cessé jusqu'à nos jours. Ce sont les banquiers et les riches bourgeois qui avaient accumulé des fortunes, qui furent à l'origine du développement du capitalisme mondial ou du marché mondial, de l'impérialisme, une fois les forces productives libérées du mode de production féodal. Et l'industrialisation allait concourir à accroître leur puissance démesurément au point que l'oligarchie financière supplantera tous les secteurs économiques et finira par détrôner les industriels bourgeois. A l'étape suivante et finale de l'impérialisme, elle s'emparera du pouvoir politique, de tous les pouvoirs.

L'amélioration de la condition ouvrière au cours du XXe siècle est autant le produit de ce processus économique (ou du développement du capitalisme) que de la lutte de classe, et le colonialisme, les guerres de rapines en furent le pendant, sauf que tout fut entrepris pour le prolétariat ne puisse jamais en prendre conscience, abusé par des dirigeants corrompus qui ont flatté et instrumentalisé son aspiration légitime au bien-être en adoptant une politique réformiste, réactionnaire, de droite, au lieu d'adopter une politique socialiste, révolutionnaire, de gauche.

Une fois que la social-démocratie avait trahi (1914) et que le PC s'était stalinisé (1925), la nature de ces partis avait changé et leur origine ouvrière ou socialiste à laquelle on allait s'accrocher obstinément ou désespérément avait disparu ou pire, elle allait servir de couverture aux fossoyeurs du socialisme que ces partis étaient devenus, désormais leur seul raison d'être pour le compte du régime en place.

Partant de là, on comprend parfaitement pourquoi le PS (SFIO) et le PCF (PC) furent colonialistes, impérialistes et le demeurent encore de nos jours. En revanche, au regard de l'influence capitale de ce facteur sur l'évolution de la situation sociale et politique, de la société, on se demande comment nos dirigeants ont pu le sous-estimer ou ne pas comprendre qu'il constituait la trame de fond du développement de la situation mondiale présente et à venir, des rapports qui existaient entre les différents acteurs politiques et les institutions, l'Etat, à côté desquels l'influence de l'origine ouvrière ou socialiste lointaine de ces partis ne devait cesser de décroître jusqu'à pratiquement disparaître au cours des décennies suivantes, et qu'au lieu de la considérer comme

un avantage, elle constituait un handicap, un boulet qui tirerait l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière plutôt qu'en avant, et que plus tôt on s'en débarrasserait mieux cela vaudrait, au lieu de quoi nos dirigeants firent en sorte de les rendre indispensables au mouvement ouvrier, qu'ils finirent par pourrir littéralement de l'intérieur au point de le rendre méconnaissable, impuissant, de le neutraliser pour ne pas dire pire encore.

Il y en a qui sont nostalgiques des "jours heureux" de la "Libération", des "Trente glorieuses"...

- Les horreurs du colonialisme et ses suppôts PS et PCF - Article extrait de "Le cri des travailleurs" n° 21, janvier 2006

Extrait.

- Le 8 mai 1945, des milliers de manifestants nationalistes (protestant contre la déportation du dirigeant nationaliste Messali Hadj dans l'extrême Sud du pays, puis au Gabon), sont abattus par l'armée française à Sétif et à Guelma en Algérie : expéditions punitives, ratissages, répression atroce pendant plusieurs semaines. En outre, l'armée française enlève et abat systématiquement les bestiaux pour affamer les villageois réfugiés dans les montagnes. « Certains douars, après le retour de leurs habitants, resteront sans ravitaillement pendant une assez longue période. »

À la même date, une révolte (moins connue) est elle aussi violemment réprimée à Douala au Cameroun. En novembre 1946, le bombardement du port de Haiphong fait 6 000 morts vietnamiens. En mars 1947, plusieurs milliers de Malgaches insurgés - entre 11 000 et 80 000 selon les estimations - sont massacrés. « La riposte coloniale se déploie sur deux plans que l'on pourrait appeler l'atrocité policière en ville, d'une part, et l'atrocité militaire à la campagne, d'autre part. » L'armée française torture, brûle et pille des villages, exécute sans jugement, largue des prisonniers depuis des avions, pour terroriser les populations des villages sur lesquels ces corps sont jetés. C'est bel et bien là une « terreur d'État », pratiquée directement par les gouvernements de la République française.

... et de la IVe République qui s'inscrit dans la continuité du Front populaire impérialiste, colonialiste. (LVOG)

PS et PCF, suppôts du colonialisme français d'hier... et d'aujourd'hui

Mais au fait, qui siège à l'époque dans ces gouvernements ? Des dirigeants socialistes et communistes ! Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont « tripartites » : « socialistes », « communistes » et membres du MRP. Les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun et à Madagascar qui viennent d'être évoqués ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements où participent la SFIO (PS) et le PCF, sous la présidence du « socialiste » Vincent Auriol !

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative. » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture. »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « projet Blum-Viollette » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « socialiste » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « socialistes » (sans susciter l'opposition des « communistes », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans », le second réunissant 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.

Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « pouvoirs spéciaux ») afin de prendre « toute

mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale. » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents .

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « La France » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval - donc en particulier les crédits des opérations coloniales -, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale. En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste . L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France » . À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs... (Source : <http://mondialisme.org/spip.php?article612>)

Epouvantable, n'est-ce pas ? Et dire que pendant un demi-siècle et pour certains jusqu'à nos jours, on va s'adresser à cette pourriture, la ménager, lui faire la courte échelle, s'accommoder de tous ses crimes, dirigeants du PS et du PCF d'hier et d'aujourd'hui, patati et patata, au nom de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français, dont l'Inde, qu'ils crèvent !

[Chronique orwellienne ou quand la fiction devient réalité. Effrayant.](#)

En Suède, la puce à la main - AFP 13.05

Un implant électronique inséré sous la peau pour remplacer clés, cartes de visite et billets de train: en Suède, c'est une réalité pour quelques milliers de téméraires (3.000 sur 10 millions d'habitants - ndr), avides de nouveautés et indifférents aux potentiels dangers d'une intrusion technologique de ce type dans le corps humain.

Ulrika Celsing, 28 ans, fait partie des 3.000 adeptes en Suède, un pays de 10 millions d'habitants. Pour elle, finie la sempiternelle quête de ses clés dans son sac à main: pour entrer au bureau, elle fait simplement glisser sa main sur un petit boîtier, tape son code et la porte s'ouvre.

Depuis un an, elle est équipée d'une puce sous-cutanée qui remplace sa carte d'accès et lui permet aussi d'entrer dans son club de gym ou de prendre le train.

Sorte de porte-monnaie électronique, la puce peut aussi prendre en charge les billets de train de la société ferroviaire nationale SJ. Disponible depuis un an, ce service a convaincu quelque 130 utilisateurs: le voyageur réserve son billet en ligne et l'enregistre sur sa puce.

Quand son entreprise a organisé une manifestation où les employés pouvaient se faire implanter ce petit objet dans la main, Ulrika a "suivi le mouvement".

"C'était cool d'essayer quelque chose de nouveau. Et, dans le futur, voir comment on peut l'utiliser pour faciliter sa vie", dit-elle.

Hormis une vague douleur quand la seringue a inséré la puce dans sa main gauche, Ulrika n'a rien senti et utilise son implant presque quotidiennement, sans peur du piratage ou d'éventuelle surveillance.

"La technologie n'en est pas encore arrivée au point où on peut pirater ta puce", assure-t-elle. Mais "à l'avenir, peut-être faudra-t-il y réfléchir. Je peux toujours l'enlever..."

Pour Ben Libberton, microbiologiste, les dangers sont pourtant d'ores et déjà réels. L'implantation de la puce peut causer des "infections et (...) des réactions du système immunitaire", explique-t-il.

Et "le risque le plus important concerne les données: en ce moment, les données collectées et partagées par les implants sont peu nombreuses mais cela va probablement augmenter", assure le chercheur.

"Si un implant un jour peut détecter un problème médical chez son porteur, qui va être mis au courant et quand? Est-ce que les compagnies d'assurances vont obtenir des informations sur notre santé?", s'interroge-t-il.

Selon lui, "plus les données contenues dans un seul lieu - comme ça serait le cas avec un implant - sont nombreuses, plus le risque que ce soit utilisé contre nous est important".

Une crainte que Jowan Österlund, spécialiste de piercings et champion autoproclamé de l'implantation de puces, balaie. Au contraire, si on porte sur soi toutes ses données personnelles, cela nous permet de mieux contrôler leur utilisation, affirme-t-il, estimant qu'un usager est libre ou non d'utiliser sa puce.

Malgré les interrogations en suspens, l'expérience attire. "En Suède, les gens n'ont pas peur de la technologie et je dirais qu'il y a moins de résistance aux nouvelles technologies ici que dans la plupart des pays", affirme Ben Libberton, le microbiologiste.

Lors d'une "implant party" organisée par Jowan Österlund à Stockholm, Anders Brännfors, 59 ans et cheveux poivre et sel, détonne un peu parmi la majorité des curieux trentenaires tendance hipster.

Ravi d'être devenu une version 2.0 de lui-même, il n'a pourtant encore jamais utilisé sa puce plusieurs semaines après sa pose. AFP 13.05

No comment !

[Quand l'AFP fait comme si...](#)

Comme en France.

- Irak : abstention record pour les 1ères législatives post-EI - AFP 13 mai 2018

Les Irakiens ont infligé samedi un véritable désaveu à leur classe politique qu'ils jugent corrompue, en boudant les premières législatives organisées depuis la victoire sur le groupe Etat islamique (EI).

Pour ce scrutin qui doit permettre de décider si le Premier ministre Haider al-Abadi, parvenu en 2014 à son poste en vertu d'un accord tacite entre les Etats-Unis et l'Iran, restera aux manettes, seuls 44,52% des 25,5 millions d'inscrits se sont rendus aux urnes. AFP 13 mai 2018

Comme aux Etats-Unis

Les dictateurs sud-américains étaient les exécutants de Washington.

- Au Brésil, les dictateurs approuvaient personnellement les exécutions - AFP 13 mai 2018

L'exécution d'opposants à la dictature militaire au Brésil (1964-1985) émanait d'ordres venant directement du palais présidentiel et les Etats-Unis étaient au courant, révèle un rapport de la CIA qui a suscité de vives réactions dans un pays où les tortionnaires n'ont jamais été jugés... AFP 13 mai 2018

Et aux Etats-Unis ?

Instrumentalisation pour légitimer la barbarie sioniste.

- Eurovision : Israël l'emporte en surfant la vague #MeToo - 13 mai 2018

Israël a remporté pour la quatrième fois de son histoire le concours de l'Eurovision grâce à une chanson inspirée par l'esprit du mouvement d'émancipation des femmes #MeToo, plébiscitée par des millions de téléspectateurs à l'issue de la finale disputée samedi soir à Lisbonne.

- Israël ferme le point de passage de Kerem Shalom à la limite avec Gaza - Reuters 13 mai 2018

Les autorités israéliennes ont annoncé samedi la fermeture du point de passage de Kerem Shalom, à la frontière avec la bande de Gaza, endommagé la veille lors de manifestations palestiniennes. Reuters 13 mai 2018

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Une personne tuée dans une attaque au couteau à Paris - euronews 13 mai 2018

L'agression a eu lieu dans le 11^e arrondissement, près de l'Opéra, en plein cœur de la capitale, dans un quartier de bars, restaurants et théâtres très fréquenté le samedi soir. L'homme, qui a été abattu par des policiers, a agressé au couteau cinq personnes... euronews 13 mai 2018

- Une famille de kamikazes attaque des églises en Indonésie, 13 morts - Reuters 13 mai 2018

- Birmanie: au moins 19 morts dans des combats avec des rebelles (armée) - AFP 13 mai 2018

- Attaque contre la ville afghane de Jalalabad, 15 morts - Reuters 13 mai 2018

Ils osent tout

- Benoît Hamon «Nous sommes la gauche puisque tous les autres ne le sont pas» - Liberation.fr 13.05

- François Bayrou exhorte Emmanuel Macron à être un "président juste" - L'Express.fr 13.05

- La justice italienne réhabilite Silvio Berlusconi - Liberation.fr 13 mai 2018

L'ancien chef du gouvernement italien, condamné en août 2013 à une peine d'inéligibilité pour fraude fiscale, peut donc à nouveau se présenter à des élections. Liberation.fr 13 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - Diplomatiquement correct.

- Gouvernement en Italie: accord des partis antisystème sur un programme et un 1er ministre - AFP 14 mai 2018

Luigi Di Maio et Matteo Salvini, chefs de file des partis antisystème, ont trouvé un accord sur un programme de gouvernement et un nom pour le poste de Premier ministre, ont annoncé dimanche soir les médias italiens en citant des sources des deux partis.

Luigi Di Maio, leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S) "a passé un bref coup de téléphone au secrétaire général de la présidence (de la République italienne) pour annoncer qu'ils (lui et le chef de la Ligue Matteo Salvini, ndlr) sont prêts dès demain (lundi) à rendre compte de tout, y compris le nom du futur Premier ministre", a indiqué l'agence AGI.

Ce dernier devra être validé par le chef de l'Etat, qui pourrait annoncer sa nomination en début de la semaine.

Ce sera "un politique et non un technicien", a indiqué M. Di Maio à l'issue d'une deuxième journée de tractations, à Milan (nord), avec son homologue de la Ligue (extrême droite) Matteo Salvini et leurs principaux lieutenants.

Les deux hommes doivent se voir à nouveau lundi à Rome, avant d'être reçus au Quirinal, le palais présidentiel.

Un représentant du M5S, joint par l'AFP, a indiqué que Luigi Di Maio tenait à réserver la primeur des informations sur le programme avec la Ligue et le nom du chef du gouvernement au président Mattarella.

Selon les médias, le candidat pour diriger la troisième économie de la zone euro devrait être une "tierce personne" n'appartenant ni à la Ligue ni au M5S. Elle devra aussi faire autorité au plan international et être en mesure de rendre compatible avec Bruxelles la tonalité eurosceptique du futur exécutif. AFP 14 mai 2018

Irak:

- Elections en Irak: les anti-système en tête, le Premier ministre devancé - AFP 14 mai 2018

Les Irakiens ont marqué leur rejet de la classe politique en plaçant en tête des législatives deux listes anti-système, largement devant le Premier ministre Haider al-Abadi soutenu par la communauté internationale et qui était donné favori.

Ces deux mouvements, l'un emmené par le chef religieux populiste Moqtada Sadr et l'autre par le Hachd al-Chaabi, supplétif de l'armée proche de l'Iran, ont adopté dans le passé une rhétorique anti-américaine, même s'ils ont combattu aux côtés des forces de Washington contre le groupe Etat islamique (EI).

L'alliance inédite du leader chiite et des communistes sur un programme anti-corruption (La marche pour les réformes) arrive en tête dans six des 18 provinces, dont Bagdad, et en seconde position dans quatre autres.

L'Alliance de la Conquête, une liste d'anciens commandants et combattants du Hachd al-Chaabi prend la tête dans quatre provinces, dont la ville méridionale de Bassorah, et est en seconde position dans huit autres.

M. Abadi est devancé dans toutes les provinces à l'exception de celle de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, l'ancienne "capitale" de l'EI où M. Abadi avait annoncé la "libération" en juillet 2017.

Pour ce premier scrutin après la victoire sur l'EI, 44,52% des inscrits ont voté selon la commission électorale, soit la participation la plus basse depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003.

Dans un pays où les jeunes représentent 60% de la population, ils ont été les grands absents de ce scrutin. AFP14 mai 2018

ECONOMIE

Russie

- Les Russes se verraient proposer l'or à la place du dollar - Sputnik 13.05.2018

Le ministère russe des Finances élabore des propositions concernant l'annulation de la TVA sur l'or d'investissement et espère que cette mesure incitera la population à renoncer progressivement à l'achat de dollars, d'après Alexandre Akhpolov, chef d'un des départements du ministère des Finances.

Les autorités russes pourraient prochainement autoriser l'achat de lingots d'or pur à 999,9‰ sans TVA ce qui en ferait un concurrent puissant du dollar sur le marché de l'épargne, a annoncé Alexandre Akhpolov, chef du département du contrôle

monétaire du ministère russe des Finances, cité par les médias russes.

«Nous cherchons à régler ce problème [de la faible demande de l'or d'investissement en Russie, ndlr] et nous avons déjà réfléchi à plusieurs solutions: créer un mécanisme spécial de vente de lingots d'or à la population ou bien annuler la TVA sur l'or d'investissement» dès 2018, a indiqué M.Akhplov.

A l'heure actuelle, le taux de la TVA sur l'or d'investissement en Russie s'élève à 18%.

Selon le responsable, l'arrivée de l'or sans TVA sur le marché de l'épargne «contribuera à la baisse de la demande des devises étrangères parce que l'or constituera une alternative». Sputnik 13.05.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien contre le colonisateur et fasciste sioniste !

La causerie du mois d'avril au format pdf est disponible, 213 pages.

● [Causerie au format pdf \(5 pages\)](#)

Yahoo et ses semblables censurent littéralement les infos sur la grève des cheminots et la plupart des mouvements sociaux qu'ils font disparaître, vous les trouverez ailleurs sur Internet. Ils ont même carrément supprimé la rubrique économie, donc là aussi il faut aller s'informer autre part.

Je crois qu'en règle générale on ferait mieux d'attendre quelques jours ou semaines que des portails ou blogs relaient l'ensemble des événements qui se passent dans le monde, de manière à être davantage informé sans perdre notre temps qui est si rare et si précieux. De mon côté je fais ce que je peux.

Encore une causerie de combat, qu'est-ce que vous voulez, quand on nous provoque, on nous trouve !

[Quand on n'a rien à dire et on fait dire à d'autres ce qu'ils n'ont jamais dit, on ferait mieux de la fermer.](#)

La médiocratie des intellectuels de gauche étalée dans toute sa splendeur, ou quand leur humanisme nous fait terriblement penser à la politesse des salauds de la réaction, à laquelle ils servent de caution démocratique.

- Si Karl Marx revenait parmi nous : il renierait « Le Capital » ! par Pr. Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 10 mai 2018

Article dégoulinant de suffisance et d'ignorance, de contrevérités à vous filer la nausée, retenez bien le nom de l'auteur très proluxe, dont les articles sont publiés régulièrement par plusieurs portails ou blogs qui se veulent de gauche ou indépendants, alors que ce sont des porte-parole du capitalisme. Au passage, il n'a rien à envier aux staliniens. Jugez vous-même et gardez votre calme !

- "*Là ou Marx a fait tout faux c'est sa position concernant le colonialisme*" (Pr. Chems Eddine Chitour - Ecole Polytechnique Alger)

Marx et Engels n'ont fait qu'observer et exposer comment le processus dialectique matérialiste et historique à l'origine du développement du capitalisme (et de la matière) déterminait inexorablement son expansion à l'échelle mondiale. Et ce crétin de professeur *je sais tout* leur attribue d'avoir conçu l'orientation colonialiste ou impérialiste du capitalisme avec toutes ses horreurs, pour ne pas dire qu'ils l'auraient souhaitée ardemment ou qu'ils en porteraient la responsabilité au regard de l'influence qu'a eu le Capital sur les économistes, rien de moins alors que Marx et Engels ne se livrèrent qu'à un simple constat d'un phénomène pour ainsi dire naturel qui était en train de se dérouler sous leurs yeux.

Vous voyez à quel point on peut défigurer le marxisme au point qu'il ne peut vous inspirer que du dégoût et vous conduire à le rejeter. Continuons.

- "nulle part dans le Capital nous trouvons des gardes fous pour humaniser le capital. Bref il n'y a pas laissé un Plan B pour sauver l'humanité." (id)

Comme si l'engagement politique de Marx et Engels aurait dû consister à sauver non pas l'humanité mais le capital, extraordinaire ! Quelle confusion ! Ils ont bien conçu "un Plan B", mais pour sauver l'humanité et non le capital, c'est ce qu'il regrette en serviteur zélé du capitalisme. En fait, il voudrait à la fois sauver l'humanité et le capital, ce serait au capital que reviendrait la mission de sauver l'humanité, quel délire !

C'est à se demander si ce crétin s'est relu ou s'il pense réellement ce qu'il a écrit. Cet intellectuel incarne l'état d'esprit du fonctionnaire petit bourgeois privilégié qui préfère s'accommoder du capitalisme (et ses institutions en Algérie) plutôt que l'affronter pour l'abattre.

Nous sommes en présence d'un "marxiste" antisocialiste, ne vous marrez pas, car ce petit monsieur se prend très au sérieux.

Il ose se prétendre marxiste et regrette que Marx et Engels n'aie pas volé au secours du capitalisme, à l'instar de leurs opposants au sein de la social-démocratie qui s'en chargeront avec leur théorie réformiste (révisionniste, liquidatrice) qui sera l'antithèse ou la négation du socialisme.

Voilà de quoi se réclame monsieur le professeur. Il faut bien que ces gens-là trouvent des boucs émissaires pour faire oublier leur propre incurie intellectuelle.

Quand les fossoyeurs du mouvement ouvrier se donnent bonne conscience. Vive le roi !

- Patrice Lumumba : à Bruxelles, une place contre l'oubli par Jérôme Duval et Robin Delobel, du CADTM - Le Grand Soir 15 mai 2018

Depuis plus de dix ans, des associations revendiquaient, dans la capitale belge, un espace public au nom de l'ancien Premier ministre du Congo assassiné. Le Grand Soir 15 mai 2018

Un exemple de régime totalitaire ou de fasciste : Israël.

- Israël, 200 armes nucléaires pointées sur l'Iran par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

Il y a plus de cinquante ans qu'Israël produit des armes nucléaires dans le site de Dimona, construit avec l'aide surtout de la France et des Etats-Unis. Ce site n'est pas soumis à des inspections parce qu'Israël, la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, n'adhère pas au Traité de non-prolifération des armes nucléaires, que l'Iran par contre a signé il y a cinquante ans. Les preuves qu'Israël produit des armes nucléaires ont été apportées il y a plus de trente ans par Mordechai Vanunu, qui avait travaillé dans le site de Dimona : après avoir été passées au crible par les plus grands experts en armes nucléaires, elles furent publiées par le journal The Sunday Times le 5 octobre 1986. Vanunu, enlevé à Rome par le Mossad et transporté en Israël, fut condamné à 18 années de prison en quartier disciplinaire et, relâché en 2004, soumis à de graves restrictions.

Israël possède aujourd'hui (bien que sans l'admettre) un arsenal estimé à 100-400 armes nucléaires, dont mini-nukes et bombes à neutrons de nouvelle génération ; il produit du plutonium et du tritium en quantité suffisante pour en construire des centaines d'autres. Les têtes nucléaires israéliennes sont prêtes au lancement sur des missiles balistiques, comme le Jericho 3, et sur des chasseurs-bombardiers F-15 et F-16 fournis par les USA, auxquels s'ajoutent maintenant les F-35.

Comme le confirment les nombreuses inspections de l'Aiea, l'Iran n'a pas d'armes nucléaires et s'engage à ne pas en produire en se soumettant, sur la base de l'accord, à un étroit contrôle international. Cependant –écrit l'ex secrétaire d'état Colin Powell le 3 mars 2015 dans un email qui a été dévoilé– "à Téhéran on sait bien qu'Israël a 200 armes nucléaires, toutes pointées sur Téhéran, et que nous en avons des milliers".

Les alliés européens des USA, qui formellement continuent à soutenir l'accord avec l'Iran, sont substantiellement rangés aux côtés d'Israël. L'Allemagne lui a fourni quatre sous-marins Dolphin, modifiés pour pouvoir lancer des missiles de croisière à tête nucléaire. Allemagne, France, Italie, Grèce et Pologne ont participé, avec les USA, au plus grand exercice international de guerre aérienne de l'histoire d'Israël, le Blue Flag 2017.

L'Italie, liée à Israël par un accord de coopération militaire (Loi n° 94, 2005), y a participé avec des chasseurs Tornado du 6° Stormo de Ghedi (Brescia), affecté au transport des bombes nucléaires étasuniennes B-61 (qui sous peu seront remplacées par les B61-12). Les USA, avec des F-16 du 31stFighter Wing d'Aviano (Frioul), affectés à la même fonction.

Les forces nucléaires israéliennes sont intégrées dans le système électronique de l'Otan, dans le cadre du "Programme de coopération individuel" avec Israël, pays qui, bien que n'étant pas membre de l'Alliance, a une mission permanente au quartier général de l'Otan à Bruxelles.

Selon le plan testé dans l'exercice USA-Israël Juniper Cobra 2018, des forces étasuniennes et Otan arriveraient d'Europe (surtout des bases en Italie) pour soutenir Israël dans une guerre contre l'Iran. Celle-ci pourrait commencer par une attaque israélienne contre les sites nucléaires iraniens, comme celle effectuée en 1981 à Osiraq en Irak. En cas de représailles iraniennes, Israël pourrait employer une arme nucléaire mettant en marche une réaction en chaîne aux issues imprévisibles. Mondialisation.ca, 15 mai 2018

- Gaza : au moins 60 victimes palestiniennes à la suite des heurts de lundi - LeParisien.fr 15.05

Au moins 60 Palestiniens ont été tués dans les heurts de lundi à la frontière en Israël et Gaza. La majorité ont été victimes de tirs des snipers de l'armée israélienne. LeParisien.fr 15.05

- Parlementaire du Likoud: Tsahal «a assez de balles pour tout le monde» - Sputnik 15.05

Avi Dichter, député à la Knesset qui représente le parti au pouvoir, s'est déclaré tranquille en ce qui concernait les risques de violation de la frontière par les Palestiniens puisque l'Armée de défense d'Israël avait «assez de balles pour tout le monde».

«[Les forces de l'ordre] ne permettront à personne de menacer ni les soldats ni évidemment les civils. L'Armée de défense d'Israël a assez de balles pour tout le monde. Je crois qu'en fin de compte les moyens de l'Armée de défense israélienne tant non létaux que létaux, si nécessaire et dans les cas où cela est justifié par les règles d'ouverture du feu, suffiront pour tout le monde», a-t-il déclaré lundi dans une interview sur Hadashot TV.

Plus tard, le député a réitéré ses propos sur sa page Facebook, en précisant que Tsahal avait «assez de balles pour tous les terroristes».

Selon le dernier bilan fourni par le représentant des services médicaux gazaouis, Ashraf al-Kidra, 59 Palestiniens ont été tués, et plus de 2.700 autres blessés par des soldats israéliens. L'armée israélienne affirme que trois victimes ont tenté de déposer des explosifs à la frontière. Il s'agit des affrontements les plus meurtriers entre les Palestiniens et l'armée israélienne depuis 2014 lorsque la guerre s'était déclenchée entre l'Israël et le Hamas. Sputnik 15.05

- Bain de sang à Gaza : Washington bloque à l'ONU une demande d'enquête indépendante - LeParisien.fr 15.05

Les Etats-Unis ont bloqué lundi l'adoption d'un communiqué du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à une enquête indépendante sur les événements meurtriers de lundi dans la bande de Gaza, selon des sources diplomatiques. LeParisien.fr 15.05

Reuters - Depuis le début de la "Grande Marche du retour", entamée le 30 mars dans la bande de Gaza, 107 Palestiniens ont été tués et 11.100 blessés, dont environ 3.500 par balles, selon les autorités médicales palestiniennes.

Le mouvement devait culminer ce mardi 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba", la "Catastrophe", qui marque l'exode de centaines de milliers d'entre eux lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Nikky Haley, ambassadrice américaine aux Nations unies, a adressé un message de félicitations à l'armée israélienne, qui a selon elle fait preuve de "retenue".

La Turquie a demandé le rappel de l'ambassadeur israélien à Ankara et les autorités israéliennes ont expulsé le consul de Turquie à Jérusalem en représailles. Reuters 15 mai 2018

- Morts à Gaza: Israël a "défendu sa frontière", selon Aliot (FN) - AFP 15.05

Le vrai visage hideux du FN.

- Ankara: USA et Israël partenaires d'un "crime contre l'humanité" - Reuters 15.05

- La Nakhba, une catastrophe en cours depuis 70 ans en Palestine par Emiliano Arpin-Simonetti
- Mondialisation.ca, 15 mai 2018

Extrait.

...mardi 15 mai, date de commémoration des 70 ans de la Nakhba. Ce terme (« la catastrophe ») désigne l'exode de plus de 750 000 Palestiniens qui ont dû fuir ou qui ont été chassés de leurs terres (confisquées, puis annexées) pendant la guerre israélo-arabe ayant mené à la création d'Israël, en 1948. À Gaza, le souvenir de la Nakhba est d'autant plus prégnant que 70 % de la population est constituée de réfugiés. Si leur droit de retour est garanti notamment par la résolution 194 de l'ONU, Israël s'y oppose farouchement depuis sa fondation.

L'utilisation de balles réelles contre une foule non armée s'ajoute ainsi à la longue liste d'infractions qui témoignent du peu de respect dont fait preuve l'État israélien pour la vie des Palestiniens et envers le droit international. Parmi celles-ci, mentionnons le blocus de Gaza, l'occupation des territoires palestiniens, la construction du mur de séparation, la colonisation des territoires occupés, les expropriations forcées, sans oublier les emprisonnements arbitraires — y compris de centaines d'enfants — et les assassinats extrajudiciaires.

Toujours dans la rubrique totalitarisme ou fascisme.

- Le responsable de l'agence de presse russe RIA à Kiev arrêté - Reuters 15.05

Le directeur local de l'agence de presse russe RIA Novosti en Ukraine, Kirill Vichinski, a été arrêté mardi à Kiev, les autorités l'accusant d'être l'instrument d'une "guerre de l'information" entre la Russie et l'Ukraine. Reuters 15.05

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie jette un froid sur les climatiseurs - Franceinfo 16.05

L'organisation dénonce la consommation énergivore de ces appareils, qui contribue au réchauffement de la planète. Franceinfo 16.05

- Nouvelle hausse des actes homophobes en France en 2017 - AFP 15.05

Pour la deuxième année consécutive, les actes homophobes ont augmenté en 2017 confirmant "l'ancrage" de l'homophobie dans la société française, selon le rapport annuel de SOS Homophobie dévoilé mardi. AFP 15.05

[Ils osent tout](#)

- La SNCF ne sera pas privatisée assure Edouard Philippe - L'Express.fr 15.05

- Cahuzac condamné à 2 ans ferme, devrait échapper à la prison - AFP 16.05

- "Réprimée" en Hongrie, la fondation Soros annonce quitter le pays - AFP 15.05

- Dans un hôpital vénézuélien pour enfants, le drame de la crise lit après lit - AFP 15.05

... et en France.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- Hôpital: 600 manifestants à Paris pour la "marée blanche" de SUD - AFP 15.05

Une "marée blanche" à l'appel de SUD Santé-sociaux a réuni mardi à Paris 600 personnes qui ont dénoncé les conditions de travail et le manque de moyens dans les hôpitaux, certains bloquant brièvement la circulation sur les Champs-Élysées, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15.05

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie ne tient pas compte des infos de la veille.

Je précise que tous les thèmes abordés méritent d'être développés.

- Causerie au format pdf (12 pages)

"*Les élections ne suffisent pas à la démocratie*", précisons que la démocratie n'a jamais été instaurée à l'issue d'élections, puisque aucun peuple dans le monde ne détient le pouvoir

Parole d'internaute.

- "74% des Français trouvent la politique de Macron injuste...alors pourquoi ces 74% ne viennent pas dans la rue pour le dire ?"

- "Parce que leur frigo est encore plein, et le réservoir de leur bagnole aussi !"

LVOG - En mai 68 aussi. Cela explique peut-être pourquoi nous en sommes là sans conscience politique.

Les militants du mouvement ouvrier sont une infime minorité, et parmi cette infime minorité, ils sont une infime minorité à combattre sur le plan politique ou à être organisés dans une formation politique, et parmi eux seuls une infime minorité lutte véritablement pour un changement de régime ou le socialisme.

Généralement, ils ont tendance à oublier que s'ils représentent l'ensemble des travailleurs ou s'expriment au nom de leurs intérêts, ils n'en demeurent pas moins marginaux. Ils ont aussi tendance à prêter aux travailleurs un niveau de conscience qu'ils n'ont pas développé ou atteint. Une telle confusion n'est pas sans conséquence, et comme elle leur échappe, ils en ignorent l'origine, du coup, leur discours et les rapports qu'ils entretiennent avec les travailleurs s'en trouveront affectés ou tomberont à côté de la plaque.

En revanche, l'immense majorité des travailleurs disposent de revenus leur permettant de supporter les conséquences de la crise du capitalisme ou effectivement de "remplir leur frigo" ou "le réservoir de leur bagnole", en conséquence, bien qu'ils doivent faire face à une multitude de difficultés, subir de nombreuses humiliations, consentir de plus en plus de sacrifices, résignés ou par atavisme ils se contentent de l'existence superficielle ou médiocre qui leur est imposée par le régime en place. Et leur réaction contribue à perpétuer indéfiniment cette situation qui n'est pas nouvelle loin de là, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont réduits à la pauvreté, à l'indigence ou à la précarité extrême.

Quand on est jeune et qu'on atteint la puberté, on commence par se rebeller contre l'autorité parentale. Une fois atteint l'adolescence ou parfois avant, on se révolte contre la société qui nous paraît fort injuste et autoritaire, et lorsqu'on rejoint le monde du travail (de l'exploitation) on se retrouve accablé par tant d'obligations, on croule sous tant de responsabilités qu'on aura toutes les peines à assumer, qu'on n'aura plus rien d'autres en tête qu'essayer de survivre tant bien que mal. En proie à une cruelle désillusion, notre velléité révolutionnaire va s'éteindre ou disparaître du jour au lendemain sans même qu'on s'en aperçoive, du fait qu'on se trouve pris dans un engrenage infernal qui va finir par nous abrutir et nous broyer, de sorte qu'inconsciemment on va reproduire le mode de vie des générations passées sans plus penser à en changer. Cette idée nous sera totalement sortie de l'esprit sans qu'on puisse expliquer ni comment ni pourquoi, et le pire, c'est qu'on aura désormais toutes les peines du monde à nous l'accaparer à nouveau, le plus souvent jamais, pour laisser la société guider notre destin.

Quand on est jeune, on n'a pas envie de ressembler à nos parents, on ne veut pas avoir la même vie qu'eux. On aspire à une vie meilleure et plus juste. On ne veut pas consacrer sa vie à travailler comme un esclave. On envisage notre existence tout autrement. On estime qu'ils n'en ont pas suffisamment profité tout en ignorant pourquoi, et parfois on les accuse injustement d'en être responsables. On n'imagine pas un seul instant que ce sera bientôt à notre tour de subir le carcan de l'exploitation et de l'oppression, et si cette idée angoissante nous effleure l'esprit, on fera tout pour l'en chasser quitte à jouer les aventuriers pour finalement rentrer dans le rang puisque personne ne peut y échapper.

Quand on est jeune, on rêve à tout autre chose que ce à quoi la société nous a réservé. On va exprimer une multitude de besoins et aspirations qu'on estimera légitimes de pouvoir satisfaire pour avoir une vie agréable. Cette insouciance ou cette illusion va rapidement se heurter à la dure réalité de la société qui est guidée par une toute autre considération, cruelle et cynique. Notre apprentissage de la vie se faisant largement inconsciemment, nous ne pourrions pas en tirer les enseignements qui nous permettraient de porter un jugement objectif ou impartial sur la société. Dans ces conditions, notre sort sera scellé.

Par dessus tout, ce qui se volatilise, c'est notre soif de liberté, de décider nous-même notre propre sort, ce qu'on estimait être

notre droit de la revendiquer, on laisse le soin à d'autres d'en décider à notre place, on perd d'un coup l'essentiel ou le meilleur de ce que notre jeunesse avait éveillé en nous au contact de la société et qui pouvait donner un sens à notre existence, notre destin ne nous appartient plus et il va être très difficile de se le réapproprier, car la société est faite et fonctionne de telle sorte que cela demeure impossible.

Je pense que c'est ce genre de discours qu'il faudrait tenir à la jeunesse et aux travailleurs, pour l'aider à prendre conscience qu'il est possible d'inverser le cours de la situation s'ils décidaient de prendre en mains leur destin, de briser la fatalité qui semble s'être abattue sur la civilisation humaine et menace son existence, parce qu'elle est en grande partie le produit de leur passivité. A suivre.

Une autre réflexion

Je me suis demandé si au lieu de considérer que nous vivons dans une société développée (en occident), on ne ferait pas mieux de dire que nous vivons dans une société sophistiquée, car à bien des égards il y a trop de travailleurs qui adoptent un comportement qui se rapprochent plus de celui des peuples des pays sous-développés, dans lesquels il y a des couches plus développées que les autres qui peuvent appartenir aux différentes classes.

Tout dépend quels facteurs on privilégie ou la place qu'on leur accorde. Il faut surtout éviter de généraliser. On peut très bien vivre dans une société développée et avoir une conscience peu développée, demeurer intellectuellement sous-développé et faible psychologiquement. La manière inconsciente et chaotique dont les hommes font leur histoire dénote plutôt de graves carences qu'on a tendance à oublier ou à faire passer au second plan. On oublie surtout qu'elle est le fait d'une infime minorité qui préside au destin de la société toute entière ou de l'humanité.

L'absence de démocratie symbolise à elle seule le sous-développement dans lequel se débat désespérément la civilisation humaine, dit autrement son incapacité à s'élever au niveau de la démocratie signifie qu'elle demeure sous-développée. L'homme a développé son activité dans une multitude de domaines et de directions afin de satisfaire ses besoins, mais il n'est jamais parvenu à comprendre le processus dialectique matérialiste qui en était à l'origine et qui donc en est toujours au stade inconscient, les lois qui président à la transformation ou au fonctionnement de la matière, des hommes, de la société, de la nature.

C'est parce que l'interprétation qu'il en fait est défectueuse qu'il demeure sous-développé, il témoigne ainsi qu'il n'est pas encore mûr pour la démocratie, parfois jusqu'à la caricature si on se réfère au contenu que les uns et les autres lui donnent. Quand une classe ne représentant qu'une infime minorité de la population détient le pouvoir et gouverne pour satisfaire ses propres besoins, lui attribuer pour tâche d'instaurer la démocratie est d'une absurdité confondante que réfute l'ensemble du processus historique.

Ce sont surtout les intellectuels, qui ont une influence déterminante et par conséquent une énorme responsabilité sur le cours de la société, qui manifestent leur sous-développement en continuant malgré tout de colporter cette contrevérité. Au lieu de se mettre au service de la majorité des exploités et des opprimés qui incarnent de fait la démocratie, ils préfèrent s'en remettre à la minorité des exploités et des oppresseurs pour réaliser la démocratie. Ils demeurent fidèles au capitalisme qui est par nature incompatible avec la démocratie, ils n'arrivent même pas à s'élever au niveau de la logique la plus élémentaire.

Comment la minorité pourrait-elle supporter que la majorité, dont les intérêts sont opposés aux siens, réalisent la démocratie, quelle idée saugrenue, inconsistante, à l'heure où se manifeste ouvertement son penchant pour la tyrannie ou le totalitarisme, on ne peut trouver mieux pour illustrer l'incompatibilité du capitalisme avec la démocratie.

Quant à la défaillance de la conscience de la classe dominante, elle se manifeste par le fait qu'elle a pu concevoir de se débarrasser du capitalisme pour instaurer un nouvel ordre mondial basé uniquement sur la guerre et le chaos, le despotisme, alors que le développement des forces productives a atteint un niveau qui permettrait de satisfaire les besoins ou les aspirations de la population mondiale, de réaliser la démocratie.

L'instauration de la démocratie coïnciderait avec le début du processus conduisant à l'extinction de la société divisée en classes, de l'Etat, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sur lequel repose les rapports de dominants à dominés qui empoisonnent ou nuisent à l'existence de l'humanité toute entière, y compris les capitalistes eux-mêmes, ce dont évidemment ils n'ont pas conscience puisqu'ils entendent le perpétuer, ce qui montre à quoi point ils sont sous-développés puisqu'ils font leur propre malheur, car quelque part on ne peut pas faire le malheur de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes et être heureux, c'est impossible tant on inspire le dégoût, la haine et davantage encore.

Seuls les travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ont rompu avec le capitalisme, après avoir pris conscience qu'il était incompatible avec la démocratie, sont susceptibles de la représenter, pour peu qu'ils s'appuient sur la majorité et qu'ils se rassemblent dans un parti ayant adopté cet objectif politique, même minoritaire au départ, ils serviront de guide à la majorité, qui en se dotant d'une nouvelle direction révolutionnaire parviendra à conquérir la démocratie en prenant conscience des tâches politiques que le processus dialectique matérialiste et historique l'avait chargées d'accomplir.

Personne d'autres que la majorité n'imposera la démocratie, aucune minorité, qu'il s'agisse de la classe des capitalistes, des

classes moyennes ou les intellectuels, encore faut-il qu'elle renverse l'ordre établi ou s'empare du pouvoir politique.

La première étape de la démocratie consiste à construire ce parti. La seconde à conquérir la direction des masses exploitées, la troisième à prendre le pouvoir à l'issue de la mobilisation révolutionnaire des masses. La quatrième à les organiser pour qu'elles s'initient à la démocratie. La cinquième consacrerait sa suprématie sur tout autre organisation de la société, de telle sorte que l'extinction des classes se poursuivent jusqu'à son terme qui coïnciderait avec l'extinction de la démocratie elle-même, puisqu'elle était le produit de l'existence des classes qui ont disparu, dès lors l'administration des hommes cèdera la place à l'administration des choses, le règne de la nécessité aura cessé d'exister, la liberté cessera enfin d'être une utopie.

Aveu. La mobilisation du 26 mai sera "ni syndical, ni politique mais populaire", voilà ce qui effraie le PS, l'idée que le peuple se soulève.

LVOG - En fait l'appel à participer aux manifestations du 26 mai n'a pas un caractère populaire, mais bien populiste, mais c'est encore trop pour le PS qui hait le peuple.

- Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, tranche Faure - AFP 17/05/2018

Le PS ne participera pas à la manifestation du 26 mai, qui réunira notamment la CGT et la France insoumise à l'appel d'Attac, a affirmé le premier secrétaire du PS Olivier Faure jeudi sur France 2.

"Le 26 mai de quoi parle-t-on ? On parle d'une manifestation qui est organisée par un certain nombre de partis politiques, et qui a une autre vocation, mais n'y participeront pas tous les syndicats. Ni l'Unsa, ni la CFDT, ni FO, ni le PS, effectivement", a affirmé M. Faure.

M. Faure a en revanche une nouvelle fois assuré qu'il manifesterait le 22 mai aux côtés des fonctionnaires, invités à se mobiliser par l'ensemble des organisations syndicales "pour la première fois depuis dix ans".

L'ancien porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll avait lui aussi affirmé jeudi matin qu'il ne participerait pas à la manifestation. AFP 17/05/2018

Au lieu de sans cesse rappeler que le PS aurait une origine ouvrière lointaine, certains seraient plus avisés de le caractériser de parti anti-ouvrier, histoire de rétablir la vérité.

J'avais indiqué que cela ne coûtait rien d'avancer le mot d'ordre de rupture avec la Ve République et l'UE puisque seul un gouvernement ouvrier pourrait le concrétiser, en revanche rompre avec le PS et ses multiples officines était parfaitement réalisable tout de suite.

Maintenant au-delà du cadavre du PS aussi puant que celui du PCF, c'est l'idéologie qu'il véhiculait et qui a imprégné le mouvement ouvrier qu'il faut combattre.

On a eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, de deux choses l'une, soit c'était possible, soit cela ne l'était pas, on a envie d'ajouter qu'on a disposé de plus de temps qu'il n'en fallait pour finalement un résultat nul.

Pendant ces 73 dernières années une seule stratégie a été mise en oeuvre pour construire le parti, le front unique en direction du PS et du PCF comme si nous en étions restés en 1920 lors de la scission de la SFIO, sans tenir compte de leur évolution et de celle de la société, du monde.

On est en droit de se demander pourquoi cette tactique a été élevée au rang de stratégie, question qu'on se refusera de poser par crainte qu'elle nous entraîne trop loin ou qu'on ne trouve pas de réponse cohérente ou par quoi la remplacer. C'est sans doute parce que les dirigeants qui s'y sont accrochés y avaient trouvé un bon moyen pour se poser en héritiers autoproclamés de Trotsky... Continuez ainsi et notre cause est perdue d'avance.

Il aurait fallu imaginer une autre tactique, qui soit tournée résolument vers les masses, et qui ne s'inscrive dans la perspective d'un gouvernement PS-PCF quel que soit le rôle que ces partis auraient pu jouer dans le futur, sachant qu'une partie des masses n'en attendaient rien et que celle qui en attendaient quelque chose finiraient un jour ou l'autre par ne plus rien en attendre, et que ces partis constituaient des obstacles au combat pour en finir avec le régime, notre objectif politique.

Cela nécessitait d'avoir bien compris que la prochaine crise du capitalisme ne ressemblerait pas aux précédentes et qu'elle clôturerait un cycle, et qu'au-delà se trouverait poser la question de son dépassement, au cours duquel l'oligarchie s'attaquerait au fondement même de la civilisation humaine pour imposer un modèle de société bureaucratique totalitaire, ce qui serait la seule issue possible pour échapper aux conséquences de la crise qui mine le capitalisme.

La concentration extrême du capital devait se combiner à la concentration du pouvoir politique entre les mains de l'oligarchie, le stade ultime de l'impérialisme devait se traduire par la soumission de l'ensemble de l'économie à l'industrie financière, qui seule pouvait incarner au sommet du capitalisme la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour y parvenir, il fallait qu'elle dispose de relais politiques au sein des Etats des puissances impérialistes, ainsi que l'ensemble des institutions financières et politiques internationales ou supranationales, qui confisqueraient le pouvoir politique à son profit ou décrèteraient hors la loi toute expression démocratique.

Cet objectif politique ne pourrait être atteint tant que le mouvement ouvrier demeurerait homogène et offensif aussi corrompu soit-il, il leur fallait donc concevoir un dispositif reposant sur une multitude d'acteurs pour le disloquer ou le détourner de la lutte de classe. Cela commencera par la fondation d'associations ou d'ONG, et cela s'achèvera par la mise en place des réseaux dits sociaux, dont la principale fonction fut de discréditer le mouvement ouvrier et d'accompagner l'atomisation de la classe ouvrière pendant que ses droits collectifs disparaissaient.

Ce dispositif prendrait la forme d'une guerre idéologique et psychologique permanente que livreraient les porte-parole de l'oligarchie et leurs relais dans la société, le mouvement ouvrier contre toutes les classes, de manière à les déstabiliser et les diviser en instrumentalisant leurs préjugés, tout en brisant tous les rapports qui étaient le produit de l'évolution de la civilisation humaine ou du développement de la lutte des classes, de sorte qu'elles perdent tout repère, que toute connaissance fasse l'objet d'une remise en cause systématique ou inspire le doute, pour finalement imposer leur mode de pensée ou leur interprétation frauduleuse une fois écartés ou censurés leurs opposants, qui se substituerait à la réalité ou aurait valeur de vérité absolue ou éternelle...

On nous rétorquera qu'il est facile après coup de sortir une telle analyse, mais que ce n'était pas le cas il y a 70 ans.

Cet argument ne tient pas, il est fallacieux ou malhonnête, puisque certains acteurs politiques comme par exemple G. Orwell était parvenu au même pronostic en s'inspirant de la réalité des années 40 ou en prenant en compte les signes avant-coureurs de ce qui se tramait à l'insu des masses et contre elles. Désolé, il faudra trouver autre chose pour dédouaner les dirigeants que nous avons eu de l'incurie politique qui les caractérise jusqu'à nos jours.

Peu importe, on ne va pas en faire le procès, l'essentiel est de savoir où nous en sommes et vers quoi nous nous acheminons si nous ne rectifions pas notre copie, et c'est urgent. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas à quoi s'en tenir désormais, si nécessaire, personne ne pourra dire qu'il n'était pas concerné, qu'il n'était personnellement responsable de rien du tout.

Comme je l'explique dans un autre article, il s'agit de faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants, que malgré eux ils ont été entraînés dans un engrenage infernal dès qu'ils devinrent adultes ou ils rejoignirent le monde du travail (de l'exploitation), de telle sorte qu'ils perdirent de vue les aspirations légitimes ou révolutionnaires qui les habitèrent lors de leur jeunesse, leur soif de justice sociale, d'émancipation ou de liberté, pour le pire plutôt que le meilleur comme le prouve la situation actuelle, et qu'ils doivent impérativement renouer avec elles sous peine d'être voués à connaître des jours encore plus sombres que le pire des cauchemars qu'ils ont pu vivre pendant leur sommeil.

Il existe d'autres facteurs que nous avons gravement négligés ou dont nous n'avons pas mesuré l'évolution à leurs justes proportions ou l'importance qu'ils allaient prendre, qu'il s'agisse de la démographie exponentielle à partir du début du XXe siècle, la vitesse à laquelle la société se transformait tandis que les générations se renouvelaient.

Il fut une époque où les nouveaux besoins servaient de locomotive à la machine capitaliste. Puis vint le moment où ils concurent quand en rendant l'accès à une plus grande fraction de la population, ils engrangeraient davantage de profit ce qui leur permettrait de s'enrichir dans des proportions considérables. Mais pour cela il fallait rendre artificiellement solvable les futurs clients qui ne l'étaient pas, ce qu'ils réaliseront en recourant au crédit. Et depuis, la dette a pris le dessus sur les besoins, et une fois la financiarisation de l'économie pratiquement achevée, ils décrètent que la civilisation humaine doit cesser de progresser pour ne pas dire d'exister. Notre émancipation, la liberté, le socialisme sont envoyés au musée des utopies. Reste à savoir pendant combien de temps ils y resteront, cela dépend de nous tous.

[En famille. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", on s'en serait douté !](#)

L'Unsa, la CFDT et FO sont liés au capital depuis leur création, et la CGT a appelé à voter Macron, voilà qui donne une idée assez précise sur la nature et l'orientation du mouvement ouvrier en France.

Quant aux fonctionnaires, ils en ont fait un des piliers du régime, tout s'explique pour peu qu'on ne soit pas aveugle ou borné ou qu'on fasse preuve d'un minimum d'honnêteté intellectuelle, mais c'est beaucoup demandé apparemment.

J'ai déjà annoncé que cette journée de manifestation serait un baroud d'honneur, les organisateurs l'ont confirmé eux-mêmes.

Le HuffPost 17.05 - Programmée le 26 mai, la "marée populaire" espérée par les organisateurs fédérera pour la première fois les principales forces politiques de gauche antilibérales, de la France insoumise au NPA en passant par le PCF, Générations et

EELV, de nombreux mouvements altermondialistes et/ou anticapitalistes (Attac, fondation Copernic...) ainsi que plusieurs syndicats, dont la puissante CGT.

"Toutes les organisations participantes ne sont pas liées par une bague au doigt mais par un fil de soie", a indiqué Willy Pelletier de la Fondation Copernic pour signifier que cette marche commune n'engage personne au-delà de la date du 26 mai.

Signe que le 26 mai ne se veut "ni syndical, ni politique mais populaire", il n'y aura pas de carré de tête dans le cortège de la manifestation parisienne, mais un char appelant à la solidarité avec les luttes. Les organisations syndicales et politiques seront quant à elle placées derrière le cortège "citoyen", spécialement réservé aux manifestants non-encartés.

Objectif de cette manifestation générale (à laquelle les deux grands autres syndicats, la CFDT et FO, refusent toujours de participer): d'une part "réaffirmer le soutien aux luttes" actuelles, dont celle à la SNCF ou dans la fonction publique; d'autre part "faire reculer Macron et son gouvernement" en "amplifiant le rapport de force".

Pour ce faire, les organisateurs ont opté pour une manifestation décentralisée, avec plusieurs cortèges dans différentes ville de France. A ce titre, la manifestation parisienne pourrait être plus dégarinée que lors du 5 mai dernier. Mais les mouvements misent sur cette forme de mobilisation pour maximiser le nombre global de manifestants à l'échelle du pays... tout en évitant les grèves qui ne facilitent pas les déplacements jusqu'à Paris.

Reste à savoir ce que le comité du 26 mai espère obtenir concrètement à l'issue du mouvement, compte tenu de l'hétérogénéité des troupes qui le composent. "Notre objectif n'est certainement pas la démission d'Emmanuel Macron", a indiqué Annick Coupé d'Attac en réponse à une question de la presse, manière d'écarter tout agenda politicien. Sur le fond, les organisateurs espèrent afficher une démonstration de force telle que le président de la République serait contraint à faire un geste significatif. (Un bras d'honneur ! - LVOG)

Faute de résultat immédiat, cette démarche unitaire inédite a-t-elle vocation à faire des petits ou s'annonce-t-elle sans lendemain? Personne ne prend le risque d'insulter l'avenir, même si la CGT a pris soin de répéter que sa participation était "exceptionnelle". Pour Willy Pelletier, "les ovnis sont par nature éphémères. Ils ont vocation à apparaître puis à disparaître. Avant de réapparaître". Le HuffPost 17.05

En complément

- Les commissaires aux comptes dans la rue, inquiets pour leur avenir - AFP 17/05/2018

"Une profession qui ne veut pas mourir": plusieurs milliers de commissaires aux comptes ont manifesté jeudi dans plusieurs villes de France contre la future loi Pacte, qui devrait les priver d'une grande partie de leur activité en relevant les seuils d'audit pour les entreprises. AFP 17/05/2018

[Sionisme en famille à l'extrême droite ou la banalisation de la barbarie.](#)

- François de Rugy, le président de l'Assemblée nationale, a accueilli son homologue israélien, Yuli-Yoel Edelstein, ce mercredi.

La présidente En Marche ! du groupe d'amitié France-Israël de l'Assemblée, Elise Fajgeles, a rejeté l'idée d'une enquête indépendante sur la mort de manifestants palestiniens. AFP 16.05

Souvenez-vous que dans un entretien le mentor de Macron, J. Attali, s'était lâché en exprimant le souhait que Jérusalem devienne la capitale du monde, et pour le justifier il avait affirmé qu'à cette fin le peuple juif méritait la caractérisation de peuple élu guidant les autres peuples vers je ne sais plus quoi, la démocratie ou la liberté dont le traitement cruel que les sionistes imposent aux Palestiniens est sans doute l'illustration achevée, ou un avant-goût de ce que Macron nous promet. J'avais mis cette vidéo en ligne.

- L'ambassadrice des Etats-Unis quitte la réunion d'urgence à l'ONU... au moment où la Palestine commence à parler - Franceinfo16 mai 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a défendu Israël devant le Conseil de sécurité réuni en urgence lundi 15 mai. "Aucun pays dans cette salle n'aurait agi avec autant de retenue que ne l'a fait Israël", a-t-elle dit. Franceinfo16 mai 2018

Mitrillé un peuple désarmé à travers un grillage, c'est faire preuve de "retenue", alors imaginez un instant de quoi ils seraient capables en l'absence de ce grillage : un génocide.

En complément.

- Washington instaure de nouvelles sanctions contre Nasrallah - Reuters 16 mai 2018

Les Etats-Unis et leurs alliés dans le Golfe ont dressé mercredi une liste de nouvelles sanctions visant Sayyed Hassan Nasrallah et Naim Kassem, respectivement numéro un et deux du mouvement chiite Hezbollah. Reuters 16 mai 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Paris, le plus gros campement de migrants "se dégrade de jour en jour" - AFP 17/05/2018

Une situation sanitaire alarmante et des tensions qui s'aggravent depuis deux semaines: le campement du Millénaire, à Paris, "se dégrade de jour en jour" et les appels se multiplient pour mettre à l'abri les 1.600 migrants entassés sous le périphérique. AFP 17/05/2018

- La Ligue arabe réclame une enquête internationale sur les "crimes" israéliens - AFP 17/05/2018

La Ligue arabe a réclamé jeudi une enquête internationale sur les "crimes" israéliens, après la mort de dizaines de Palestiniens sous les balles israéliennes lors de protestations à la frontière de la bande de Gaza. AFP 17/05/2018

Ils osent tout.

Incantation. Le vraisemblable est plus pratique qu'une fausse preuve, il n'est pas nécessaire de le fabriquer et personne ne peut le contester puisqu'il repose sur rien.

- Du chlore a été utilisé en Syrie lors d'une attaque en février - AFP 16 mai 2018

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a confirmé mercredi que du chlore avait vraisemblablement été utilisé lors d'une attaque qui avait intoxiqué onze civils dans une ville syrienne en février.

Alors que le monde attend les résultats d'une autre enquête, celle sur l'attaque présumée de gaz toxiques à Douma, les enquêteurs de l'OIAC ont pu établir que du chlore avait "vraisemblablement été utilisé comme arme chimique" dans une ville du nord-ouest du pays.

"Du chlore a été libéré de cylindres par impact mécanique dans le quartier d'Al Talil, à Saraqeb", affirme un communiqué de l'OIAC.

La mission d'enquête a en effet trouvé deux cylindres qui ont contenu du chlore. Parallèlement, des saisies d'échantillons dans la région ont également "montré une présence inhabituelle de chlore dans l'environnement local", a précisé l'organisation basée à La Haye.

En conformité avec son mandat, l'OIAC n'a pas dit qui avait pu utiliser ce chlore, dans cette guerre civile complexe qui déchire la Syrie depuis sept ans.

En octobre, une mission conjointe de l'OIAC et de l'ONU a découvert que l'armée de l'air syrienne était à l'origine d'une attaque au gaz sarin qui avait fait des dizaines de morts à Khan Sheikhun en 2017.

Le régime syrien est également accusé d'avoir commis au moins trois autres attaques chimiques dans des villages en 2014 et en 2015. Reuters 16 mai 2018

Pure propagande ou mensonge éhonté déjà réduit en poussière.

On retiendra l'aveu du général américain Mattis, qui a affirmé récemment que depuis 2011, Assad ou l'armée syrienne ne se sont livrés à aucune attaque chimique.

C'était un secret de polichinelle qui tourne à guignol !

- Berlin disposait de la formule du Novitchok depuis les années 1990, selon Die Zeit - sputniknews.com 16.05

Il y a plus de 20 ans, le service fédéral de renseignement allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND), est parvenu à entrer en possession d'un échantillon de l'agent Novitchok, selon Die Zeit qui s'est appuyé sur une enquête menée par plusieurs médias allemands parmi les plus importants.

Selon le journal, l'échantillon a été transporté en Allemagne par un agent double. Les personnes qui ont pris part à cette opération ont confirmé cette information, affirme Die Zeit.

La substance a été ensuite acheminée dans un laboratoire en Suède pour analyse. Plus tard, toujours d'après le journal allemand, les services de renseignement n'ont récupéré que la formule de la substance, sans l'échantillon. L'endroit où il pourrait se trouver depuis lors est inconnu, souligne Die Zeit. Les autorités suédoises n'ont pas communiqué d'informations à ce sujet.

Le journal relate que l'Allemagne a ensuite transmis les données sur la substance à ses partenaires de l'Otan, certains d'entre eux ayant commencé à la fabriquer en petites quantités. sputniknews.com 16.05

ACTUALITE EN TITRES

[La blanchisseuse du Palais à l'oeuvre.](#)

- L'enquête pour "abus de faiblesse" visant Darmanin classée sans suite - AFP 16 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Des dizaines de militaires français auraient été arrêtés en Syrie - Sputnik 17.05.2018

Quelque 70 militaires français auraient été arrêtés par l'armée syrienne à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, relate l'agence turque Anadolu citant des sources syriennes.

Les troupes gouvernementales syriennes auraient interpellé environ 70 militaires français à un poste de contrôle dans la province de Hassaké, en Syrie, qui se trouveraient à bord d'un convoi composé de 20 véhicules, indique l'agence turque Anadolu se référant à des sources syriennes.

Selon le média, les militaires se seraient dirigés à Qamichli, dans la province de Hassaké, pour se rendre ensuite à Deir ez-Zor. Ils se seraient retrouvés au poste de contrôle syrien par erreur, précise l'agence. Les soldats y auraient été interpellés et interrogés.

Plus tard, les Kurdes syriens seraient arrivés au poste et auraient confirmé que les Français les soutenaient. Ensuite, le convoi aurait pu se diriger vers Qamichli.

Comme le signale la chaîne Telegram WarGonzo, il s'agirait de snipers. Lorsque les militaires syriens auraient examiné les véhicules, ils auraient découvert des fusils de précision ainsi que d'autres armements. Sputnik 17.05.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Statut des fonctionnaires : la piste explosive des «experts» - liberation.fr 16 mai 2018

Des profs avec un CDD de cinq ans, des policiers embauchés pour seulement dix ans, des agents territoriaux en contrat de deux ou trois ans renouvelables... Voici le nouveau monde des fonctionnaires, imaginé par les experts du Comité action publique 2022 (CAP22). Ce panel de 34 personnalités qualifiées, installé en octobre, a été chargé par le gouvernement de plancher sur la réforme de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale. Issus du privé, du public et du monde associatif, ses membres se sont vu donner «carte blanche» par Edouard Philippe.

Selon nos informations, ceux-ci proposeront ainsi, dans un prochain rapport, de généraliser la possibilité de recourir à des contractuels dans la fonction publique, alors que celle-ci est encore très encadrée. Entre autres différences avec leurs collègues sous statut, les contractuels ne bénéficient pas de l'emploi à vie. Si l'exécutif choisissait de reprendre la piste des experts du CAP22, ce serait un authentique casus belli pour des syndicats de fonctionnaires qui ne cessent d'alerter contre une potentielle remise en cause du statut de la fonction publique. Une source bien informée s'attend d'ailleurs à ce que le gouvernement écarte l'idée... pour mieux promouvoir une simple «extension» du recours au contrat, comme souhaité par l'exécutif.

Fin 2016, la fonction publique comptait déjà, selon l'Insee, 940 200 non-titulaires (en particulier dans le secteur scolaire ou de la santé) sur 5,7 millions d'agents publics, soit 16,5 % de contractuels. liberation.fr 16 mai 2018

Etats-Unis

- Etats-Unis : les Américains de plus en plus nombreux à dormir dans leur voiture - Franceinfo 16 mai 2018

Aux Etats-Unis, de plus en plus de travailleurs sont contraints de dormir à bord de leur véhicule, faute de pouvoir se payer un logement. En Californie, certaines villes ont même décidé de laisser à disposition des parkings gratuits.

Parmi ces sans domicile fixe, 30% ont plus de 50 ans. Franceinfo 16 mai 2018

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Le gouvernement britannique renationalise une ligne de chemin de fer - Reuters 16 mai 2018

Le gouvernement britannique a entrepris de renationaliser la liaison ferroviaire entre Londres et Edimbourg dont l'exploitation avait été concédée en 2015 à l'opérateur privé Stagecoach qui a surestimé les profits qu'il pouvait tirer de cette ligne de chemin de fer.

C'est la troisième fois depuis 2007 que les autorités britanniques sont contraintes de reprendre l'exploitation de cette liaison de 632 km, confirmant les difficultés pour des opérateurs privés de gérer une concession ferroviaire.

Stagecoach a indiqué mercredi que le gouvernement avait annulé le contrat, trois mois après que le ministre des Transports Chris Grayling a dit envisager de mettre un terme à la concession concédée en 2015.

"Ce qui est allé de travers, c'est que la compagnie (Stagecoach) avait promis de payer au gouvernement plus qu'elle ne le pouvait en réalité", a précisé le ministre sur Sky News.

Le syndicat Unite des chemins de fer a réclamé la nationalisation de toutes les lignes ferroviaires du pays.

"Ce serait mieux pour l'économie, pour les finances et pour les usagers (...) si le gouvernement mettait fin à la privatisation du rail", a dit l'un des responsables du syndicat, Hugh Roberts.

Le processus de privatisation des chemins de fer britanniques a débuté dans les années 1990 par l'instauration de franchises permettant à des opérateurs de se porter candidats à des concessions pour un nombre préétabli d'années.

Les autorités britanniques ont été obligées de se substituer à certaines de ces sociétés privées lorsqu'elles n'étaient plus en mesure d'assurer un service devenu financièrement bénéficiaire.

La franchise pour la côte est ("East Coast line") de la Grande-Bretagne a été gérée entre 2009 et 2015 par une entité publique avant d'être cédée il y a trois ans à Stagecoach.

Chris Grayling a déclaré mercredi devant la Chambre des communes que la liaison ferroviaire serait désormais exploitée par une société d'économie mixte, le contrat de Stagecoach prenant fin le 24 juin avec cinq années d'avance sur le calendrier.

Stagecoach avait expliqué en février que ses prévisions de croissance étaient basées sur des améliorations des infrastructures que devaient mener la société à capitaux publics Network Rail. Ces aménagements ont été soit reportés, soit abandonnés. Reuters 16 mai 2018

Iran

- L'Iran signe un accord d'envergure avec la Russie et ses voisins - Sputnik 17.05.2018

Lors du Forum économique d'Astana, les autorités iraniennes ont conclu un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique ayant pour but de constituer une zone de libre-échange.

Téhéran a signé un accord provisoire avec l'Union économique eurasiatique (UEEA) qui vise à la mise en œuvre d'une zone de libre-échange. Le document pourrait permettre d'augmenter considérablement le volume des échanges commerciaux.

«L'accord temporaire prévoit un mécanisme efficace pour régler les conflits, notamment d'arbitrage. Les parties choisissent des arbitres et conviennent du lieu d'arbitrage. En outre, un comité mixte est créé au niveau des hauts fonctionnaires des parties, la création d'un dialogue commercial est prévue», a indiqué Tigran Sarkissian, président de la Commission eurasiatique.

Dans trois ans, les parties pourront signer un accord intégral.

«Les participants aux négociations se voient immédiatement chargés de s'entendre pendant ses trois ans sur un accord intégral sur la zone de libre-échange», a souligné M.Sarkissian.

L'Union économique eurasiatique (UEEA) est une union fondée le 29 mai 2014 par la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie.
Sputnik 17.05.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (3 pages)

La page d'accueil du portail a été nettoyée. Les documents proposés aux lecteurs ont été classés par catégorie ou par ordre chronologique. Ils permettent de se faire une idée assez précise de la situation et de son orientation.

Le portail se propose de rassembler un ensemble d'éléments déterminant disséminés ou dont une partie d'entre eux fait l'objet d'une censure de la part des médias institutionnels, ce qui permet ensuite à chacun d'observer les rapports qu'ils entretiennent et de faire librement sa propre analyse de la situation.

Quant aux causeries et infos traitant de l'actualité sociale et politique, elles s'emploient à mettre en relief ces rapports ou elles permettent d'observer quotidiennement ou presque de quelle manière ils se manifestent et ce qui les relie entre eux, de sorte qu'on ne puisse pas attribuer à l'auteur de ce portail une quelconque intention de manipuler les faits ou de vouloir orienter les lecteurs dans une direction donnée à leur insu, dès lors que chacun, y compris moi, disposons des mêmes matériaux, sans toutefois préjuger de l'interprétation qu'on en fera, sachant qu'elle dépendra d'un ensemble de facteurs dont on a plus ou moins conscience qui détermineront l'usage qu'on lui réservera.

Et pour ce qui est de l'orientation politique du portail, elle est très claire. Elle part du principe que dans une société hautement développée, la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et le passage au socialisme ne pourront pas se réaliser sans un parti ouvrier révolutionnaire et sans que les travailleurs aient atteint un certain niveau de conscience du fonctionnement de la société.

Ces deux facteurs sont intimement liés, et on ne peut pas concevoir atteindre l'objectif politique de renverser l'ordre établi dans une société qui a développé une multitude d'instruments aussi divers que sophistiqués pour conditionner les masses, les détourner du mouvement ouvrier, du combat politique, qui plus est, quand le niveau de vie de la majorité a tendance à fonctionner comme un élément perturbateur ou corrompeur qui les conduit à adopter une attitude passive ou neutre envers le régime ou ce qui permet à Macron d'appliquer le programme de l'oligarchie, ce dont nous devons les aider à prendre conscience.

Il est prouvé que les discours strictement politiques seuls sont inefficaces pour avancer vers ces objectifs, il en va de même des discours basés exclusivement sur la dénonciation des moyens employés pour les conditionner, ce qui semble-t-il est logique, puisque leur condition et la manière dont ils la perçoivent sont liés, qu'on ne parvienne pas à l'admettre est stupéfiant.

On peut évidemment concevoir que certaines périodes d'intenses lutte des classes soient davantage propices aux discours politiques, mais lorsque un certain nombre d'obstacles viennent se dresser contre toute mobilisation de masse ou se traduisent par une confusion extrême, si on refuse de s'y attaquer, cette situation peut s'étendre sur une longue période et finir par pourrir sur place, c'était le danger qui nous menaçait et qu'on n'a pas vu venir apparemment.

Les masses interprètent la situation à partir de leur condition et l'interprétation qu'elles en font. Si elles estiment que leur condition est encore supportable ou si elles en tirent certaines satisfactions, soit elles seront portées à se désintéresser de la situation, soit elles en concluront qu'elle n'est pas si mauvaise que cela ou qu'elle pourrait être bien pire, par conséquent elles loueront Macron ou le laisseront gouverner tranquillement, elles ne comprendront pas quelle menace représente la situation, et lorsque leur condition se dégradera à son tour, elles ne seront pas préparées pour affronter la situation, qu'elles finiront par subir sans réagir ou elles ne trouveront pas la voie pour affronter le régime.

Il est donc indispensable de les aider à prendre conscience comment et pourquoi l'interprétation qu'elles font de leur condition et de la situation est faussée, en leur expliquant quels sont les facteurs qui contribuent à les induire en erreur et les rapports qui existent entre eux parce que tout est lié.

Les idéologues de la classe dominante ne s'emploient pas à les conditionner dans le seul but de les maintenir dans l'ignorance de ce qui se trame dans leur dos, de la même manière les mesures adoptées par Macron ne correspondent pas aux intentions ou aux objectifs qu'ils exposent.

Là où les choses se compliquent et où on peut facilement se fourvoyer, c'est lorsqu'on doit expliquer à quelle fin, dans quel but. Car il n'y a pas si longtemps encore, on pouvait s'en sortir en évoquant la crise du capitalisme qui expliquait tout, affirmions-nous naïvement, mais de nos jours, ce facteur ne fait plus recette ou prête à polémique, parce que cette crise semble être conçue pour durer indéfiniment, et de plus en plus de travailleurs croient plutôt que c'est un faux prétexte pour les rançonner ou les maltraiter. En réalité, ils ont à la fois raison et tort de le penser.

L'autre explication consiste à affirmer que les objectifs de l'oligarchie coïncident avec une stratégie politique qu'elle a élaborée de longue date, après avoir observé que le système économique capitaliste comportait des contradictions avec lesquelles il lui deviendrait impossible de s'accommoder, tant elles constitueraient une menace ou par crainte d'en perdre le contrôle lorsque ces contradictions seraient portées à leur terme, ce qui est le cas par exemple avec les besoins quotidiens exprimés par 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent qu'ils soient satisfaits, c'est incompatible avec la concentration des richesses produites entre les mains de moins d'1% de la population ou même davantage. Puisque le capitalisme moribond et ses institutions ne permettent pas ou plus d'affronter une situation aussi explosive, il était donc impératif de briser tous les rapports (atomisation, individualisme, etc.) qui avaient survécu à l'avènement du capitalisme ou ceux qu'il avait créés, afin de passer à un autre modèle de société, qui cette fois ne dépendrait pas de lois économiques, mais reposerait uniquement sur un rapport de dominant à dominé élevé par décret royal au rang de principe éternel ou d'idéal, de sorte qu'il serait impossible de le contester ou de s'y opposer une fois mise en place cette société totalitaire.

On pourrait dire provisoirement en guise de conclusion, toujours est-il que l'objectif des capitalistes et plus particulièrement de l'oligarchie, est de conserver son hégémonie de classe, de préserver les rapports qui existent entre dominants et dominés ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme que le développement du capitalisme parvenu à son terme ne permet plus d'assurer.

Les masses ignorent évidemment totalement ou presque ce qui est en train de se tramer dans leurs dos, plus tôt elles en prendront conscience et nous pourrons envisager sérieusement le passage au socialisme, sinon, on n'ose même pas évoquer le monstrueux cauchemar qui nous attend.

Quelle que soit la manière dont on analyse l'évolution de la situation et du capitalisme, il est impératif de mener le combat sur tous les fronts à la fois, sinon notre cause est perdue d'avance. Il est urgent d'en prendre conscience.

Il y a bien d'autres facteurs dont on n'a pas pris conscience de l'évolution. Il m'en vient à l'esprit presque un par jour en ce moment, sur la base de ce que j'observe quotidiennement. Etant isolé cela ne me surprend pas, mais pour un parti ce serait pour le moins très surprenant et préoccupant.

Tenez, je vous en livre un auquel je n'ai pas encore réfléchi.

On doit admettre que le capitalisme s'en sort finalement assez bien alors qu'il est en faillite, on sait très bien comment. Paradoxalement, l'oligarchie dispose de suffisamment de moyens financiers (et de pouvoir politique) pour remédier ou contrôler toute crise qui éclaterait, on peut même ajouter au point qu'elle serait préméditée ou orchestrée. Du coup, en principe on devrait minimiser ce facteur. Mais dans ce cas-là il faudrait se demander au profit de quel autre facteur. Hormis la mise en place de leur régime totalitaire je n'en vois pas d'autres. Ce qui signifie d'une certaine manière qu'ils sautent par dessus une étape, la crise du capitalisme, du coup on est obligé de se demander de notre côté quelle étape on devrait sauter, celle du socialisme, celle d'une société où la monnaie continuerait d'exister, je n'ai pas de réponse à cette question à ce stade...

Si notre ennemi passe d'une société régie par des lois économiques propre à un mode de production à une société reposant uniquement sur le principe de dominants à dominés imposé par la volonté de l'oligarchie toute-puissante, on est en droit de se demander qu'est-ce qui peut incarner la volonté des exploités et des opprimés de s'émanciper du règne de la nécessité synonyme de tragédie et de barbarie sinon le communisme qui serait la négation de ce rapport de dominants à dominés puisque les classes disparaîtraient, peut-être plus brusquement que l'avaient prévu Marx et Engels.

Les dogmatiques s'empresseront de nous accuser de verser dans le gauchisme ou l'anarchisme, ce dont on a cure. Car ce sont ces gens bornés au dernier degré qui nous ont conduits où nous en sommes. On réfléchit, on a quand même encore le droit de réfléchir, non ?

Il existe un élément concret et vérifiable qui permet d'étayer notre théorie : L'état de putréfaction de la société américaine, son niveau d'endettement général colossale, le niveau monstrueux atteint par les inégalités sociales, l'absence de droits politiques ou de toute opposition politique organisée (hormis à la marge), l'emprise totale de l'oligarchie sur la société, le culte de la guerre, le régime despotique qui y sévit... A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai encore corrigé quelques erreurs de liens (adresses de fichiers), sorry !

- [Causerie au format pdf \(8 pages\)](#)

[Où va se nicher leur haine de la classe ouvrière.](#)

- La France, dernier pays du trotskisme - LeParisien.fr 20 mai 2018

Lutte ouvrière organisait sa traditionnelle fête à Presles ce week-end. Une occasion de montrer que le trotskisme, un courant historique du communisme, vit encore. (Et quel serait l'autre "courant historique du communisme", le stalinisme, sa version maoïste, castriste ? - LVOG)

Que reste-t-il de Trotski, en France ? Une moustache, des lunettes et surtout une matrice politique marxiste qui, bientôt 80 ans après la mort de cet homme politique russe, continuent de marquer de son empreinte l'extrême gauche et la politique française. Une spécificité tout hexagonale, qui compte encore aujourd'hui trois formations politiques se revendiquant du trotskisme - Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste et le Parti ouvrier indépendant (POI). Et nombre d'hommes politiques encore en activité sont passés par ses rangs.

Le trotskisme vit aussi « hors les murs », nombre d'hommes politiques qui ont été formés dans ses écoles ont par la suite essaimé dans d'autres partis. Ce fut le cas de Lionel Jospin, de Jean-Christophe Cambadélis, l'ancien patron du PS, mais aussi des actuels députés Insoumis Éric Coquerel, Alexis Corbière et surtout Jean-Luc Mélenchon. LeParisien.fr 20 mai 2018

Moins ils en diront sur Trotsky, et mieux on se portera, je parle de la vermine qui officient dans les médias ainsi que les renégats qu'ils ont cités.

En réalité, seule Lutte ouvrière comme organisation se revendique du trotskysme, au NPA, au POI et au POID ce sont des courants. La particularité du trotskysme, c'est notamment d'avoir lié le combat pour le socialisme au combat contre le stalinisme et l'opportunisme en général qui sévit dans le mouvement ouvrier, d'où la haine qu'il inspire à tous ceux qui incarnent le régime en place.

Lutte ouvrière est une parodie grotesque ou ultra dogmatique du trotskysme. Le NPA l'a abandonné ainsi que le POI. Que le Parisien ait oublié le POID n'a rien d'étonnant, puisqu'il est le seul parti à encore l'incarner.

Personnellement, je préfère me réclamer du marxisme-léninisme sans avoir aucun rapport avec le maoïsme je tiens à préciser, puisque je considère que c'est une mouture du stalinisme. Pourquoi ? Parce que l'analyse que je fais de l'évolution du capitalisme et de la société, mais aussi la manière dont j'applique certains principes, sont davantage inspirés par celles de Marx, Engels et Lénine.

Cela importe peu, comme disait Marx, tout cela est désuet ou ne signifie rien, n'importe qui peut s'attribuer une étiquette, seuls les actes comptent, pas seulement en tant que militant, mais dans la vie quotidienne. Il y a des gens qui ont besoin de se situer quelque part pour avoir le sentiment d'exister tellement ils vivent mal les frustrations que la société leur impose. Il en va ainsi des gens bruyants, excentriques, qui ont besoin de se distinguer des autres pour qu'on les remarque, qui parlent à tort et à travers de tout et de rien comme s'ils possédaient la parole divine. Ils sont mentalement fragiles ou déséquilibrés ou n'ont jamais trouvé la force de se forger une personnalité, on n'a donc pas envie de les imiter ou de leur ressembler.

On est comme on est avec nos imperfections et nos qualités et cela nous suffit amplement. Et jusqu'à présent l'école de la vie ou nos propres expériences, pour peu qu'on en tire des enseignements, constituent le matériel idéal pour progresser. Quant aux connaissances livresques, elles ne sont utiles que si on est en mesure de pouvoir s'en servir à bon escient, ce qui est rarement le cas, car dans le cas contraire il y a belle lurette qu'on se serait débarrassé du capitalisme.

En général, on passe notre vie à nous leurrer nous-même sur tellement de choses que cela en est pitoyable, si vous voulez mon avis, et cela vaut pour moi également. Apprenons tout d'abord patiemment à observer, à écouter, à lire, cela aide à prendre conscience de l'ampleur de notre ignorance... Nous avons déjà évoqué tout cela dans des causeries.

Quelle généreuse tribune ! Sans arrière-pensée, qui serait assez naïf pour le croire ? Et ces crétins pour marcher dans la combine !

- Lutte ouvrière appelle à un nouveau Mai-68 et une "explosion sociale" - AFP 20 mai 2018

Lors de la fête de Lutte ouvrière, qui se tenait ce week-end à Presles (Val-d'Oise), l'ex-candidate à la présidentielle Nathalie Arthaud a annoncé dans une interview à Libération qu'elle participerait à la grande manifestation du 26 mai. Cependant, elle se refuse à signer l'appel commun lancé à l'occasion de cette «marée populaire» qui réunira (presque) toute la gauche. AFP 20 mai 2018

Il y a un truc qui a attiré mon attention en lisant deux articles de l'AFP espacés de quelques heures.

Cette officine avait indiqué que LO attendait 15.000 visiteurs, et ô miracle en fin de journée elle confirmait qu'ils avaient bien été 15.000, pas un de plus, pas un de moins, pas comme lors du comptage des manifestants. C'était un peu comme si l'AFP en tirait une certaine satisfaction pour le moins suspecte, qui ne pouvait être que malsaine ou animée de mauvaises intentions, comme par exemple agiter le spectre des frères jumeaux du stalinisme, le trotskysme et le communisme une semaine avant le 26 mai par exemple, tout du moins c'était sans doute l'effet recherché pour que plus d'un renonce à descendre dans la rue contre Macron ce jour-là et ne se voie pas reprocher d'avoir côtoyé ces dangereux agitateurs ou barbares.

Après la sortie la veille du clone de Kouchner et BHL réunis, Malek Boutih (PS), lors de l'émission "On n'est pas couché" sur France 2, où il s'était livré à un amalgame ordurier entre LFI et Daesh, il faut s'attendre à d'autres manoeuvres du même genre.

[A bas le Front populaire, à bas le fascisme et la guerre !](#)

Quel rapport ? Comment, vous ne le saisissez pas spontanément, peut-être que vous avez loupé un épisode, non ?

Il existe au moins deux manières d'appréhender la situation ou des événements passés, en prenant ou non en compte l'enchaînement des faits, la logique qui les sous-tend ou qui les relie les uns aux autres, leur relation de cause à effet, sachant que certaines conditions doivent être remplies pour produire certains effets, autrement dit qu'il n'existe pas d'effets sans causes, et que chaque effet devient à son tour la cause d'autres effets et ainsi de suite.

Avec le Front populaire on ne risque pas de se tromper, puisque toutes les expériences de ce genre qui ont eu lieu dans le passé dans le monde, ont débouché sur le fascisme ou de terribles dictatures militaires, des régimes despotiques ou la guerre. Vous pouvez ajouter Macron si vous voulez, puisqu'il est le produit des Fronts populaires des années 80, puis de 2012 à 2017, le PCF avait participé au premier avant de le soutenir de l'extérieur, comme il le fera par la suite sous Hollande, avec la complicité des appareils pourris des syndicats qui devaient logiquement récidiver en appelant à voter Macron ou en refusant d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle, puisque le programme de Macron s'inscrivait dans la continuité de celui de Hollande.

Le Front populaire, c'est avant tout l'alliance des représentants de la classe des capitalistes avec ceux de la classe ouvrière, la collaboration de classes au sommet de l'Etat, la négation ou l'antithèse de la mobilisation révolutionnaire des masses pour renverser le régime, du gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme. On aura compris que le Front populaire est foncièrement réactionnaire et ne peut pas être autre chose, sauf à vouloir transformer le plomb en or.

C'est la raison pour laquelle les initiateurs du 26 mai, les sociaux-libéraux de la Fondation Copernic ou le PS et les stalinien d'Attac, ont tenu à ce que cette journée de manifestation soit à la fois asyndicale et apolitique (Ni syndicale ni politique mais populaire ont-ils précisé dans le document qu'ils ont soumis aux éventuels participants.), ce qui signifie qu'elle ne doit déboucher

sur aucune issue politique pour chasser Macron...

- Mélenchon veut "un Front populaire" de partis, syndicats et associations - AFP 20 mai 2018

"Je milite pour une forme d'unité populaire qui décloisonne le syndicalisme, la politique et le monde associatif", a affirmé M. Mélenchon lors du Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro. AFP 20 mai 2018

Prenez un athlète, un obèse et un cul-de-jatte qui doivent participer à une course à pied, et imaginez qu'on vous demande lequel va rythmer la course sachant qu'ils ne doivent pas se séparer, la réponse vous viendra spontanément à l'esprit, celui qui va courir le moins vite.

Et bien ici c'est la même chose. Et si cette épreuve est un marathon, alors là vous risquez de n'en voir jamais le bout ! On pourrait appeler cette opération *en marche*, qu'en pensez-vous ?

Faites tomber les masques. Leur morale et la nôtre. Non, décidément Mélenchon n'est pas des nôtres.

- Jean-Luc Mélenchon vole au secours des dirigeants de Podemos épinglés pour leur villa chic - huffingtonpost.fr 20.05

Une maison de 270 m2, une piscine, 2300 m2 de terrain en banlieue de Madrid... Son prix? 600.000 euros. Voilà l'objet de la polémique dont font l'objet Pablo Iglesias et sa compagne Irene Montero, respectivement secrétaire général et porte-parole parlementaire du parti de gauche radicale Podemos, troisième force politique en Espagne et allié des Insoumis français.

Si l'acquisition (à crédit) de cette villa provoque un tollé de l'autre côté des Pyrénées, c'est en raison du caractère contradictoire de l'achat d'un bien si cosu avec la charte de Podemos, qui impose à ses signataires de "vivre comme les gens ordinaires" pour mieux "les représenter au sein des institutions", selon les termes de José Maria Gonzalez, maire de Cadix élu sous les couleurs de cette formation. "L'idée est ne pas ressembler à la caste (...) Le code d'éthique de Podemos n'est pas une formalité", a insisté ce dernier, particulièrement agacé par cette polémique.

De leur côté, Pablo Iglesias et Irene Montero ont expliqué qu'ils voulaient élever leurs enfants "avec un peu d'intimité" et ont reconnu que cet achat pouvait gêner le mouvement, annonçant la tenue prochaine d'une consultation auprès des militants: "s'ils nous ordonnent de démissionner, nous démissionnerons". À noter que cette consultation a été qualifiée "d'appareil à légitimation de leurs caprices" par Isidro López, député... Podemos.

Le sort de Pablo Iglesias et Irene Montero n'a pas laissé insensible Jean-Luc Mélenchon, qui a tenu à exprimer sa solidarité avec le couple en dénonçant une manœuvre de la presse. "Le parti médiatique espagnol frappe Iglesias et sa compagne Montero, deux dirigeants de Podemos ! En cause, le prix de leur maison achetée à crédit ! Méthodes pourries déjà utilisées contre l'allemand Oskar Lafontaine", a tweeté le leader de la France insoumise.

Reste que le pire ennemi de Pablo Iglesias dans cette histoire pourrait s'avérer être lui-même. "Confierais-tu la politique économique du pays à quelqu'un qui dépense 600.000 euros dans un penthouse de luxe?", tweetait-il en 2012, à propos de l'acquisition de l'ex-ministre de l'économie espagnol. Autre déclaration qui se retourne aujourd'hui contre lui, celle où il revendiquait son choix de continuer à vivre dans le quartier populaire de Vallecas. "Ça me semble dangereux, ces politiques qui s'isolent, vivent dans des banlieues riches, dans des maisons, qui ne savent pas ce que c'est que de prendre les transports publics", avait-il expliqué en 2015 dans une émission de télévision, rappelle Le Monde. huffingtonpost.fr 20.05

Je comprends que certains s'insurgent quand on traite ces parasites de charlatans, quand on affirme qu'ils n'en ont rien à foutre des travailleurs, qu'on est en présence de mégalomanes, qu'ils ne pensent pas un mot de ce qu'ils disent, et pourtant ce sont eux qui s'emploient à l'illustrer.

La véritable nature des uns et des autres finit toujours par apparaître au grand jour. Gare à ceux qui par la suite n'en tiendront pas compte ou n'en tireront pas la signification politique qui s'impose lorsqu'il s'agit d'agent du régime, tôt ou tard ils seront également broyés ou rendus au même stade !

Plus riches et plus misérables.

- Quels sont les pays d'Afrique les plus riches? La Banque africaine dresse une liste - sputniknews.com 20.05

Les pays africains dotés de ressources naturelles sont considérés comme étant les plus riches, affirme la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport qui contient le classement des pays du continent africain selon leurs produits intérieurs bruts (PIB), écrit ObservAlgerie.

En tête du classement des pays les plus riches d'Afriques, vient le Nigeria avec un PIB de l'ordre de 405 milliards de dollars, suivi par l'Egypte et l'Afrique du Sud avec respectivement 333 et 295 milliards de dollars.

L'Algérie occupe la 4e place dans ce classement, avec un PIB équivalent à presque 160 milliards de dollars (le PIB par habitant est de l'ordre de 3917 Dollars). Ce qui fait d'elle un des pays les plus riches d'Afrique. Le Maroc vient en 5e position avec 104 milliards de dollars (2832 dollars par habitant), la Tunisie quant à elle est classée en 12e position avec un PIB égal à 42 milliards de dollars (3689 dollars par habitant). sputniknews.com 20.05

Les années fastes de la monarchie ont commencé.

- Avec Bernard Arnault et François Pinault, les milliardaires connaissent une année faste en France - RT 17 mai 2018

D'après les calculs de l'agence Bloomberg, les milliardaires français devraient connaître une très bonne année 2018, avec une augmentation de 23,4 milliards de dollars de leurs patrimoines.

La France est ainsi le pays où les milliardaires s'enrichissent le plus au premier semestre 2018, devant le Japon. A l'échelle de la planète, dans le même temps, les 500 individus les plus riches n'ont bénéficié que d'une augmentation de 1% de leur fortune. (Déclarée... - LVOG) RT 17 mai 2018

...pas pour tout le monde.

- Bourses, APL, APA : l'administration de Bercy étudie des pistes pour réduire les aides sociales - Franceinfo 20.05

Ces pistes sont détaillées dans un document révélé par "Le Monde". Le ministère des Comptes publics assure qu'elles n'émanent pas du gouvernement mais de l'administration. Franceinfo 20.05

Le gang mafieux et criminel de la communauté internationale n'en revient pas.

Haro sur le Venezuela !

- "Si ça continue Maduro va se retrouver tout seul dans son pays" : avant les élections, des milliers de Vénézuéliens fuient leur pays. - Franceinfo 20.05

- Au Chili, «on entend l'accent vénézuélien à chaque coin de rue» - Liberation.fr 19.05

- Maduro vise un nouveau mandat dans un Venezuela ruiné et isolé - AFP 19.05

- Election au Venezuela : Maduro et la pénurie démocratique - Liberation.fr 19.05

- Le Canada interdit aux Vénézuéliens vivant sur son sol d'élire leur président - Réseau Voltaire 19 mai 2018

Le Canada vient de notifier à l'ambassade du Venezuela l'interdiction d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle vénézuélienne.

Cette décision contrevient à la Convention de Vienne sur les relations consulaires.

Identiquement, la France et l'Allemagne avaient violé la même convention en interdisant aux ambassades syriennes d'organiser des bureaux de vote dans le cadre de l'élection présidentielle syrienne de juin 2014 [1].

Le Canada, la France et l'Allemagne prétendent défendre la démocratie en s'opposant à la tenue d'élections présidentielles. Le Pentagone a planifié de détruire successivement les États et les sociétés du « Moyen-Orient élargi », puis du bassin des Caraïbes, en commençant par le Venezuela [2]. Le Réseau Voltaire a publié le plan du SouthCom contre le Venezuela [3]. Réseau Voltaire 19 mai 2018

Notes.

[1] « La France coupable d'interdire l'élection présidentielle syrienne », par Damien Viguiet, Réseau Voltaire, 18 mai 2014.

[2] « Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste », « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par

Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 15 et 22 août 2017.

[3] "Plan to overthrow the Venezuelan Dictatorship – "Masterstroke"", by Kurt W. Tidd, Voltaire Network, 23 February 2018. « Le "Coup de Maître" des États-Unis contre le Venezuela », par Stella Calloni, Traduction Maria Poumier, Réseau Voltaire, 11 mai 2018.

... et quand ils s'étranglent :

- Pour Maduro, "Macron est d'ultra-droite, c'est quelqu'un qui représente les intérêts des plus riches de France" - huffingtonpost.com 16.05

Le président vénézuélien s'est étranglé quand le journaliste a placé le gouvernement français "à gauche". huffingtonpost.com 16.05

- Venezuela: Nicolas Maduro remporte la présidentielle - AFP 20.05

Le chef de l'Etat sortant du Venezuela Nicolas Maduro a été déclaré dimanche vainqueur de la présidentielle par l'autorité électorale, avec près de 70% des suffrages, après le dépouillement de la quasi-totalité des bulletins de vote.

Le président socialiste sortant remporte 67,7% des voix contre 21,2% à son principal adversaire Henri Falcon, qui a rejeté le processus électoral, a annoncé la présidente du Conseil national électoral (CNE) Tibisay Lucena, faisant état d'une "tendance irréversible".

Peu avant, Henri Falcon, avait dénoncé le manque de "légitimité" de cette élection et exigé la tenue d'un nouveau scrutin avant la fin de l'année.

"Nous ne reconnaissons pas ce processus électoral, pour nous, il n'y a pas eu d'élection. Une nouvelle élection doit être organisée au Venezuela", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, accusant le gouvernement d'avoir fait pression sur les électeurs.

Outre l'opposition, les Etats-Unis, l'Union européenne et le groupe de Lima, une alliance de 14 pays d'Amérique et des Caraïbes, rejettent ce scrutin.

Quelque 20 millions d'électeurs étaient appelés à voter dimanche à la présidentielle anticipée dont Nicolas Maduro était le grand favori, bien que 75% des Vénézuéliens désapprouvent sa gestion, lassés par les pénuries de nourriture, de médicaments, ou d'électricité, conjuguées à la hausse de l'insécurité. AFP 20.05

... et l'Irak.

- Irak: Moqtada Sadr remporte les législatives, le prochain gouvernement encore loin d'être formé - AFP 19.05

Les résultats définitifs des législatives en Irak ont confirmé tôt samedi la percée des antisystèmes, le populiste Moqtada Sadr en tête, aux dépens du Premier ministre sortant soutenu par la communauté internationale. AFP 19.05

... et l'Iran.

- Le président iranien appelle les musulmans à rompre avec les USA - Reuters 19.05

- Erdogan compare le sort des Palestiniens à Gaza à celui des Juifs sous les nazis - LeParisien.fr 19.05

- Les nations musulmanes demandent une protection des Palestiniens - Reuters 18 mai 2018

Pendant ce temps-là les affaires continuent.

- Poutine et Merkel défendent leur projet de gazoduc face aux menaces américaines - AFP 19.05

Vladimir Poutine et Angela Merkel ont défendu vendredi leur projet de gazoduc sous-marin Nord Stream 2 menacé par les sanctions américaines, motif supplémentaire de rapprochement face à Washington en plus de la volonté de maintenir l'accord sur le nucléaire iranien. AFP 19.05

On a également appris par la voix de Pékin, que la guerre commerciale annoncée entre les Etats-Unis et la Chine n'aura pas lieu...

Ils osent tout.

- GB: des députés réclament des mesures contre l'argent russe "corrompu" - AFP 20 mai 2018

Une influente commission parlementaire britannique a appelé lundi le gouvernement de Theresa May à faire davantage pour lutter contre les flux d'argent russe "corrompu" circulant à Londres. AFP 20 mai 2018

- «Les délits financiers sont plus punis que les crimes sexuels» - Liberation.fr 20 mai 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

LVOG - La peste brune étoilée...

- Italie: Les militants du M5S approuvent le contrat avec la Ligue - Reuters 19.05

Plus de 90% des militants du Mouvement 5 Etoiles (M5S) ont approuvé le contrat de gouvernement établi entre le parti antisystème et la Ligue, formation d'extrême-droite, dans un vote en ligne organisé vendredi. Reuters 19.05

Et dire qu' au début M5S fut classé à gauche par de nombreux commentateurs, puis au centre gauche... pour finir dans une coalition avec l'extrême droite.

ECONOMIE

Grèce

- Accord sur les réformes entre la Grèce et ses créanciers - Reuters 20 mai 2018

La Grèce et ses créanciers internationaux ont conclu un accord de principe sur l'avancement des réformes entreprises dans le cadre de son dernier plan de sauvetage, a annoncé samedi le ministre des Finances.

"Nous avons un accord sur toutes les questions", s'est félicité Euclide Tsakalotos, ajoutant qu'il serait ratifié lors du prochain conseil des ministres des Finances de la zone euro. La Commission européenne a confirmé qu'un accord avait été conclu.

La Grèce souhaite une clôture rapide de l'examen des réformes requises en échange de son troisième plan de sauvetage, lancé en août. Il porte sur plus de 80 mesures dans les secteurs de l'énergie, des retraites et du travail. Reuters 20 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

Ceux qui s'imaginent qu'un scénario du genre de mai 68 pourrait se produire se font de graves illusions.

A l'époque j'étais un gosse de 13 ans qui vivait en banlieue parisienne. Un an plus tôt j'habitais à Paris, pour aller à l'école le matin, j'étais obligé d'enjamber ou de contourner des clochards sur les trottoirs, des vieillards essentiellement, le minimum

vieillesse n'existait pas, l'Armée du Salut arpentait les gares et les rues de Paris...

Que d'histoires ne nous a-t-on pas racontées.

On nous promettait que nous ne parviendrions jamais à la retraite parce qu'elle aurait disparu... et nous avons pu enfin la prendre ; mille fois on nous a annoncé la disparition de la Sécurité sociale et elle existe encore ; on nous a promis pour ainsi dire que nous n'aurions plus d'eau, de gaz et d'électricité, plus de téléphone si ces services publics étaient privatisés et rien de tout cela n'est arrivé ; vous pouvez ajouter la disparition du monopole public de l'information qui devait signer son arrêt de mort ; pour un peu la privatisation des ports, aéroports, autoroutes devait signifier l'arrêt du transport maritime, aérien et terrestre ; tout comme l'arrivée de la télévision et plus tard du magnétoscope devait coïncider à brève échéance avec la mort du cinéma, de la presse, et avec l'avènement des CD c'était la musique et les musiciens dont les jours étaient dorénavant comptés, on nous refit le coup avec Internet ; plus tôt avec l'informatique qui devait supprimer des millions et des millions d'emplois, alors que ses applications allaient se diversifier à n'en plus finir et produire l'effet inverse, etc. etc. sans oublier les institutions de la Ve République qui n'auraient jamais dû exister au-delà de la fin, attendez, je réfléchis, des années 50 ou 60, au choix, peu importe elles sont toujours là !

Tout cela ne faisait pas très sérieux, n'est-ce pas ? C'est un euphémisme, au point que les travailleurs ne s'y sont pas trompés, ou plutôt si, cela les a induit en erreur, vous connaissez la suite... Il est vrai qu'un tel pronostic, une telle propagande, après avoir fait preuve d'une telle perspicacité, le mouvement ouvrier et son avant-garde ne pouvaient qu'inspirer la méfiance.

Et ce n'est pas tout, loin de là !

Au cours de ces cinq dernières décennies, la condition de la majorité des masses n'a pas cessé de s'améliorer ou plutôt son niveau de vie une fois le travail des femmes généralisées, dans de très nombreux foyers ce n'était plus un mais deux salaires qui rentraient chaque mois, vous imaginez la différence du simple au double ou presque puisque les femmes sont souvent moins payées que les hommes, il y eut certes de l'inflation, les prix augmentaient, mais les salaires augmentaient également, certaines années les augmentations générales atteignaient deux chiffres, les différentes allocations furent revalorisées en conséquence, d'autres virent le jour ; mieux encore il fut une époque où l'addition de l'allocation chômage et de l'allocation journalière dépassait le salaire net, on pouvait percevoir des allocations certes dégressives pendant trente mois tout en travaillant au noir, mais cela il ne faut surtout pas le dire ; le prix des biens d'équipement fut divisé par deux ou davantage, un téléviseur couleur coûtait quelque chose comme 5.000 francs à l'époque (ce qui représentait plusieurs mois de salaire) pour passer deux décennies plus tard à moins de 1.500, idem pour un réfrigérateur, une machine à laver, etc. ; les voyages en avion était réservés aux nantis tant ils étaient hors de prix, puis ils furent divisé par 2, 3, 4 ; le nombre d'HLM se multiplia ; le coût du crédit pour acquérir un bien immobilier diminua ou les conditions furent allégées ; avec l'extension de la division du travail en Asie, un grand nombre de marchandises virent leurs prix chuter, dont les vêtements, etc. Bref, ce qui hier était accessible aux nantis devenait accessible au plus grand nombre, sans que la qualité soit toujours au rendez-vous, mais c'est une autre histoire, l'essentiel c'était de pouvoir jouir d'un certain nombre de biens ou de services qui faisaient rêver, quel cauchemar en réalité !

On évoque ici la majorité des travailleurs, majorité qui a assuré la stabilité du régime pendant cette longue période, un demi-siècle tout de même.

Et vous voudriez qu'ils se révoltent ? Mais ils sont encore plus enchaînés au capitalisme qu'en 1968, on vient d'illustrer pourquoi, et encore le tableau que j'ai dressé est fort incomplet.

Avec le développement des nouvelles technologies, de nouveaux métiers sont apparus, de nombreux jeunes issus de la classe ouvrière se sont vus proposer des opportunités, tandis que leurs parents bénéficiaient de l'échelle sociale au sein des entreprises, on pouvait facilement être embauché comme ouvrier et finir agent de maîtrise ou cadre, voire directeur, ce fut le cas du père d'un de mes potes qui travaillait chez un sous-traitant pour Renault, et puis avec l'ancienneté le salaire de base était revalorisé d'autant, jusqu'à 10, 20%, davantage, on peut ajouter le 13e mois, parfois 14 par exemple chez Bic où travaillait mon ex-beau-père ouvrier à la chaîne, jusqu'à 16 par exemple chez Dassault où travaillait le père d'une copine qui était ouvrier d'entretien, tous les deux se payaient cash une bagnole neuve tous les trois ans et possédaient une résidence secondaire et des économies substantielles, etc.

On peut encore ajouter une multitude de facteurs qui s'inscrivent comme autant d'obstacles à la remise en cause de l'ordre établi. Par exemple, la généralisation de l'accès au crédit qui permettait de réduire artificiellement les frustrations, de vivre au-dessus de ses moyens, la multiplication des divertissements, des associations ou ONG, des moyens d'expression, etc. tout cela leur facilitait la vie, leur procurait des plaisirs, donnait l'impression fautive de davantage d'égalité, de démocratie, ce fut finalement une imposture, mais tout le monde ou presque s'en accommodait parce que chacun y participait de bon coeur, personne ne s'aperçut que ce qu'on avait gagné sur le plan individuel n'avait jamais compensé ce qu'on avait perdu sur le plan collectif, donc à l'arrivée on fut tous perdants, comme dirait le poète hébété qui en perdrait son latin : c'est con !

On nous rétorquera que tout s'est quand même dégradé, certes, merci, on n'est pas aveugle, mais l'homme a développé la capacité de s'adapter à des conditions beaucoup plus difficiles encore, ce qu'on semble ignorer. Que réclament les militants, que

les services publics fonctionnent mieux, l'augmentation de leur pouvoir d'achat, une expression vulgaire entre nous, accordez-leur et ils seront comblés, la vie continuera comme avant, si on n'a pas là en germe l'état d'esprit qui conduit au corporatisme, dites-moi comment cela s'appelle.

La vie était dure en 1968, elle l'est toujours en 2018, je n'ai jamais dit le contraire, mais comme le niveau de vie de la majorité a cependant augmenté et que celui de la conscience des masses n'a pas progressé, c'est se faire de graves illusions que de croire qu'ils seraient prêts à se soulever contre le régime.

J'ai vécu l'époque où mon père allait bosser en mobylette par -15°C, où nous n'avions pas de télévision, pas de machine à laver, pas de téléphone et évidemment pas de voiture, c'était à la fin des années 50. Nous faisons partie des couches les plus pauvres de la classe ouvrière, mon père était menuisier sur les chantiers et payé aux pièces, ma mère ne travaillait pas, avec 2, puis 3 gosses à nourrir. 20 ans plus tard, ils avaient tout ce que je viens d'énumérer qui leur faisait défaut 20 ans plus tôt, et depuis ils ont conservé le même niveau de vie ou il s'est encore amélioré, du coup, mes parents qui étaient gaullistes dans l'âme et qui n'étaient pas les seuls le restèrent, cela ne s'invente pas, hélas !

Et puis j'ai quand même 62 ans, donc je sais de quoi je parle, j'ai vécu toute cette période, donc qu'on ne vienne pas nous raconter de conneries, cela ne prend plus. Tout s'explique pour peu qu'on prend le temps d'essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé ou comment les choses se sont passées en partant des faits. Il n'y a pas de fatalité là-dedans. Une combinaison de facteurs a fait que les choses se sont passées ainsi et pas autrement. Reste à savoir pourquoi, ce qui pourrait nous aider à comprendre pourquoi 50 ans plus tard nous en sommes toujours au même point ou pire encore.

Je poursuis mercredi matin.

Quand j'ai cessé de militer en janvier 81 je n'ai pas sombré dans une profonde dépression, et pour cause, avec mon épouse nous avions chacun un salaire largement au-dessus du smic par 14, la garantie d'emploi, on avait un petit loyer, pas de dettes, on ne bossait pas trop et on vivait bien, on faisait des économies, du jour au lendemain pour ainsi dire on a oublié totalement que le reste du monde existait, la société nous procurait suffisamment de satisfactions que voulez-vous, et c'est ainsi que réagit la majorité des travailleurs. Entre le moment où je suis entré au service logistique d'U-Bix (Konica), puis mon passage à l'atelier, puis au service après-vente comme technicien, soit en 3 ou 3 ans et demi, mon salaire avait augmenté de plus de 30%, et rien qu'en 81 j'ai eu 13 ou 16% d'augmentation générale je ne me souviens plus au juste, 7 ans plus tard j'avais plus que doublé mon salaire aux alentours de 10.000 francs nets plus une voiture de fonction toute l'année tous frais payés par la boîte.

En revanche, en 68 et jusqu'environ le milieu des années 70 le chômage de masse n'existait pas. Voilà un facteur susceptible de soulever les masses, parce que depuis des dizaines de millions de travailleurs y ont été confrontés directement ou indirectement, car tout le monde a quelqu'un de sa famille ou un proche qui est passé par là. L'état de délabrement avancé des services publics qui existent encore et la dégénérescence de la société (et du monde) en général sont également un énorme problème, une source d'angoisse quasi permanente qu'on ne doit pas négliger.

Le cas d'une de mes soeurs m'incite également à penser que la situation s'est terriblement dégradée en France.

A 52 ans, au bout de 18 ou 20 ans passés chez IBM comme cadre commerciale, elle vient de démissionner parce qu'elle ne supportait plus les horaires infernaux que la direction lui imposait jusqu'à 22 ou 23 heures. Un truc impensable, quand ma mère me l'a appris au téléphone, je lui ai demandé de répéter parce que je n'en croyais pas mes oreilles, elle qui était le modèle par excellence de l'esclave docile et disciplinée, là je me suis dit que pour qu'elle craque, sans toutefois en tirer de conclusions hâtives, cela signifiait quelque part qu'ils avaient dépassé les bornes.

Cela dit, je sais qu'il aurait suffi qu'ils lui proposent des horaires supportables pour que la vie continue comme avant, elle aurait pris sa retraite dix ans plus tard, elle serait partie couler des jours paisibles dans sa maison au Portugal en s'en foutant du reste du monde, c'est ce qu'elle fera d'une manière ou d'une autre, donc il n'y a pas de quoi s'emballer et lui prêter un soudain penchant révolutionnaire. Son niveau de conscience n'a pas progressé pour autant. Elle avait un mode de pensée individualiste avant de vivre cette expérience et elle va le conserver. Il faudrait qu'elle ne retrouve pas de boulot et qu'elle se retrouve dans une merde noire pour commencer à se poser des questions, pas avant, et rien ne dit évidemment qu'elle trouverait les bonnes réponses.

Maintenant, je suis loin de la France et je n'y vis plus depuis longtemps, donc je peux me tromper. Ce qui peut jouer aussi un rôle déterminant, c'est l'atmosphère délétère, irrespirable qui règne en France, mais il peut jouer dans les deux sens, dans le pire des deux on peut craindre en l'absence d'un puissant parti ouvrier, de direction, d'issue politique ou d'alternative au capitalisme...

68 n'a pas changé la vie, il n'a rien changé du tout en réalité. On a continué de nous imposer un mode de vie infernal de notre naissance à notre mort que nous n'avons pas choisi, on n'a bénéficié d'aucune liberté fondamentale supplémentaire. Alors à quoi cela a-t-il servi ? A mieux nous aider à oublier l'idée de changer la société, de nous débarrasser du capitalisme, la meilleure preuve pour l'illustrer étant que les militants et les travailleurs n'en ont pas pris conscience. De ne plus croire en rien au nihilisme la voie royale qui devait aboutir à Macron était toute tracée, non ? Non, décidément vous ne voulez pas en convenir,

vous demeurerez bornés le restant de vos jours il faut croire, histoire de vouloir toujours avoir raison.

On ne devrait pas travailler plus de 20 ans au cours de notre existence, entre 4 et 6 heures par jour, 3 à 4 jours par semaine, 4 à 6 mois par an, tout cela serait modulable ou adapté en fonction de certaines contraintes incontournables ; on devrait pouvoir étudier ce qui nous plaît tout au long de notre vie, et mettre en pratique ensuite ce qu'on a appris, changer de métier quand on en a envie, réserver une partie de notre temps à la vie, à la gestion, à l'administration de la société. A 3 ou 4 ans au lieu de se lever le matin et de se mettre à cavalier pour aller à l'école, ce qui relève de la torture, on devrait dormir, découvrir progressivement la vie et tout ce que le génie humain a pu concevoir. On devrait vivre là où bon nous semble, manger à notre faim quand l'envie nous vient, pas des saloperies en boîte ou surgelées, bourrées de produits chimiques, etc.

Bref, on devrait être libre de choisir notre destin, pouvoir profiter de la vie sans jamais empiéter sur celle des autres, participer à la collectivité humaine qui nous le rendrait bien... Impensable, au point que personne n'ose formuler une telle perspective, il faut être complètement dingue ou gauchiste pour imaginer des trucs pareils, que les hommes pourraient enfin s'épanouir et vivre en paix, je l'avoue, à l'heure où la guerre, c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force, je m'incline.

Où figurent ces revendications élémentaires qui correspondent à de réels besoins ou aspirations qui n'ont rien d'extraordinaire, où ? Nulle part, personne n'ose les formuler, c'est pour dire à quel point on s'est éloigné du socialisme ou on ignore ce qu'il signifie. Tout le monde ou presque s'est adapté au mode de vie débile que le capitalisme nous a imposé. Quand la question de savoir comment nous voulons vivre, de quelle manière, à quel rythme devient tabou, c'est qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le cerveau ou qui est bloqué, le débloquent, voilà notre tâche.

Un courriel reçu.

J'ai reçu un courriel du comité nord de Marseille du Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République.

Pour la petite histoire. J'avais signé leur pétition en ligne en donnant l'adresse de mon épouse à Aubagne. Par la suite j'avais reçu un courriel d'une militante du POID m'invitant à une réunion, ne sachant pas que je vivais en Inde en réalité, leur formulaire n'avait pas prévu une adresse hors de France. Par souci d'honnêteté, je lui ai répondu en me présentant et en lui fournissant l'adresse de La voix de l'Opposition de gauche.

- "Des manifestations sont organisées le samedi 26 mai contre la politique de Macron en commun par différents partis et associations du mouvement ouvrier, des syndicats. Le POID, qui a participé à la une manifestation unitaire de plusieurs milliers, à Paris le 13 mai à l'initiative du "Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Vème République" : Macron, un an ça suffit" a décidé de participer à ces manifestations, considérant que :

1 - Les organisations en tant que telles sont signataires et parties constituantes, et non sommées de se dissoudre un mouvement informel quelconque, chacune préservant totalement sa souveraineté.

2 - Chaque organisation est libre de manifester sous ses mots d'ordre, drapeaux et banderoles.

3 - Il ne s'agit pas de constituer une structure pérenne (du type collectif ou autre) ayant vocation d'aller au-delà du 26 mai, c'est un appel à une manifestation le 26 mai.

Ainsi le POID manifesterait derrière sa banderole : DEHORS MACRON ! PERSONNE NE PEUT, PERSONNE NE VEUT ATTENDRE 2022 !, sous les mots d'ordre de la manifestation du 13 mai (voir La Tribune des Travailleurs de cette semaine, N° 139, page 3) : "Personne ne peut, personne ne veut attendre 2022", "Macron un an ça suffit, unité pour le chasser !"; "Ce ne sont pas mes étudiants qu'il faut sélectionner, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; "Ce ne sont pas les retraités qu'il faut dévaliser, c'est le gouvernement qu'il faut virer !" ; " C'est pas le service public qu'il faut privatiser...." ; Les cheminots ont raison, non, non, non aux privatisations" ; "Étudiants matraqués, salariés licenciés ; Macron dehors ! Unité ! "... A Paris, des passants se sont agrégés à la manifestation au fil du parcours, sur ces mots d'ordre..."

J'ai déjà indiqué que j'étais favorable à la participation à toute manifestation contre Macron, dès lors que chacun était libre d'exprimer ses propres mot d'ordre.

Parole d'internaute

(Suite à l'article publié par Les Crises *A qui faire confiance, la question existentielle* par Robert Parry)

En aparté, le blog *Les Crises* porte bien son nom. Les articles qu'il publie sont particulièrement médiocres depuis qu'il a subit un ravalement de façade plutôt raté d'ailleurs.

1- "Concernant le "que faire ?". Rien. Attendre la chute et rester propre sur soi."

2- "Ici (Le blog Les Crises - ndlr) aussi, nous assistons, impuissants, à cette mise en œuvre médiatique."

LVOG - Heureux de vous l'entendre dire, puisque c'est ce que je n'arrête pas d'affirmer.

Tout cela est de la masturbation intellectuelle, le sport cérébral favori des intellectuels des classes moyennes, pour lesquels l'orgasme demeurera à jamais un fantasme.

Ils n'ont pas compris, semble-t-il, que pour atteindre l'orgasme il faut cesser de penser. Ce qui sera relativement aisé pour les pauvres d'esprit, mais s'avèrera terriblement compliqué pour ceux qui ne peuvent s'en empêcher, peut-être par qu'ils n'ont jamais appris à penser, sinon ils le sauraient.

On peut très bien avoir la tête très pleine et être malgré tout atteint de sénilité précoce intellectuelle, c'est ce qu'a démontré l'existentialisme justement.

En quoi cela consiste-t-il ?

Existentialisme - Doctrine philosophique selon laquelle l'existence de l'homme précède son essence, lui laissant la liberté et la responsabilité de se choisir. (Le Grand Robert de la langue française)

J'ai conservé la terminologie employée dans cette définition, en ayant à l'esprit les exploités au lieu de l'homme ou les hommes.

Partant du constat que l'homme ne dispose pour ainsi dire d'aucune liberté dans la société, cela revient à l'accuser d'en être responsable. On entendra par existence et essence, l'ensemble des conditions qui lui sont extérieures et des facultés dont il dispose pour les appréhender, sachant qu'elles sont liées et sujettes à évoluer.

- (...) si vraiment l'existence précède l'essence, l'homme est responsable de ce qu'il est. Ainsi, la première démarche de l'existentialisme est de mettre tout homme en possession de ce qu'il est et de faire reposer sur lui la responsabilité totale de son existence. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 24.)

Donc tout homme qui n'a pas conscience de sa condition en porte la responsabilité, et quoi qu'il lui arrive également. Il y a là de quoi se détester et la terre entière. Cette démarche est erronée à la base, parce qu'il existe un certain nombre d'obstacles qui empêchent l'homme d'entrer "en possession de ce qu'il est", c'est donc à ces obstacles qu'il faut s'attaquer avant de vouloir changer les hommes.

Essence - Qu'est-ce que signifie ici que l'existence précède l'essence ? Cela signifie que l'homme existe d'abord, se rencontre, surgit dans le monde, et qu'il se définit après. L'homme, tel que le conçoit l'existentialiste, s'il n'est pas définissable, c'est qu'il n'est d'abord rien. Il ne sera qu'ensuite, et il sera tel qu'il se sera fait. Ainsi, il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir. (Le Grand Robert de la langue française - Sartre, L'existentialisme est un humanisme, p. 21.)

Existentialisme - L'existentialisme a deux formes : l'une avec Kierkegaard et Jaspers débouche dans la divinité par la critique de la raison, l'autre, que j'appellerai l'existentialisme athée, avec Husserl, Heidegger et bientôt Sartre, se termine aussi par une divinisation, mais qui est simplement celle de l'histoire, considérée comme le seul absolu. (Le Grand Robert de la langue française - Camus, Interview à « Servir », 20 déc. 1945, in Essais, Pl., p. 1427.)

Nous constaterons que la société, le milieu, le lieu, le moment où l'homme vient au monde et va évoluer par la suite passent à la trappe ou ne joueront plus qu'un rôle secondaire au cours de son existence, puisque leur nature et leurs combinaisons n'auront pas d'influence sur les facultés qu'il développera ou non. Toutes ces conditions lui sont imposées, et pour donner un sens à son existence et cesser de vivre dans la servitude il s'emploiera à en prendre conscience, mais comme tout sera fait pour qu'il n'y parvienne jamais, il aura toutes les difficultés du monde à progresser ou à s'en sortir.

A l'homme qui serait le produit de lui-même selon l'existentialisme, nous opposons les hommes qui sont le produit de la société telle qu'elle les façonne. L'homme lui-même ne peut pas modifier fondamentalement sa condition même s'il est animé de la meilleure volonté du monde, tout simplement parce que la société lui interdit, dit autrement, parce que celle des autres hommes ne changerait pas pour autant et continuerait de constituer un problème pour lui ou de lui empoisonner l'existence, en revanche ils peuvent y parvenir en agissant ensemble pour changer la société.

On pourrait peut-être dire que l'existentialisme est une forme d'humanisme individualiste qui a pourri 68 en voulant changer la vie au lieu de vouloir changer la société. L'humanisme en soi, entendez pour soi, peut facilement se transformer en despotisme...

Stratégie du chaos, de la guerre et du changement de régime.

- Nouvelles sanctions américaines après la réélection de Maduro - AFP 22.05

Mondialisation.ca - Étaient présents près de 2000 observateurs internationaux, venus notamment des nations caraïbes réunies au sein du CARICOM, de l'Union Africaine, et du CEELA, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains. 17 audits du système électoral avaient été organisés.

Composé en majorité de présidents des tribunaux nationaux électoraux de pays gouvernés par la droite, le Conseil des Experts Électoraux Latino-américains a expliqué par la voix de son président Nicanor Moscoso : "Nous avons eu des réunions avec chacun des candidats qui ont accepté les résultats des inspections et des contrôles. Nous sommes en présence d'un processus transparent, harmonieux." (Thierry Deronne - Venezuela Infos - Mondialisation.ca 21 mai 2018)

- Maduro réplique à Trump et expulse ses représentants au Venezuela - AFP 23 mai 2018

De nouvelles représailles de Washington étaient attendues après la décision du président vénézuélien Nicolas Maduro, réélu dimanche lors d'un scrutin très critiqué par la communauté internationale, d'expulser ses deux plus hauts représentants diplomatiques à Caracas, en réplique aux nouvelles sanctions des Etats-Unis.

"J'ai déclaré persona non grata le chargé d'affaires des Etats-Unis (Todd Robinson, ndlr) et j'annonce son départ dans les 48 heures", a déclaré le président socialiste, accusant M. Robinson de fomenter un complot militaire, économique et politique contre lui.

Nicolas Maduro a également ordonné l'expulsion du numéro deux de la mission diplomatique (les deux pays n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010), Brian Naranjo, qu'il a accusé d'être le représentant local de la CIA.

Il réplique ainsi au décret signé lundi par son homologue américain Donald Trump, visant à réduire la capacité du Venezuela à vendre ses actifs.

Mardi, Bruxelles a également haussé le ton: "L'Union européenne envisage des sanctions", a fait savoir la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini, dénonçant de "nombreuses irrégularités signalées le jour du scrutin, y compris l'achat de votes". AFP 23 mai 2018

- Washington veut imposer à l'Iran les sanctions "les plus fortes de l'Histoire" - AFP 22.05

- Suède: un livret édité à 4,8 millions de copies prépare la population à la guerre - AFP 22.05

- L'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni disposaient de Novichok - Réseau Voltaire 22 mai 2018

Selon la presse allemande, le Bundesnachrichtendienst (services de Renseignement allemands — BND) s'est procuré un échantillon de Novichok durant les années 80 auprès d'un transfuge ex-soviétique.

Ce produit aurait été partagé avec les États-Unis et le Royaume-Uni afin de développer des protections et des anti-poisons.

Cette révélation contredit la théorie du gouvernement de Theresa May selon qui seule la Russie disposerait de Novichok. Réseau Voltaire 22 mai 2018

ACTUALITE EN TITRES

Zéro !

- Le Parti socialiste s'ouvre au débat, mais à quel prix ? - Liberation.fr 22.05

Réponse : un euro. Liberation.fr 22.05

En famille. Sa majesté ose tout ou quand les multinationales anglo-saxonnes sont au service du "bien commun". Plutôt inquiétant.

- Des grands patrons de la high-tech à l'Elysée pour soutenir le bien commun - AFP 23/05/2018

Emmanuel Macron reçoit mercredi à l'Elysée une soixantaine de dirigeants et acteurs de la high-tech mondiale pour les convaincre de s'engager en faveur des "biens communs" (éducation, emploi, santé...) lors d'un sommet baptisé "Tech for Good". AFP 23/05/2018

Ce n'est pas seulement suspect mais ridicule, grotesque...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- Italie. Giuseppe Conte, un juriste inconnu à la tête de l'Italie ? courrierinternational.com 22.05

Ce professeur de droit de 54 ans a été choisi par la Ligue et le M5S pour diriger le nouveau gouvernement italien malgré son inexpérience en politique. Le président de la République italienne a convoqué les leaders des deux partis anti-systèmes ce mardi matin pour leur dire s'il validait ou pas leur choix.

"Inconnu", c'est l'adjectif utilisé par Le Soir, The Washington Post, The Guardian ou le Süddeutsche Zeitung pour décrire le probable futur chef du gouvernement italien.

"Qui est Giuseppe Conte ?", titre même Il Sole 24 Ore. Juriste brillant de 54 ans au CV long comme le bras (18 pages, fait remarquer Le Soir avec une pointe d'ironie), ce cinquantenaire "pimpant porté sur les boutons de manchette et les mouchoirs blancs" selon The New York Times est passé par la Sorbonne, Yale et Cambridge avant d'enseigner, entre autres, le droit public à l'université de Florence.

Conte a été l'avocat du leader du Mouvement 5 étoiles, qui l'a d'abord imaginé ministre de la fonction publique. Comme l'explique The Guardian, il a été le "cerveau" derrière la proposition du parti antisystème d'abolir 400 lois jugées "inutiles" pour alléger une bureaucratie boursouflée qui pèserait sur la croissance économique de la quatrième puissance européenne.

"C'est un technocrate, pas un politicien", précise le Süddeutsche Zeitung. La remarque n'est pas innocente car la Ligue et le M5S ont "toujours trouvé que les technocrates à la tête du gouvernement sont des usurpateurs de pouvoir parce qu'ils gouvernent sans mandat populaire", rappelle le quotidien bavarois.

Conte, qui n'a jamais été élu, admet lui-même ne pas avoir d'expérience en politique, raconte le Corriere della Sera, soulignant toutefois que "la possibilité d'entrer en politique directement par la porte principale du Palazzo Chigi, en tant que président du Conseil, ne l'effraie pas du tout".

Et si son nom se trouve désormais sur le bureau de Sergio Mattarella, le président de la République italienne (qui a un droit de veto constitutionnel), c'est parce le choix d'une personnalité peu connue permettait "d'éviter que la Ligue ou le Mouvement 5 étoiles prenne le pas sur l'autre", analyse The Washington Post. Matteo Salvini, le leader de la Ligue, comme Di Maio voulaient le poste. Le premier convoite désormais le ministère de l'intérieur pour y appliquer son programme d'expulsion des immigrés.

Le risque, s'inquiète Le Soir, c'est que Conte devienne un "président faible", "un leader de papier" aux ordres des deux formations politiques qui l'ont installé au pouvoir. "L'otage technique des partis", ose même La Repubblica.

Ce soixante-cinquième président du conseil en soixante-douze ans devra diriger le pays au milieu de ces "deux leaders nés" observe El Pais. Alors il est important qu'il ne soit pas "une marionnette", dit le Corriere della Sera. Lors de négociations à Bruxelles par exemple, les autres gouvernements ne vont pas attendre que le premier ministre italien "consulte son conseil de surveillance avant d'apposer sa signature", prévient le quotidien le plus lu du pays. courrierinternational.com 22.05

Israël

- Vote de l'Onu sur Gaza: Israël convoque les ambassadeurs belge, espagnol et slovène - sputniknews.com 21.05.2018

En réaction au vote au Conseil des droits de l'Homme de l'Onu de la Belgique, de l'Espagne et de la Slovaquie à l'Onu en faveur de l'ouverture d'une enquête internationale sur les meurtres de Palestiniens à la frontière gazaouie, Israël a convoqué

les ambassadeurs de ces trois pays, a déclaré lundi le ministère israélien des Affaires étrangères.

Les membres du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu ont voté vendredi la question de l'envoi d'inspecteurs criminels pour enquêter sur les meurtres de Palestiniens à Gaza. La Belgique, l'Espagne et la Slovénie sont parmi les 29 pays qui ont voté en faveur de cette enquête. sputniknews.com 21.05.2018

Seuls deux des membres du Conseil, les États-Unis et l'Australie, ont voté contre la résolution, adoptée par 29 des 47 membres, 14 s'abstenant, parmi lesquels la Suisse, l'Allemagne et le Royaume-Uni. AFP 18.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Le taux de chômage remonte à 9,2% au 1er trimestre en France - AFP 23/05/2018

Après une forte baisse fin 2017, le taux de chômage est reparti à la hausse (+0,2 point) au 1er trimestre, pour s'établir à 9,2% en France entière (hors Mayotte), selon des chiffres provisoires de l'Insee publiés mercredi. AFP 23/05/2018

ECONOMIE

Iran

- Iran : la Chine grande gagnante face à Total, grâce à Trump - leblogfinance.com 17 mai 2018

Le ministre iranien du Pétrole a ainsi indiqué mercredi que la major pétrolière chinoise CNPC remplacerait le géant énergétique Total dans le contrat pour le développement en Iran de la phase 11 du champ gazier South Pars (Pars Sud) en cas du retrait du groupe français. Ce qui constituerait un événement de taille dans le monde des hydrocarbures alors que le champ gazier de South Pars représente un enjeu stratégique de tout premier ordre depuis des années et constitue une « prise » de tout premier ordre pour Total.

Le chinois CNPC remplacerait Total en cas de sortie du groupe français

“Total a affirmé que si elle n’obtenait pas de dérogation de la part des Etats-Unis pour continuer ses activités, elle commencera le processus pour quitter le contrat » a ainsi indiqué Bijan Namdar Zanganeh, cité par l’agence Shana du ministère.

Ajoutant que dans ce cas, « la société chinoise CNPC remplacera Total et prendra ses parts » et que si CNPC se dédiait à son tour, la société iranienne Petropars prendrait la main.

Rappelons qu’en vertu de l’accord conclu en juillet 2017, d’un montant de 4,8 milliards de dollars, Total détient 50,1% des parts du consortium,, suivi par le groupe chinois CNPC (30% des parts) et de l’Iranien Petropars (19,9%), ce dernier dépendant de la Compagnie nationale iranienne de pétrole (NIOC). Un accord de principe avait d’ores et déjà signé en novembre 2016, un porte-parole du ministère précisant alors que le dossier représentait un investissement de 6 milliards de dollars.

Il s’agissait alors d’un retour en force du groupe français en Iran, pays où la société était fortement implanté, avant que Téhéran ne fasse l’objet de sanctions internationales accrues depuis 2012, les grandes puissances mondiales tentant par ce biais lutter contre le programme nucléaire iranien largement controversé.

Rappelons que l’Iran et le Qatar se partagent le champ offshore de South Pars (Pars Sud), situé dans les eaux du Golfe, qui contient environ 14.000 milliards de m3 de gaz, soit 8% des réserves mondiales. L’objectif de Téhéran est notamment de développer la phase 11 du gisement pour le relier à sa première usine de gaz naturel liquéfié (GNL) sur la côte du Golfe.

La Chine n’est pas la seule à placer ses pions et profiter de la politique menée par Donald Trump. L’"opportunité" profite également à la Russie.

En effet, à l’heure actuelle, en dehors de l’accord signé avec le consortium dont fait partie Total, seule la société russe Zarubezhneft a signé en mars 2018 un contrat de 742 millions de dollars en vue d’augmenter la production de deux champs pétroliers dans

l'ouest du pays.

En novembre 2017, le groupe public russe Gazprom a quant à lui annoncé des accords avec l'Iran prévoyant sa participation à des projets de gaz naturel liquéfié ainsi qu'à un projet de gazoducs vers le Pakistan et l'Inde. De quoi rendre le dossier nucléaire encore plus géopolitique ...

Signés en marge d'une visite de Vladimir Poutine à Téhéran mercredi, ces contrats constituent "un grand pas dans le développement du partenariat russo-iranien dans le secteur gazier", avait alors souligné le vice-président de Gazprom Vitali Markelov.

L'un de ces contrats a été signé avec l'Organisation iranienne pour la rénovation et le développement industriel (Idro), un organisme d'Etat, et prévoit la possibilité de "projets de liquéfaction du gaz pour le vendre à des pays tiers", précisait alors Gazprom.

Lequel a également signé avec la société publique pétrolière iranienne Nioc un accord permettant de démarrer les études de faisabilité d'un projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde ainsi qu'un accord sur un système de production et de transport de gaz naturel sur le territoire iranien.

Surnommé "pipeline de la paix", le projet de gazoduc IPI (Iran-Pakistan-Inde) et a été initié en 1994 dans le but au départ de livrer du gaz iranien à l'Inde en traversant le Pakistan, mais sa construction a été retardée pendant des années par des différends concernant la fixation du prix du gaz et par les relations tendues avec les pays concernés.

A la même période, le géant russe des hydrocarbures Rosneft (semi-public) avait annoncé avoir signé avec Nioc une "feuille de route" pour la mise en oeuvre de projets communs dans le domaine de la production de pétrole et de gaz en Iran.

Cité par l'agence Interfax, le directeur général de Rosneft, Igor Setchine, avait déclaré qu'il était question de "toute une série" de gisements qui seront exploités avec des partenaires iraniens pour un "investissement total" pouvant aller "jusqu'à 30 milliards de dollars". leblogfinance.com 17 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (9 pages)

Il y a une grève générale de 24 heures au Tamil Nadu où j'habite, suite à la mobilisation de la population de Thoothukudi dénonçant la pollution de l'air et de la nappe phréatique par une fonderie de cuivre filiale du géant minier britannique Vedanta, qui s'est déjà soldée par 11 morts par balles, la police s'est livrée à un véritable massacre. Le 22 mai coïncidait avec le 100e jour de cette mobilisation pour exiger la fermeture de cette fonderie.

Selon tous les témoignages que j'ai lus et qui semblent concorder, la police aurait tiré sans sommation et utilisée des armes de guerres que même la police anti-émeute n'utilise pas au Kashmir. Elle a visé la tête ou le haut du corps de certains manifestants dans l'intention manifeste de les tuer. La suite plus tard. En attendant en anglais, avec une traduction sommaire. Au passage, depuis des années je n'utilise plus le français que pour actualiser le portail.

- Thoothukudi under siege after another death in Sterlite protest. (Etat de siège décrété par les autorités - LVOG)

On May 22, when the protest against the polluting Sterlite industry entered into its 100th day, the protestors decided to mark it by taking out a rally towards the District Collectorate, demanding that the industry be closed. The tens of thousands of protestors were defying a ban issued the previous day by Collector N Venkatesh (who was subsequently transferred) in doing so. Braving the police attempts to thwart the rally, including opening tear gas and lathi charge, the rally marched towards the District Collectorate, where the police flouted all norms to open fire and kill at least 11 protestors. nationalheraldindia.com 24.05 (Des dizaines de milliers de manifestants se dirigeaient vers la préfecture pour exiger la fermeture de la fonderie, manifestation qui avait été interdite, quand la police apparemment débordée a paniqué et mitraillé la foule faisant 11 morts. - LVOG)

- The Tamil Nadu Pollution Control Board (TNPCB) has ordered the closure of Sterlite Copper Smelter plant in Thoothukudi with immediate effect and disconnected electricity supply to the unit early on Thursday. thehindu.com 25.05 (Les autorités ont ordonné la fermeture de la fonderie et lui ont coupé l'électricité. - LVOG)

- Tamil Nadu: Internet suspended in three districts after fresh anti-Sterlite protests in Thoothukudi (Internet a été coupé. - LVOG)

One local resident said that the protestors never intended to get violent. "Everyone went to the protest with the intention of staying till the night," said one resident. They were hoping that the protest would force the administration to lock the plant down. "If we had intended to get violent, why would we have taken our children along with us?" - scroll.in 25.05 (Un manifestant explique que la marche se voulait non violente, et que c'est pour cette raison que certains manifestants étaient venus avec leurs enfants. - LVOG)

- The Madurai bench of the Madras high court also ordered Vedanta to stop construction of a second unit of the plant hindustantimes.com 25.05 (La Cour suprême de Madras avait ordonné l'arrêt de la construction d'une seconde fonderie sur le même site. - LVOG)

Les faits, rien que les faits.

Je n'ai pas rendu compte de la journée d'action des fonctionnaires le 22 mai. Bien que les syndicats y aient appelé dans l'unité la participation a été de 2%.

En revanche, au cours d'un référendum près de 95% des cheminots se sont prononcés contre la réforme (privatisation) de la SNCF, alors que les syndicats étaient désunis, la participation a été de 61% (lire plus loin).

Dans le dernier numéro de la Tribune des travailleurs, D. Gluckstein a à nouveau axé son éditorial sur l'unité. Selon lui, l'absence d'unité serait le principal obstacle à la mobilisation des travailleurs, on vient de voir que non ou que le problème se situait manifestement ailleurs. Qui est contre l'unité hormis ceux qui entendent laisser Macron gouverner tranquillement, on est au moins d'accord là dessus.

Mais est-ce réellement le problème prioritaire auquel il faudrait s'atteler ? N'y aurait-il pas plutôt un problème en amont qui serait à l'origine de la division ou qui permettrait d'y recourir à tout moment ? Chacun sait que lorsque les conditions sont mûres, les travailleurs parviennent à imposer l'unité aux appareils qui y sont farouchement opposés.

Que les travailleurs aspirent à l'unité pour affronter Macron est une chose, mais ils divergent ou se divisent sur son contenu et ses objectifs, et c'est là dessus que s'appuient les appareils pour empêcher qu'elle se réalise ou la disloquer rapidement, avant qu'elle ne se cristallise et constitue une menace pour le régime.

En l'absence de toute direction, chacun lui donne un contenu et des objectifs en fonction de sa condition ou de son statut qu'il entend défendre ou voir améliorer. Donc le facteur de dislocation est aussi présent, et il s'explique d'autant plus qu'en l'absence de toute direction qui incarnerait consciemment les intérêts de l'ensemble des masses exploitées et opprimées, c'est comme si elles n'existaient pas en tant que classe ou qu'elle demeuraient atomisées ou chaque travailleur ou militant se contentait de défendre uniquement ses intérêts individuels. Dans ces conditions, l'hétérogénéité des masses favorise ou conduit à une juxtaposition d'intérêts individuels qui ont tendance à virer au corporatisme. C'est donc l'absence de toute conscience de classe ou collective ou la faiblesse de celle-ci qui favorise la division.

Je ne sais plus qui de Lénine ou Trotsky expliquait en substance, que le niveau de conscience de la classe ouvrière au départ de toute action ou mobilisation déterminait son sort ou les objectifs qu'elle pourrait se fixer raisonnablement d'atteindre.

Bref, on en revient toujours à la même discussion que les uns et les autres s'obstinent à refuser d'engager, ce qui nous condamne à la défaite irrémédiablement. Pourquoi voulez-vous en faire l'économie, que craignez-vous ? De perdre du temps ? Votre dogmatisme nous a déjà fait perdre inutilement 70 ans et vous nous proposez de continuer sur la même voie, ce n'est pas très sérieux.

Osez tenir un autre discours en direction des travailleurs, cessez de leur attribuer un niveau de conscience qu'ils n'ont pas, ce qui vaut évidemment pour la plupart des militants. Soyez modeste, admettez que votre niveau de conscience présente de graves lacunes, et qu'il vous faut revoir l'ensemble des rapports que vous attribuez aux travailleurs car ils sont erronés ou ne correspondent pas à la réalité, cessez de la tordre pour qu'elle coïncide avec vos théories, de lui substituer vos formules apprises par cœur qui sonnent creuses.

Ils osent tout. Quand le gang mafieux de Bilderbeg (ou des GAFA) gouverne la France.

LVOG - C'était la seconde fois que le petit roitelet organisait ce genre d'opération. Après cela plus personne ne se demandera qui l'a porté au pouvoir et pour qui il gouverne. On imagine guignol à genoux face à ses marionnettistes : Mes seigneurs, vos désirs sont des ordres.

- Macron se félicite des engagements des géants de la high tech - AFP 23 Mai 2018

Emmanuel Macron s'est félicité mercredi d'avoir obtenu de plusieurs géants mondiaux du numérique des engagements pour le "bien commun", de la protection sociale à l'éducation, après avoir réuni à l'Élysée une soixantaine de dirigeants dont le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg.

Répondant à l'appel du président français, plusieurs groupes ont annoncé mercredi des mesures sociales et éducatives ou des investissements, dont Uber et Deliveroo qui offriront à leurs chauffeurs et coursiers en Europe une protection sociale privée, IBM qui va embaucher 1.400 personnes en France, et Microsoft qui va recruter une centaine d'experts en intelligence artificielle (IA). Facebook va renforcer ses investissements en France consacrés à l'intelligence artificielle.

Le chef de l'État avait invité pour un déjeuner à huis clos le gratin de la high-tech mondiale: outre Mark Zuckerberg, Satya Nadella (Microsoft), Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), Alex Karp (Palantir) ainsi que des patrons français (Free, Orange, Les Echos, RATP, SNCF, Sanofi, BNP Paribas, Thales, OpenClassrooms...) aux côtés du président rwandais Paul Kagame. Il a aussi reçu en tête-à-tête Mark Zuckerberg et les dirigeants d'Uber, Microsoft et IBM.

Ce sommet organisé par l'Élysée a lieu en pleine montée des critiques contre les géants d'internet sur le pillage de données, les fausses nouvelles, les comportements prédateurs ou l'évasion fiscale.

Favorable aux entrepreneurs, le président français a multiplié les appels aux chefs d'entreprise depuis son élection pour leur demander d'investir en France ou défendre l'environnement. Mardi encore, il les a appelés à embaucher des jeunes de banlieues.

Dans l'après-midi, les dirigeants se sont retrouvés à Matignon pour des ateliers consacrés à l'avenir du travail, la diversité et l'éducation, en présence de plusieurs ministres.

Rendant compte de ces travaux, Dara Khosrowshahi (Uber), Ginni Rometty (IBM), Bill McDermott (SAP), ont lancé des appels à des efforts d'éducation associant le privé et le public, pour éviter que la révolution numérique ne laisse à la traîne une partie de la population. AFP 23 Mai 2018

Ces monstres aux intentions inavouables et qui pourrissent tout ce qu'ils touchent, sont présentés comme des bienfaiteurs, des philanthropes oeuvrant au "bien commun", face à un peuple démunie, divisé ou impuissant pour les affronter.

Présenter Uber comme un chantre de la protection sociale, c'est recourir à la novlangue décrite par Orwell, qui consiste à nier quelque chose et oublier qu'on l'a nié, ou oublier quelque chose et nier qu'on l'a oublié, oublié dans le sens où on rejette les faits qui nous embarrassent, on les occulte, on les fait passer à la trappe jusqu'à se persuader qu'ils n'ont jamais eu lieu, ce qui permet de réécrire en permanence l'histoire passé et de fabriquer la présente pour orienter la société dans une direction précise, pour atteindre un objectif déterminé ou imposer en l'occurrence ici un modèle de société totalitaire.

C'est aussi faire l'apologie du corporatisme qu'incarne Uber notamment.

Je crois que nous n'avons pas suffisamment observé et étudié ce qui s'était passé aux États-Unis depuis la fin du XIXe siècle. Cela aurait pu nous fournir des renseignements précieux sur la manière dont la société risquait d'évoluer si le prolétariat ne prenait pas le pouvoir. On aurait dû savoir ce qui allait nous arriver partant de là, et en tirer des conclusions pour éviter de vivre ce cauchemar, car vivre dans un monde promis à une régression sociale sans fin signifiait forcément la disparition de nos droits politiques, de toute expression politique indépendante et l'émergence d'un régime totalitaire.

Si on prend la mesure de ce qui est en train de se passer, il n'y a pas à tergiverser, à négocier, le capitalisme doit disparaître, l'éradiquer à l'échelle de la planète doit être l'objectif que nous devons tous partager et qui doit nous rassembler. Il faut neutraliser l'oligarchie pour lui interdire de nuire plus longtemps à tous les peuples, dépouillé de toute stratégie le capitalisme n'y survivrait pas. Vous lirez ci-dessous et plus loin comment certains s'y accrochent désespérément.

En complément. Il a quelque chose d'effrayant

- Macron à Vivatech: "il ne faut pas avoir peur du robot" - AFP 25.05

[Vous vous demandiez peut-être comment fonctionnent en général le cerveau des intellectuels, en voici une illustration.](#)

- Un chèque en blanc à Trump pour faire la guerre - Consortium News 22.04.2018

Marjorie Cohn est professeure émérite à la Thomas Jefferson School of Law, ancienne présidente de la National Lawyers Guild, secrétaire générale adjointe de l'International Association of Democratic Lawyers et membre du comité consultatif de Veterans for Peace.

- La nouvelle AUMF (Autorisation pour recourir à l'usage des forces armées -ndlr) permettrait au président (Des Etats-Unis - ndlr) d'attaquer ou d'envahir un autre pays sans exiger que l'attaque ou l'invasion soit menée en état de légitime défense ou avec la permission du conseil (Le Congrès américain - ndlr). Cela constituerait donc une violation de la Charte (Des Nations Unis - ndlr).

LVOG - Non, sans blague, comme si cela n'aurait jamais été le cas auparavant penserez-vous. Attendez, vous n'y êtes pas du tout, Marjorie Cohn le sait pertinemment :

- Malgré son pouvoir constitutionnel exclusif, le Congrès n'a pas déclaré la guerre depuis 1942. Après cette période, en commençant par le président Truman, une série de présidents américains ont engagé des troupes américaines dans des hostilités dans le monde entier sans attendre que le Congrès agisse.

- Le nouveau projet de loi, s'il est adopté, rendrait effectivement complet le transfert du pouvoir de déclarer la guerre du Congrès au président.

Alors à quoi cela rime-t-il de dénoncer une menace à venir qui a déjà été mise à exécution dans le passé et le présent, puisque les Etats-Unis n'ont jamais cessé d'être en guerre depuis 1942 ?

C'est de la simple masturbation intellectuelle de juriste, de légaliste et rien de plus. Ces nantis en perdent la tête littéralement en étalant à longueur de temps leur misérable inconsistance. Ce sont des fanatiques de la Constitution américaine, qui a légitimé toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain depuis 1787, qui a permis à une ploutocratie de s'emparer du pouvoir et d'instaurer un régime mafieux, raciste, tyrannique.

On se demandera comment des intellectuels se prétendant progressistes, humanistes, démocrates peuvent en arriver à un tel aveuglement. Parce que le capitalisme demeure leur horizon borné, on en revient à l'article précédent. Ils en appellent à la Constitution américaine qui sert à légitimer juridiquement le régime et ses excès, donc ils ne peuvent pas développer en même temps la volonté de l'affronter pour l'abattre. Soit on le conserve, soit on s'en sépare, il n'existe pas d'autres alternatives.

On va peut-être nous rétorquer que c'est radical. En effet, mais n'est-il pas radical de le conserver ? Pensons un instant à toutes ses guerres, ne signifient-elles pas que la lutte de classes est un combat à mort ? C'est indigne d'un militant d'en douter. Ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit ont un sérieux problème politique à régler.

Dans le même registre.

Charlatanisme. Comment ils légitiment la Ve République et au passage la survie du capitalisme.

- Institutions: Ruffin (LFI) appelle à "couper le cordon ombilical" entre le chef de l'Etat et l'Assemblée - AFP 24 mai 2018

A quoi cela rime-t-il d'appeler à renforcer les pouvoirs d'une institution qui est corps et âme dévoué au capitalisme, à l'oligarchie ? Au moins vous êtes fixé sur les réelles intentions de ces gens-là. Avions-nous tort d'affirmer que la gauche institutionnelle était foncièrement réactionnaire et qu'elle ne sera jamais autre chose ? Les faits le démontrent.

[Fake news ou comment le gouvernement sioniste manipule les consciences.](#)

- Meurtre de Mireille Knoll. Confusion sur le mobile antisémite. - Liberation.fr 24 mai 2018

Deux suspects ont été mis en examen. Les deux hommes s'accusent mutuellement du meurtre, qui auraient fait connaissance en prison, faisant valoir les intentions crapuleuses de l'un et de l'autre. Mais au cours de sa dernière audition, Alex C., l'un des deux suspects du meurtre, a affirmé qu'il ne pensait pas que Yassine M. qu'il accuse du crime, ait agi par antisémitisme, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre lors de sa garde à vue.

Pour Me Laouafi, qui défend Alex C. avec son confrère Me Murgulia, son client n'a pas fait de volte-face devant la juge d'instruction. «Ça aurait été un revirement s'il avait clairement dit en garde à vue que le mobile était antisémite, estime-t-il. Or le 26 mars, il a affirmé que le mobile était tout autre.» A l'inverse, pour l'avocat de la famille de Mireille Knoll, la modification des déclarations d'Alex C. est un véritable revirement. Mais, estime Me Goldnadel, cela ne fragilise pas la qualification antisémite. «Si Yacine M. a dit "Allah akbar", je pense que c'est un motif antisémite qui fait bon ménage avec le crime crapuleux», déclare l'avocat de la famille, qui juge «ridicule» la rétractation d'Alex C. sur les propos qu'aurait tenus Yacine M. concernant la situation financière des juifs. Liberation.fr 24 mai 2018

Désormais tout musulman dans le monde qui prononcera "Allah akbar" sera qualifié d'antisémite, autant dire qu'ils le sont tous selon le Crif dont fait partie Me Goldnadel.

Parole d'internaute

- "Il est tout de même effarant que Londres puisse tenter de faire avaler au monde entier, que la Russie a perpétré une tentative d'empoisonnement sur son propre sol, sans fournir la moindre preuve de ses accusations ?

C'est à dire que le Royaume-Uni admet son incapacité à protéger des gens à qui elle accorde le statut de réfugié politique, dont elle se sert pour tenter de discréditer la Russie. Peut-on être aussi cynique ?

Rappelons que les derniers états de service du Colonel Skripal ont été accomplis pour le compte du Royaume-Uni!

Mais un jour viendra où ce citoyen russe qui a souhaité rentrer dans son pays dira la vérité.

C'est justement un mobile possible pour que la CIA et les services anglais tentent de l'empoisonner à Salisbury. Car il aurait probablement renseigné son pays sur les pratiques des anglais et des américains.

Mais quand on met en parallèle cette affaire et les accusations d'utilisation d'armes chimiques imputées à la Syrie, on s'aperçoit que les scénarios sont très proches.

La rhétorique de manipulation de substances chimiques depuis la fameuse fiole brandie par Colin Powell à l'ONU en 2003, a la dent dure.

Bizarrement, c'est toujours en Angleterre qu'on empoisonne les ex-espions et oligarques russes, qui un temps, ont participé aux tentatives de démantèlement de l'économie russe après la chute de l'Union Soviétique.

Trop grossier pour être crédible.

De qui se moque-t-on ?"

Fake news. Quel était le mobil du crime, à qui devait-il profiter ?

- Vol MH17: le missile provenait d'une unité militaire russe - AFP 25.05

Le missile BUK-TELAR qui a abattu le vol MH17 en Ukraine en 2014 provenait d'une brigade russe, annonce la mission d'enquête internationale menée par les Pays-Bas. AFP 25.05

Cette "enquête internationale" a été menée de la même manière que celle sur la dernière prétendue attaque chimique en Syrie et celle dont aurait été victime les Skripal en Grande-Bretagne. Il était donc normal que leurs conclusions convergent et coïncident avec les coupables qu'ils avaient désignés avant même que ces simulacres d'enquêtes aient lieu.

- Le vol MH-17 a été abattu par l'armée russe, selon les enquêteurs - Reuters 25.05

On a publié des dizaines d'articles sur ce sujet qui démontraient que l'Ukraine ou un de ses alliés était à l'origine de cette opération et qu'ils en étaient les seuls bénéficiaires.

En complément. Même pas peur ! Etonnant, cela ne colle pas avec la version officielle.

- Ioulia Skripal, la fille de l'ex-espion empoisonné, espère retourner un jour en Russie - Le figaro.fr 23/05/2018

Ils osent tout

- La lutte n'est jamais propre - Liberation.fr 25.05

- Glyphosate: l'Assemblée enquête, sans succès, sur une fuite en faveur d'un lobby - AFP 25.05

- Virginité : à quand l'hymen coté en Bourse ? - Liberation.fr 25.05

- Le parti au pouvoir en Guinée exclut une enquête sur Bolloré - Reuters 23.05

- Dès le 31 mai, Hambourg sera partiellement interdit à certains véhicules roulant au diesel. - Liberation.fr 23.05

- Chine : l'ambassade américaine dénonce une «attaque acoustique» - LeParisien.fr 23.05

- Avalanche de femmes et minorités, le parti démocrate américain change de visage - AFP 23.05

- Les USA pourraient reconnaître que le Golan est israélien - Reuters 23.05

- Israël va approuver la construction de milliers de logements de colons - AFP 25.05

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les premiers résultats de Parcoursup ne laissent la place qu'à l'inquiétude et à l'opacité - Le HuffPost 23.05

Depuis ce mardi soir, ce sont 400.000 lycéens environ sur 810.000 qui se retrouvent "en attente" ou "refusés" sur l'ensemble de leurs vœux d'orientation déposés sur la plateforme d'orientation Parcoursup, soit 50% des inscrits. Environ 29 000 élèves n'ont reçu que des réponses négatives à leurs vœux sur la plateforme Parcoursup. Libération et Le HuffPost 23.05

- Consultation SNCF : 94,97% des votants se disent contre la réforme - M6info 23 mai 2018

C'est un raz-de-marée. Près de 95% des cheminots ayant participé à la consultation "vot'action" organisée par les syndicats de la SNCF, se sont prononcés contre la réforme ferroviaire, a annoncé Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots. La participation à cette consultation interne, sans valeur légale et lancée le 14 mai par l'intersyndicale, a atteint 61,15%. M6info 23 mai 2018

Brésil

- Le Brésil au bord de la paralysie avec une grève des routiers - AFP 23 mai 2018

Le Brésil était au bord de la paralysie jeudi au quatrième jour d'une grève nationale des camionneurs avec des barrages routiers dans quasiment tous les États qui perturbaient les approvisionnements, alimentaires et de carburant notamment. AFP 23 mai 2018

Inde

- Le sud de l'Inde en proie à un virus mortel - euronews 23 mai 2018

Le sud de l'Inde en proie à un virus très dangereux : au moins 11 personnes sont mortes, infectées par « Nipah », en l'espace de deux semaines et une centaine d'autres sont en quarantaine.

Les autorités sanitaires sont en alerte : le virus est mortel dans 70% des cas et il peut être transmis d'homme à homme. La maladie se contracte en consommant des aliments infectés par des chauves-souris, porteuses du virus.

Pour l'instant, « Nipah » se cantonne à deux États du Sud de l'Inde, le Kerala et le Karnataka, très prisés par les touristes. euronews 23 mai 2018

- Inde: nouveau mort dans des manifestations contre une compagnie minière - AFP 23.05

Un nouveau manifestant a été tué mercredi par la police dans le sud de l'Inde, un jour après que les forces de l'ordre ont abattu dix opposants à l'usine d'une compagnie minière, ont annoncé des responsables locaux.

La police de la ville portuaire de Tuticorin (aussi appelée Thoothukudi) dans l'État du Tamil Nadu a de nouveau affronté des contestataires réclamant la fermeture d'une fonderie de cuivre de la société Sterlite Copper, filiale du géant minier britannique Vedanta, qu'ils accusent de polluer l'environnement.

Des heurts la veille avaient déjà coûté la vie à dix émeutiers, le bilan de douze morts ayant été revu à la baisse. 18 policiers avaient également été blessés.

Mercredi, "nous avons tiré en l'air à balles réelles pour disperser les protestataires. Mais les émeutiers ont continué à lancer des bombes et des engins incendiaires. Ils brûlaient des véhicules", a déclaré un responsable policier à l'AFP.

"Nous avons été forcés de tirer des balles en caoutchouc qui ont malheureusement touché un homme à la colonne vertébrale et il est mort", a ajouté cette source. Un officier de police sur place a également confirmé la mort d'un jeune homme de 22 ans.

Des témoins ont rapporté que les manifestants ont incendié mercredi un bus de la police et saccagé un magasin d'alcool. Des images de la télévision montraient les forces de sécurité en équipement antiémeutes patrouillant des rues parsemées de pierres et de pneus brûlés.

La tuerie de mercredi, qui selon les pouvoirs publics était inévitable pour reprendre le contrôle de la situation, a provoqué des réactions scandalisées dans les rangs de l'opposition. Rahul Gandhi, président du parti du Congrès (opposition), a ainsi dénoncé "un exemple brutal de terrorisme d'État".

Amnesty International a estimé que la police du Tamil Nadu aurait "à répondre à beaucoup de questions" et appelé à traduire les responsables en justice.

La fonderie de cuivre de Tuticorin fait l'objet d'une résistance de longue date. Le mouvement s'est intensifié ces derniers mois alors que Sterlite cherche à obtenir la licence pour en doubler les capacités, qui sont actuellement de 400.000 tonnes par an.

L'usine avait été brièvement fermée par les autorités locales en 2013 à la suite d'une fuite de gaz présumée, avant que la justice ne l'autorise à reprendre son activité. Elle est actuellement en maintenance. AFP 23.05

ECONOMIE

Inde

- L'Inde lance une procédure contre les USA devant l'OMC - Reuters 23 mai 2018

L'Inde a entamé une procédure contre les Etats-Unis devant l'Organisation mondiale du Commerce pour contester la décision du président Donald Trump d'imposer des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux Etats-Unis, montre mercredi un document de l'OMC.

L'Inde estime que les droits de douane américains sur ses exportations d'aluminium lui coûteront 31 millions de dollars, et les taxes sur ses exportations d'acier 134 millions. New Delhi menace de répliquer en imposant des droits sur différents produits exportés en Inde par les Américains comme l'huile de soja ou les noix de cajou. Reuters 23 mai 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mai 2018

CAUSERIE ET INFOS

45°C à l'ombre à 15 heures à Trichitrambalum, à 10 kilomètres de Pondichéry, Inde du Sud, un record ! J'ai du mérite d'actualiser le site, sans climatisation, n'est-ce pas ? Et le ciel est désespérément bleu azur et dégagé, quelle horreur, quelle vie quand même, et dire qu'on se plaint encore, c'est une honte !

Je déconne, car en réalité je ne suis pas fier, car je sais qu'on risque de se taper un gros orage et des pluies torrentielles d'ici peu, un truc genre cyclone tropical, avec comme toujours quelques dégâts matériels et d'autres désagréments, genre coupure de courant, donc il faut penser à tout en prévision, remplir le réservoir d'eau, faire des courses, etc. Mais on peut aussi être épargné comme les quatre dernières années, cela dit je n'irai pas jusqu'à avoir une confiance aveugle dans la justice de la nature, pas plus que dans celle des hommes d'ailleurs, vous en êtes témoins, n'est-ce pas ?

Peu importe, j'ai eu des nouvelles de ma fille et de ma petite-fille, je suis un père, un grand-père comblé !

Comment, vous me preniez pour quelqu'un d'aigri, belliqueux, triste, mais je suis exactement le contraire, voyons. Sans déconner, j'ai vraiment tout ce qui me faut pour finir mes jours heureux, dans tous les domaines je suis comblé.

Vous me direz qu'il me manque tout de même le terrain pour militer. Certes, cet inconvénient pourrait être comblé en partie si j'entretenais une correspondance sérieuse ou suivi avec quelques militants ou dirigeants, mais ils n'y tiennent pas, apparemment ils ont mieux à faire,, alors qu'il en soit ainsi, je ne vais pas me morfondre pour autant. Et puis, je crois que je ne me débrouille pas si mal pour faire les questions et les réponses, n'est-ce pas ?

Cela me force à réfléchir davantage, c'est épuisant à la longue quand on a une petite tête, aussi je vais ralentir la cadence pour me consacrer à autres choses, j'ai encore des travaux à faire chez moi par exemple...

Et puis, souvenez-vous de ce je vous avait dit, à savoir qu'on en avait pour au moins un demi-siècle de réaction sur toute la ligne comme on était barré, très mal barré, donc ce n'est pas moi qui vais y changer quoi que ce soit, non, je ne suis pas non plus un mégalomane, cessez de vous méprendre sur les gens, vous vous en porterez mieux et votre entourage également, si je peux me permettre une remarque personnelle.

● Causerie au format pdf (16 pages)

[En cale sèche ou à marée basse, en marche vers le totalitarisme.](#)

Polémique pitoyable. Ce qui est en cause : leur analyse foireuse des rapports entre les classes.

60 partis, syndicats et associations pour quelques dizaines de milliers de manifestants un samedi à Paris, c'est misérable. Mélenchon a accusé le "*parti médiatique*" de faire dans "*la désinformation*" en minimisant le nombre de manifestants, alors qu'il s'est livré au même exercice en tirant un bilan "*fécond*" de la mobilisation de samedi. (Source : AFP 27.05)

Cela montre aussi que les organisateurs n'étaient même pas foutus de mobiliser leurs propres troupes, ce dont ils se foutent bien, à vrai dire ils en sont même soulagés.

On n'arrête pas de nous raconter des histoires depuis des décennies et des décennies et on baigne en pleine imposture, maintenant l'heure est d'en subir les conséquences et de régler nos comptes. C'est à se demander si un de ces partis ou syndicats mérite encore d'exister puisqu'aucun n'a de légitimité selon les travailleurs.

On nous avait dit que le problème résidait dans l'unité, la preuve est faite que non. Maintenant ils vont nous sortir que c'était dû à l'orientation et aux mots d'ordre qui n'étaient pas corrects ou adaptés à la situation... Foutaise, ils l'auraient été et le nombre de participants à ces manifestations aurait été encore inférieur. Comment puis-je être aussi affirmatif ? Mais parce que dans le cas contraire, cela signifierait que les conditions seraient remplies pour qu'un puissant parti ouvrier existe, or chacun sait qu'il n'existe pas.

Quel enseignement politique en tirer ? Aucun comme d'habitude du côté de nos dirigeants puisqu'ils en sont responsables. En fait, cela confirme l'analyse politique que j'ai proposée et que tous rejettent, à savoir qu'une condition déterminante au moins n'est pas remplie : Les masses ignorent que leur interprétation de leur condition est erronée, par conséquent leur mode de vie relativement confortable par rapport à ce qu'il fut autrefois ou il est ailleurs dans le monde, constitue le principal obstacle qui les empêche d'acquiescer un niveau de conscience politique supérieur. Au lieu de servir de point d'appui pour mener à son terme leur lutte de classe et s'emparer du pouvoir, il a agi au contraire comme un puissant facteur qui les a solidement enchaînés au capitalisme, du coup ils ne sont pas en mesure de trouver la voie qui leur permettrait de l'affronter ou de prendre conscience qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme.

Et le pire reste à venir, car c'est sur ce puissant facteur de corruption des esprits que s'appuie l'oligarchie pour mener toutes ses guerres, liquider tous nos acquis sociaux et politiques, disloquer le mouvement ouvrier, briser toute résistance, appliquer sa stratégie pour instaurer un nouvel ordre mondial.

L'état d'esprit des travailleurs doit être à peu près celui-là : On arrive tout de même encore à s'en sortir, et on se moque bien de savoir de quelle manière, même si ce n'est pas toujours très propre ou certains n'ont pas cette chance, on y est pour rien, donc il n'y a pas de quoi s'en faire outre mesure, d'où leur passivité. Dit autrement, à quel prix ou comment ils s'en sortent, ils s'en foutent, comme ils se foutent des conséquences qui en découlent. Ils sont engagés dans un processus d'aliénation totale dont ils sont les principaux acteurs ou les principales victimes, qui est en train de les transformer en mutants avant de devenir des zombies, ils y participent comme on part à la guerre la fleur au fusil, courant ainsi à leur perte ou s'éloignant un peu plus chaque jour de l'opportunité qui leur était offerte de conquérir leur émancipation.

Quand on en a conscience, il y a quoi être effrayé en observant que cette terrifiante perspective est en train de se réaliser, car cette orientation condamne la civilisation humaine à la barbarie ou à disparaître, ce qui revient au même.

Vous vivez en France, sortez-en, oxygénez-vous un peu le cerveau, voyez ce qui se passe dans tous les grands pays ou les plus puissants, vous observerez qu'à bien des égards la situation des travailleurs et tous les rapports sont mille fois pire qu'en France, la société est encore plus pourrie, pire encore, sans que se dessine à l'horizon le moindre espoir de changement ou de jours meilleurs, s'il existe, c'est à l'état de trace infime, au-delà règne une confusion inextricable, dont on ne voit ni comment ni quand elle pourrait disparaître, parce que les travailleurs ont abandonné l'idée de vivre un jour dans un monde meilleur. Cette idée ne leur effleure même pas l'esprit ou avant même qu'elle ne commence à éclore, elle s'évanouit sous le poids des contraintes ou des difficultés qui les écrasent et découragent les plus déterminés, avant de les corrompre à leur tour.

C'est un peu comme s'il n'existait qu'une seule interprétation possible du monde dans lequel nous vivons, celle que nous sert l'oligarchie et ses représentants, et que tous l'avaient adoptée.

Tout semble indiquer qu'on se dirige vers un monde qui pourrait ressembler à celui qu'a décrit Thierry Meyssan récemment ou George Orwell, où les superpuissances se partageraient le monde, leurs peuples étant soumis à des régimes totalitaires ou réduits à l'état de zombie, tandis que le reste du monde qui leur servirait à s'approvisionner en matières premières, serait livré au chaos et à un état de guerre perpétuelle.

Pendant qu'on y est, on va tordre le cou à une autre idée obsolète de nos jours. Autrefois les conditions n'étaient pas remplies pour que les différents impérialistes constituent une sorte d'hyper impérialisme. De nos jours non plus, à ceci près que depuis qu'ils possèdent tous des armes nucléaires, ils ne peuvent plus envisager une confrontation armée directe qui les anéantirait réciproquement, donc ils ont dû se résoudre à se faire la guerre d'une autre manière (guerre hybride, de basse intensité, etc.) ou sur d'autres terrains, sans que l'un ou l'autre ne puisse l'emporter. Par conséquent, ils ont été contraints de s'entendre au moins sur ce plan-là.

Si cette entente informelle se substitue à cet hyper impérialisme sans pour autant constituer une unité organique ou sans en épouser la forme, en revanche elle assume les mêmes fonctions pour maintenir indéfiniment en servitude tous les peuples, en justifiant un état de guerre permanent avec toutes les implications que cela comporte en matière de lois liberticides, surveillance ou contrôle de la population, suppression des libertés individuelles et collectives, et restriction de l'accès à certains biens ou services dans le cadre de régimes totalitaires.

Francetvinfo - Plus d'une soixantaine d'associations, de partis politiques et de syndicats appelaient à manifester samedi 25 mai, partout en France. Les organisateurs de cette "Marée populaire" évoquent 250 000 participants, alors que le ministère de l'Intérieur avance le nombre de 93 000 manifestants. Dans le Journal du dimanche, le Premier ministre Edouard Philippe ironise et parle d'une mobilisation avec "un petit coefficient de marée".

A l'arrivée du cortège, place de la Bastille, les militants voulaient savoir. Les chiffres de la police et des médias les font tiquer, mais ils le reconnaissent : même ceux des organisateurs sont décevants. "Les gens sont tous pris par leurs problèmes, on les effraie facilement avec une soi-disant violence", affirme l'un d'eux. "80 000 ou 100 000, je n'irais pas discuter. Mais ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, il y a des gens qui sont descendus dans la rue et qui sont de plus en plus déterminés", affirme un autre. francetvinfo.fr 27.05

Je suis désolé d'avoir eu raison une fois de plus. J'avais annoncé que cela allait être un bardoud d'honneur...

AFP - Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Et Mélenchon en profite pour virer encore plus à droite, c'était prévisible chez cet affairiste. Vous contestez cette caractérisation ? Voilà sur quoi elle repose notamment.

AFP - Sur le fond, le député des Bouches-du-Rhône et ancien eurodéputé s'efforce de polir son discours européen. "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible", affirme-t-il, en rappelant que la France insoumise est "partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle +Maintenant, le peuple+" avec les Espagnols de Podemos et le Bloc portugais. AFP 26.05

Ou encore.

AFP - Défendant comme Jean-Luc Mélenchon l'idée d'un "Front populaire", le député de la Somme (Ruffin -ndlr) souligne qu'il ne pourra advenir que s'il est acté que "le centre de gravité de la gauche a basculé (du Parti socialiste) vers la France insoumise". Les élections européennes seront, selon lui, un "marqueur" de ce basculement. AFP 26.05

Non, vous ne rêvez pas, les élections européennes enregistrent des taux d'abstention records et il persiste à légitimer l'UE, il appelle les masses à un raz de marée populaire auquel elles ne répondent pas, pour se rabattre sur le Front populaire, l'antichambre du fascisme ou de la guerre.

Méthode Coué ou autosatisfaction.

- 26 mai: "la marée fera des petits", estime Mélenchon, qui dénonce la "désinformation" - AFP 27 mai 2018

La députée LFI Clémentine Autain a salué sur BFMTV "une mobilisation qui passe un cap formidable", évoquant un rassemblement au "caractère inédit", "des colères qui ont convergé", "des passerelles jetées entre le mouvement social, les forces politiques, le mouvement associatif, le soutien d'intellectuels et d'artistes". AFP 27 mai 2018

Le travailleur le plus privilégié, qu'il appartienne à la classe ouvrière ou aux classes moyennes, a de bonnes raisons de honnir Macron et son gouvernement, le monde dans lequel nous vivons, mais cela n'en fait pas pour autant un opposant résolu à rompre avec le régime ou la Ve République.

Ces gens-là pratiquent l'entre-soi, ils s'écoutent parler, ils ont les yeux rivés sur l'agenda électoral, et le reste du temps les médias leur servent gracieusement de porte-voix de manière à ce que leurs discours parviennent à ceux qu'ils ne peuvent pas atteindre... et tombent dans les oubliettes. Ils n'ont jamais convaincu qui que ce soit de quoi que ce soit qui ne l'était pas déjà auparavant, peu importe, l'illusion d'un instant leur suffit.

Après le coup d'Etat de Macron qui entend mener à son terme la transformation de la société selon les principes adoptés par le néolibéralisme, il est devenu clair pour tout le monde que toute réforme sociale ou progressiste, toute expression de la démocratie est incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions, dès lors elles doivent être liées à la nécessité de les abolir et de chasser Macron du pouvoir.

C'est la question du pouvoir, de l'Etat, du type de régime qui est dorénavant posée. Dans quel discours des dirigeants de LFI cela figure-t-il sans ambiguïté ? Nulle part, puisque finalement ils s'emploient à légitimer l'ordre établi.

Extraits de l'entretien que Mélenchon a donné à Libération. (liberation.fr 25.05)

Mélenchon - "La réalité globale, c'est que la France est en ébullition."

LVOG - Mais apparemment il y a une soupape de sécurité qui empêche la cocotte-minute d'exploser...

Dans une multitude de pays dans le monde c'est le cas, en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Turquie ou encore aux Etats-Unis, sans parler de la quasi totalité des pays en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, dans de nombreux pays en Asie, au Bangladesh, au Pakistan, etc.

Mélenchon - "ce monde est pourri. Et (...) ses valeurs ne valent pas la peine d'être vécues."

LVOG - Ni d'être défendues... Le discours en apparence radical de cet illusionniste ne sert qu'à masquer ses contradictions, son refus d'affronter le régime.

Mélenchon - "la violence n'a aucune efficacité dans l'action révolutionnaire. Nulle part dans le monde, la violence n'a donné un résultat pour nous."

LVOG - Pas même en 1871 ou en 1917... En certaines circonstances, face à la violence, celui qui ne se résout pas à y recourir est voué à la subir ou capituler honteusement. C'est le cas de Mélenchon qui annonce la couleur avant même tout affrontement direct entre les classes. Quand le régime est menacé, la classe dominante recourt à la violence pour le défendre les armes à la main, donc pour la chasser du pouvoir et s'emparer du pouvoir, il n'existe pas d'autre alternative que l'imiter en prenant les armes.

Mélenchon - Notre stratégie révolutionnaire, c'est la révolution citoyenne par la Constituante. La seule voie vers le pouvoir, c'est l'élection ?

Je n'en vois pas d'autres : je suis fondamentalement républicain.

LVOG - Un républicain bourgeois adepte du parlementarisme, merci on avait compris ! Jamais dans aucun pays du monde dans le passé les travailleurs ne se sont emparés du pouvoir politique par les urnes, jamais il ne s'est produit un changement de régime après des élections, ce qui signifie que ce n'est pas son objectif.

Mélenchon - "Nous allons envoyer le signal dynamisant d'une alternative européenne crédible. La France insoumise est partie prenante et fondatrice d'une coalition européenne qui s'appelle «Maintenant, le peuple». Les Espagnols de Podemos et le Bloco portugais, des partis à plus de 10 %, sont les premiers participants. Nous comptons sur l'arrivée de formations scandinaves et la discussion est en cours avec Die Linke du Luxembourg, les Irlandais du Sinn Féin et des Hollandais.

LVOG - Que des partis bourgeois ou pro capitalistes, pro-UE, pro-ONU, pro-Otan, pro-FMI, pro-Banque mondiale, etc. qui parfois ont gouverné ou gouvernent encore localement avec la social-démocratie dégénérée, Die Linke par exemple, ce qui signifie que Mélenchon ferait la même politique.

Mélenchon - Le changement des institutions. C'est le cœur de notre stratégie révolutionnaire. Pour défendre la démocratie parlementaire contre la monarchie présidentielle, une convergence extrêmement large est possible. Une nouvelle fois, le front populaire des partis, syndicats et associations sera nécessaire.

LVOG - En guise de "*changement des institutions*", il s'agirait plutôt d'un ravalement de façade. Il entend "*défendre la démocratie parlementaire*", autrement dit le parlementarisme bourgeois qu'incarne les institutions de la Ve République. Il estime donc que le régime est démocratique, ce que ne peut pas être non plus le front populaire puisque c'est une coalition comprenant un ou des partis bourgeois. Vous voyez des partis bourgeois remettre en cause le régime, le menacer, bien sûr que non, c'est de la pure démagogie.

Libération - Cinquante ans après Mai 68, qu'en reste-t-il au lycéen que vous étiez ?

Mélenchon - Au début de ma vie politique, dans le Jura, j'ai 16 ans et je monte sur des tables pour haranguer mes camarades. J'ai été trotskiste [militant à l'OCI de 1972 à 1975] mais j'ai été radié. Ils me reprochaient de tout mélanger : le parti, le mouvement et les syndicats. Ils avaient raison ! Pour moi, ce sont des états différents de la température de conscience et non pas des cases étanches, comme ils les aiment toujours. Eux croient à l'avant-garde révolutionnaire, pas moi ! Ils ne croient pas à l'auto-organisation du mouvement populaire, moi si ! Et cela, je l'ai appris en Mai 68. J'y suis fidèle.

LVOG - Mai 68, quelle horreur, c'était demeurer "fidèle" au régime, ce que confirmera avec éclat les élections de 1969 ! Il y a du vrai dans sa critique, mais il confond tout, "l'auto-organisation du mouvement populaire" pas plus que le front populaire ou la "révolution citoyenne" n'a jamais permis aux travailleurs d'un pays de prendre le pouvoir, pas même en 1905 en Russie. En revanche, une "avant-garde révolutionnaire" profondément enracinée dans les masses était parvenue à prendre le pouvoir par une révolution dans la rue et non dans les urnes en 1917 en Russie jusqu'en 1923-24, en s'appuyant sur "l'auto-organisation du mouvement populaire", les soviets ou comités.

Quand le tsar fut chassé du pouvoir en février 1917, c'est un front populaire qui prit le relais. Jusqu'à sa chute, il refusera obstinément d'exproprier les propriétaires fonciers et les capitalistes, et estimant que les masses n'étaient pas prêtes pour la démocratie, il décida que c'était au tour de la bourgeoisie de gouverner. Le parti de l'avant-garde, le parti bolchevik de Lénine et Trotsky s'y opposa et n'y participa pas. Il convainquit et conquiert les masses ou la majorité des soviets, ce qui permit de mener à son terme la révolution prolétarienne, tout en liquidant ce qui restait des institutions bourgeoises ou de l'Ancien Régime, dont l'Assemblée constituante qui servait de repère à la réaction et à ses complices pour mener la guérilla contre le gouvernement ouvrier révolutionnaire, le nouvel Etat ouvrier, socialiste.

C'est cette avant-garde organisée qui nous fait si cruellement défaut aujourd'hui et dont Mélenchon ne veut pas entendre parler, ce qui se comprend très bien, puisqu'il ne partage pas ses objectifs politiques, dont l'abolition du capitalisme et ses institutions.

Mélenchon oppose l'avant-garde consciente du processus historique inconscient à "*l'auto-organisation du mouvement populaire*", alors que nous considérons qu'ils sont complémentaires, et contrairement à lui, nous avons retenu la leçon que si l'avant-garde ne pouvait pas se substituer à l'organisation indépendante des masses, cette dernière ne pouvait pas non plus se substituer au parti ouvrier révolutionnaire. Mieux, l'organisation indépendante des masses était vouée à l'échec si l'avant-garde n'avait pas conquis la confiance et la direction des masses pour orienter leur combat, parce que seules les masses ne peuvent pas atteindre le niveau de conscience politique requis pour prendre le pouvoir et le conserver ni aucun autre acteur, sinon cela se saurait et nous n'en serions pas là aujourd'hui

Le discours (et le programme) de Mélenchon est un tissu de confusions et de contradictions, de mensonges et de vérités ou en permanence il tient un double langage, l'oeuvre d'un faussaire ou d'un aventurier qui cherche à tout prix à se concilier les tenants du régime en place, qui de leur côté ont parfaitement compris qu'il ne constituerait pas une réelle menace pour le régime.

Pour en revenir à la situation sociale et politique, deux choses font défaut à l'heure actuelle pour envisager une issue politique favorable aux travailleurs ou avancer dans cette voie.

L'avant-garde qui est disloquée ou demeure trop faible, pour n'avoir pas su encore tirer toutes les leçons de la lutte de classes

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, rectifier la multitude d'erreurs qu'elle a commises, elle en est encore à refuser de l'admettre, ce qui signifie que cette question est loin d'être réglée, hélas !

Et l'élévation du niveau de la conscience des masses pour qu'elles modifient leur orientation politique ou envisagent la rupture avec le capitalisme et ses institutions ou qu'il existe une alternative au capitalisme, de sorte que l'attention qu'elles porteraient au discours de l'avant-garde s'en trouverait modifiée, ainsi que leurs rapports qui favoriseraient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui de ce fait pourrait enfin assumer son rôle au sein du mouvement ouvrier et de tous les organismes politiques indépendants que les masses créeraient au cours de la lutte de classe et du processus révolutionnaire, pour en conquérir la direction et les porter au pouvoir à l'issue d'un soulèvement révolutionnaire.

L'alliance de l'avant-garde consciente, socialiste, révolutionnaire, avec les masses, c'est la combinaison gagnante, toute autre combinaison s'est toujours avérée perdante, il n'existe aucune exception.

Dès lors la question qui est posée à chaque militant ou travailleur est simple : Souhaitez-vous faire partie indéfiniment des perdants avec Mélenchon et consorts, ou préférez-vous vous tourner vers l'avant-garde qui malgré ses faiblesses incarnent le camp des gagnants ?

Si vous décidez de vous tourner vers l'avant-garde, vous pouvez prendre contact ou rejoindre le POID qui est le parti qui l'incarne le mieux à l'heure actuelle ou le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE dont il est à l'initiative.

Ne vous hâtez pas de rejeter cette proposition, ne commettez pas cette erreur, faites preuve de mesure ou de discernement, car vous devez savoir que s'il disparaissait, il n'existerait plus aucun parti en France pour incarner l'avant-garde, dans ce cas-là puisque la jonction entre un mouvement populaire et l'avant-garde deviendrait impossible, cela signifierait que la société (et le reste du monde, oui, rien de moins il faut en avoir conscience) s'enfoncerait inexorablement dans la barbarie, à l'instar des Etats-Unis, est-ce ce que vous souhaitez pour vous, vos enfants ou petits-enfants, réfléchissez bien avant de prendre votre décision.

N'allez pas imaginer que je vous raconterais des histoires ou que je chercherais à vous influencer, est-ce dans mes habitudes, franchement. Non, je joue cartes sur table avec vous. En Italie aussi il a existé de puissants partis ouvriers, un puissant parti socialiste, un puissant parti communiste, ils ont trahi, il a également existé une puissante avant-garde au sein du mouvement ouvrier qui hélas s'est fourvoyée, depuis ils ont tous disparu, et vous avez observé ce qu'ils ont récolté. Vous pouvez faire le même constat ailleurs. Ne perdez pas de vue non plus qu'aucun gouvernement en Europe ou dans le monde n'a rompu avec le régime néonazi en place en Ukraine ou d'extrême droite en Israël, aux Etats-Unis...

Macron n'est qu'un avant-goût de ce qui vous attend si vous ne réagissez pas maintenant, car plus tard il sera trop tard.

Tous les mouvements ou coalitions qui se sont constitués sur les cendres des PS et PC n'ont eu pour fonction qu'empêcher la jonction de la classe ouvrière avec les classes moyennes, qu'empêcher que leurs éléments les plus avancés se rassemblent dans un parti révolutionnaire.

Ces mouvements ou coalitions n'ont été que les avatars populistes de ces partis, au point de frayer la voie à l'extrême droite qui incarne le populisme par excellence, dépouillée de ces complexes. Et qu'ont-ils fait croire ces mouvements ou coalitions de partis, sinon que le capitalisme était réformable, alors qu'il ne l'est pas. Quel discours sur le fond tient l'extrême droite ? Le même. Et Macron ne dit pas autre chose.

Il y a quelque chose qui caractérise tous ces dirigeants ou partis : l'imposture permanente et un cynisme sans fond, qui unit engendrent des monstres d'inhumanité, ce qu'ils s'emploient à démontrer quand on les observe attentivement ou qu'on a un peu de mémoire.

Leurs discours sont faits pour flatter les ignorants afin de les tromper, malheur à ceux qui ont la faiblesse de ne pas en tenir compte ou qui leur trouvent des qualités !

Allez, Mélenchon en a rajouté une grosse couche.

- Mélenchon joue la carte de l'unité et veut dialoguer avec la gauche, divisée - AFP 26.05

Tournant stratégique et prélude à une convergence des gauches ? Jean-Luc Mélenchon, qui n'avait de cesse depuis des mois de mettre à distance la "vieille gauche" en "décomposition", appelle désormais au "dialogue" au sein de la "mouvance progressiste". AFP 26.05

Entendez par "*progressiste*", les cloportes qui ont fait toute leur carrière au PS, qui y sont encore ou qui l'ont quitté quand il coulait sans modifier quoi que ce soit à leur idéologie.

En famille. LREM et PS au chevet de l'UE, avec les compliments du FMI. (lire plus loin)

- Macron rend hommage au président italien Mattarella - Reuters 29.05

- Italie: le PS soutient la décision d'écarter un ministre eurosceptique, une "folie antidémocratique" pour LFI - AFP 29.05

Le porte-parole du Parti socialiste Boris Vallaud a soutenu, lundi sur Europe 1, la décision du président italien de s'opposer à la nomination d'un ministre eurosceptique. AFP 29.05

Macron toujours bien avisé !

C'était avant la nomination de Carlo Cottarelli...

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

Ils osent tout. Qui a dit ?

- «Si on veut garder demain le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices de ce qui se passe.» (liberation.fr 27.05)

Réponse : Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Deux jours plus tard, une autre raclure lui emboîte le pas.

- Julien Denormandie, secrétaire d'État chargé de la Cohésion des territoires, a appelé les manifestants à faire preuve de « vigilance » afin d'éviter l'irruption de casseurs dans les cortèges... (Invité de L'Épreuve de vérité, diffusée sur Public Sénat en partenariat avec Radio Classique, Les Échos et l'AFP - Publicsenat.fr 28.05)

Collomb n'a rien trouvé de mieux que transférer ses responsabilités sur les manifestants pour finalement les assimiler à des casseurs.

C'est le comble de l'infamie, lorsque l'on sait que ces "casseurs" s'intercalent volontairement entre les CRS et les manifestants pour que ces derniers soient arrosés de bombes lacrymogènes ou soient également tabassés par les forces de l'ordre.

Ils ont pour fonction de briser ces manifestations et donner une image détestable du mouvement ouvrier.

La question serait plutôt de savoir pourquoi les CRS les laissent se regrouper ou ne les arrêtent pas, avant qu'ils se livrent à des actes violents ou cassent n'importe quoi en toute impunité.

La concurrence est rude...

- Affiches d'Erdogan retirées : «Parfaitement inacceptable», estime Macron - Le Parisien 28 mai 2018

En cause, une affiche de l'hebdomadaire Le Point-BHL présentant le président turc Recep Tayyip Erdogan comme un dictateur, arrachée ou recouverte dans différents kiosques apparemment par des partisans d'Erdogan. Macron et la couche d'oligarques qu'il représente, ne digèrent décidément pas qu'Erdogan s'oppose à leur plan en Syrie et se soit rapproché de la Russie...

Et les zélés apprentis dictateurs ne manquent pas.

- SNCF: "Les syndicats ont intérêt à arrêter la grève", selon le rapporteur (LR) au Sénat - AFP 29.05

Comment le légitimer ? En bidouillant un faux sondage.

- SNCF: la grève n'est pas justifiée pour la majorité des personnes interrogées - AFP 27.05

La grève à la SNCF, qui dure depuis le 3 avril, n'est pas justifiée pour 58% des personnes interrogées pour un sondage Ifop dans Le Journal du Dimanche. AFP 27.05

Ils osent tout ou leur humanisme est la politesse des salauds...

- Emmanuel Macron reconnaît le caractère antisémite d'un meurtre commis en 2003 - Le HuffPost 28.05

Le président Emmanuel Macron a reconnu, dans un courrier adressé au député Meyer Habib, le caractère antisémite du meurtre en 2003 de Sébastien Selam, le comparant à l'assassinat de Mireille Knoll, indique la lettre rendue publique dimanche... Le HuffPost 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", affirme Griveaux - AFP 28.05

Le gouvernement se bat pour "les droits de l'homme pauvre", qui, "sans doute, n'a pas voté aux dernières élections" a affirmé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. AFP 28.05

Fabrication du consentement en totalitarisme.

- Jour J pour la protection des données en Europe, déjà des plaintes - AFP 25.05

Un arsenal de nouvelles règles est entré en application vendredi dans l'UE pour mieux protéger les données personnelles à l'ère numérique, suscitant sans tarder de premières plaintes contre des géants comme Facebook et Google déjà accusés de les enfreindre.

Le "Règlement général sur la protection des données" (RGPD) prévoit des droits renforcés pour les internautes et des sanctions inédites en cas d'abus, dans un contexte marqué par le scandale planétaire qui a impliqué le réseau social américain dirigé par Mark Zuckerberg.

Cette législation impose à toute entreprise, sur internet ou non, de demander un "consentement explicite et positif" pour utiliser des données personnelles collectées ou traitées dans l'UE. Elle donne aussi aux citoyens le "droit de savoir" quand leurs données sont piratées, comme lors de la fuite massive subie par la société Uber en 2016.

"Vous avez probablement vu ces fenêtres contextuelles qui s'affichent partout, disant: +vous devez accepter, sinon vous ne pourrez pas utiliser ce service+. Or le RGPD interdit explicitement cela", a dit à l'AFP le juriste autrichien Max Schrems, déplorant un "consentement forcé" à ces nouvelles règles d'utilisation, justement modifiées pour respecter la loi européenne. AFP 25.05

C'est plus que chiant, c'est du harcèlement, plus d'un va cliquer sur OK directement et va se retrouver envahi de pubs. J'ai eu la patience d'ouvrir toutes les fenêtres sur Yahoo et de tout virer. A vrai dire, je ne me démerde pas mal, je n'ai jamais une fenêtre qui s'ouvre à mon insu ou une pub qui vient envahir l'écran, cela ne m'arrive jamais.

Le seul truc qui m'est arrivé dernièrement, c'est l'impossibilité d'accéder à YouTube, écran blanc ou vide! Pourquoi, je n'en sais rien, je ne suis pas parvenu à résoudre le problème, je pense qu'ils ont dû actualiser leur fichier et supprimer les lignes correspondant aux anciens système d'exploitation comme XP que j'utilise toujours parce que je le trouve plus pratique ou rationnel, car en revanche avec le portable qui fonctionne sous le système 7 de microsoft je n'ai pas ce problème. Cela doit fait exprès pour qu'on soit obligé d'adopter un système d'exploitation plus récent.

Quant à Outlook qui me sert pour le courrier, c'est devenu l'horreur, l'écran saute, est tronqué... Je vais peut-être à nouveau retourner sur Yahoo en créant une nouvelle adresse. Ils nous pourrissent vraiment la vie ces cinglés !

ACTUALITE EN TITRES

La question est de savoir pourquoi après l'avoir combattu férocement, la classe dominante en fait la promotion.

- Les Irlandais disent oui à la libéralisation de l'avortement - AFP 26.05

Quand le monarque "veut" ou se prend pour le maître du monde.

Quand on sait qu'on a affaire à un pantin, c'est dingue !

- Emmanuel Macron veut "tendre la main" au nouveau gouvernement italien anti-européen - Le HuffPost 26.05

- Macron veut ancrer la Russie de Poutine en Europe - AFP 25.05
- France-Russie : Macron rassure les milieux d'affaires - euronews 26.05
- Dégeler Poutine, pas une mince affaire pour Macron - LeParisien.fr 25.05

Chut, ils complotent !

- Proposition de loi "secret des affaires": accord entre députés et sénateurs - AFP 25.05

Médiacrasse.

- Orlando Sierra, de l'AFP, photographe de l'année au Honduras - AFP 25.05
- L'agence de presse publique russe Ria Novosti interdite en Ukraine - AFP 24.05

Mafia des affaires.

Ils épongent les dettes, et ensuite, une fois devenu plus présentable, ils privatiseront.

- SNCF: l'Etat reprendra 35 milliards d'euros de dette, dont 25 milliards en 2020, selon l'Unsa. - AFP 25.05

Le gang des banquiers à l'oeuvre.

- Onze milliards d'euros blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 - Reuters 26.05

Plus de 11 milliards d'euros ont été blanchis en Estonie entre 2012 et 2016 par le biais des banques du pays, a rapporté vendredi la cellule du renseignement financier de la police estonienne (FIU). Reuters 26.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Conflit social Annulation d'un spectacle à la Comédie-Française - Liberation.fr 29.05

La Comédie-Française tentait lundi de trouver une issue pour mettre fin à une grève «illimitée» d'une partie des techniciens, qui a provoqué samedi l'annulation de la première de la Locandiera de Carlo Goldoni (sur une mise en scène d'Alain Françon), a indiqué la direction. Entamé le 22 mai, le mouvement de grève porte «sur plusieurs revendications dont l'une uniquement liée au service machinerie», a précisé un communiqué du théâtre public. Liberation.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Espagne Le Parti populaire condamné pour corruption, Rajoy menacé - Liberation.fr 26 mai 2018

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, s'est retrouvé isolé vendredi, menacé par une motion de censure de l'opposition socialiste et lâché par ses alliés centristes de Ciudadanos, après la condamnation de son parti conservateur dans un méga procès pour corruption.

Le Parti socialiste (PSOE) a déposé cette motion de censure dans la matinée à la Chambre des députés pour renverser Rajoy et former un gouvernement à sa place. Pour réussir, elle devra être votée par 176 députés, une majorité absolue que le PSOE

ne pourrait rassembler qu'en s'alliant à la gauche radicale de Podemos et aux petits partis nationalistes - dont les séparatistes catalans, contre lesquels le numéro 1 des socialistes, Pedro Sánchez, a pris position ces derniers mois.

Le parti libéral Ciudadanos, devenu le principal rival de Rajoy dans les sondages, a, lui, immédiatement annoncé qu'il s'opposerait à cette motion de censure mais a exigé en revanche des élections anticipées. «La condamnation du gouvernement pour corruption a mis un terme à la législature, a lancé le chef de Ciudadanos, Albert Rivera, dans un tweet. Nous avons besoin d'un gouvernement propre et fort qui affronte le défi séparatiste. Ou Rajoy convoque des élections, ou le Congrès le fera.» Liberation.fr 26 mai 2018

2- Italie.

Nouveau coup d'Etat de l'oligarchie en Italie .

2.1- Un nouveau Premier ministre à la manoeuvre en Italie - euronews 29 mai 2018

En Italie, le nouveau Premier ministre par interim Carlo Cottarelli est donc à la manoeuvre. Et il doit rapidement proposer un nouveau gouvernement, lequel devrait cependant avoir peu de chance d'obtenir la confiance du parlement dominé par les partis de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles.

Le principal objectif de Carlo Cottarelli, ancien haut responsable du FMI, surnommé Monsieur Ciseaux pour son rôle dans la réduction des dépenses publiques en 2013-2014, sera de préparer de nouvelles élections, et en attendant de faire passer le vote du budget et de tenter de rassurer les marchés après deux mois et demi de crise.

Des législatives anticipées pourraient avoir lieu après le mois d'août si son gouvernement n'obtient pas la confiance du parlement et qu'il doit simplement gérer les affaires courantes. euronews 29 mai 2018

La veille.

2.2- Nouvelle impasse en Italie après le retrait de Giuseppe Conte - Reuters 28 mai 2018

Giuseppe Conte, choisi par le Mouvement 5 Etoiles (M5S, populiste) et la Ligue (extrême-droite) pour occuper la fonction de président du Conseil, a renoncé dimanche à former un gouvernement, après que le président italien a refusé d'accepter l'économiste Paolo Savona comme ministre des Finances en raison de son hostilité pour l'euro et les institutions européennes.

Cette décision pourrait déclencher une crise constitutionnelle et semble rendre inévitable la tenue de nouvelles élections législatives cette année.

Le président de la République, Sergio Mattarella, a été accusé par les dirigeants du M5S et de la Ligue d'avoir trahi la constitution et de répondre aux ordres des puissances européennes.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des élections du 4 mars mais n'a pas obtenu de majorité, a demandé la destitution de Mattarella.

"J'ai accepté toutes les nominations, sauf celle de ministre de l'Economie", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une allocution télévisée au ton grave.

"Pour ce ministère, j'ai demandé aux partis de la coalition une personnalité politique autoritaire n'étant pas considérée comme partisane d'une ligne qui pourrait provoquer la sortie de l'Italie de la zone euro", a ajouté Mattarella.

Quelques instants après cette allocution, un ancien haut responsable du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, a été convoqué par le chef de l'Etat pour une réunion lundi matin.

Ce rendez-vous pourrait signifier que Mattarella compte demander à Cottarelli de former un gouvernement de transition composé de techniciens et chargé d'élaborer avant la fin décembre le budget 2019, notamment pour éviter une hausse automatique de la TVA en cas de creusement du déficit.

Les marchés, inquiétés par la constitution d'un gouvernement eurosceptique dont la politique menacerait les fragiles finances publiques italiennes, pourraient être rassurés par l'éventuelle nomination de Cottarelli.

Si le gouvernement venait à ne pas obtenir le soutien du Parlement, il resterait en place pour expédier les affaires courantes et

de nouvelles élections seraient organisées en septembre ou en octobre.

D'après les derniers sondages, de nouvelles élections pourraient profiter à la Ligue, qui a remporté 17% des voix en mars, mais ne permettraient pas de sortir de l'impasse.

Le dirigeant de la Ligue, Matteo Salvini, a réagi avec colère à la décision de Sergio Mattarella de ne pas accepter que Paolo Savona prenne le portefeuille de l'Economie.

"Si Berlin, Paris ou Bruxelles ne donne pas son accord, un gouvernement ne peut pas être formé en Italie. C'est une absurdité, et je demande au peuple italien de nous soutenir parce que je veux ramener la démocratie dans ce pays", a-t-il dit à des journalistes.

Luigi Di Maio a demandé que le Parlement vote la destitution de Sergio Mattarella.

"Ce soir, il est vraiment difficile de croire en nos institutions et aux lois de l'Etat", a dit le dirigeant du M5S.

Il faut que le président soit destitué pour haute-trahison parce qu'il a agi sous la pression étrangère, a déclaré le dirigeant du parti nationaliste Frères d'Italie, qui avait noué pour les élections une alliance avec la Ligue et Forza Italia.

"C'est un conflit institutionnel sans précédent", a déclaré Matteo Salvini dans une vidéo diffusée en direct sur Facebook.

Avant même la fin de la réunion entre Mattarella et Conte dimanche, le dirigeant de la Ligue avait annoncé, sans confirmer le veto présidentiel, que la seule solution désormais était la tenue de nouvelles élections législatives.

"Dans une démocratie, si nous sommes toujours en démocratie, il n'y a qu'une seule chose à faire, laisser les Italiens avoir leur mot à dire", a dit Salvini devant des partisans rassemblés dans le centre de l'Italie.

Avant l'annonce du retrait de Giuseppe Conte, Paolo Savona avait tenté de répondre aux inquiétudes liées à ses positions.

"Je veux une Europe différente, plus forte, mais plus équitable", a déclaré dimanche l'économiste de 81 ans dans ses premiers commentaires publics.

Moody's Investors Service a annoncé vendredi avoir placé la note à long terme Baa2 de l'Italie sous surveillance avec implication négative. L'agence de notation craint les retombées sur les finances publiques des projets budgétaires de la nouvelle coalition au pouvoir. Reuters 28 mai 2018

2.3- Italie : qui est Carlo Cottarelli, alias «monsieur ciseaux», convoqué par le président ? - lefigaro.fr 28.05

Âgé de 64 ans, Carlo Cottarelli est diplômé en économie à l'université de Sienne (Toscane) et à la London School of Economics. Après six ans passés dans la division chargée du secteur financier et monétaire à la Banque d'Italie, il a été un haut responsable au Fonds monétaire international (FMI) et s'est vu attribuer le surnom de «Monsieur Ciseaux» quand il a été chargé de la révision des dépenses publiques par le gouvernement d'Enrico Letta (centre gauche) en 2013. Le successeur de M. Letta, Matteo Renzi, l'a ensuite nommé au FMI où il a assumé les fonctions de directeur exécutif pour l'Italie, la Grèce, et Malte, entre autres pays, avant de quitter ses fonctions en octobre 2017. Il est depuis cette date le directeur de l'Observatoire des comptes publics, multipliant à ce titre les mises en garde sur le coût économique du programme de gouvernement signé par le Mouvement cinq Etoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite). Interviewé par Les Échos en milieu de semaine, il évaluait son coût entre 110 et 150 milliards d'euros.

«Un Monsieur Personne qui représente la finance internationale», a dit de lui dimanche soir Matteo Salvini, le patron de la Ligue, dans une vidéo sur Facebook. «Il est un de ces experts donneurs de leçons qui nous ont accablés en taillant dans la santé, l'éducation, l'agriculture», a lancé de son côté Luigi Di Maio, chef de file du M5S devant ses partisans réunis à Fiumicino, près de Rome.

Spécialiste de finances publiques, M. Cottarelli avait multiplié les interviews mettant en garde contre les dérives financières potentielles contenues dans le «contrat de gouvernement» adopté par la Ligue et le M5S. lefigaro.fr 28.05

3- Slovaquie

- Des preuves détruites dans le meurtre d'un journaliste slovaque - Reuters 26.05

La police slovaque pourrait avoir détruit, par inadvertance ou par négligence, des preuves sur les lieux du meurtre du

journaliste d'investigation Jan Kuciak, a annoncé vendredi l'avocat de la famille, Daniel Lipsic.Reuters 26.05

4- Venezuela

- Venezuela: l'UE va imposer de nouvelles sanctions "ciblées et réversibles" - AFP 28.05

L'Union européenne a décidé lundi d'imposer de nouvelles sanctions "restrictives, ciblées et réversibles" contre le régime au pouvoir au Venezuela afin de sanctionner les nombreuses irrégularités constatées lors de l'élection présidentielle remportée par Nicolas Maduro.AFP 28.05

5- Inde

- L'Inde fait fi des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela - AFP 28.05

L'Inde continuera à commercer avec l'Iran et le Venezuela malgré les menaces que font peser sur ses entreprises les sanctions américaines contre ces deux pays, a déclaré lundi la ministre des Affaires étrangères Sushma Swaraj. AFP 28.05

6- Nicaragua

- Nicaragua : 86 morts et plus de 860 blessés - euronews 29.05

42e jour de crise au Nicaragua et ce bilan, 86 morts et plus de 860 blessés dans les manifestations antigouvernementales. L'opposition et le président Daniel Ortega seraient cependant tombés d'accord hier pour reprendre le dialogue... euronews 29.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Nouveau record de détenus dans les prisons françaises, avec 70.633 personnes incarcérées - AFP 25.05

Le nombre de détenus a atteint un nouveau record au 1er mai, avec 70.633 personnes incarcérées dans les prisons françaises, qui souffrent d'une surpopulation chronique, selon des chiffres officiels publiés vendredi. AFP 25.05

2- Sénégal

- Les Sénégalais réclament justice pour un étudiant tué - euronews 26.05

Des milliers d'étudiants défilent en colère, dans plusieurs villes du Sénégal. Ils exigent une amélioration de leurs conditions de vie, et réclament "justice" pour la mort d'un des leurs, tué par les gendarmes lors de manifestations il y a 10 jours.

3- Brésil

3.1- L'armée mobilisée au Brésil pour lever les barrages routiers - AFP 26 mai 2018

Le gouvernement brésilien a haussé le ton vendredi face à la grève des routiers qui paralyse tout le pays depuis le début de la semaine, en mobilisant l'armée pour lever les centaines de barrages dans le pays.

Le président Michel Temer a annoncé en début d'après-midi dans une allocution télévisée au ton solennel "avoir mobilisé les forces de sécurité" pour dégager les routes du pays.

Le ministre de la défense, Joaquim Silva e Luna, est allé plus loin en affirmant deux heures plus tard que l'armée agirait de façon rapide, coordonnée et énergique (...) pour libérer la circulation dans des zones critiques" comme les raffineries et les aéroports.

Dans un communiqué conjoint, les leaders des principaux syndicats du pays ont affirmé que "la décision du gouvernement de mobiliser l'armée comme instrument de répression" revenait à "tenter d'éteindre l'incendie avec de l'essence".

Peu avant, la mairie de Sao Paulo, capitale économique du pays, a décrété l'état d'urgence, une mesure extrême permettant notamment de réquisitionner du combustible.

3.2- Grève des routiers au Brésil: Temer cède pour éviter le chaos - AFP 28.05

Le président brésilien Michel Temer a cédé dimanche aux revendications des routiers grévistes, qui paralysent depuis une semaine le pays sortant à peine d'une récession historique.

3.3- Grève des routiers au Brésil: le pays toujours paralysé malgré les concessions du président - AFP 29.05

Le Brésil restait quasiment paralysé mardi, au neuvième jour de grève des routiers, malgré "l'absolue conviction" affichée par le président Michel Temer que le mouvement touchait à sa fin.

4- Franc-maçonnerie

- Sayyid Qutb était franc-maçon - Réseau Voltaire 28 mai 2018

L'historien égyptien Helmi Nimnim vient de publier une nouvelle biographie du théoricien du jihad au sein des Frères musulmans, Sayyid Qutb (1906-66). Le livre reproduit un article du maître intitulé « Pourquoi je suis devenu franc-maçon », paru dans la revue al-Taj al-Masri (la « Couronne d'Égypte »), le 23 avril 1943.

L'article a été publié avant son voyage aux États-Unis et son adhésion aux Frères musulmans.

Par le passé, de nombreux auteurs ont mis en évidence les ressemblances entre les cérémonies d'initiation des deux confréries (les Frères musulmans et la Franc-maçonnerie), mais c'est la première fois que la preuve de l'appartenance maçonnique de Sayyid Qutb est apportée.

À cette époque, les loges égyptiennes étaient directement contrôlées par les services secrets britanniques. Le roi Farouk en était membre.

La question de la possible appartenance de Qutb à la CIA reste, quant à elle, ouverte. Réseau Voltaire 28 mai 2018

Comme quoi Trotsky avait eu raison de dire qu'il fallait les brûler !

[Haut de page ↗](#)